

AU PORTUGAL
Nouvelle tension
au sein du Conseil
de la révolution

LIBRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur: Jacques Fauvet

1,40 F
Algérie, 1 DA; Arabie, 1,50 dr.; Tunisie, 100 m.;
Australie, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique,
12 fr.; Canada, 5 \$; Danemark, 5 kr.;
Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce,
18 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 300 L.; Liban, 125 p.;
Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
1 fl.; Portugal, 120 esc.; Suède, 2,25 kr.;
Suisse, 1 fr. S.A.; 45 cts; Thaïlande, 10 b. sh.
Tarif des abonnements page 21
5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 13
C.C.P. 6295-25 Paris
Tél. Paris: 49-62-92
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les limites d'une diplomatie « européenne »

Sollicitée de toutes parts, la Communauté européenne est appelée, plus que jamais, à intervenir en tant que telle sur la scène internationale, bien que le processus d'intégration interne soit bloqué depuis trois ans. La session des ministres des affaires étrangères, qui vient de se dérouler à Bruxelles, est, à cet égard, révélatrice. Les Neuf s'y sont penchés, sans rien régler, sur l'avenir du dialogue Nord-Sud, ont répondu à l'invitation à négocier que leur avait transmise en février le COMECON, puis ont débatté de leurs relations avec le Portugal, la Grèce, la Yougoslavie, le Japon, l'Iran... En revanche, aucun point de l'ordre du jour, sauf quelques heures consacrées à un examen sceptique du rapport Tindemans sur l'Union européenne, ne concernait le renforcement de la cohésion de la C.E.E.

Le premier ministre belge, dans ce rapport, invite les Neuf à se doter d'une politique étrangère commune avec, comme conséquence, l'obligation pour chacun d'entre eux de se piler au point de vue de la majorité. L'émotion soulevée en France ou au Royaume-Uni par l'affaire de l'élection du Parlement européen suffit pour comprendre que les gouvernements membres sont loin d'envisager un tel abandon de souveraineté.

Cela étant, force est aux Neuf de naviguer à vue, de dépagier au jour le jour un commun démi-monde, pour donner un minimum de cohérence à leurs interventions sur la scène mondiale.

Il faut penser au premier rang la volonté, même fragile, des Neuf d'établir une zone d'alliances entre l'Europe, la région méditerranéenne et l'Afrique. La convention de Lomé, la conclusion d'une série d'accords avec les pays méditerranéens, l'accueil inquiet mais positif donné à la demande d'adhésion de la Grèce mais maintenant aux premières approches du Portugal, voire de l'Espagne, illustrent cette politique. Elle traduit, même si cela n'est pas aussi clairement défini, un certain désir de se soustraire peu à peu à l'hégémonie des super-puissances. Mais, en vérité, cette médiane à l'égard des Grands, les Neuf l'évoquent surtout pour l'U.R.S.S. La réponse négative qu'ils viennent de donner à l'offre du COMECON d'engager une négociation directe ne laisse aucun doute à ce sujet de même que leur tentative évidente de répondre favorablement — mais comment ? — à ceux qui en Yougoslavie, inquiétés de l'apréhension, voudraient ratifier les liens entre leur pays et l'Europe occidentale.

La politique de coopération avec l'Afrique et la Méditerranée risque d'avorter, les Neuf en sont conscients, si la Communauté déçoit ses partenaires en ne l'inscrivant pas dans une stratégie plus générale d'ouverture à l'égard du tiers-monde. Ses tergiversations, lors de la conférence de Nairobi, ou maintenant à l'occasion de la reprise du dialogue Nord-Sud à Paris, révèlent combien les gouvernements membres, à des degrés divers, sont peu déterminés à faire un pas décisif dans cette voie.

Le dire, c'est désigner la double limite de la politique extérieure de la C.E.E. Celle-ci, en crise, sans bases communes en matière industrielle, énergétique, monétaire, ne dispose que de moyens financiers limités. Pour contribuer autrement, qu'en paroles à l'élaboration d'un nouvel ordre économique mondial, il lui faudrait consentir des sacrifices réels en termes de revenus. A l'évidence, les gouvernements membres, en dépit de leurs discours, ne sont pas encore convaincus que, ces sacrifices sont nécessaires pour préserver la paix et la prospérité de leurs peuples.

De toute façon, contribuer efficacement, au succès d'un dialogue Nord-Sud signifierait inévitablement se démarquer des États-Unis, et de ceux des gouvernements d'Europe, y compris celui de la France, ne veut à aucun prix.

La victoire du parti québécois

- M. René Lévesque veut rassurer les Canadiens anglophones
- M. Trudeau ne négociera aucune forme de « séparatisme »

M. René Lévesque, président du parti québécois (indépendantiste), qui a remporté, le 15 novembre, les élections à l'Assemblée nationale de la province, a déclaré mardi, au cours d'une conférence de presse, que le Québec « venait de tourner une page de son histoire ». M. Lévesque va constituer dans les jours qui viennent son gouvernement, qui prêterait serment devant le lieutenant-gouverneur de la province, représentant la couronne britannique. Il a déclaré vouloir « instaurer l'honnêteté dans la politique du Québec », a-t-il en garde ses concitoyens contre toute précipitation et s'est efforcé de rassurer les anglophones.

De son côté, M. Pierre-Elliott Trudeau, premier ministre canadien, a déclaré qu'il n'était pas question de négocier avec le Québec « le séparatisme sous quelque forme que ce soit ».

De notre correspondant

Montréal. — M. René Lévesque, chef du parti québécois (P.Q., indépendantiste), a donné mardi 18 novembre sa première conférence de presse après sa victoire électorale. Il s'est à nouveau efforcé de rassurer les anglophones du Québec et le reste du Canada, expliquant qu'il se trouvait simplement dans une dizaine de jours, à la tête d'un gouvernement provincial comme les autres.

Son gouvernement, a-t-il expliqué, essaiera d'être « intégrateur, efficace et humain » et d'instaurer l'honnêteté dans la politique. Il cherchera à rendre « transparent » l'emploi des fonds publics et à procéder à « toutes les réformes possibles, mais sans précipitation et dans la plus complète concertation ».

L'administration péquiste aura notamment pour objectifs la révision des règles de financement des partis, la fixation de choix budgétaires, tendant à supprimer le gaspillage et à satisfaire les besoins sociaux les plus pressants, et la définition d'un meilleur usage des ressources économiques québécoises. Ses efforts porteront en outre, a indiqué M. Lévesque, sur tous les domaines liés à la « qualité de la vie », tels que la santé, l'éducation, le logement et aussi sur l'agriculture.

M. Lévesque a annoncé, à propos de la question linguistique, que « la loi 22 fera l'objet d'une révision très complète, en particulier son chapitre 5 (1) », qui instaure un ensemble de tests dont le résultat oriente les enfants vers l'enseignement en anglais ou en français. « Ces tests disparaîtront », a promis M. Lévesque. Ils avaient été à l'origine du mécontentement des anglophones et des Néo-Canadiens (d'origine italienne, grecque ou portugaise) envers l'administration libérale de M. Bourassa.

Toutefois, le chef du P.Q. a précisé que la position de son parti était très claire à l'égard des futurs immigrants : ils devront intégrer à l'enseignement français, anglais n'est pas leur langue maternelle.

ALAIN-MARIE CARRON.

(Lire la suite page 4.)

Les évêques brésiliens dénoncent les violences policières

Dans un document public, la conférence épiscopale brésilienne critique vivement le régime, accusé de tolérer des violences policières, graves et répétées, qui restent impunies.

D'autre part, les premiers résultats des élections municipales du 15 novembre font apparaître comme prévu une avance du seul parti d'opposition dans les grandes villes.

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Il y a un climat général de violence dans le pays », affirment les évêques du Brésil, dans un long document qu'ils viennent de rendre public. Cette violence ne s'exerce pas seulement pour des raisons politiques : elle atteint tous les faibles, depuis les Indiens jusqu'aux ouvriers des banlieues industrielles. Elle est souvent pratiquée par la police, sûre de l'impunité. A l'appui de ces dires, la conférence épiscopale rappelle d'abord quelques faits parmi les plus connus : le meurtre, cette année, de deux missionnaires du M.O.G. Grosso, l'enlèvement de l'évêque de Nova-Iguacu par l'Alliance anticommuniste brésilienne (A.A.B.), les divers attentats à la bombe commis par cette organisation clandestine.

Avant rédigé son texte en octobre, la conférence des évêques n'a pas eu le temps de mentionner le dernier attentat revendiqué par l'A.A.B. : une bombe, qui a explosé le lundi 15 novembre au siège de l'hebdomadaire *Opinion*, et qui a été accompagnée de menaces précises contre le directeur, M. Fernando Casparian, ainsi que ses collaborateurs. Depuis sa fondation, il y a quatre ans, *Opinion* s'efforce de démentir, de façon critique, les mécanismes du régime militaire. Cela lui vaut d'être journellement censuré, y compris pour les articles du *Monde* qu'il publie chaque semaine.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 4.)

Le désaccord s'aggrave entre les amis de M. Chirac et ceux de M. Giscard d'Estaing

Quatre anciens secrétaires d'Etat, MM. Achille Fould, Destremau, Bucray et Péronnet, tentent, dimanche, de reconquérir leurs sièges de députés dans la 5^e circonscription de la Gironde, la 5^e circonscription des Yvelines, la 10^e circonscription du Rhône et la 4^e circonscription de l'Allier, où ils ont été mis en ballottage le 14 novembre.

Les difficultés diverses auxquelles doit faire face la « majorité présidentielle » et le trouble que l'on observe dans ses rangs risquent de leur rendre la tâche plus ardue. Le désaccord s'aggrave en effet entre les amis de M. Chirac et ceux de M. Giscard d'Estaing.

Dans le discours qu'il avait prononcé le 3 octobre à Egletons (Corrèze) pour le lancement de sa campagne de renouvellement et d'alignement de l'U.D.R. M. Jacques Chirac n'avait été tendre ni à l'égard de M. Valéry Giscard d'Estaing, lorsqu'il en avait appelé à ceux qui ne veulent plus voir « perpétuellement contestée l'autorité d'un Etat qui tient sa légitimité du suffrage universel », ni vis-à-vis de M. Raymond Barre, qui venait de s'entretenir avec les « partenaires sociaux », lorsqu'il avait souligné qu'« un Etat sûr de son autorité ne craint pas la contestation véritable ».

Dans l'avis qui le ramenait de la Réunion, le 21 octobre, M. Giscard d'Estaing avait jugé « tout à fait naturel » que son ancien premier ministre « développe l'activité de la formation

politique dont il fait partie » mais il lui avait clairement signalé qu'il ne devait pas aller au-delà ni ambitionner de le prendre de vitesse.

Ces propos étaient fort clairs, mais, bien que le désaccord fut patent entre les deux hommes qui avaient coopéré du 31 mai 1974 au 25 août 1976, la fiction fut entretenue d'une parfaite entente et d'une totale communauté d'objectifs entre M. Giscard d'Estaing, d'une part, M. Chirac et l'U.D.R., d'autre part. On vit pendant plusieurs semaines la quasi-totalité des « témoins » de la majorité et M. Raymond Barre lui-même s'employer à affermir cette illusion.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 31, ainsi que l'article de Thomas Ferenzi.)

Une tirelire étanche ?

par PIERRE DROUIN

Sera-ce vraiment bientôt la fête pour les petits, pour les sages de l'épargne ? Après avoir été tant de fois apostrophés, ranconnés par l'Etat à coup de livrets, de bons ou d'obligations, trouvera-t-on enfin pour eux, un havre où ils auront au moins l'assurance de retrouver intacts, à la sortie, quand ils en auront besoin, les quelques économies placées au fil des ans ? Parmi les rares sujets où majorité

et opposition avaient des chances de se rencontrer, celui de l'indexation de l'épargne populaire figurait en bonne place. Surtout depuis que M. Giscard d'Estaing, dans un chapitre de son livre *Démocratie française*, avait insisté sur le fait que la sécurité par la solidarité (sauvegarde sociale) ne suffisait pas. « La liberté d'attendre, de choisir, de décider, d'écouter », avait renforcé par la possession autonome d'une « réserve » qui protège des incertitudes extérieures.

Après le SMIC, c'est à une sorte de « patrimoine minimum de croissance » que pense le chef de l'Etat, dont le montant — dépend évidemment du degré de développement de l'économie — doit croître avec celui-ci et être périodiquement révisé.

Le programme commun avait, plus de quatre ans auparavant, souligné également la nécessité de protéger l'épargne populaire, prévoyant non seulement une rémunération équitable de cette épargne, mais une garantie effective contre la hausse des prix et le maintien des avantages fiscaux.

M. Mitterrand avait eu plusieurs fois l'occasion de formuler sa pensée à ce sujet. Ne se faisant pas faute de rappeler que le comité de financement du VII^e Plan estimait la dépréciation du patrimoine des ménages à plus de 50 milliards de francs en 1976, il estimait intolérable cet « appauvrissement sans cause ».

(Lire la suite page 45.)

AU JOUR LE JOUR L'AUTRE FRANCE

Bien sûr, la victoire du « French Power » au Québec regarde avant tout le Canada. Mais elle devrait aussi intéresser les Français dans la mesure où c'est la première fois depuis bien longtemps que quelque chose de français procède sur cette planète d'un mouvement d'émancipation.

Nous n'avons pas entendu parler de soldats, de conquête coloniale ou d'impérialisme économique. Nous avons entendu des chanteurs nous raconter, avec un étrange accent qui tenait de loin dans le temps et dans l'espace, l'histoire de drôles de bonshommes et de bonnes femmes qui tenaient plus à une culture qu'à un drapeau et qui avaient remplacé leurs jupes par des gilets.

Même si elle n'est pas bleu, blanc, rouge, cette France-là est plus proche de nos cœurs que celle qui exporte des Mirages et dont la voix s'étrangle sur un maigre cocorico.

BERNARD CHAPUIS.

LA CHINE ORPHELINE

Le mausolée de la place Tien-An-Men, au centre de Pékin, où reposera la dépouille de Mao Tse-toung, sera inauguré le 1^{er} juillet 1977, premier jour anniversaire de la fondation du parti communiste chinois. L'emplacement du mausolée a été choisi par M. Hua Kuo-feng, qui se présente comme le successeur désigné du « Grand Timonier », après avoir éliminé les dirigeants de la tendance « radicale ». MM. Wang Cong-wan, ancien vice-président du P.C., Chang Chun-chiao, ancien vice-premier ministre et ancien membre du bureau politique, Yao Wen-yuan, théoricien du parti, et Mme Chiang Ching.

1. — Le réconfort de la « bonne nouvelle »

Chaochan (province du Hunan). — C'est ici, sur ce lit, que le président Mao Tse-toung est né le 26 décembre 1893, dit l'interprète d'une voix qui révèle une émotion quasi religieuse. Nous sommes dans la chambre à coucher des parents du « Grand Timonier », des paysans « moyens pauvres », qui partageaient avec une autre famille d'agriculteurs une ferme assez isolée à proximité de Chaochan, localité de la Chine centrale. Les pièces sont nombreuses, mais de petite dimension, le sol est de terre battue. Les fenêtres étroites donnent sur un petit étang où poussent les lotus.

De notre envoyé spécial
JEAN DE LA GUÉRIÈRE

L'éclairage au néon a été installé dans la maison transformée en musée.

La visite comporte des arrêts pour la méditation devant les seules photographies du jeune Mao quand il allait chercher de l'eau à la source voisine ; devant la trappe par laquelle ses premiers disciples montaient au grenier pour adhérer à la cellule du parti communiste qu'il avait fondée ici dès 1925, etc. En face de la porte d'entrée, une inscription arbore, au-dessus d'un portrait entouré de crêpe, que « le président Mao, Grand Leader et Grand Educateur, vitra éternellement ».

Avant la mort du président, quatre mille personnes se rendaient ici chaque jour. Depuis, ces lieux reçoivent en moyenne quinze

mille visiteurs, avec parfois des pointes de quarante mille pèlerins. Sept cents ouvriers travaillent dans deux usines qui fabriquent des souvenirs à l'effigie du défunt.

(Lire la suite page 2.)

LA MI-TEMPS DU FESTIVAL

Promenade à Paris-sur-Films

La seconde Festival cinématographique internationale de Paris, qui se poursuit jusqu'au vendredi 19 novembre au cinéma Empire, s'achèvera par la présentation du dernier film, inédit et attendu, du réalisateur français André Techiné, « Barocco ». Cette manifestation réunit un public très jeune et compte plusieurs sections. En ce qui concerne la sélection officielle, l'unité semble s'être faite, une fois encore, sur le cinéma allemand, avec « Cour de verre », de Werner Herzog, et le film de Volker Schlöndorff et Margarethe von Trotta : « Le Coup de grâce » (qui sort ce mercredi à Paris).

Le cinéaste japonais Akira Kurosawa, que Jacques Siclier a rencontré, est venu lui-même présenter à Paris l'un de ses plus beaux films, « Dersu Uzala », qu'il a tourné dans la taïga, en

coproduction avec les Soviétiques. Le Festival, qui a fait découvrir « la Scapane scientifique » (réalisé en 1972 par Luigi Comencini) et « Cœur de chien », d'Alberto Lattuada, réserve une part importante au cinéma italien : on pourra voir, en effet, « L'Agnes va à mourir », de Giuliano Montaldo, et « Todo Modo », d'Elio Petri.

Enfin, le prix Jean Epstein du livre de cinéma, créé à l'occasion du premier Festival de Paris, a été attribué, cette année, à « Trente ans de cinéma britannique », de Raymond Lefèvre et Roland Lacourbe (« Le Monde » du 2 décembre 1975, étude historique, documentaire et panorama du cinéma anglais).

(Lire, page 9, les articles de Jean de Barone, de Louis Marconelles et de Jacques Siclier.)

Un cadeau très tendre : la montre au cœur de pierre.

Montre de femme or jaune : le cadran en pierre de couleur est en forme de cœur. Il existe en onyx, corail, œil de tigre, malachite, lapis ou pavage brillants... à partir de 4.800 F.



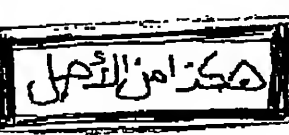
FRED JOAILLIER

6, rue Royale Paris 8^e, tél. 260.30.69
Boutiques Fred: 84, Champs-Élysées
Hôtel Loew's: Monte-Carlo
Hôtel Byblos: Saint-Tropez
Aéroport d'Orly

UNE SEMAINE AVEC L'AQUITAINE

Dans la série de suppléments que « Le Monde » consacre depuis cette semaine à la région Aquitaine, nous publions aujourd'hui un ensemble d'articles et de reportages sur l'avenir industriel des cinq départements, et en particulier sur les conséquences de l'épuisement du gisement de Lacq.

(Lire pages 21 à 29.)



ASIE

LA CHINE ORPHELINE

(Suite de la première page.)

La même atmosphère de recueillement régnait à une centaine de kilomètres de là, à Shanghai, capitale provinciale, dans « l'île aux mandarins », sur le fleuve Xiang-Jiang, où Mao, jeune militant révolutionnaire, aimait flâner et méditer. Un panneau garni de photos a été dressé à proximité de l'endroit où, dit-on, le grand homme « posa les pieds » après avoir nagé pendant une heure dans le fleuve, en juin 1959.

Les photos représentent Mao aux différentes étapes de sa vie. Nous les avons vus pour la première fois à Pékin dans une annexe de l'agence Chine nouvelle où des employés, aidés par un détachement spécial de soldats de l'armée populaire de libération, travaillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre à satisfaire dans les meilleurs délais une commande de vingt millions de clichés passée par le comité central du parti pour une exposition organisée dans tout le pays.

Cent mille photos sortent chaque jour des grands presses de l'agence. Des centaines de personnes, assises devant de petites tables, retouchent à la plume et au pinceau les clichés pour en corriger les imperfections et en souligner les effets. Le président à sa table de travail, le président en discussion avec un paysan, le président répondant aux ovations populaires à la tribune de la place Tian An Men : grâce au travail des « chinos à photos », Mao est comme transfiguré par une lumière céleste sur les clichés sélectionnés pour l'exposition, qui a commencé dans tous les lieux fréquentés de la Chine, des places de village aux salles d'attente des aéroports.

Les Chinois ne s'en tiennent pas aux signes extérieurs du culte. « Depuis la mort du président, il y a un effort renouvelé pour étudier la pensée maoïste, tout le monde étant décidé à accomplir ses volontés », dit un « élève » de l'école Tong Cheng, dans un quartier est de Pékin. Tong Cheng est une « école du 7 mai », c'est-à-dire un établissement créé pour le recyclage des cadres en vertu d'une directive donnée le 7 mai 1966 par le Grand Timonier, et enjoignant à

tous les responsables du parti de se rapprocher du peuple et de retrouver le sens du concret par le travail manuel dans les champs.

On dit à Pékin que les « écoles du 7 mai » sont tombées en désuétude, et que les stages qu'on y fait constituent surtout une cure de grand air pour des fonctionnaires surmenés. La visite à Tong Cheng donne néanmoins à penser qu'il ne s'agit pas d'une sinécure. Tirant sur leur cigarette cette cigarette dont tant de Chinois abusent comme si elle constituait pour eux un dérivatif — les huit « élèves » réunis dans leur dortoir, non chauffé malgré les rigueurs de l'hiver pékinois, décrivent leur emploi du temps : 6 heures, lever, gymnastique ; 7 heures, petit déjeuner ; 7 h. 30-11 h. 30, travail ; 11 h. 30-14 heures, déjeuner, repos ; 14 heures-18 heures, travail ; 18 heures, dîner, soirée libre (télévision, chants ou ping-pong) ; 22 heures, extinction des feux. Cela pendant un an, avec deux jours de repos toutes les deux semaines.

« Transformer notre douleur en force »

Par « travail », on entend, selon le temps ou la saison, le labourage et l'élevage, ou bien lecture et commentaire des œuvres de Mao dans le but d'« élever son niveau de conscience politique ». Quand nous avons visité l'école de Tong Cheng, les « élèves » venaient de définir le « mauvais cadre » à la lumière de l'enseignement du « Grand Educateur ». Premiers défauts retenus : « paresse », « gourmandise », « goût pour les honneurs ».

Grâce à la « pensée maoïste », la Chine orpheline conserve un catéchisme et des recettes. Deux mois après la mort du « Grand Timonier », le rédacteur en chef adjoint du Quotidien du peuple déclare que son travail est de « propager » cette pensée, car « quand nous nous en écarterons, nous commettons des erreurs ». Le responsable d'une ferme d'Etat spécialisée dans l'élevage des cerfs explique que c'est grâce à la pensée-mao-

ïsetoung que ses subordonnés parviennent à transformer ces animaux sauvages en bêtes domestiques.

Ces propos étaient tenus lors d'une visite organisée pour quelques journalistes français par les autorités de Pékin, qui comportait les étapes rituelles — telles cette école secondaire n° 35 à Pékin, où, depuis le passage du président Nixon, les toilettes sont indiquées en anglais — et d'autres qui le sont moins, par exemple l'île de Hainan, dans le Sud, où aucun Occidental n'avait été autorisé à se rendre depuis 1949.

A chaque arrêt, il y avait un nombre suffisant de brigades de production ou d'usine à visiter jusqu'au dernier boulot pour lequel il soit ensuite impossible, « faute de temps », de se mêler librement à la population. Les conversations étaient précédées d'exposés liminaires qui, en raison de leur similitude, révèlent la parfaite assimilation de la nouvelle doctrine officielle dans l'ensemble du pays.

Qu'il s'agisse d'une ferme exploitée par une minorité ethnique, d'une brigade de production à haut rendement, d'une fabrique d'objets artisanaux en noix de coco ou d'un important complexe pétrochimique, l'exposé commence par une avalanche de données statistiques en deux temps : « avant la libération » et « après la libération », avec, dans le second temps, une mention spéciale des progrès enregistrés au cours de « la grande révolution culturelle prolétarienne ». Cette présentation « technique » va de pair avec une explication politique qui se décompose, elle aussi, en deux parties.

La première décrit le chaotisme des années des années avant la prise de pouvoir par le parti communiste. La seconde a trait, sans transition, à « la bonne nouvelle » qu'a constituée pour tous « la nomination du camarade Hua Kuo-feng à la présidence du comité central du parti et à la présidence de la commission militaire du comité central » (la mention de cette fonction n'est jamais omise).

« Pour accomplir notre tâche et maintenir haut levé le drapeau rouge, nous nous unissons tous autour du comité central présidé

par le camarade Hua. Depuis la nomination du camarade Hua, nous avons transformé notre douleur en force, et la qualité de notre travail s'en est trouvée grandement améliorée. » Nous avons entendu ces phrases, sans la moindre variante, des dizaines de fois, à des milliers de kilo-

Mme CHIANG CHING IMPLIQUÉE DANS UN ATTENTAT CONTRE CHOU EN-LAI ?

Pékin (A.F.P.). — Selon des sources officielles chinoises, citées lundi 15 novembre dans des milieux diplomatiques de Pékin, la veuve du président Mao, Mme Chiang Ching, avait essayé, en mars 1971, de faire abattre l'avion du premier ministre Chou En-lai, alors que celui-ci revenait d'un voyage au Vietnam.

Mme Chiang Ching aurait signé avec le maréchal Lin Biao, alors ministre de la Défense, un télégramme adressé à un haut responsable militaire de la province frontalière du Yunnan, et ainsi rédigé : « Aujourd'hui, un avion ennemi survole votre territoire. Ordre de l'abattre. » Ce responsable militaire, du nom de Tan Fu-yun, plutôt que de l'abattre, aurait forcé l'avion en question à atterrir et aurait découvert à son bord le premier ministre.

Des rumeurs sur cet épisode avaient déjà circulé à Pékin il y a deux ans environ, mais elles n'avaient alors été démenties que par le maréchal Lin Biao.

La version plus complète qui circule maintenant à Pékin précise que le télégramme était aussi signé de Mme Chiang Ching.

metres de distance, dans la bouche de directeurs d'école, d'ingénieurs de travaux hydrauliques, de journalistes de quotidiens régionaux, d'humbles travailleurs agricoles membres du parti.

Une formidable propagande est à l'origine de cette parfaite homogénéité de « pensée » et de vocabulaire. Voyageant en trains de nuit, nous avons chaque fois été réveillés à sept heures du matin par le bulletin d'informations de

la radio, qu'un haut-parleur diffuse dans tous les compartiments. Le programme commence en fait à 6 heures par des chants révolutionnaires. Nous les avons entendus dès l'aube dans de petites localités dont les rues étaient elles aussi, équipées de haut-parleurs. Dans les usines, les ouvriers qui dressent des banderoles expriment leur « chaleureux soutien au camarade Hua » ou leur volonté de « soutenir fermement la décision glorieuse du comité central » ne font que reproduire un slogan mille fois répété dans la partie « sonorisée » de leur lieu de travail : la cantine et les toilettes.

La radio, dont les programmes sont ainsi accessibles à ceux qui ne possèdent pas de poste, cesse d'émettre à 23 heures. C'est parfois l'heure où commencent les cours d'éducation politique, à raison de trois séances hebdomadaires de quatre-vingt-dix minutes chacune, pour les ouvriers du complexe sidérurgique de Shih-Ting-Shan, visité dans la banlieue ouest de Pékin. Les journalistes du Quotidien du peuple, qui doivent, il est vrai, expliquer aux masses la logique d'événements parfois déconcertants, en sont, eux, à trois heures d'éducation politique par jour, « pour le moment du moins, car c'est l'apogée », explique le rédacteur en chef adjoint du journal du parti.

Un « valeureux continuateur »

Les éditoriaux du Quotidien du peuple servent de référence aux cadres du parti chargés de la rédaction des « consignes et explications » écrites sur un tableau noir placé bien en vue à l'entrée du magasin populaire des villages ou sur la place. Les « consignes et explications », agrémentées de dessins à la craie de couleur, sont renouvelées chaque semaine. Si la forme change, le contenu est « assez semblable d'un dimanche à l'autre ». Il est essentiellement question de la « légitimité » de M. Hua Kuo-feng et de la continuité qu'il incarne.

Au cours d'une visite dans une brigade de production de la province du Chiao, nous sommes entrés dans la maison d'un cadre local. Cinq personnes vivent dans

trois pièces occupées essentiellement par des jarres posées sur le sol de terre battue et des lits fixes, faits en partie de pierres et de briques, chauffés au-dessous avec du charbon, selon un ingénieux procédé en usage dans cette région de grands froids. Il y a deux portraits de Mao par pièce, plus, dans celle qui sert de séjour, un buste de plâtre placé sur un exemplaire du petit livre rouge. A côté, et sans doute pas par hasard, se trouvait une copie d'un rapport de M. Hua Kuo-feng faisant le bilan de la « Conférence nationale pour l'impulsion de l'agriculture dans l'agriculture ».

Alors que des comités révolutionnaires où nous avons été reçus, il y a toujours cinq portraits disposés dans le même ordre que ceux, géants, de la place Tian An-Men à Pékin. Ce sont, sur le même plan et du même format, ceux de Marx, Engels, Lénine et Staline, puis, hors alignement et en plus grand, celui de Mao Tse-toung. Le portrait de M. Hua Kuo-feng ne figure encore ni dans les intérieurs chinois ni dans les lieux publics. Mais, dans l'île de Hainan, nous avons assisté à une étrange représentation donnée par des membres des minorités il et miao en costume traditionnel. A côté de la scène, un écran avait été disposé pour la traduction, par projection, des chansons il, que nos accompagnateurs de Pékin, parlant seulement le han, ne pouvaient comprendre. Un sourire éclairait le visage de notre interprète quand il a lu la transcription en « mandarin » des premières paroles d'une chanson du « Joldore » il interprétée par les jeunes filles de l'île : « Notre parti s'est donné un nouveau dirigeant. Le président Hua est le valeureux continuateur du président Mao ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Prochain article :

LE DISCIPLE CONTRE LA VEUVE INDIGNE

BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731
80 Hectares
dont 67 hectares de
premiers crus et
grands crus



Documentation L.M.
sur demande à Maison
BOUCHARD PÈRE & FILS
Négociants au Chateau
21201 Beaune
Tél. (80) 22.14.41 +
Téléc. : 350330 F

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Le Front Polisario semble ménager la Mauritanie pour concentrer ses efforts dans la zone marocaine

De notre envoyé spécial

Nouakchott. — La mission de bons offices entreprise à propos du Sahara occidental par le prince Fahd d'Arabie Saoudite, qui s'est rendue du 12 au 16 novembre, a été bien accueillie par la Mauritanie, où l'on estime qu'elle survient à un moment opportun.

Sur le plan militaire, l'enlèvement est évident. Ces derniers mois, l'armée mauritanienne s'est renforcée. De trois mille hommes il y a un an, ses effectifs sont passés à douze mille hommes. Dotée d'un matériel moderne, elle a beaucoup accru sa puissance de feu et sa mobilité. Grâce à une assistance technique marocaine (artillerie et défense aérienne, autour de Nouakchott en particulier) et française (une école interarmes est en cours d'ouverture à Atar), la formation de ses cadres se poursuit activement. Dans le camp adverse, les progrès du Front Polisario n'apparaissent pas moins importants. Les deux forces semblent de plus en plus engagées dans un combat dont on ne voit pas l'issue.

Depuis l'échec du raid sur Nouakchott en juin dernier, le Front Polisario semble ménager la Mauritanie pour concentrer ses efforts dans la zone marocaine. Les forces armées royales, repliées sur quelques localités, se gardent de poursuivre les maquisards dans les sables. Cette attitude est critiquée par les responsables de Nouakchott, partisans d'une tactique plus offensive, et qui constatent avec amertume que les coups de main dont ils sont victimes se font à partir de la zone marocaine. Les Sahraouis veulent-ils faire comprendre par là à la Mauritanie que son allié marocain n'est pas aussi solide qu'elle l'avait pensé, et qu'à l'inverse, tout compte fait, ils pourraient s'entendre avec elle ?

Le président Ould Daddah conteste cette analyse. Selon lui, le ralentissement de l'activité du Polisario en Mauritanie a d'autres causes. Le Front se heurte à des

obstacles plus grands que dans la zone marocaine : les distances sont plus longues, l'armée mauritanienne est mieux adaptée au terrain.

Sur le plan diplomatique, on note à Nouakchott que diverses tentatives officielles de conciliation se sont succédées. On estime que le gouvernement algérien n'y est pas totalement étranger, dans la mesure où il est, lui aussi, enlisé dans le conflit, où il peut être tenté de chercher une porte de sortie honorable.

Depuis quelques semaines, des bruits circulent dans la région selon lesquels le Mali, associé à la Mauritanie au sein de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (O.M.V.S.), mais sur lequel l'Algérie ne manque pas de moyens de pression (très longue frontière commune, populations touarèges supportant mal l'autorité de Bamako), se ferait le champion d'une solution « fédérale » du conflit. Le Polisario se verrait attribuer le secteur mauritanien du Sahara occidental, mais accepterait que ce territoire soit fédéré (ou confédéré) à l'ex-Mauritanie française.

C'est à une solution de ce genre que songerait aussi M. Eteki Mboumoua, le secrétaire général de l'O.U.A., lorsqu'il évoque « une troisième voie possible », comme il l'a fait récemment dans une interview à l'hebdomadaire sénégalais-ivoirien *Voix d'Afrique*.

M. Yasser Arafat serait lui aussi venu exposer cette idée aux dirigeants mauritaniens lorsqu'il a effectué, le 21 octobre, un voyage éclair d'Alger à Nouakchott.

Interrogé à ce sujet, le président Ould Daddah souligne le caractère unitaire de son Etat, à répondre de la façon la plus catégorique qu'il n'était pas question pour son pays de renoncer, sous quelque forme que ce soit, « à la partie récupérée de son territoire ».

PIERRE BIANRES.

Angola

LUANDA DEMANDE A NOUVEAU A ÊTRE ADMIS A L'ONU

Nations unies (A.F.P., A.P., U.P.I.). — Le Bénin, la Libye et la Tanzanie ont demandé la reprise par le Conseil de sécurité de l'examen de la candidature de l'Angola aux Nations unies.

La candidature de l'Angola s'était heurtée en mai à un veto américain. Les Etats-Unis avaient fait valoir que la présence de forces armées cubaines en Angola privait ce pays du degré d'indépendance nécessaire à son admission aux Nations unies.

Prenant la parole mardi 16 novembre à Williamsburg devant l'Assemblée atlantique, M. Kissinger a évalué à environ douze mille ou treize mille hommes les effectifs du corps des combattants cubains en Angola, chiffre moins élevé que celui que les autorités américaines faisaient état précédemment. Il a également affirmé que les Etats-Unis ne soutiendraient pas « directement ou indirectement » la guérilla contre le gouvernement de Luanda.

A propos de la saisie

M.M. Paul Flamand, directeur des Editions du Seuil, et Jean Lacouture, directeur, au Seuil, de la collection « L'Histoire immédiate », nous ont adressé la lettre suivante :

La saisie, par le ministre de l'Intérieur, du livre *Prison d'Afrique*, que et le refus du tribunal de grande instance de Paris de prononcer la mainlevée de cette mesure placent l'édition et la presse françaises devant une situation nouvelle et grave. La décision qu'ont prise les autorités françaises, à la demande du gouvernement guinéen, se fonde sur le fait que, de leur point de vue, l'auteur du livre n'a pas la nationalité française (loi de 1881, modifiée par le décret du 6 mai 1939).

Le précédent ainsi créé est d'une importance qui ne peut échapper à quiconque s'intéresse à l'avenir des libertés en France. Dès à présent, toute ambassade à Paris d'un pays soumis, comme la Guinée, à un système concentrationnaire se verra en droit d'exiger des autorités françaises la saisie de tout livre mettant

LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LA RHODÉSIE

Les nationalistes accusent Londres de tenter de les diviser

Tandis qu'à Genève la conférence sur la Rhodésie demeure dans l'impasse, les combats prennent de l'extension. Une quarantaine de guérilleros ont trouvé la mort au cours des trois derniers jours, ce qui porte à cent quarante le nombre des nationalistes noirs tués depuis le début du mois. Selon les dirigeants de Salisbury, les forces de l'ordre auraient eu cent quatre-vingt-trois tués depuis le début de la guerre, dont cent un cette année et onze au cours du seul mois de novembre.

De notre correspondante

Genève. — Le plan britannique présenté par M. Richard, président de la conférence de Genève sur la Rhodésie, prévoit deux dates possibles au cas où la conférence de Genève se terminerait fin novembre pour la session des pouvoirs à la majorité noire : soit le 1^{er} décembre 1977, si les étapes constitutionnelles et juridiques sont menées à bien à cette date, soit le 1^{er} mars 1978, au cas où un gouvernement provisoire n'aurait pas été constitué à cette échéance.

Il a été rejeté catégoriquement mardi 16 novembre par les nationalistes du ZAPU et du ZANU

(front patriotique), lors d'une séance plénière d'un quart d'heure. La conférence a été ajournée sine die, sans qu'on puisse parler de rupture totale. Aucun accord n'est en vue quant à la date de l'accession de l'indépendance du Zimbabwe. M.M. Nkomo et Mugabe ont affirmé que la déclaration britannique était « imprécise et évasive sur les questions cruciales ». Ils assurent que M. Richard a eu cours à des procédés « visant à accentuer les divisions entre les délégations nationalistes ».

Dans sa réponse à la proposition britannique, le « front patriotique » accuse M. Richard d'avoir provoqué une « sérieuse crise de confiance » quant à sa présidence. Les dirigeants nationalistes affirment que, si aucune date précise n'est fixée à temps, il existe des « craintes justifiées que des forces réactionnaires tentent de prendre à nouveau le pouvoir illégalement ».

M. Richard s'est déclaré « surpris et choqué » par ces accusations et a estimé illogique de vouloir fixer une date ferme pour l'indépendance du Zimbabwe, tant que les structures transitoires n'auraient pas été mises en place. Il s'est entretenu des structures du gouvernement intérimaire avec le révérend Sithole, président contesté du ZANU, qui a pris en considération la proposition britannique. — I. V.

de « Prison d'Afrique »

en cause ce genre de régime s'il est écrit par un étranger — qu'il s'agisse de Pablo Neruda ou de Soljénitsyne, de Simon Leys, de Jorge Aranda, d'André Amalrik ou d'Abraham Stern. Ainsi, toute protestation en faveur de la liberté émise par une personne ne pouvant se prévaloir d'un certificat de nationalité française délivré par les services du ministère de l'Intérieur ne peut plus être assurée d'être entendue par le président de la République, de Voltaire et de Victor Hugo, de Marianne et de Gavroche.

Nous tenons à mettre en garde tous ceux qui sont attachés à la liberté d'expression contre ce qui est une renonciation fondamentale à un droit et à un devoir également liés à la tradition française : ceux de faire entendre la protestation des hommes opprimés, indépendamment de leur origine raciale ou de leur nationalité.

● L'Association des stagiaires et travailleurs guinéens en France (A.S.T.G.F., 88, rue La Condamine, 75017 Paris) proteste contre la saisie de *Prison d'Afrique*.

صلى الله عليه وسلم

PROCHE-ORIENT

Liban

Selon le ministre de l'information

Quand les Beyrouthins redécouvrent le centre dévasté de leur ville

De notre correspondant

Beyrouth. — L'ordre syrien règne à Beyrouth. On n'y entend plus un coup de feu. On passe sans danger, même si ce n'est pas encore librement, d'un secteur à l'autre, et il est possible de s'aventurer en des lieux hier encore inaccessibles. Ainsi en est-il, en particulier, du centre ville.

Depuis le 11 mars 1976, où, à la suite d'un coup d'Etat manqué, la bataille avait repris avec un acharnement démentiel, aucun Beyrouthin, en dehors des combattants, n'avait pénétré au cœur de la capitale, ce centre commercial fait à la fois de vieux souks, de boutiques élégantes et de banques aux immeubles tristes, lieu maudit entre tous dans le ciel en proie à une guerre sauvage.

Il y avait quelques semaines, mardi 16 novembre, à découvrir, dans le sillage des troupes syriennes, qui y avaient pénétré la veille, que la dévastation dépassait en horreur toutes les images publiées dans la presse, et ce qu'il y avait pu imaginer de plus cauchemardesque. Les gens qui contemplaient ce champ de ruines n'étaient pas les propriétaires des boutiques dévastées, mais de vieux Beyrouthins pour qui le cœur de la ville bat dans ces venelles et sur ces petites places — Borj, Bab-Eddris, Debbas, Riad-Solh — sans charme, mais qui constituaient le creuset où se déroulaient les

Libanais de toutes les régions, de toutes les communautés, de toutes les conditions. C'est là qu'après la première guerre civile, en 1958, qui avait fait de mille à deux mille morts, les habitants de la capitale s'étaient tout naturellement retrouvés.

Les quelques Beyrouthins parties à la découverte de ce qui fut le centre de leur ville ne faisaient pas de commentaires. Ils jetaient un regard circulaire et se taisaient, dans une étrange atmosphère de recueillement. Dire que le centre de Beyrouth a été dévasté par la guerre est un euphémisme. Que dix, vingt ou cent immeubles se soient effondrés sous les obus est concevable, mais qu'il ne reste pas, à 2 kilomètres à la ronde, un coin d'échappée, un coin de bureau, que tout ait été détruit, saigné, incendié, dépasse l'entendement. Les gros immeubles qui servaient de sièges aux banques sont apparus intacts, mais à l'intérieur tout a été pillé, y compris les chambres fortes. Encore plus hallucinant est le spectacle des façades en pierre de taille craquelées, ravies, labourées par la mitraille. Dans le grand silence qui s'est imposé sur la vieille cité on croit encore entendre le crépitements des armes, et voir ces miliciens tous qui, durant des mois, jour après jour, se sont acharnés sur le centre de leur ville.

LUCIEN GEORGE.

La guerre a fait en dix-huit mois soixante mille morts, vingt mille blessés et un million sept cent mille sinistrés

La guerre du Liban a fait, en dix-huit mois, 60 000 morts, 20 000 blessés et 1,7 million de sinistrés, a déclaré mardi 16 novembre à Genève M. Ghassan Tuani, ministre libanais des affaires sociales et de l'information, après avoir demandé aux organisations internationales une aide importante. Il a indiqué que les délégués des principales organisations des Nations unies se réuniront le 22 novembre à Genève pour préparer leurs aides, et que la coordination sera assurée par M. Balfour, secrétaire général adjoint de l'ONU.

● A ROME, M. Saouma, directeur général de la P.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), a annoncé mardi un vaste plan d'urgence pour le Liban destiné à secourir pendant quatre mois les victimes de la guerre civile.

M. Saouma a autorisé une aide immédiate d'une valeur de 4,7 millions de dollars, à prélever sur les ressources d'urgence du programme alimentaire mondial ONU-P.A.O. pour les opérations de secours.

Toutefois, le gouvernement libanais estime que 21 millions de dollars seront nécessaires pour satisfaire les besoins alimentaires d'urgence pendant la période de quatre mois.

● A BEYROUTH, M. Jounblat, chef de file de la gauche, a demandé mardi aux « casques verts » de faire cesser les arrestations et de ne pas permettre la pratique de la torture dans certaines régions du pays qui sont sous le contrôle de l'armée.

M. Jounblat qui a fait cette

déclaration après une réunion avec M. Arafat, a dit : « Nous sommes arrivés à la Bekaa et à Baalbeck (plaine centrale), du Harbi et du Akkar (montagne du Nord). Dans ces régions, la population et les droits des citoyens doivent être respectés. Il faut que les forces arabes de dissuasion empêchent qu'on y pratique la terreur et la torture. Tous les membres de la force de dissuasion devraient se conformer aux ordres de leurs chefs. »

Réfugiés dans la région montagneuse d'Akoura, au nord-est de Beyrouth, M. Abou Ara, chef des « Gardiens du Cèdre », a renouvelé mardi son opposition à la présence des Palestiniens au Liban. « Je lutterai jusqu'au départ du dernier enfant palestinien de mon pays », a-t-il déclaré.

Estimant que « le Liban n'a jamais été arabe », il a ajouté : « Comment puis-je accepter la présence de forces venues du Soudan, d'Abou-Dhabi ou des Emirats arabes unis ? Je ne puis pas accepter ces compagnons martyrs, même s'il s'agit d'une occupation française ou suédoise, et je ne suis pas prêt de présenter ma carte d'identité à un contrôle arabe. »

De source conservatrice bien informée, on indique qu'un nombre assez important de combattants phalangiens et du parti libéral de M. Chéhab ont rejoint les rangs des « Gardiens du Cèdre » pour ne pas avoir à supporter la présence des « casques verts » syriens dans les régions tenues par la droite.

— (A.F.P.)

UN LIVRE DU GÉNÉRAL DAYAN

« HISTOIRE DE MA VIE »

Juin 1967. Aux premières heures de la « libération » de Jérusalem, Moshe Dayan se rend au cœur de la vieille ville, au pied du mur des Lamentations. Selon la coutume séculaire des Juifs, il glisse entre les pierres une feuille de papier. Il y a inscrit une prière : « Que la paix descende sur toute la maison d'Israël. » Un micro se tend vers lui, il déclare : « Nous sommes revenus dans le lieu le plus sacré pour nous, et jamais plus nous n'en serons séparés. »

Aucune nation moderne n'invocque l'histoire plus qu'Israël : dans son lointain passé, elle puise justification et légitimation de son existence face à ses ennemis. Si Moshe Dayan a placé cet épisode en prologue de ses Mémoires, c'est parce qu'il résume à ses yeux l'aboutissement de sa destinée personnelle, le moment où elle épouse la longue histoire du peuple juif. Il se veut la fois produit et agent de cette histoire.

Sa vie, dont il vient d'écrire le récit, se confond étroitement avec l'histoire récente d'Israël que Moshe Dayan n'est pas loin d'apparaitre comme le symbole du Juif israélien, de sa naissance (il fut le premier enfant né dans le premier kibboutz du pays) en Palestine occupée par les Turcs, au jour où, soldat victorieux, il entra dans Jérusalem, réalisant le rêve millénaire du peuple juif.

Il naît en 1915 à Deganah, fils d'émigrants venus de Kiev « pour faire revivre le pays d'Israël ». On le prénomme Moshe en souvenir d'un jeune émigrant russe tué par des pillards arabes. Son enfance se passe dans le premier moshav (vil-

lage coopératif) qui ait existé. Il y est élevé dans l'héritage biblique et l'amour de la terre, mais aussi dans l'idée que tout un Juif doit se battre pour défendre sa terre et que « les Arabes sont par nature violents, pillards et tuteurs de désordre ».

A l'âge de quatorze ans, il entre dans la Hagana, organisation clandestine d'autodéfense des Juifs, interdite par les Britanniques, qui administrent la Palestine. Il est arrêté en 1939 et condamné à cinq ans de prison, mais libéré dès 1941 : les responsables de la communauté juive, comprenant le parti qu'il pourrait tirer des difficultés des Britanniques, leur ont offert la collaboration de l'Hagana dans la guerre contre les forces de l'Axe. Dayan participe donc à l'invasion de la Syrie aux côtés des Alliés. Il y perd un œil au cours d'un accrochage avec une unité des forces françaises de Vichy.

Sincère ou faussement naïf ?

Pendant la guerre de 1948, il combat sur les trois fronts avant d'être nommé commandant du secteur de Jérusalem. A ce titre, il participe aux négociations sur Jérusalem avec la Jordanie et aux pourparlers d'armistice de Rhodes. Moshe Dayan révèle, à ce propos, le détail précis, romanesque, des négociations secrètes qui eurent lieu entre l'émir libanais et le roi Abdallah de Jordanie, dans son palais de Schureh, et d'où sortit l'accord d'armistice officiellement signé à Rhodes. Ces négociations aboutirent à la signature d'un projet de traité de paix le 17 décembre 1948. Mais la Grande-Bretagne s'opposa à cet accord, ne souhaitant pas voir Israël signer une paix séparée avec la Jordanie.

Moshe Dayan est chef d'état-major général lorsque éclate, en 1956, le coup de tonnerre de la saisie du canal par l'Egypte. A ce titre, il est étroitement mêlé aux tractations qui conduiront à l'expédition de Suez. Parmi les intéressantes précisions qu'il donne à ce sujet, notons : celle qui a trait à l'éventualité, fortement envisagée à Paris un moment, d'une intervention purement franco-libanaise, sans participation britannique.

En 1957, alors que les milieux politiques sont divisés sur l'opportunité d'attaquer l'Egypte en réponse au blocus des détroits de Tiran, M. Dayan est nommé ministre de la Défense. Sa position est nette : la fermeture des détroits est un casus belli, et il faut attaquer l'Egypte sans délai. La guerre pour lui doit avoir pour but moins la conquête durable d'objectifs précis (Gaza, par exemple) que la démonstration permanente de l'invulnérabilité de l'armée israélienne. Après la victoire, il règle le statut de Jérusalem. Il propose le libre

accès aux lieux saints de toutes les religions et négocie avec les autorités religieuses musulmanes la cohabitation des deux communautés arabe et juive dans ces lieux. Dans les territoires occupés, il cherche à organiser une coexistence harmonieuse en perturbant le moins possible la vie quotidienne des Arabes. Il décide que ceux-ci pourront circuler librement partout en Israël. Habileté politique sans doute. Mais est-il sincère ou faussement naïf lorsqu'il dit vouloir « introduire dans les relations avec les Arabes des territoires occupés une profonde compréhension humaine » ? Sa position sur la Palestine ne laisse aucune place au doute : les seuls bons Palestiniens sont ceux qui acceptent la présence israélienne... ou qui partent. Le Falah est une « organisation terroriste » avec laquelle il est exclu de discuter (même si, en 1968, il a cherché, à deux reprises, à rencontrer M. Yasser Arafat). Aussi se félicite-t-il du « septembre noir » jordanien de 1970. Mais ce n'est pas, à ses yeux, une preuve suffisante de bonne volonté. Le roi Hussein se montre « chimérique et irréaliste » quand il pense pouvoir faire la paix avec Israël.

La guerre de 1973 vient confirmer à ses yeux que les Arabes n'ont pas renoncé à anéantir Israël, avec la complicité de l'U.R.S.S. C'est l'occasion pour lui de répondre aux accusations dont il a fait l'objet à la suite des graves revers subis par Israël dans les premiers jours de la guerre du Kippour. A l'en croire : — Il n'y a eu ni négligence, ni excès d'assurance dans la préparation de la guerre, comme tenu des renseignements fournis par le bureau dirigé par le général Zela :

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE NOVEMBRE

L'AMÉRIQUE DE JIMMY CARTER

- Une stratégie... trilatérale (Diana Johnson).
- Intérêts économiques discrets contre stratégie globale : une contradiction interne de la diplomatie américaine (Yves Koll).
- La signification politique de l'abstentionnisme aux élections (Marie-France Teissier).
- L'influence des groupes économiques et ethniques (Charles Zgibiel).

Le numéro : 5 F. Publication mensuelle du Monde à rue des Mathis, 7527 PARIS CEDEX 08. (En vente partout.)

Jordanie

A Amman

QUATRE HOMMES ARMÉS ONT PRIS DES OTAGES DANS UN HOTEL

Amman (U.P.I., A.P.F.). — Le téléviseur jordanien a annoncé qu'une razzia « dévastatrice » eut lieu mercredi 17 novembre à l'hôtel Intercontinental d'Amman, où « un petit groupe d'hommes en armes, que l'on croit être quatre, a pris plusieurs otages. Un important effectif des forces de sécurité a pénétré dans l'hôtel ». La situation dans le resto de la ville est « absolument calme », a ajouté la télévision.

Les hommes armés ont attaqué l'hôtel à 5 heures du matin et les échanges de coups de feu se poursuivirent encore cinq heures plus tard.

Des ambulances ont été aperçues transportant des blessés. Le feu s'est déclaré dans l'enceinte de l'établissement, le plus prestigieux de la capitale jordanienne.

POINTS

COLLECTION DE POCHES

Mary Barnes/Joseph Berke
Mary Barnes
un voyage
à travers la folie



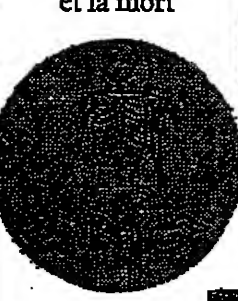
M. Barnes, J. Berke
Mary Barnes, un voyage
à travers la folie. N° 74 (2)

Jean Cazeneuve
Dix grandes
notions de la
sociologie



Jean Cazeneuve
Dix grandes notions de
la sociologie. N° 75 (1)

Edgar Morin
L'homme
et la mort



Edgar Morin
L'homme et la mort
N° 77 (2)

René Lenoir
Les exclus



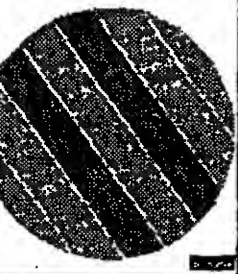
René Lenoir
Les exclus
Points-Accueil
N° 78 (2)

POINTS

ECONOMIE

Dirigé par Jean E. Bess

Charles Levinson
L'inflation mondiale
et les firmes
multinationales



Charles Levinson
L'inflation mondiale
et les firmes multinationales
N° 86 (2)

Bernard et Colli
Vocabulaire
économique
et financier



Bernard et Colli
Vocabulaire
économique et
financier.
N° 85 (2)

POINTS

SAGESSES

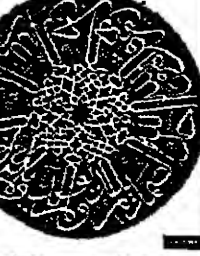
Dirigé par Jean E. Bess

Farid ud-Din Attar
Le mémorial
des saints



Farid ud-Din Attar
Le mémorial
des saints
N° 84 (2)

Frithjof Schuon
Comprendre
l'Islam



Frithjof Schuon
Comprendre
l'Islam
N° 83 (2)

POINTS

HISTOIRE

Dirigé par Jean E. Bess

Jean-Louis Goglin
Les misérables
dans l'Occident
médiéval



Jean-Louis Goglin
Les misérables dans
l'Occident médiéval
N° 82 (1)

Volume
simple (s) 8.50 F
double (d) 9.50 F
triple (t) 12 F
quadruple (q)
15 F

CLAUDE WEILL.
* Moshe Dayan, Histoire de ma vie, t. I, vol. de 616 p., aux Ed. Fayard, 89 F.

21, rue d'Astorg
75008 Paris
266.36.00

COGEDIM

21, rue d'Astorg
75008 Paris
266.36.00

"le métier de construire au service du bonheur de vivre"

Editorial



Son exigence croissante est d'autant plus normale que l'immobilier passe d'une longue période de production « quantitative » à une période nouvelle d'amélioration qualitative. La publicité dans ce secteur doit s'adapter à

Le droit d'être informé

cette évolution et la page Cogedim qui paraîtra régulièrement, aura pour but de faire connaître l'ensemble de nos réalisations et de nos projets, avec le maximum d'indications objectives permettant une première sélection.

Nos vendeurs ensuite, sur les bureaux de vente ou à notre siège, ont pour mission d'informer plus que de séduire, de décrire et d'expliquer plus que de faire rêver...

Si parfois pourtant ils se laissent aller au lyrisme ou à l'enthousiasme, jamais aux fausses promesses, ne leur en veuillez pas, c'est parce que nous sommes passionnés par ce que nous faisons.

Michel MAUER
Vice-Président, Directeur Général
de Cogedim.

M. Maier

Le Guide Cogedim

PARIS
3^e arrondissement.
Le Marais Thorigny, 13, rue Thorigny. Voir ci-contre.
Quartier de l'Horloge
En bordure du Centre-Bourg.
Logements : studio à 6 p. Duplex. Liv. 3^e trim. 78.
Rue Bernard-de-Clairvaux, prix moyen 7 400 F le m².
Rue Saint-Martin, prix moyen 8 400 F le m².
Centre d'information et vente : 52, rue Rambuteau.
Tél. 377.52.39.
Commerces : surface de vente à partir de 60 m².
Parkings : à partir de 48 000 F.
Renseignements et vente : tél. 377.83.48.
6^e arrondissement.
8, rue Guyennais. Studio à 7 p.
Prix moyen F.D. 13 000 F le m².
9, rue Stanislas. Voir ci-contre.
15^e arrondissement.
150, rue de Valenciennes. Studios, 2 p., 5 p. Duplex.
Prix moyen F.D. 6 700 F le m².
16^e arrondissement.
2208, rue Erlanger. 4, 5, 6 p.
Prix moyen F.D. 7 250 F le m². Liv. fin 76.
19-23, rue Chanez. Voir ci-contre.
20^e arrondissement.
Villa Borrego, 32-34, rue du Borrego. Voir ci-contre.
32 Neuilly.
2, rue de l'Ecole-de-Mars. Voir ci-contre.
Neuilly 17. 33-41, av. de la Porte-de-Villiers. Voir ci-contre.
72 Boulogne.
Le Grand Large*, 143, rue du Sully.
Studio à 5 p. Prix moyen F.D. 5 300 F le m².
81 La Défense.
Manhattan Square*, Place de l'Iris. Quartier Alsace.
Studio à 4 p., 3 p. Duplex. Prix moyen F.D. 5 800 F le m².

REGION PARISIENNE

91 Evry.
Au Bras de Fer. L'Arrivée. Gare du Bras de Fer.
Voir ci-contre.
92 Noisy-le-Grand.
Antrefois. 131, rue Pierre-Brossolette. Voir ci-contre.
94 Val-de-Marne.
Les Feuillantines. 2-6, rue Camille-Blanc. Voir ci-contre.
94 Val-de-Marne.
Casselle. 180, rue de Chevilly.
Studio à 5 p. Prix moyen 2 700 F le m². Prêt P.L.C.
Liv. 3^e trim. 77.
94 Val-de-Marne.
Le Parc de Cassan. Cassan Saint-Martin.
Maisons indiv. 4 et 5 p.
Ex. prix : 415 p. Surface 101 m² + garage 14 m²
+ terrain 456 m². 342 200 F.D. Liv. fin 76.
78 Goussier.
Les Belles au Bois-Dormant. Bd Jean-Jaurès.
Maisons indiv. 5, 6 et 7 p. Ex. prix : 5 p. 116 m²
+ terrain 627 m² - 405 000 F. Liv. 1^{er} trim. 78.
F.D. = ferme et définitif. = livraison immédiate.

Neuilly à la Une

La crise immobilière a épargné Neuilly. Ces dernières années, les appartements s'y sont bien vendus. La raison en est simple. Neuilly exerce de plus en plus d'attraction sur une clientèle exigeante. Protégé par un plan d'urbanisme draconien, Neuilly a su garder l'atmosphère de ses rues paisibles et ses espaces verts.

L'implantation récente des sièges de grandes sociétés, sur l'axe Champs-Élysées - La Défense, a recentré Neuilly. Et lui a donné une nouvelle séduction. Mais l'acquisition d'un appartement à Neuilly devient de plus en plus difficile. Cogedim vous propose deux chances de vivre à Neuilly.

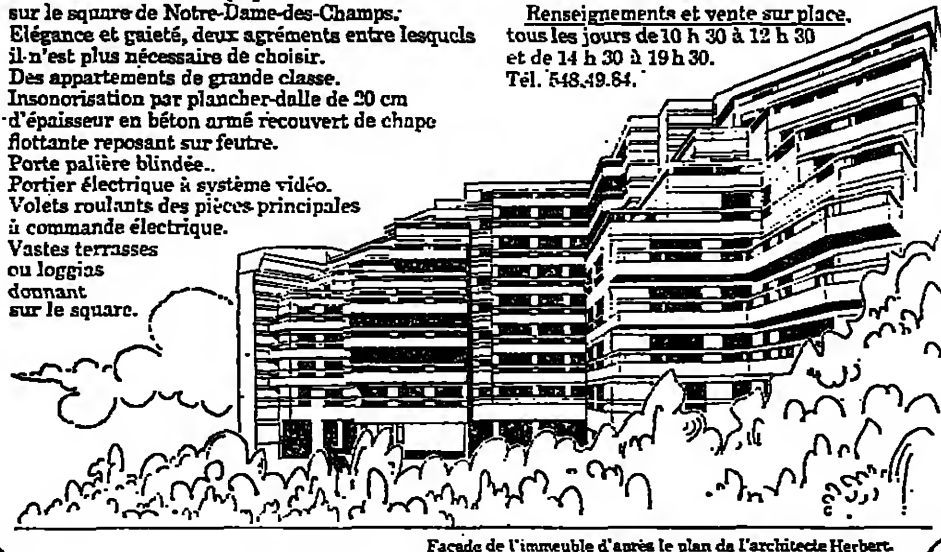
2, rue de l'Ecole de Mars, au cœur des rues commerçantes.
Studio à 7 pièces. 8 350 F le m² ferme et définitif.
Vente : sur place tous les jours 13 h - 19 h.
Samedi 10 h 30 - 12 h 30. 14 h 30 - 19 h. Tél. 227.11.59.
Livraison : 2^e trimestre 77.

Neuilly 17. 33-41 av. de la Porte-de-Villiers, à la limite de Paris sur une avenue bordée d'arbres.
Studio à 6 pièces. 7 830 F le m² ferme et définitif.
Vente : sur place tous les jours 10 h 30 - 13 h, 14 h 30 - 19 h sauf mardi, mercredi, Tél. 757.59.47. Livraison : fin 77.

9, rue Stanislas.

Au cœur de Montparnasse, la rue Stanislas est un îlot de paix. Le numéro 9 a l'avantage particulier de s'ouvrir sur le square de Notre-Dame-des-Champs. Éléance et gaieté, deux agréments entre lesquels il n'est plus nécessaire de choisir. Des appartements de grande classe. Insonorisation par plancher-dalle de 20 cm d'épaisseur en béton armé recouvert de chape flottante reposant sur feutre. Porte palière blindée. Portier électrique à système vidéo. Volets roulants des pièces principales à commande électrique. Vastes terrasses ou loggias donnant sur le square.

Du studio au 6 pièces.
Prix moyen : 11 800 F le m² (valeur 1.78).
Livraison : 1^{er} trimestre 79.
Renseignements et vente sur place : tous les jours de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h 30.
Tél. 548.49.64.



Facade de l'immeuble d'après le plan de l'architecte Herbert.

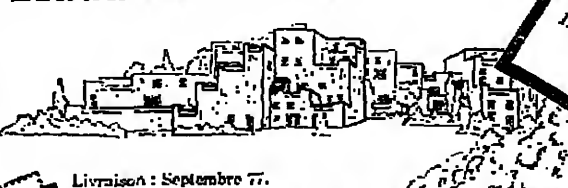
91

ESSONNE

Au Bras de Fer.

Gare du Bras de Fer à Evry.

A 50 mètres de la gare souterraine du Bras de Fer. A 35 minutes de la gare de Lyon et à 3 minutes en voiture de l'Agora et du centre commercial (140 boutiques, 2 grands magasins, 5 salles de cinéma, théâtre, piscine, patinoire et autres points de distractions). Des appartements ayant chacun leur terrasse (de 6 à 50 m²) ou leur jardin privatif (de 60 à 300 m²). Du studio au 5 pièces.
Prix moyen : 2 700 F le m². Prêt P.L.C. à 80 %.
Renseignements et vente sur place, tous les jours sauf mardi de 14 h à 19 h. Samedi et dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Tél. 077.41.38.



Livraison : Septembre 77.

93

NOISY-LE-GRAND

Autrefois

131 rue Pierre-Brossolette.

Un village dans un village, avec sa rue piétonnière, ses jardins, des placettes. Dans la vallée de la Marne. De la Concorde à Noisy sans feu rouge par l'autoroute A4. Arrivée du R.E.R. à Noisy fin 77. Un studio au 5 pièces avec pour la plupart des terrasses ou des jardins privatifs. Prix moyen : 3 000 F le m² habitable. Livraison : 3^e trimestre 77. Renseignements et vente sur place : tous les jours de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h sauf mardi et mercredi. Tél. 303.71.14.

COGEDIM
SA au capital de 505 000 000 F

Je désire recevoir une documentation complète sur les réalisations suivantes :

Nom Adresse
Profession N° de tél.
Disposez-vous d'un plan d'Épargne Logement ? Oui ☐ Non ☐
Retournez ce bon à Cogedim, 21, rue d'Astorg. 75008 Paris. Ou appelez : 266.36.00.

32-34 rue du Borrego.

VILLA BORREGO

Dans un quartier du vieux Paris qui a gardé toute sa personnalité, un petit immeuble sur une butte. De vastes loggias plein sud pour laisser entrer le soleil. Vues tendues sur les murs des pièces de séjour. Cuisines équipées. Du studio au 5 pièces. Prix moyen ferme et définitif : 4 900 F le m². Livraison : 2^e trimestre 77. Renseignements et vente : 33, rue Saint-Fargeau (20^e) tous les jours de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Tél. 366.74.84.



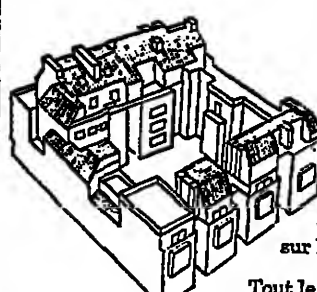
16

Spécial investisseur

19-23, rue Chanez.
Dans le 16^e arrondissement, des studios et des 2 pièces à partir de 6 150 F le m² ferme et définitif (prix moyen à Paris 6 400 F). Un des meilleurs investissements actuels sans aucun doute. Des studios, 2 pièces et 3 pièces. Livraison : 1^{er} trimestre 77. Renseignements et vente sur place : tous les jours de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h sauf mardi et mercredi. Tél. 624.56.00.

13, rue de Thorigny.

LE MARAIS THORIGNY



Une des rares constructions neuves du Marais, variation moderne sur le thème de l'hôtel particulier. Tout le confort qui fait la différence entre un immeuble moderne et un immeuble restauré. Du studio au 6 pièces. Des appartements aux plans personnalisés dont la moitié en duplex. Prix moyen ferme et définitif : 8 000 F le m². Livraison : 2^e trimestre 77. Renseignements et vente sur place : tous les jours de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h sauf mardi et mercredi. Tél. 277.72.34.

3

94

VAL-DE-MARNE

Les Feuillantines.
2-6, rue Camille Blanc. Villejuif.
Des appartements largement ouverts sur un parc de 15 000 m². Paris à 4 km par le R.N. 7. Belle Epine, un des plus grands centres commerciaux d'Europe à 3 km, et à 600 m de la gare commerciale de Villejuif. A proximité, une piscine, des courts de tennis, un lycée, le théâtre Romain-Rolland. Des appartements de grand confort avec terrasses-loggias. De la table d'étude au prix d'un studio 25 m² 102 000 F. Livraison : fin 78. Renseignements et vente sur place, tous les jours de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h 30 sauf mardi et mercredi. Tél. 726.02.01.

EUROPE

Espagne

Les Cortès examinent le projet de réforme politique du gouvernement

Les ultras de droite multiplient les menaces et les pressions en Espagne, alors que les Cortès doivent se prononcer sur le projet de réforme politique présenté par le gouvernement. Plusieurs personnalités ont reçu des menaces de mort, et les autorités redoutent un incident, avant que les Cortès aient voté un projet de loi qui implique leur disparition et la création de deux Chambres. Les anciens combattants franquistes organisent d'autre part une manifestation de masse, le samedi 20 novembre, à Madrid, pour le premier anniversaire de la mort de Franco.

De notre correspondant

Madrid. — Les Cortès ont commencé, mardi 16 novembre, à débattre le projet de réforme politique du gouvernement de M. Suarez. On pense que la majorité des deux tiers, nécessaire pour que le projet soit soumis à référendum, sera obtenue au moment du vote qui pourrait intervenir dès jeudi.

M. Miguel de Rivera, neveu du fondateur de la Phalange, a demandé aux procuradores (députés) de voter pour le projet afin d'obtenir « une nouvelle Constitution fondée sur la légalité en vigueur jusqu'à maintenant », et qui permette à l'Espagne de passer d'un régime personnel à un régime de participation des citoyens.

Pour sa part, M. Blas Pinar, chef de file des ultras de droite, a affirmé que la réforme était « anti-constitutionnelle » car elle était « contraire à la loi promulguée par le général Franco », qui établissait que les principes du Mouvement national « par leur propre nature sont permanents et immuables ».

M. Suarez, ancien ministre du travail, a répondu qu'aucune loi humaine ne peut être « permanente » et déclara qu'émettre un vote négatif reviendrait s'opposer à ce que le peuple décide de son sort. M. Pinar a répliqué en

demandant pourquoi l'on n'interrogeait pas le peuple espagnol pour savoir « s'il voulait ou non la démocratie organique ».

Les forces les plus réactionnaires du franquisme, qui considéraient que la bataille aux Cortès est perdue d'avance, veulent réaliser une démonstration de force le 20 novembre, premier anniversaire de la mort de Franco. Ils ont convoqué une manifestation de masse à Madrid, sur la place d'Orient, où la foule fut appelée à plusieurs reprises pour acclamer le Caudillo. On craint que les ultras, après cette manifestation, qui a été officiellement autorisée pour une durée de vingt minutes, ne déclenchent des actes de violence.

J.A.N.

● MISE AU POINT. — M. Jorge Fernandez, vice-président de la chambre des grands magasins espagnols Galerías Preciados, nous prie de noter que Mme de Meiras, veuve du général Franco, n'est pas propriétaire de cette entreprise, contrairement à ce qu'affirment à Alger M. Cubillo, secrétaire général du M.P.A.I.A.C. (Mouvement populaire pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien), dans un communiqué que nous avons cité (le Monde du 6 novembre).

Portugal

Des officiers dénoncent les « menaces de la droite militaire »

De notre correspondant

Lisbonne. — La réunion du Conseil de la révolution, mercredi 17 novembre, risque de se dérouler dans un climat assez tendu. Alors que le gouvernement se heurte à des difficultés chaque jour plus sérieuses pour mener à bien sa tâche de consolidation de la démocratie, certains militaires expriment publiquement leur mécontentement face à ce qu'ils considèrent comme un glissement à droite de la politique portugaise.

« Je ne veux pas participer à un nouveau 25 mai », a déclaré le capitaine Figueiro Maia, un des « héros » du 25 avril, qui a présenté sa démission du poste qu'il occupait au régiment de cavalerie

de Santarém. Cette allusion au mouvement militaire qui, en 1926, a mis fin à la première République portugaise s'expliquerait par quelques faits récents que le capitaine Maia juge « très préoccupants » : la promotion au poste de général de brigade d'un officier qu'il avait été obligé d'arrêter lors de la tentative de putsch spinoïste du 11 mars 1975 et la désignation au commandement du régiment de cavalerie de Porto d'un colonel qui, la nuit du 25 avril, s'était opposé au soulèvement contre le régime de M. Caetano. Aussi le capitaine Maia refuse-t-il d'être placé dans une autre unité opérationnelle « avant que la situation ne soit complètement clarifiée ».

Mais la « poussée de la droite » dénoncée par le capitaine se manifeste aussi à d'autres niveaux. C'est le cas notamment de l'enquête sur les événements du 11 mars, dont la poursuite est, semble-t-il, très problématique. Les juges civils chargés de l'enquête ont conclu que la tentative de rébellion aurait été « légitime » ; elle serait même devenue « un devoir », face aux « violations des principes constitutionnels et du programme du M.P.A. » qui auraient été commises à l'époque. Un seul « crime » est imputé aux militaires insurgés : celui d'avoir utilisé abusivement deux hélicoptères qui ont permis à l'ex-général Spínola et à quelques officiers de son entourage de se réfugier en Espagne.

Le colonel Costa Neves, membre du Conseil de la révolution et responsable de la supervision du déroulement de l'enquête, a annoncé sa décision d'introduire un recours auprès du tribunal suprême

militaire. Il risque de se heurter aux mêmes pressions qui empêchent la poursuite des recherches en vue du démantèlement du réseau terroriste. Les activités de celui-ci reviennent à l'ordre du jour, après l'explosion d'une bombe, le lundi 15 novembre, chez M. Lopes Cardozo, ancien ministre de l'Agriculture.

Un scandale politique

D'autre part, un scandale politique a éclaté. Selon des informations en provenance de l'étranger et largement répandues dans la presse portugaise, le commandant Carito e Castro, du Conseil de la révolution, aurait rencontré à Bruxelles M. Holden Roberto, chef du F.N.L.A., qui recherche des appuis en Europe pour poursuivre la lutte contre le gouvernement de Luanda.

Apparemment, l'officier portugais n'était investi d'aucun mandat, ni du gouvernement ni du Conseil de la révolution, pour s'engager dans ces conversations. Une enquête a été ouverte sur ordre du général Soares, et l'hypothèse d'une éviction du commandant Castro n'est pas exclue.

Son remplacement au Conseil de la révolution pourrait pourtant être l'occasion de résoudre des problèmes délicats, depuis des

mois que les milieux conservateurs de l'armée réclament des élections pour le Conseil de la révolution. Le départ forcé d'un des membres de celui-ci serait donc l'occasion pour relancer la contestation qui vise, en fin de compte, l'affaiblissement de la gauche militaire actuellement en évidence, à la suite du discours prononcé par le commandant Melo Antunes, à l'occasion de son investiture, comme président de la commission constitutionnelle, et de la promotion en général de brigade du lieutenant-colonel Charais, ancien commandant de la région militaire du centre de Portugal.

Certains lient ces deux événements à une éventuelle répartition du « groupe des Neuf », qui serait disposé à faire un coup plus directement dans les affaires politiques du pays.

JOSÉ REBELO.

● M. Mario Soares, premier ministre portugais, se rendra dans les capitales des États membres de la Communauté économique européenne dans la deuxième quinzaine de janvier afin d'enlever le 16 novembre l'agence ANOP. C'est seulement après ce voyage que le Portugal formulera officiellement sa demande d'adhésion à la C.E.E. (A.F.P.)

UN PRÊT D'URGENCE DE 300 MILLIONS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS À LISBONNE

New-York (A.F.P.). — Selon le New York Times du mercredi 17 novembre, Washington a décidé d'octroyer au Portugal d'un prêt d'urgence de 300 millions de dollars. D'autre part, l'administration a décidé de demander au Congrès l'approbation d'un projet selon lequel les États-Unis se joindraient à d'autres pays dans un consortium qui prêtait à terme un total de 1,5 milliard de dollars à Lisbonne. Si cette autorisation était accordée, le montant total des prêts américains se chiffrerait à 800 millions de dollars.

République fédérale d'Allemagne

SANS MODIFIER LES INSTITUTIONS

M. Walter Scheel souhaiterait élargir ses pouvoirs de président de la République

De notre correspondant

Bonn. — Le président de la République fédérale, M. Walter Scheel, a refusé, le 15 novembre, la démission de son secrétaire d'État M. Paul Frank. Selon le magazine Der Spiegel, M. Frank aurait, au cours d'un entretien, souhaité une extension des pouvoirs du président de la République. Ces déclarations ont provoqué un malaise dans les milieux politiques gouvernementaux au moment où le parti social-démocrate et le parti libéral sont engagés dans des négociations délicates pour la reconduction de la coalition.

M. Scheel a tenu à rassurer le chancelier Schmidt en affirmant qu'il ne songeait pas à modifier l'équilibre des institutions prévu par la loi fondamentale (Grundgesetz) de la R.F.A. Il n'en a pas moins conservé sa confiance à M. Frank qui a qualifié l'article du Spiegel, de « mélange de citations en partie vraies et en partie incorrectes », de « faux dans sa tendance ».

« Un président politique »

Les propos rapportés par le magazine de Hambourg semblent pourtant correspondre dans une large mesure à la pensée profonde de M. Scheel et de ses collaborateurs. Avant même son installation à la villa Hammer-schmidt, en 1974, M. Scheel avait écrit qu'il voulait être « un président politique » et « un président dans l'Europe ». Il avait regretté que ses prédécesseurs n'aient pas épuisé toutes les possibilités offertes par la loi fondamentale.

Avant les élections, le président de la République avait clairement laissé entendre qu'en cas de majorité absolue pour l'opposition, il ne se contenterait pas d'entériner le choix du candidat à la chancellerie fait par les partis, mais qu'il se réserverait le droit d'ouvrir à la formation d'une majorité stable, c'est-à-dire en clair à un renversement des alliances.

Ces propos avaient fortement mécontenté les sociaux-démocrates. De plus, les événements récents ont montré que M. Scheel ne se considérait pas seulement comme le « premier notaire de la République ». Il a refusé de signer

la loi sur la libéralisation de l'objection de conscience votée par le Bundestag, mais repoussée par le Bundesrat. Il hésite à signer la loi sur la formation professionnelle qui a été adoptée seulement parce que le gouvernement est passé outre, par une astuce juridique, à l'opposition du Bundesrat.

Il a attendu plusieurs jours avant de signer la mise en disponibilité des généraux Krupinski et Frank, impliqués dans l'affaire Rüdiger, convoquant le ministre de la Défense pour lui demander des explications, puis exigeant ensuite des justifications écrites.

En ne se limitant pas à un rôle de représentation, M. Scheel a certes pas outrepassé ses compétences. Veut-il aller plus loin, par exemple en invitant le conseil des ministres, comme Der Spiegel lui en prête l'idée ? On s'en défend à la présidence de la République, mais la publication régulière d'indiscrétions calculées accablent l'idée que M. Scheel se sent un peu à l'étroit dans les limites actuelles de sa fonction.

D. Vi.

Autriche

LA MINORITÉ SLOVÈNE DE CARINTHIE RÉCUSE D'AVANCER LES RÉSULTATS DU RECENSEMENT.

(De notre correspondante.)

Vienne. — Le recensement des groupes ethniques et vivant en Autriche a été effectué le 14 novembre, avec une participation très variable : elle a atteint les taux les plus élevés dans les provinces de Carinthie (88 %) et du Burgenland (plus de 80 %), où sont concentrées les minorités slovène et croate. En revanche, dans l'est du pays, le pourcentage n'avait pas dépassé 25 % (Vienne et Styrie), le taux le plus bas (5 %) ayant été enregistré à Vorarlberg. Ces résultats étaient attendus, sauf en Carinthie, où l'on pensait que les appels à l'abstention lancés par les deux organisations slovènes seraient mieux entendus.

Les résultats définitifs de cette enquête statistique ne seront connus qu'au début de l'année prochaine, le dépouillement des bulletins devant être fait à Vienne au service central des statistiques.

Les représentants des deux organisations slovènes de Carinthie ont estimé que le dépouillement des bulletins peut apporter des surprises : ils n'excluent pas que bon nombre de ceux-ci soient blancs ou comportent des inscriptions fantaisistes. Ils ont affirmé, dès la clôture, que ce recensement spécial ne peut en aucun cas servir d'élément d'orientation ou de base de décision pour l'application intégrale du traité d'État de 1955. Le « seul aspect positif » qu'ils voient dans cette consultation est que maintenant « l'existence d'une minorité slovène en Carinthie et la non-application de toutes les dispositions du traité d'État à son égard sont devenues des faits publics non seulement pour les Autrichiens, mais aussi au niveau international ». — A. Rd.

Yamaha ou l'amour de la musique.

L'un des plus célèbres et des plus importants fabricants de pianos et de guitares depuis la fin du siècle dernier s'est aujourd'hui spécialisé dans la haute fidélité. Et si ses appareils ont la réputation de restituer les sons les plus proches de ceux des instruments de musique, ce n'est peut-être pas sans raison...

Haute fidélité... l'expression est en elle-même un hommage à la musique. Mais dans la bataille des watts, il semble qu'on en ait quelque peu oublié le sens et peut-être aussi la noblesse.

— Grisés par trop de gadgets, on ne réalise plus, par exemple, qu'une enceinte acoustique obéit aux mêmes lois qu'un instrument de musique. Que la nature de son bois et la manière dont il est assemblé lui confèrent des qualités plutôt que d'autres. Et si Yamaha semble être l'un des seuls fabricants à se souvenir de tout cela, c'est parce que la haute fidélité n'est aujourd'hui que le prolongement de sa vocation initiale : la musique.

UNE ENCEINTE ACOUSTIQUE ASSEMBLÉE COMME UN PIANO...

— Et à propos d'enceintes acoustiques, justement, il en est une chez Yamaha qui mérite qu'on y regarde à deux fois. Elle illustre assez bien cette perfection à laquelle on peut aboutir après un siècle de recherches dans tous les domaines de la musique. Elle s'appelle la NS 1000 Monitor. Elle est noire, plus sobre qu'agressive, elle cache sous son habitacle une étonnante architecture. Trente et un kilos de bois sélectionnés à l'autre bout du monde pour être assemblés par des ébénistes de métier, ceux-là mêmes qui fabriquent les pianos.

— Les gestes sont les mêmes et la précision de l'assemblage a de quoi laisser rêveur : moins de 0,01 mm.

LE SON LE PLUS DIFFICILE À RESTITUER : LA VOIX HUMAINE.

— Mais ce chef-d'œuvre d'ébénisterie n'est en fait qu'un des aspects de cette enceinte.

— Les progrès les plus remarquables de la musique ont toujours été



La NS 1000 Monitor, l'amp-tuner CR 1000 et la platine YP 800, l'un des ensembles Yamaha les plus perfectionnés.

liés à ceux de la technique. En l'occurrence, Yamaha avec son potentiel technique et financier a pu nous offrir quelques innovations de poids.

— La NS 1000 en est, à cet égard, une illustration. Ses hauts-parleurs possèdent en effet des dômes hémisphériques en beryllium. Derrière cette appellation hermétique se dissimule en fait une véritable révolution sur le plan technologique (voir l'encadré).

— Le résultat est de loin le plus spectaculaire avec les hauts-parleurs « medium ».

— Ce sont eux qui reproduisent les fréquences situées entre 500 et 6.000 Hz, zone préférentielle de la voix humaine et, par conséquent, où l'oreille est la plus sensible aux imperfections d'une enceinte acoustique. Avec la NS 1000, l'impression de présence devient franchement troublante.

LE PRIX DES PERFORMANCES.

— Une autre particularité de ces enceintes, elles sont uniquement vendues par paires en raison de la symétrie différente dans la construction de chacune.

— Quinze watts suffisent largement avec elles pour sonoriser une pièce de dimensions moyennes, mais elles peuvent en « cracher » plus de cent en conservant exactement le même niveau de perfection. Et le mot n'est pas vain si l'on songe qu'à pleine puissance le taux de distorsion est, selon un test*, tout à fait exceptionnel dans l'extrême grave.

— Est-il besoin de préciser que les NS 1000 Monitor ne sont pas vraiment économiques. Elles coûtent près de quatre mille francs pièce... Le prix d'un instrument de musique, de certains abonnements à l'Opéra ou de mille autres choses.

— Mais on conviendra volontiers que là n'est pas réellement le problème quand on est décidé à franchir un tel niveau de perfection.

— D'ailleurs, qui au juste saurait dire ce que coûte un Stradivarius.

LE BERYLLIUM ET LA PURETÉ DU SON

Un progrès récent des haut-parleurs consiste à l'équipement de ce qu'on appelle un dôme hémisphérique, dont la fonction est de mieux propager les vibrations. Or, la transparence d'un son restitué est précisément proportionnelle à cette vitesse de propagation. Pour l'obtenir, ce dôme doit être dans un métal extrêmement léger et rigide.

On connaît depuis longtemps les propriétés remarquables du beryllium (2 à 3 fois plus léger que l'aluminium et le magnésium 3 fois plus rigide et propageant le son 2 fois plus rapidement), mais d'autres propriétés rendaient jusqu'à présent son utilisation impossible dans le cadre de la fabrication des haut-parleurs.

Après plusieurs années de travail, les équipes de recherche de Yamaha ont réussi à mettre au point un procédé complexe permettant de résoudre ce problème. En schématisant, il consiste à protéger du beryllium sous un feuillet d'électrons dans une atmosphère de vide poussé, ce qui permet d'obtenir des dômes de n'importe quelle forme, ayant à peine 5 microns d'épaisseur dans un métal de grande pureté (99,99 %).

Aujourd'hui, aucun autre métal existant ne permet d'obtenir le même niveau de pureté sonore.



*IFI Hi-Fi Electronics - octobre 1976.

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

SIMMONS

présente toutes ses literies chez

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

LIVRAISON TRÈS RAPIDE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

Seule adresse de vente :

37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE

PARIS XI^e • Métro Parmentier

Tél. 357.46.35

AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE A PARIS

Quatre dissidents exposent les idées d'une opposition de gauche au régime soviétique

« Nous estimons de notre devoir de contribuer à la création d'une presse libre et indépendante de gauche russe, et nous comptons sur l'aide de tous ceux qui souhaitent une évolution démocratique de l'Union soviétique. » Tel est le projet que quatre dissidents soviétiques, MM. Vadim Belotserkovski, Leonid Pilouchitch, Anatoli Levitine-Krasnov et Herman Andreev (1) ont exposé lundi 15 novembre à Paris au cours d'une conférence de presse dans les locaux de Politique-Hédo.

Les quatre hommes ont présenté l'ouvrage collectif U.R.S.S. Alternatives démocratiques, dont ils sont les principaux auteurs, et qui vient de paraître en russe chez l'éditeur ouest-allemand de gauche Achberg. Des traductions en anglais, italien, français (et peut-être même espagnol) sont à l'étude. Le projet de publication en langue allemande est plus avancé. Ce livre devrait être le précurseur et l'annonciateur d'un périodique en langue russe.

L'ouvrage est un recueil d'articles d'inspiration très diverses allant du christianisme social dans la tradition de Tolstoï, au néo-marxisme soucieux du respect des droits de l'homme, dont les frères Medvedev en U.R.S.S. et M. Pilouchitch en France, sont les représentants les plus connus. Les divergences de vues — certains diront les contradictions — ne font pas peur aux auteurs. L'un d'eux, faisant remarquer qu'un « opposant démocratique » perd son âme s'il n'admet pas lui-même l'opposition. Les uns et les autres ont cependant deux convictions, avec lesquelles ils n'hésitent pas à s'engager : la lutte « contre toute forme d'exploitation » et pour « la liberté démocratique » et enfin le droit à l'indépendance immédiate et in-

conditionnelle pour toutes les nations formant l'Union soviétique.

« Ce qui explique le climat en U.R.S.S. actuellement, explique M. Vadim Belotserkovski, c'est un sentiment de désespoir et d'impuissance, qui date de l'entrée des chars soviétiques à Prague, en 1968. Sur le terrain de ce désespoir se développent l'immoralisme et le cynisme, mais aussi d'autres phénomènes tels que l'opposition chauvine réactionnaire (russe mais aussi anti-russe, par contre-coup, chez les peuples envahis), et certaines tendances obscurantistes. » Les auteurs du livre marquent volontiers à ce propos ce qui les sépare de Soljenitsyne, ou de mouvements tels que le N.T.S. (2) ou la revue Continent (3). « A la différence de l'opposition actuelle de droite, nous ne souhaitons pas n'importe quelle modification du régime soviétique que celui-ci pourrait être encore pire ou même qu'il pourrait basculer entièrement vers une forme de fascisme », poursuit M. Belotserkovski.

Une « nouvelle émigration »

Les quatre dissidents souhaitent se distinguer radicalement de la « vieille émigration » des années qui ont suivi la révolution, et qui, selon eux, a gardé l'image d'une société russe disparue à jamais. Ils se sentent beaucoup plus proches des démocrates occidentaux que des cercles d'émigrés plus ou moins nostalgiques qui entretiennent la tradition « slavophile » et « antibolchévique » d'avant 1914. Ils n'hésitent pas, au besoin, à comparer le chauvinisme « grand russe » de certains de ces cercles avec l'idéologie nationaliste des dirigeants soviétiques.

« Les courants nationalistes de droite sont nombreux, aussi bien en U.R.S.S. qu'au sein des émigrés », explique M. Pilouchitch. « Je ne me permettra pas de parler de leurs représentants qui sont derrière les barbelés. Nous ne pouvons cependant affirmer notre solidarité avec un mouvement tel que le N.T.S., qui se prétend « démocratique », mais qui parle toujours de la « nation russe » et jamais des autres nationalités. »

M. Andreev explique de la même façon que sa contribution à U.R.S.S. Alternatives démocratiques a été conçue dans un esprit « polémique » vis-à-vis du recueil intitulé Voix sous les décombres, publié clandestinement à Moscou sous forme de samizdat en 1974. (Le Monde du 20 novembre 1974).

puis à Paris par YMCA Press et par le Seuil, et qui comporte des textes de Soljenitsyne, du mathématicien Chafarevitch, du jeune historien Borissov, du cybernéticien Agoursky, et du spécialiste en antiquités russes Barabanov.

En définitive, les quatre dissidents et leurs amis estiment qu'un « courant libéral de gauche » est né dans la « nouvelle émigration » soviétique et qu'il ne peut pas s'exprimer dans la presse émigrée traditionnelle.

Ce courant, qui draine aussi bien les habitants de « la vieille émigration russe de droite » que les dogmes des dirigeants du Kremlin, souhaite modestement ouvrir « des voies de développement » pour servir d'alternatives au totalitarisme soviétique.

DOMINIQUE DHOMBRES.

République démocratique allemande EN TOURNÉE EN R.F.A.

M. Wolf Biermann, compositeur contestataire est déchu de sa nationalité

L'auteur-compositeur est-allemand Wolf Biermann, qui se trouve en République fédérale d'Allemagne pour une tournée de dix jours, ne pourra pas rentrer en R.D.A. Les autorités de Berlin-Est l'ont déchu, le mardi 16 novembre, de la citoyenneté est-allemande à cause de ses « déclarations hostiles à la R.D.A. ».

Depuis douze ans, elles lui interdisaient de se produire en R.D.A. mais, sur la demande du syndicat ouest-allemand de la métallurgie, elles lui avaient donné l'autorisation de sortir pour donner un festival et l'assurance qu'il pourrait rentrer à la fin de dix jours de tournée.

De notre envoyé spécial

Cologne. — Samedi dernier, à Cologne, Wolf Biermann était heureux. Et les spectateurs aussi. Pour la première fois, depuis douze ans, l'auteur-compositeur sans doute le plus populaire d'Allemagne, à l'ouest comme à l'est, avait retrouvé un public. La soirée devait durer deux heures. A la fin du temps prévu, c'était seulement l'entracte. Après quatre heures et dix-sept ans, il de poèmes, de déclarations politiques sur le ton de la conversation, les sept mille spectateurs qui avaient envahi le Palais des sports étaient prêts, attentes ou rieurs, en tout cas conquis, à écouter encore longtemps ce « communiste critique » venu de « l'autre » Allemagne qu'il tient pour « la moitié ».

Biermann, trop ému pour quitter la scène, reprenait sa guitare pour le dernier refrain.

« J'aimerais mieux partir, mais je préfère rester ici », Biermann avait placé la soirée de Cologne sous le titre d'une de ses chansons. « Ici », c'était pour lui la République démocratique allemande où il vivait depuis 1953. Il est né à Hambourg dans une famille d'ouvriers communistes que n'a pas épargné le national-socialisme. A dix-sept ans, il est « passé à l'est ». Après ses études, il s'est mis à écrire des poèmes et à composer des chansons. Il était alors pour la presse ouest-allemande « le chef de file de Troie d'Ulbricht ». Jusqu'au jour de 1963 où ses chansons furent interdites en R.D.A. et où il fut exclu du P.C.

Wolf Biermann se veut communiste et marxiste, même et surtout s'il critique le régime de Berlin-Est. Il a dédié une chanson au « printemps de Prague » et il souhaite, pour la R.F.A., un P.C. « croissant et mûrissant au soleil italien ». Il brocarde le stalinisme, la bureaucratie, les carriéristes. Il chante le socialisme, la liberté, l'unité populaire chilienne.

En R.D.A., il apparaissait comme un gêneur. Plusieurs fois les autorités lui avaient proposé de partir, sans espoir de retour. Il avait toujours refusé. Elles lui avaient, cette fois, assuré qu'il pourrait rentrer, mais n'ont pas tenu parole sous un prétexte fallacieux. Elles connaissent parfaitement les positions de Biermann et savent aussi qu'il dirait publiquement, à l'ouest, ce qu'il a toujours dit et écrit à l'est. Si, à Cologne, il s'est déclaré solidaire de Helmut Konze, exclu de l'Union des écrivains est-alle-

Yugoslavie

LA FOULE DE BELGRADE RASSEMBLÉE POUR APPLAUDIR M. BREJNEV

Belgrade (A.P.P.). — M. Brejnev, qui achève ce mercredi 17 novembre sa visite en Yougoslavie, reçoit de la part du maréchal Tito des marques exceptionnelles d'estime.

En se rendant mardi 16 novembre à leur travail, les Belgradois ont eu la surprise de voir la majorité des vitrines des magasins décorées d'un grand portrait du dirigeant soviétique. De tels portraits n'étant pas en vente, on peut supposer qu'ils ont été distribués aux commerçants par les autorités.

Le même jour, M. Brejnev traversa lentement la capitale en voiture, applaudi par une foule imposante massée le long des trottoirs. Des indices laissent penser que le rassemblement de ces foules, dans lesquelles on remarquait un grand nombre d'écoliers et d'étudiants, n'a pas été entièrement spontané.

de l'Union des écrivains est-alle-

Grande-Bretagne

UN JOURNALISTE AMÉRICAIN EST EXPULSÉ POUR ATTEINTE A LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT

(De notre correspondant.)

Londres. — Le Home Office vient d'ordonner l'expulsion d'un journaliste américain, M. Mark Rosenbalt, qui travaille pour l'« Evening Standard », un journal londonien du soir plutôt conservateur.

Arrivé en Grande-Bretagne en 1969 avec une bourse d'étude, M. Rosenbalt est parti pour l'Irlande et c'est inscrit au Trinity College de Dublin. A son retour en Grande-Bretagne, en 1973, il a commencé à collaborer à « Time Out ». Il a notamment publié des informations sur le centre « secret » de communications que la ministre britannique de la défense a établi à Cheltenham, en prévision d'un conflit nucléaire. Il a « révélé » les modes de plusieurs agents de la C.I.A. en Grande-Bretagne, ainsi que ceux de certains chefs des services secrets britanniques.

Le Home Office indique que M. Rosenbalt a tenté d'obtenir et de publier des informations préjudiciables à la sécurité du Royaume-Uni. — J.W.

Le prince Philip s'en prend à l'État-providence

De notre correspondant

Londres. — Le prince Philip se trouve engagé, de façon inattendue, dans une controverse politique. Il a déclaré que, si l'État-providence assure une protection contre les échecs sociaux, il ne permet pas « aux hommes entreprenants et à ceux qui travaillent dur » de réussir comme ils le méritent.

Les polémiques ont pris d'autant plus d'ampleur que, cette semaine, les indemnités de chômage et les prestations sociales sont augmentées de 10 %, alors que les travailleurs ne peuvent compter que sur des hausses de salaires beaucoup plus limitées.

Selon les calculs de M. Howell, porte-parole du parti conservateur, un homme marié ayant deux enfants en bas âge devrait gagner 77 livres par semaine (soit que le salaire moyen n'est que de 55 livres), avant que son revenu dépasse celui qui lui serait assuré en tant que chômeur.

Le point de vue du prince a été exposé dans la revue Engineer, qui fête son cent vingtième anniversaire. Avant d'après la guerre la Grande-Bretagne s'est engagée audacieusement sur la voie de la sécurité sociale, le mal de la reine soulève que l'innovation, le risque et l'esprit d'entreprise

sont incompatibles avec une stabilité et une sécurité complètes. Selon lui, la seule solution laissée aux hommes les plus capables est « la spéculation dans des secteurs lucratifs, mais non productifs ».

Pour le prince, l'industrie devrait retrouver la première place dans l'économie, et les innovateurs devraient « redevenir des héros », assurés « de gagner et garder la récompense du succès ».

Les porte-parole de la gauche dénoncent ce qu'ils considèrent comme une intervention du prince dans le domaine politique.

La presse conservatrice, en revanche, félicite le prince, qui, estime-t-elle, a mis le doigt sur un défaut très grave du système britannique.

Mardi 16 novembre, le prince a fait une mise au point devant l'Association des Industries mécaniques de West Midlands. Il a déclaré : « Je n'ai rien contre l'État-providence, je suis seulement soucieux de voir le succès, en particulier dans le domaine technique, récompensé. Je ne comprends pas qu'on ne cherche pas, en Grande-Bretagne, à encourager les professions techniques. »

JEAN WETZ.

de JANVIER à JUIN 77

SC.PO

Préparation sur place ou par correspondance.

- Examen d'entrée 1^{er} mois ;
- Précédents examens 2^{es} mois ;
- Soutien en cours d'A.P. ;
- Maillot - Nation
- Saint-Pierre

3 CENTRES

CEPES

Coupons libre de professeurs

57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly

722.94.94 ou 745.08.19

QUAND LE PLUS SÉRIEUX DES FABRICANTS VOUS DIT "REVOLUTION EN COPIE", VOUS POUVEZ LE CROIRE... ET REGARDER DE PRES. FAXIL de Gestetner

Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 204, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85

LeHameauMouffetard

73 rue Mouffetard-Paris Ve



Comme un autre Paris, au cœur de Paris même... A proximité des Jardins du Luxembourg et des Plantes, de la Sorbonne et du Panthéon, et au cœur de la Mouff vivante, pittoresque, colorée, le hameau Mouffetard allie la classe d'une construction traditionnelle (on ne pouvait faire mieux dans un tel quartier!) aux exigences du grand confort moderne. Des façades en pierre de taille et enduit rustique, des fenêtres à petits bois et des vrais toits avec des lucarnes et des combles à la Mansart.

Une construction soignée jusque dans les détails. Des duplex, de vastes appartements, et aussi des studios pour les célibataires raffinés.

Appartement modèle sur place.

SGMI CONSTRUCTEUR

COOPÉRATION SOCIÉTÉ

Renseignements et vente sur place 73, rue Mouffetard, Paris 5^e (tous les jours de 14 h à 19 h) Samedi de 10 h à 19 h Fermé le dimanche ou G.E.F.C. 52 Champs-Élysées ALM 98 98

La Boutique du Brésil



BRADE
sa collection 1975



OPÉRATION
"GRAND NETTOYAGE"
JUSQU'AU 30 NOVEMBRE

Pour faire place à
sa nouvelle collection

SOLDE
sa collection 1976



LIQUIDE

ses modèles d'exposition
(sofas - fauteuils - bibliothèques - tapis, etc.)
au 1^{er} étage de sa boutique de Paris
43, av. Friedland (tél. 359.22.10)
de 10 heures à 19 heures 30

DIPLOMATIE

Devant l'Association de la presse diplomatique

« Nous disparaissions sur des plans essentiels »

DÉCLARE M. JOBERT

« Il est essentiel que nous disions clairement ce que nous soutenons, pas forcément pour l'obtenir mais pour que ce soit enregistré », a dit M. Jobert, mardi 16 novembre, devant l'Association de la presse diplomatique française.

« Ce qui est important, c'est de savoir où l'on veut aller même si l'on n'y va pas, et de savoir qu'un jour on ira. »

« Nous disparaissions », a dit l'ancien ministre des affaires étrangères, sur des plans essentiels : l'Europe, le commerce international, la monnaie, la politique méditerranéenne. « Mais il reste l'optimisme » parce que, « à la faveur du désarroi, de la faiblesse et de l'indécision d'aujourd'hui », ce qui a été dit et fait dans le passé « prend un relief particulier ». « Ce qui engage ce n'est pas le bonjour du monde et demain d'aujourd'hui, c'est le freres d'hier. »

Sans doute, selon M. Jobert, le général de Gaulle n'a pas pu « faire grand-chose » pour réformer le système monétaire international et ses efforts ont été « sapés » à la fin de sa présidence. Il a cependant posé le problème « autrement » : « Ce qui compte aujourd'hui ce n'est pas de nous mettre en travers de la route d'un char impétueux (...), mais de faire connaître notre énergie et notre « résolution ». Or, parlait-on dit « amen, merci, et même tant mieux ! comme c'est bien ! comme c'est bon ! », alors qu'il importait de dire : « J'y suis contraint et je m'occuperai, mais cette politique est néfaste et détruit l'ordre mondial. » Face à « l'encapement des affaires mondiales par les États-Unis », il est important de le proclamer « même si le désert accueille ces paroles ».

M. Jobert estime que le prix du pétrole qui, en 1973, était « ridiculement bas », résultait d'un dumping des grandes compagnies américaines et d'une sorte de « pacte colonial », mais qu'il est aujourd'hui « normal ».

Les « fausses colères »
de M. Kissinger

Cependant, les effets de l'inflation mondiale, « raisonnables et inhérents au capitalisme », sur les prix du pétrole ont été multipliés presque par dix par « les pratiques budgétaires et monétaires des États-Unis ».

M. Jobert ne croit pas « aux fausses colères » de M. Kissinger devant les menaces de hausse parce que les États-Unis « pilotent en direct » l'Arabie Saoudite et influencent l'Iran, et qu'une intervention des marines devrait, pour être efficace, être généralisée et supposerait un acquiescement soviétique. Quant au dialogue Nord-Sud, « il échouera comme toutes les bonnes intentions qui ne sont pas armées d'extrême résolution ». Selon M. Jobert, les Américains ont compris que leur pays était « une puissance comme les autres capable d'être opprimée », ce qui a aidé M. Carter.

M. Jobert se prononce pour l'élection du Parlement européen, mais « hors du traité de Rome », qui a « fait son temps » et qui devrait être remplacé par un traité confédéral avec un exécutif et un Parlement de deux Chambres, l'une « des États » et l'autre élue. Il veut aussi « remettre en question » le pacte atlantique en raison de « l'application qui en est faite ». La France devrait « le réviser » tant que l'interdiction pour Concord d'atterrir à New York — et qui n'est destinée qu'à « tuer » l'aéronautique européenne — n'est pas levée.

Comme on lui demandait ce qu'il pensait de l'action de M. Chirac, M. Jobert a répondu : « Les actions nées dans l'opportunité », et, a-t-il ajouté, « on ne se rassure pas sur un échec ». Quant à la candidature de M. d'Ornano à la mairie de Paris, il a déclaré : « Dans un système d'élections, c'est une désignation ». Il a enfin précisé qu'il n'avait pas l'intention de se présenter aux élections de 1978.

CORRESPONDANCE

M. Soutou et l'Amitié
judéo-chrétienne

Mme Marie-Rose Lipmann, secrétaire générale de l'Amitié judéo-chrétienne de France, nous écrit :

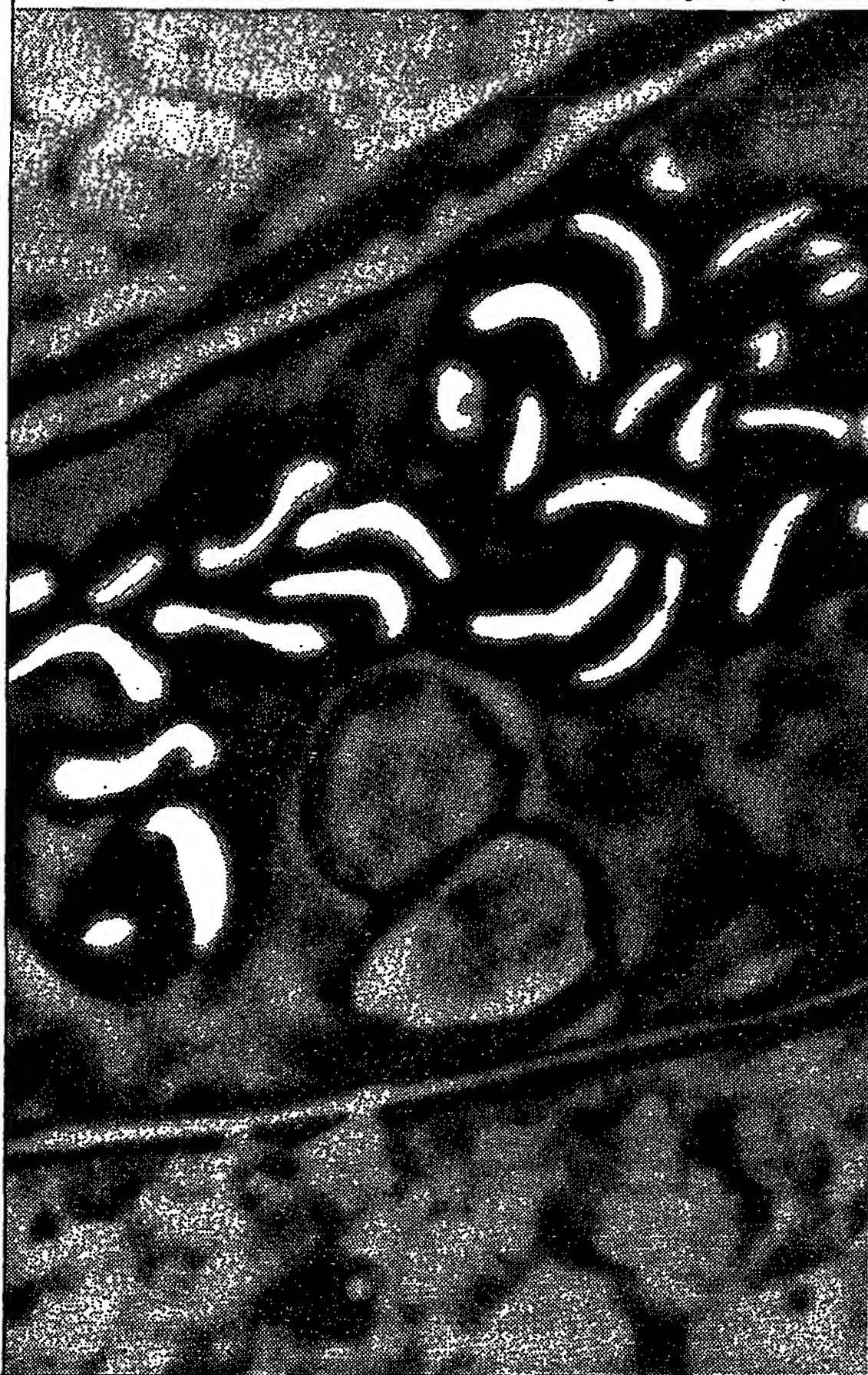
Une erreur s'est glissée dans l'article consacré par le Monde du 29 octobre à la nomination de M. Soutou comme secrétaire général du Quai d'Orsay. Vous écrivez : « Militant de l'Amitié judéo-chrétienne, il est arrêté par les Allemands... »

Pendant la guerre de 1939-1945, l'Amitié judéo-chrétienne ne pouvait exister sous ce nom. A Lyon est née l'Amitié chrétienne, en 1941, qui a aidé à sauver un certain nombre de juifs. En 1945, l'Amitié judéo-chrétienne est née grâce à Jules Isaac et à Edmond Fleg. L'Amitié judéo-chrétienne en France (1) considère comme sa tâche essentielle de faire en sorte qu'aux malentendus séculaires, aux traditions d'hostilité entre judaïsme et christianisme, se substituent le respect, l'amitié et la compréhension mutuels.

(1) A.J.C.F., 11, rue d'Engelien, Paris-10^e.

L'odyssée d'un globule.

Photo illustrant la déformabilité des globules rouges dans un capillaire humain.



Dans un seul être humain, vingt mille milliards de globules rouges sillonnent en permanence deux cent millions de vaisseaux capillaires qui représentent plusieurs centaines de kilomètres. Ils traversent aussi bien de larges artères que de minuscules vaisseaux.

Mais le diamètre d'un globule rouge est de 7,5 microns, alors que celui d'un capillaire n'est que de 5 microns et parfois même de 3. Il doit donc pouvoir se déformer, pour poursuivre son voyage jusqu'aux cellules les plus éloignées.

Les chercheurs de Hoechst contribuent activement à l'étude de ce phénomène. Déjà, des perspectives thérapeutiques s'offrent en pathologie vasculaire, à une action pharmacologique sur la déformabilité du globule rouge, facteur important de la circulation sanguine.

En médecine, comme dans bien d'autres domaines, les 14 000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

**L'avenir,
c'est passionnant.**

Hoechst-Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense

Hoechst



صكرا من الاميل

**C'EST
PAS CHER**
**DES JEUDI
VOUS
POUEZ
JOUER AU
LOTO**

Notices à votre disposition
chez les dépositaires

EN BREF

Codot sur la Péniche

La vie d'Estragon et Vladimir est exactement celle des gens qui se réchauffent l'hiver aux bouches de métro. Ils se sont trouvés l'un un tonneau, l'autre un beau carré de tissu. Ils ont les pieds dans le boue, elle leur monte dans les cheveux. Pour attendre Godot comme ils l'attendent — c'est-à-dire que c'est une question de mort — il faut vraiment que la pluie leur ait détrempé la tête, le cœur, les mots. Cette misère humaine est dans la mise en scène de Mireille Laroche et la Péniche. Jean-Jacques Moreau et Jean-Paul Farré se débattaient trois heures dans la terre glaise; c'est trop long, mais sublime. — Cl. D.

★ Théâtre de la Péniche, 20 b. 30, Belcra du 20 novembre au 4 décembre.

Paris dans une cuillère

Le vitrier, le marchand de violettes, la poissonnière, le clochard : Paris d'avant. Et maintenant, sur leur mot de jeunes (imbéciles). Paris toujours, dans les quartiers où attendent les prostituées. Nouveau Paris dans les grands ensembles d'immeubles à loyer modéré, mais on ne s'entend plus quand on entend tout ce qui se passe chez les voisins. Les voix se superposent. Ici, devant le bar du théâtre le Palais, l'immigré avec sa valise et son paquet dit tristement son illusion, et là, dans la salle, derrière, une femme raconte le travail, le long travail qui rend les mains calleuses et le dos douloureux. Et puis on se lève pour suivre la galopade de dix acteurs qui ont investi un vieux théâtre et s'y amusent bien. On ira par-tout, de place en place : « Suivez le guide, vous allez voir ce que vous allez voir. » Et de numéro tout neuf en numéro tout neuf, on arrive au sous-sol. On ferait comme si on était dans le métro, accrochez-vous à la barre. La troupe de la Grande Cuillère a ramassé toutes ses idées dans le spectacle. C'est souvent drôle, si on aime l'accordéon.

M.-L. B.

★ Palais, 19 b.

Revoici les Mirabelles

Les « Mirabelles » sont de retour. Elles présentent, ces jours-ci, au Théâtre du Centre d'Alx — devenu le Théâtre du Relais depuis le départ de Charles Nogue — leur dernier spectacle les *Gouilles*. Les succès promettent aussi grand que pour *Faust*, en 1974-75, et les *Bergueses d'orange*, en 1975-76. Guerre en dentelle et fleur au fusil ? En tout cas, l'humour dévastateur de leurs sketches, l'ironie de leurs chansons, la dérision de leurs tenues en scène sont autant de flèches décochées par ces nouvelles amazones, troupe dynamique et corrosive d'homosexuels alcoolisés. — (Corresp.)

Troisième Maille d'or d'Amiens

« Amiens, ville picarde » est le thème choisi par le festival municipal amiennois pour la troisième Maille d'or, qui continue jusqu'au 21 novembre. Des séances de cinéma sur l'histoire de la Picardie, des soirées où la poésie, la chanson, la danse, le théâtre, apportant la preuve d'une identité culturelle picarde, sont organisées en différents endroits, notamment à la Maison de la culture d'Amiens. — (Corr.)

Pauvre Frioul

Depuis le 6 mai dernier où la terre a tremblé, la petite ville de Gemonia, établie sur un cône de déjection à l'abri de la montagne, est toute lézardée, défilée, inhabitable. Les tours et campaniles médiévaux n'ont pas résisté. Ces données navrantes, accompagnées d'un dossier-catalogue réalisé avec autant de soin que de hâte, sont présentées à la villa Manin de Masserano, dans une exposition de circonstance : « Une culture à sauver », organisée par Gian Carlo Menis jusqu'à l'hiver. Le programme des manifestations biennales de la région prévoyait une rétrospective de Sebastiano Ricci : le projet fut abandonné après la catastrophe de mai et remplacé par une seconde exposition de fortune ; les ouvrages évacués d'Udine et de Pordenone, ou enlevés des zones sinistrées, ont été regroupés et présentés par Aldo Rizzi sous le titre de « Chies-d'œuvre de l'art du Frioul ». (Ed. E. Elia, Milan). Un ensemble de cent numéros.

« Quatre soldats et un accordéon » à Aubervilliers

Un théâtre sans équivalent connu

QUATRE soldats et un accordéon est une pièce-fable que Richard Demarcy a écrite avec Teresa Mota, au Portugal, et qui a trait à l'un des événements essentiels du processus révolutionnaire portugais : la tentative de coup d'État du 11 mars 1975.

La pièce retient surtout ce qui se passa à la caserne du régiment d'artillerie légère numéro 1, à l'entrée de Lisbonne, que les parachutistes putschistes avaient mission d'investir pour ouvrir la ville aux blindés. Les habitants du quartier accoururent, entreprirent de dissuader les parachutistes de s'emparer de la caserne. Aussi bien le commandant du régiment d'artillerie s'employait-il à convaincre le commandant des para, au cours d'un dialogue qui fut entièrement filmé en direct par une équipe de télévision accourue dès les premières minutes sur les lieux.

Parallèlement, la pièce de Demarcy et Teresa Mota évoque le refus d'obéissance du capitaine d'aviation Mario Jordao, qui, le même jour, n'accomplit pas sa mission : bombarder la station de radiodiffusion Emissora Nacional, au centre de Lisbonne.

Quatre soldats et un accordéon est un sommet du théâtre politique, et du théâtre contemporain tout court.

Demarcy et Teresa Mota refusent d'ailleurs l'appellation « théâtre politique », et ils ont raison. Ce qu'ils font n'est en effet, ni documentaire, ni historique, ni idéologique, ni proprement politique. La pièce n'exerce pas une action clairement définie sur l'esprit du spectateur. Elle n'apporte pas non plus une information nettement dessinée sur les faits. En cela, le théâtre de Richard Demarcy et Teresa Mota est susceptible de heurter, dans un premier mouvement, les politiques orthodoxes.

Un texte très simple

Afin de décrire la démarche de ce théâtre sans équivalent connu, il faut se servir d'une comparaison. Prenons, par exemple, un champ. Un champ pas tout à fait en friche, mais malade, qui ne donne presque plus. Sur-vent un nouveau fermier, qui soigne ce champ. Admettons que les personnages de l'action sont dans le champ, le tracteur, l'engrais, les sillons, le grain de semence, la récolte.

Supposons aussi, en passant, le jeu d'un autre personnage, temporaire, qui n'empêchera pas la récolte finale : un orage très violent accompagné de grêle.

En bien non : le théâtre de Demarcy et Mota refuse de célébrer l'histoire au niveau de ces personnages. Parce qu'il y a, en réalité, un monde infini d'autres protagonistes de l'action : il y a les herbes folles et la mauvaise herbe et la bonne herbe, il y a, comme toujours, des cailloux dans les sillons, et soixante familles d'insectes, et des coquilleottes, et des perdreaux, il y a les nappes d'eau souterraines, et l'argile sous l'humus, et six arbres solitaires, séparés, qui sont là, aux quatre coins du champ, depuis cent ou deux cents ans, et le tracé sinueux des haies, et les escargots, et la brume qui monte de la rivière, il y a tout ce qui fait que ce champ est à la fois instantané et millénaire, et puis il y a les deux petites filles du fermier, et la mère qui prépare la soupe aux fèves, et des voisins mécontents ou amicaux, et un propriétaire avarié, et le garagiste du village qui a réparé le tracteur, et un vieux cheval qui ne fait plus rien, et il y a la minoterie où sera porté le blé, et les pains que l'on fera, et dans le théâtre de Richard Demarcy et Teresa Mota tous ces acteurs de l'événement sont là, pas en personne, bien sûr, mais ils sont là absolument, dans chacune des lignes du texte très simple et très beau de la pièce — texte d'une haute poésie seulement comparable, de loin, par sa richesse d'évocation et sa vérité terre à terre, à celle d'un Ritsos, d'un Elkanet, quoiqu'il y ait dans la poésie populaire de Demarcy et Mota plus de jeunesse et plus de « palpitation cardiaque » et plus de fraîcheur de pluie.

Et ces centaines de personnages, du coquilleot au vieux cheval, du caillou enfoui à la petite fille rieuse, sont en fait la nature sensible, les voix immédiates, par lesquelles passe la pièce pour représenter l'événement. Le fermier et le tracteur et le blé de semence, ou bien, dans *Quatre soldats*, l'artilleur et l'aviateur et le peuple du quartier, sont littéralement animés et portés par cette multitude vivante qui les insuffle, parfois à leur insu, jamais à leur détriment.

Au moment où, sur le mail d'un faubourg, devant la porte d'une caserne défendue par des mitrailleuses, s'accomplit un acte historique, il y a un drap blanc qui, 10 mètres plus haut, sèche

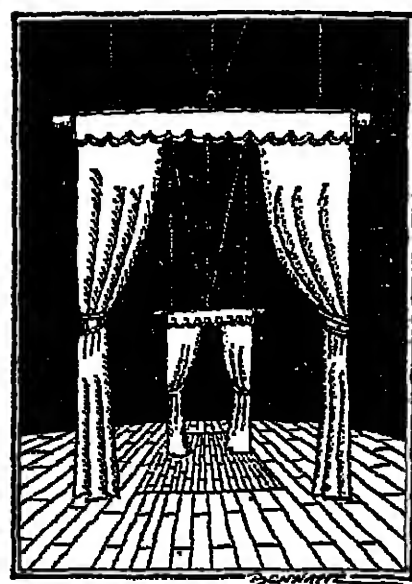
au bord d'une fenêtre. Il y a une marelle bleue et rouge qui s'efface sur un trottoir. Ce drap et cette marelle ne sont pas le décor, ils sont eux aussi des facteurs de l'action, sans eux l'artilleur et l'aviateur deviendraient des soldats aveugles qui s'aveuglent aussi sur la dimension respective de leurs faits et gestes.

Quatre soldats et un accordéon montre que le courage politique risque d'être compromis par deux tentations, entre autres : la solitude du héros, et sa confiance en soi, qui rejoint sa confiance dans le dogme, dans le programme. La pièce guérit cela par une complicité fraternelle des vivants, des morts, des animaux, des choses ; Demarcy et Mota ébauchent alors, à travers tout un tissu d'événements et d'émotions, ce que pourrait être une révolution qui n'avorte pas, qui ne tourne pas au vinaigre.

Une table rase

La révolution de Demarcy et Mota est une poésie ininterrompue, une poésie permanente. Il s'agit de s'entendre sur ce mot « poésie ». Elle est ici une table rase ; tout ce qui est seulement mental, intellectuel, est écarté. L'esprit ne bat que s'il donne la main à l'instinct et au sentiment, au regard vrai, au toucher juste. La poésie est le contraire du laisser-aller, de l'habitude. La poésie est un qui-vive de tout l'être, et constant : « La poésie invente des attentions particulières, à volonté, à la minute. Comprendes, inventées dans la cour de l'école, berceuses inventées au-dessus des lits d'hôpital, paroles natives qui chantent aussi pur que l'eau ou les peupliers ; objets usuels, lampes pour marcher la nuit jusqu'à l'étable, linges, miche de pain, bâton, couverture pliée en quatre : la poésie est aussi ces mots chuchotés par les choses qui n'ont pas été démythifiés, enlaidies, et qui sont les outils nécessaires de la vie. Et la présence de la nature non polluée, de la terre fertile travaillée bien sûr, irriguée, et sondoyée, mais pas corrompue ni exténuée, voilà la poésie. La poésie est aussi le doute, la modestie, et la désobéissance si les ordres sont glauques, si les ordres n'ont pas la franchise et la transparence de la poésie.

Alors, dans cette poésie complète et nue, l'artilleur, l'aviateur, l'habitant civil du quartier, épaillés de tous les côtés



par la poésie, sont poésie eux-mêmes, et ils ne sont plus des héros. Ils sont des relais, des concrétions momentanées de vie. Ils sont une petite pelote tremblante de poésie, une pelote de choses disparates et violemment unies, pelote de cailloux, de comptine, de miche de pain, de grand-mère, de fusil mitrailleur, d'espoir, de marelle, de projet, d'harmonica, de réforme agraire, de peuplier, de couverture, de gestion, de ciel, d'usine, de tracteur, par les ouvriers, pelote douteuse, générale, indisciplinée, pelote sur le qui-vive, pelote-poésie.

Diogo Doria, Filipe Crawford, Natalia de Matos, Paula Folhadela, Ricardo Guedes, Antonio Margarido, Teresa Mota, sont les acteurs-poètes de *Quatre soldats et un accordéon*. Remercions le Festival d'automne d'avoir fait venir cette équipe à Paris, et le Théâtre d'Aubervilliers de l'avoir accueillie.

Il faut absolument aller voir cette pièce, il n'y a pas plus beau théâtre, plus moderne, plus fraternel. Il n'y a pas plus beau prétexte de méditation politique, en un temps où l'opinion publique de notre pays est en train de voter sa cuit. Le Théâtre d'Aubervilliers est à cinq minutes en auto, un quart d'heure à pied s'il ne pleut pas, des portes de La Villette ou d'Aubervilliers. Ces jeunes Portugais nous font un magnifique présent, il ne nous est pas permis de le refuser. Ou alors ne parions plus de politique ni de théâtre, et que vienne le déluge.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de la Communauté d'Aubervilliers, 2, rue Edouard-Pollson, à Aubervilliers, 20 b. 32.

LES PRIX DE LA CRÉATION

Les jardiniers de la comtesse de Ségur

par ANTOINE VITEZ

Directeur du Théâtre des Quartiers d'Ivry, professeur au Conservatoire, metteur en scène, Antoine Vitez apporte son témoignage à l'analyse de la situation dans laquelle se trouve le théâtre subventionné. Il n'exerce pas de rupture entre ses fonctions de pédagogue, de metteur en scène et de directeur d'une compagnie indépendante dont l'activité est permanente.

TOUT trait bien aujourd'hui en France pour le théâtre. C'est cela qu'il faut dire d'abord, et que, non, les gens ne sont pas si fous, ils vont le prouver bientôt, ils le prouvent déjà, tant qu'on fonde une institution culturelle vivante, théâtre ou bibliothèque publique ou école de musique : on crée alors un intérêt qui ne fait que grandir, et bientôt l'institution est débordée, trop petite, et le plaisir de cette impulsion à satisfaire un besoin croissant. C'est bon de pleurer, mais il faut surtout s'indigner — de ce gâchis de la pensée.

Qui a jamais assisté à un débat sur la question — comme on dit — des locaux dans une ville de banlieue ou de province saura bien ce que j'entends par là, et que nous devons réfléchir sur la signification politique de cette saturation. Ce qui se cache derrière cette affaire de locaux, c'est que les gens sont avides de connaissance et d'art, contrairement à ce que disent ceux qui ont intérêt à maintenir les choses comme elles sont.

C'est là qu'elle gît, la censure. Ceux qui sont au pouvoir peuvent bien dire qu'ils ne censurent pas l'art (c'est la moindre des choses), nous savons bien comment ils censurent, en revanche, les artistes. Je ne veux parler ici que du théâtre et je hasarde une explication toute simple : avez-vous remarqué combien ce milieu des gens de théâtre a changé en vingt ans ? Autrefois indifférent au monde social, refermé sur lui-même (à quelques exceptions près), il est aujourd'hui gagné par la contagion du raisonnement et l'intérêt du peuple — exprès l'emploi des grands mots qui font sourire. Les acteurs ne sont plus des forains. On pléte, ce qui reste en eux (indécidablement lié au métier) de forain, ils sont devenus capables aussi de penser, de vivre avec, d'en faire un objet de leur art. Et désormais ils ont appris à descendre dans la rue,

à réfléchir ensemble, ils savent ce qu'ils veulent.

C'est cela, je crois, qui est cause, pour une bonne part, de nos difficultés passagères. Car la France est riche, mais pourquoi voudriez-vous qu'on aide ces gens-là à travailler ? Mettez-vous un instant à la place du pouvoir et essayez d'imaginer la représentation qu'il se fait du théâtre, et comment il nous voit : des parasites pleins d'ingratitude.

Alors, on cherche à nous discréditer, on dit que nous sommes une élite coupée des masses (qui parle ainsi en leur nom ?), et nous nous déconsolons ; pas d'argent, pas de travail, pas d'emploi, il nous faut choisir, sacrifier un rêve pour un autre, adapter comme un malin, une autorité morale, il nous exhorte à l'économie, nous prêche une gestion de père de famille, une vie plus sobre (ou vertue), et vous verrez que nous finirons par ressembler aux jardiniers de la comtesse de Ségur.

Mais enfin, où sommes-nous ? Ceux qui ont la charge de l'Etat, c'est simplement leur devoir que de donner aux artistes les moyens de vivre et progresser ; ils sont à notre service, et pas nous à leur ; ils nous doivent — comment dire autrement ? — le respect.

Nulle outrecuidance dans ce propos-là. Le respect que l'on doit aux artistes est le même respect que l'on doit au public. Car on sait que les artistes, pour vivre, doivent faire école entre eux et dans le public ; c'est comme la multiplication des pains, les mots et les images ne s'amenuisent pas, si nombreuses soient les têtes qui les reçoivent. C'est un de nos devoirs, un peu malaisé à vivre, on est à l'écart, et depuis longtemps le théâtre n'avait été si médiocrement traité. En même temps, et point par hasard, on sent bien que des voix nouvelles se sont ouvertes et que les diables nous étions enfermés, on l'on nous tient enfermés, s'effritent, et là est l'espérance du théâtre.

Ainsi l'opposition entre la recherche et la production, longtemps, tout le travail de la production m'est apparu lourd, incommode, pénible à tirer, à traîner ; la recherche, au contraire, est facile, immédiate ; c'est

un enlèvement — mais alors, pas de production et pas de public. Et voilà que j'appelle théâtre (ou, comme disent les philosophes, nous appelons théâtre) le lieu où la recherche se fait la nature sensible, les voix immédiates, et qui sont les outils nécessaires de la vie. Et la présence de la nature non polluée, de la terre fertile travaillée bien sûr, irriguée, et sondoyée, mais pas corrompue ni exténuée, voilà la poésie. La poésie est aussi le doute, la modestie, et la désobéissance si les ordres sont glauques, si les ordres n'ont pas la franchise et la transparence de la poésie.

A Ivry, par exemple. A Ivry. Où la nécessité de l'aménagement d'une salle nouvelle pour notre théâtre ne procède pas d'un simple désir d'agrandissement, encore que ce désir soit légitime, mais d'un changement du rôle que joue déjà, et que peut jouer, un théâtre dans la vie culturelle d'une ville et d'une région.

La recherche la plus poussée en apparence (ce laboratoire clos de portes et de gestes qu'est la salle de répétition), il suffit de peu de chose pour la donner à voir et à comprendre à tous. Je voudrais donner un exemple : un exercice abstrait sur le visage des morts, le grincement des portes et la dictée de l'alexandrin de Lucien Goldmann, c'est par les comédiennes que Phédra a été révélée, chaque fois un peu plus soignée. Et celles qui l'interprètent doivent tenir compte de ce que les autres ont fait avant elles. Mais on ne possède pas d'indica-

Mais il faut pour cela que la recherche soit constante et pas enfermée dans son inventaire : c'est pourquoi nous appelons théâtre aussi ce lieu où la recherche est pratiquée sans cesse, enracinée continuellement à la production des grandes œuvres littéraires (car toute grande œuvre est un testament). Nous ne travaillons pas assez. Douze heures par jour, ou bien le chômage. De toute façon, pas assez. Car le travail des gens de théâtre, c'est ce passage perpétuel de l'exercice à la démonstration, et le théâtre que nous ferons bientôt est celui où cela sera possible sans fin.

Pour moi, c'est ce que j'essaierai à Ivry.

Notre théâtre, aujourd'hui, donne une pièce de Witkiewicz ; ce sera, depuis le 1^{er} janvier 1977, le quinzième spectacle que nous aurons monté. Dans un peu plus d'un an, nous ouvrirons, dans une ancienne grange, et pour un prix bien raisonnable, une double salle de spectacle ; elle sera très belle ; on y jouera tous les soirs. Encore faut-il, naturellement, que le prêt, que le secrétariat d'Etat, que... il faut attendre, dit-on, attendre encore un peu. On enrage à la pensée que nous pourrions ouvrir demain. Le public, lui aussi, attend.

TRAVAILLER SUR « PHÈDRE »

Bourseiller proche de Rachel

POUR la troisième fois, Antoine Bourseiller monte *Phèdre*. Il dit qu'il s'obstine toujours à le faire, de même qu'une fois encore il lui faudra jouer en scène le Balcon, de Jean Genet. Parce que l'échelle des valeurs, au théâtre, a besoin d'être constamment réajustée par des pièces « qui donnent la parole ».

« *Phèdre*, dit Antoine Bourseiller, c'est le rôle le plus grand, le plus violent, du théâtre universel. Je ne vois pas ce qu'on pourrait lui opposer, que ce soit chez Shakespeare, les Grecs, les romantiques allemands, ou dans le théâtre moderne. Et les actrices qui le jouent ont toutes des qualités qui leur valent le nom de celles qui l'ont interprété : la Champmeslé qui avait souhaité, « que toutes les passions y soient exprimées », Rachel, Sarah Bernhardt, Marguerite Jamois, Marie Bell.

Jusqu'à Gaston Baty, en 1940, qui l'a faite janséniste et a décliné toutes les thèses modernes sur Racine, celles de Roland Barthes, de Lucien Goldmann, c'est par les comédiennes que *Phèdre* a été révélée, chaque fois un peu plus soignée. Et celles qui l'interprètent doivent tenir compte de ce que les autres ont fait avant elles. Mais on ne possède pas d'indica-

tion sur l'interprétation de la Champmeslé (qui travailla sous la direction de Racine), on connaît de Rachel, d'après les gravures de l'époque, ses attitudes arrondies. Sarah Bernhardt, elle, était une *Phèdre* toute verticale, elle ne jouait pas, il paraît qu'on venait la voir uniquement dans l'acte IV ; Marie Bell était desséchée par le désir. Notre interprétation est plus romantique : Chantal Dangel est une *Phèdre* charnelle plus proche de Rachel que de Sarah Bernhardt.

« Mon désir de monter cette pièce vient de l'impossibilité du rôle, de son ambiguïté telle que personne n'a pu s'en faire totalement le personnage, qu'on n'ira jamais jusqu'au bout. On peut placer un nombre incalculable de gloses sur *Phèdre*, c'est là sa modernité : on peut dire que *Phèdre* n'est pas une femme libérée, qu'elle a le pouvoir temporel, spirituel, mais qu'elle est complètement délaissée : Thésée n'est jamais là ; on lui refuse d'aimer, elle choisit ce qu'elle n'a pas le droit d'aimer. Il y a aussi une lecture très simple, c'est la grille de la jalousie : *Phèdre* est une femme qui aime un homme qui ne l'aime pas.

Accepter de tout dire de soi

« On vit sur une accélération des modes. Dans dix ans, quel qu'un pourra plaquer une grille à laquelle il ne pense pas aujourd'hui : c'est ce qui fait la pérennité d'une pièce quand il y a mille interprétations possibles, quand un élément parcourt les années, les siècles, dans l'ombre, et finit par décoller. Si la sens d'une pièce s'épuise rapidement, c'est qu'il n'y en avait pas beaucoup. Je crois que la définition du théâtre de Boulevard est là : le sens s'épuise immédiatement, il n'y a aucune raison de monter deux fois la même pièce.

« Plus on travaille sur *Phèdre*, plus on devient lucide. La première fois, je m'étais limité à l'étude du texte. Je n'avais pas vu, par exemple, la dualité du récit de Thésée, comme s'il y avait une caméra pour ce qui est raconté (la mort d'Hyppolyte) et

une autre braquée sur les témoins de la catastrophe.

« Il y a dans *Phèdre* un métatexte qui fait que si l'on a une certaine impudence, il ne se retourne pas contre vous. Alors il faut accepter de tout dire de soi sur la scène. Et le mystère, c'est que *Phèdre* appartient à la conscience collective. Les gens viennent toujours avec une espèce de gravité, comme si, debout, un miroir à la main, ils avaient envie d'obtenir le reflet de la damnation. Le fureur de l'écriture, des coups de théâtre, épuise l'émotion des spectateurs comme elle a épuisé celle de l'auteur. Après *Phèdre*, Racine a raté sa vie. Il était allé trop loin, il avait joué avec le mal.

Propos recueillis par CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Théâtre Bécamier. A partir du 18 novembre. En alternance avec « Tout contre un petit bois ».

سكاف الاصل

La musique de «l'Affiche rouge»

Le tango internationaliste du Cuarteto Cedron

La musique est douce et comme retenue. Il faut parfois tendre l'oreille pour la saisir. On dirait qu'elle est prise de faiblesse. Elle s'élève, triste, comme la fumée d'un feu qui ne veut pas mourir, ténue parce qu'elle ne va pas mourir, entre les herbes vertes où passent, un à un, les compagnons de Manouchian, ces « juifs métèques », ces Espagnols, ces Italiens, ces Polonais, ces Roumains, ces Arméniens, qui vont être fusillés dehors, le 21 février 1944, en France, elle apparaît entre les bouteilles de vin d'un banquet qui va les réunir, eux et leurs interprètes d'aujourd'hui — les comédiens — elle s'échappe ici et là des lettres qui sont lues, des barreaux de la prison. Un tango qui commence et qui recommence, des petits morceaux, ils viennent comme des souvenirs, par associations d'idées, on reviendra plus tard dessus.

Un hommage pudique

Les tangos du Cuarteto Cedron accompagnent le groupe de Manouchian — ces immigrés engagés dans la Résistance française, moins connus, et dont Frank Casse, a voulu faire revivre l'esprit, l'âge, dans «l'Affiche rouge» (le Monde du 13 novembre) — à la manière d'un hommage pudique, d'un message à des amis. Ils sont inséparables du film, une parole, un événement. Ils en sont aussi les acteurs. Le violoncelle, la guitare, le tambourin, le bandoneon : les musiciens du Cuarteto Cedron font partie des meilleurs groupes de tango argentin qu'ils ont renouvelé et fait avancer. Ils vivent depuis deux ans en France.

« Le problème de la composition, si l'on peut dire, a été émotionnel, expliquent Juan Cedron et César Strain, et nous avons travaillé émotionnellement. L'histoire de Manouchian, l'existence de groupes de résistance armée, on connaît, c'est ce qui se passe tous les jours en Argentine, et qui nous touche de très près, c'est l'histoire de notre pays. Les fusillades, les enlèvements, la répression : il y a trente à quarante disparus par jour en Argentine, des amis sont morts, ont été enlevés, les enfants de Juan Gelman, par exemple, Marcelo Gelman et sa femme, Haroldo Conti aussi, un écrivain, Miguel Angel Bustos, tous ont disparu cette année, sont peut-être morts sous la torture. L'histoire du groupe de Manouchian fait partie de notre réalité. Même si elle est différente, l'esprit est le même. »

« Et puis nous la connaissons, cette histoire, par la chanson de Léo Ferré, à partir des poèmes d'Aragon, nous avons lu, nous

CATHERINE HUMBLLOT.

A L'OPÉRA DE LYON

Une «Lulu» des apparences

DEPUIS la première française, réalisée par Louis Ducruet à l'Opéra de Marseille en 1963, Lulu, d'Alban Berg, n'a guère tenté nos théâtres (si ce n'est l'Opéra-Comique en 1969, toujours grâce à Ducruet). Cette œuvre, écrite en musique sérieuse stricte, est certes intimidante et constitue toujours pour un public traditionnel une nouveauté difficilement assimilable, mais elle pose surtout au metteur en scène des problèmes quasi insolubles ainsi que vient encore de le prouver la représentation, de très bonne facture cependant, donnée à l'Opéra de Lyon.

Cette histoire de sexe et de mort autour d'un « bel animal sauvage », présenté dans le prologue par un dompteur comme un fauve de sa ménagerie, ressemble en effet à une sorte d'« Au théâtre ce soir » macabre, un vaudeville assez mécanique dont presque chaque scène est ponctuée par la crise cardiaque, le suicide ou le meurtre d'un des hommes fascinés par Lulu, et à la fin par sa mort à elle, lorsque, au dernier degré de la déchéance, prostituée, elle est victime de Jack l'Éventreur.

On ne peut guère reprocher à Gaston Benham d'avoir mis en scène l'« apparence » du livret, comme une sorte de Travolta sommaire et satirique, car les dialogues, la longueur et l'agencement des scènes sont évidemment dans ce sens. De même le décor de Jacques Rapp est apparemment sans surprise (d'ailleurs, quelques chaises, table et le portrait de Lulu par son premier mari) : pourtant, ne changeant guère d'une scène à l'autre, malgré la diversité des lieux, il indique le côté mécanique et répétitif de cette histoire, tandis que les chaises et le guéridon collés aux murs et au plafond lui donnent une touche surréaliste.

Au fur et à mesure de la représentation grandit un sentiment de malaise. Dans cette comédie bourgeoise, n'y a-t-il rien d'autre à contempler que cette belle jeune femme, les ravissantes robes amoureusement conçues par Rapp, et ce que réservent à un public voyeur des déshabillés assez pudiques ? Mais alors pourquoi ces gens chantent-ils de façon si bécasse, au point que si l'on s'intéresse à Mam'zelle Lulu, il faut faire abstraction de cette musique gênante ?

Or, progressivement, la musique se fait plus présente, plus persuasive, plus ample et lyrique, pour éclater à la fin du

deuxième acte et dans la symphonie du troisième acte, avec une immense majesté qui semble résumer le livret. C'est à partir de là qu'il convient de réinterpréter l'œuvre comme l'approche d'un mystère, celui du sexe, de la destinée humaine, de la mort, une interrogation sans réponse. Lulu n'est qu'un cas exemplaire, nullement pathologique, nullement « cet ange noir, ce démon maléfique qui mène à la mort sa victime » (« Pitié au ciel que je sois telle », répond-elle à Alwa), mais un jouet du hasard (« Je suis, pour toi comme pour les autres, cette femme que j'ai toujours été »).

La souveraineté du langage musical, englobant des formes parfaites dans un système clos et abstrait, confirme que l'œuvre n'est pas réaliste, mais surréelle, voire surréaliste, comme le dit Adorno, que le message profond déborde les apparences, ce qui rend difficile toute mise en scène. Le style expressionniste de l'ange bleu, qui serait historiquement le plus approprié (les deux œuvres sont presque contemporaines), a sans doute perdu aujourd'hui de sa prégnance. Il faudrait plutôt aller dans le sens d'une stylisation où la signification naît d'une restriction du réalisme, comme dans certains films de Fellini ou de Bergman. A la limite, c'est le Bob Wilson d'« Électra » qui semblerait le plus proche de cet art essentiel et mystérieux, surplombant le tron-



A. BERG (Dessin de DOLEIN.)

ILS RÉPÈTENT

L'orchestre des jeunes au travail

DEPUIS la rentrée, à raison de deux répétitions par semaine en moyenne, ils ont déjà travaillé en détail toute une symphonie de Brahms, et les voici maintenant dans l'ouverture de « Benvenuto Cellini » toujours sous la direction de Jean-Claude Casadesu. C'est à lui, en effet, que Daniel Barenboim a confié les premiers pas de cet orchestre de jeunes qui est un peu le correspondant instrumental du Chœur de Paris. Cela existait à l'étranger et, en France, on pensait que ce n'était pas possible.

Mais, précisons-le tout de suite, il s'agit bien moins d'assurer la relève des musiciens de l'Orchestre de Paris que de donner la possibilité à ceux qui veulent s'y inscrire — il y a eu un concours avant les vacances — de s'initier à la discipline si particulière du travail d'orchestre sous la direction de chefs confirmés, hors du cadre d'un conservatoire, sans même viser le professionnalisme. Face au Conservatoire, où l'on forme d'abord des solistes qui, faute de faire une carrière décisive, rentreront de force plus que de gré dans une formation symphonique, il est bon que les instrumentistes mus par une démarche inverse puissent librement faire l'expérience de l'orchestre, quitte à sortir un jour du rang.

Pas de concert encore pour l'instant, il faut d'abord trouver le dénominateur commun, s'écouter : quatre flûtes, quatre timbres différents qui devront peu à peu se modeler les uns sur les autres, s'influencer ; il faut apprendre à s'accorder : dix bonnes minutes de tâtonnements y suffisent à peine. « Comment est-il, votre « la » ? » « Triste... » « Ou, il faut le monter un peu ; un « si bémol » maintenant, pour les cors. Attention, il va être trop haut ! » Et, malgré les précautions, c'est presque un « si » naturel ; éclat de rire général.

On commence. Les uns déchiffrent vraiment, les autres ont lu la partition avant de venir. Première lecture héroïque, compte tenu des pièges habituels de la musique de Berlioz : rythmes syncopés, contretemps, traits irréguliers... On reprend, pupitre par pupitre ; il faut noter les coups d'archet, les accents, et ceux, encore rares, qui ont compris l'importance du crayon toujours à portée de main ne se croient pas « arrivés » pour autant.

Au bout d'une demi-heure, l'introduction est en place : on progresse lentement, mais de chaque nouveau problème découle un enseignement : « Le rythme, d'abord le rythme, ensuite la justesse, mais elle vient presque toute seule quand les notes sont à leur place. »

Bien sûr, au bout de tout cela, il y a la promesse des chefs prestigieux qui vont venir diriger — on attend Rostropovitch fin novembre pour une répétition, — mais l'expérience, en elle-même, est assez passionnante pour prolonger l'état de grâce au moins jusqu'au premier concert ; après commencera une autre aventure : non seulement un enthousiasme, mais une fraîcheur à conserver.

GERARD CONDÉ.

Le Sommet
44, rue de Rennes 6^e - 75014 Paris
A 21 H.
Jeudi 18
Steve Waring - Alain Giroux
Mardi 22
Michel Sallier - Wolf's Fergo
Mardi 26
Musique - Chanson
J.P. Marchand - Yves Duteil
Jeudi 25
Folk 44
Rod Delany - Muses - Connection
Renseignements : A. Bismont
44, rue de Rennes 6^e - Tél. 64.21.24

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - Les 25 et 26 nov., 20 h. 30
ACADEMY OF St-MARTIN
IN THE FIELDS
2 programmes différents : Bach, Haendel, Mozart, Vivaldi, « 4 Saisons »
Location : Théâtre, Durand, Copar et Fnac.

JEAN-EDERN HALLIER - le genre humain
« Pièce brillante... Une grande part de gaieté. Acteurs excellents... Belle mise en scène. Spectacle frais, drôle... Que demander de plus ? »
M. COURNOT (le Monde).
ESPACE PIERRE CARDIN 266.17.30

Le sommet de qualité
race
charme
musicalité
Le piano au superlatif
Bösendorfer
Vienne-Autriche
RESEAU FRANCE
VENTE
SERVICE
LOCATION CONCERTS
PARIS : Magne
BORDEAUX : SILLIER
DIJON : Passiot
GRENOBLE : Blanc-Gonnet
LE MANS : Sinigaglia
LILLE : Schillo
LYON : Dupas
MARSEILLE : Europe Musique
Planer-Goffard
METZ : Bourrier
MONTELLIER : Bonaventura
MULHOUSE : Orelli
NANTES : Desmedevy
NEVERS : Morin
TOULON : Argenta-Freres
TOULOUSE : Barch

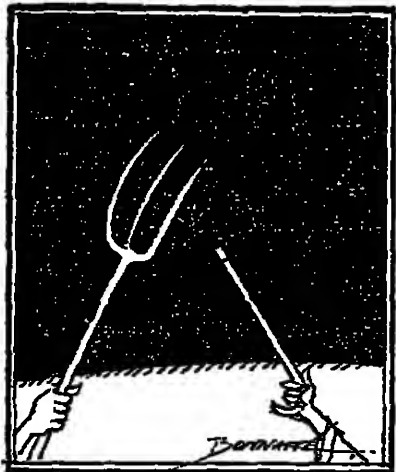
NOUVEAU CARRÉ
SILVIA MONFORT
3 RUE PAPIN, PARIS 3^e - 277.88.40
20 H. THEATRE 21 H.
Parole de Femme
CYCLE IBSEN
irène
PAR M. CLAVEL
PROLONGATION

Salle Pleyel (Concerts Barg)
22 novembre
à 20 h. 30
ELIAHU INBAL
Bridg
R.S.O. FRANKFURT
BEETHOVEN-PAGANINI-
STRAUSS
E. INBAL et le R.S.O. FRANKFURT
viennent d'enregistrer pour Philips :
Saint-Saëns - Symphonies n° 1 et 2
PHILIPS

Jusqu'à
4h du matin...
soupez tous les jours à
via brasil
déjeuners, dîners à partir de 12h
et Club avec orchestre
Tél. du Départ 536.6901

Gérard Zingg prépare le tournage de son premier film qui commencera au Havre. Les rôles principaux ont été confiés à Gérard Depardieu, Ugo Tognazzi et Laura Betti. Gérard Zingg cherche une petite fille entre 5 et 15 ans pour interpréter le rôle de la nièce d'Ugo Tognazzi.
Appeler M.L.A.R. Film, 720-50-48 et 83-90.

Une sélection



« 1900 » (second acte)
de Bernardo Bertolucci
vu par Bonazzi

Cinéma

1900 (second acte)
de Bernardo Bertolucci

C'est toujours l'Émilie-Romagne, celle des campagnes, divisée : Gérard Depardieu et Robert de Niro, personnages emblématiques de la lutte des classes, le paysan communiste et le propriétaire terrien, traversent les années sombres du fascisme. Dominique Sanda sur un cheval blanc, Laura Betti et Donald Sutherland derrière les chemises noires, et puis un monde s'écroule à l'arrivée des partisans, un immense drapeau rouge claquant à travers champs. Une fresque qui emporte tout, même si certains lui reprocheront de refléter la vision unique — proche de celle du P.C.I. — que Bernardo Bertolucci porta sur cette époque.

LE COUP DE GRACE
de Volker Schlöndorff

Adaptant un roman de Marguerite Yourcenar (avec la collaboration de Margaretha von Trotta, qui tient également le rôle principal), Volker Schlöndorff entretient violemment passions privées et convulsions historiques. L'action se passe en 1919 dans la Lituanie des junkers, déchirée entre un nationalisme désorganisé et la révolution bolchévique qui rôde alentour. Sophie, l'héroïne, découvre la politique, passe chez les rouges, puis est justifiée par l'homme qu'elle aime. Un film dur, d'une gravité superbe.

L'AFFICHE ROUGE
de Franck Cassenti

L'histoire du groupe Manouchian, vingt-trois immigrés dans la Résistance, ne figure pas au sommaire des manuels. Mais Aragon a célébré cette poignée de combattants venus d'Eu-

rope et morts pour une certaine idée de la liberté. Dans un film-poème qui met en jeu toutes les formes de la représentation, Franck Cassenti a réuni des comédiens de trente ans ; ils soulèvent ensemble les écaillés de la mémoire collective, aux accents de la musique du Cuarteto Cedron (lire notre article page 11).

MADO
de Claude Sautet

Un film sur l'argent, sur la vénéralité, sur la crise économique mais, plus encore, la mise en images d'une dérive morale, le portrait d'un homme qu'enrichissent tout à coup le dégoût de lui-même, l'angoisse et la lassitude. Michel Piccoli, Romy Schneider, les regards d'Olivia Piccoli, les silences de Jacques Dutronc, des moments de gravité scotchée, d'émotion feutrée. Sur le thème de la difficulté de vivre, un film éprouvé et tendu.

MOI, PIERRE RIVIÈRE...
de René Allio

Dossier d'un crime, reconstitution d'un itinéraire, celui d'un adolescent qui, dans un mémoire admirable, met en scène son acte. Peinture d'un milieu : celui des paysans sous Louis-Philippe. Derrière les images et le langage, l'histoire de la terre et des hommes de la terre.

— ET AUSSI : Barry Lyndon, de Stanley Kubrick (la perfection du cinéma pictural) ; Windtalkers, de Kevin Brownlow et Andrew Mollo (l'anti-Barry Lyndon) ; la Grand Soir, de Francis Rosser (un amour de Léonine sur le Léman) ; Sartre par lui-même, d'Alexandre Astruc et Michel Contat (un film à livre ouvert) ; la Dernière Folie, de Mel Brooks (une orgie de tartes à la crème).

Théâtre

QUATRE SOLDATS
ET UN ACCORDÉON
à Aubervilliers

(Lire notre article page 10.)

DIALOGUE D'EXILES
au Petit TEP

Dans l'air flétri d'un buffet de gare, deux allemands exilés dialoguent : l'intellectuel et l'ouvrier qui le déracinement rapproche. Les comédiens belges de l'Atelier Sainte-Anne préservent la vertu subversive de l'humour brechtien.

JEAN BOIS
aux Blancs-Manteaux

Les chiens sont lâchés et c'est le harcèlement. Les démons de la rancune, de l'impunité, de la haine, s'incarnent dans une santé effrayante autour de l'amour maternel, paternel, passionnel. Il faut accepter la vérité des choses recroquevillées.

— ET AUSSI : Comme il vous plaira au TEP (analyse pénétrante d'une fausse comédie d'intrigue). Oh ! les jours, au Petit Orsay (Renaud Illimigne Beckett). Les Caprices de Marianne, à Essalon (Romantiques et durs). Notes et Vierge par le Groupe T.S.E. à Essalon (dans la sublimation de l'art saint-sulpicien, deux chapitres nouveaux à l'histoire du théâtre). Pour cent brèves, au La Bruyère (Un après-midi de chien à la manière de Didier Kaminka). Lucienne et le Boucher, au Saint-Georges (trente ans après, Marcel Aymé milite pour les femmes). Histoire d'amour, au Marais (et, pourtant, ils s'aiment).

Expositions

LASZLO MOHOLY-NAGY
(1895-1946)

au Centre de création industrielle

Présentée en France pour la première fois, l'œuvre d'un maître du temps du Bauhaus de Gropius. L'exposition en aborde tous les aspects : expériences plastiques autour de matériaux divers — du bois au plexiglas ; recherches typographiques, photographiques, scénographiques, cinématographiques ; conception de l'enseignement et activités pédagogiques, enfin, du Bauhaus, du New Bauhaus de Chicago et à la School of Design, qu'il fonde en 1935.

LA PEINTURE
ALLEMANDE A L'EPOQUE
DU ROMANTISME
à l'Orangerie

Le romantisme allemand, bien connu dans le domaine musical ou littéraire, reste à découvrir à travers la peinture. L'exposition de l'Orangerie en fournit l'occasion en une centaine de toiles et autant de dessins. Elle est dominée par une figure majeure de l'art allemand, celle de Caspar David Friedrich.

DESSINS FRANÇAIS
DE L'ART INSTITUTE
DE CHICAGO
au Louvre

Du Vieux Savoyard de Watteau au Minotaure de Picasso, quatre-vingt-dix dessins choisis dans l'une des plus anciennes et des plus riches collections d'œuvres graphiques des États-Unis. Boucher, Fragonard, Lancret, pour le dix-huitième siècle. Ingres, Germain, Delacroix, Corot, Millet, Rousseau, des impressionnistes, Seurat, Redon, pour le dix-neuvième siècle largement représenté dans cette suite française de grande qualité.

LA NOUVELLE
SUBJECTIVITE
à la Fondation Rothschild

Des peintres « réalistes » à contre-courant, à un moment où l'avant-garde ne parle que d'anti-peinture. Cent deux tableaux de jeunes artistes qui travaillent au pinceau et sur chevalet, comme pour reprendre la peinture à ses termes premiers. Certains d'après nature, d'autres d'après photos. Une bonne idée d'exposition, mais un choix parfois contestable.

— ET AUSSI : Aztlan, terre des Aztèques, à la Bibliothèque nationale ; Chefs-d'œuvre des musées américains, à Marmottan ; Cinquantième de l'exposition de 1925, au Musée des arts décoratifs ; Dufy, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; Buraglio, Pincemin, Riegl et Magritte, à l'ARC ; l'Amérique vue par l'Europe, au Grand Palais ; Alsace, fouilles et acquisitions récentes aux Arts et traditions populaires ; Francis Gruber au musée d'art moderne de Paris. EN PROVINCE : Rétrospective Pierre Soulages, au musée d'art et d'industrie de Saint-Etienne. La Nouvelle Galerie nationale de la tapisserie, à Beauvais. La Collection Pierre Levy, à l'hôtel de ville de Troyes. Dodeigne, au musée des beaux-arts de Lille. Georges Rouault, à Marçay-en-Barrois. Joints populaires d'autrefois, à la Maison du cochon d'eau, Auxerre. Cent dessins du musée de Grenoble, à la M. C. de Grenoble. Collections d'art abstrait du musée des beaux-arts de Nantes, au musée du Havre. Les Enfants du temps passé, au prieuré de Graville, Le Havre.

Musique

CHOSTAKOVITCH
par Rostropovitch

Magnifique programme russe à l'Orchestre de Paris, avec des mélodies et airs de Prokofiev, Rimsky et Chostakovitch, par Galina Vishnevskaia. Une nuit sur le mont Chauve, partition comme faite sur mesure pour Rostropovitch, et surtout l'énorme, inquiétante, fascinante Huitième symphonie en ut mineur, de Chostakovitch, écrite au plus noir de la guerre (Poils des congrès, le 18 ; Théâtre des Champs-Élysées, le 20 novembre, à 10 heures).

LES RENCONTRES
DE METZ

Manifestation exemplaire par son dynamisme et son enthousiasme en une période de doute, les Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz présentent cette année dix concerts, trois séances « jeune public », deux conférences de Stockhausen, avec dix-neuf créations. On entendra en particulier des œuvres de Xenakis, Boussiers, Ligeti, Méano, Bayle, Macchi, Cage, Nono, Stratos, Tabachnik et six fois Stratos, de Stockhausen. Un studio de musique électronique contribue maintenant à l'action du Centre européen pour la recherche musicale, qui fait de Metz le pôle d'une action-pilote.

FESTIVAL DE LILLE

Trois concerts exceptionnels cette semaine au Festival de Lille : un excellent programme de musique contemporaine (Macchi, Alena, Messiaen, Tourné) dirigé par J.-C. Casadesu (le 18), les Vespers de Monteverdi et la Messe en si mineur, de Bach, par Michel Corboe (les 20 et 21 novembre).

XERXES

Un opéra quasi inconnu de Haendel (à l'exception du célèbre Largo) sera présenté par l'Opéra de Leipzig à la Maison de la culture de Nanterre ; cette comédie satirique modifie l'image stéréotypée qu'on se fait des œuvres de Haendel (le 23, à 16 h., et le 24, à 21 h.).

— ET AUSSI : Elektra (Opéra de Paris les 18 et 22) ; Ch. Lilland (Théâtre Fontaine, le 19) ; Armide, de Lully (Radio-France, le 18) ; A. Cicolini (Champs-Élysées, le 19) ; R. Gnanou et J.-F. Manuella (Théâtre Madeleine, le 20) ; M.-C. Jamet et Ch. Lardé (église de Grisy, près de Briec-Comte-Robert, le 20) ; Le Trouvère (Opéra de Paris, le 20) ; J.-C. Penneret, A. Krivine et F. Lodon (Théâtre d'Orsay, le 21, à 11 h.) ; Orchestre Lamoureux, dir. Ahronovitch, avec J. Starker (Feytaud, le 21, 17 h. 45) ; Hommage à Falla, par J. Garusson et T. Llacuna (Théâtre Essalon, le 22) ; Jean Martin, piano (Théâtre Essalon, le 23 au 27) ; Requiem, de Schütz et Messe à double chœur, de Bruckner, dir. J. Grimbart (Saint-Séverin, le 28) ; Orchestre de Paris, dir. Rostropovitch, avec V. Devetzi (Palais des Congrès, les 24 et 25 ; Champs-Élysées, le 27, à 10 h.) ; Orchestre National, dir. C. Païta, avec Ch. Walewska (Champs-Élysées, le 24 novembre).

Danse

LE GALA

de Monte-Carlo
Un grand gala de danses à l'occasion de la fête nationale monégasque.

avec Marcia Haydée, Richard Cragun, Yoko Morishita, Teisutaro Shimizu, Michael Denard, Ghislaine Tasmur et Egon Madsen. Création d'une chorégraphie d'Alex Ursuliak : le Pêcheur et son âme (19 et 20 novembre).

— ET AUSSI : Carte blanche au chorégraphe Jacques Fabre, à la chapelle des Pénitents blancs, à Avignon (19 et 20 novembre).

Variétés

BERNARD LAVILLIERS
au Théâtre de la Ville

L'expression de la nouvelle génération dans son rôle d'acteur plurielle, dans sa haine de la hiérarchie, du quotidien et du fatal, dans sa recherche musicale aussi. (À partir du 23 novembre, à 18 h. 30.)

GUY BEART

à la Comédie des Champs-Élysées
Après une interruption de plusieurs jours due à un accident, reprise pour quelques soirs d'un régal salués comme un événement, avec des chansons inspirées par des choses vécues, ou vécues, par l'époque.

CIRQUE DE MOSCOU
au Palais des Sports

Le cirque dans la perfection technique, dans l'invention, dans la recherche artistique de chaque numéro.

PATRICK FONT
ET SA COMPAGNIE
au Théâtre de Dix-Heures

Patrick Font, Philippe Val et leurs comparses dans un humour sans aucune retenue, en liberté totale, s'en prenant au pouvoir quel qu'il soit.

ROD STEWART

au Pavillon de Paris
L'ancien leader des Faces à la recherche d'une nouvelle formule de spectacle rock. (Le 23 novembre, à 20 h.)

Disques rock

ERIC CLAPTON

No reason to cry
L'album ne marque pas une étape dans la vie de Clapton. Celui-ci, un peu trop « lazy », peut-être, offre simplement une série de titres joués pour le plaisir avec quelques amis comme Bob Dylan (avec qui il chante en duo), Robbie Robertson, Ronnie Wood et quelques autres. Un superbe blues joué et chanté par Clapton : Double trouble. (33 L. Dist. Polydor. Y 2384.172.)

CROSBY-NASH

Whistling down the wire
Crosby, Stills, Nash et Young semblent ne plus pouvoir enregistrer ensemble. Aussi, après le Stills Young Band, voici Crosby et Nash dans leur dernière production. Une finesse harmonique et une maîtrise instrumentale qui continuent à être exceptionnelles. Une musique de l'âme qui flotte dans la tête longtemps après. (33 L. Polydor. Y 2310.468.)

RORY GALLAGHER

Calling Card
Le rock romantique, vigoureux de l'Irlandais Gallagher. (33 L. Dist. W.E.A. Filipacchi Music, C.H.R. 124.)

EXPOSITION PIÈCES UNIQUES TISSÉES À LA MAIN

15-30 NOVEMBRE, 11 heures-19 heures

Dominique Jegou

Claire Raulin

MAISON ALPES-DAUPHINÉ, 2, PLACE DU THÉÂTRE-FRANÇAIS PARIS (1^{re})

GALERIE NATHALIE NORRABAT

41, rue de Verneuil (7^e) - 261-22-59

MICHEL TERRASSE

aquarelles

Du 17 novembre au 11 décembre

GALERIE DES ORFÈVRES

66, quai des Orfèvres - 23, place Dauphine (1^{re}) - 326-61-30

JEAN RIGAUD

Jusqu'au 4 décembre

GALERIE J. LE CHAPELIN

71, Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8^e) - 266-66-19

PERRAUDIN

Aquarelles, gouaches, dessins, jusqu'au 4 décembre

Jardins du Palais-Royal

123, Galerie de Valois - 508-52-52

SIMON CHAYE

TAPISseries

Tous les jours 14 h. - 18 h. 30

GALERIE SAINT-PAUL

22, rue St-Paul, Paris-4^e - 267-01-02

Jean SARIANO

18 nov. - 3 déc.

Galerie des Grands-Augustins

16, rue des Grands-Augustins

présence de

MAX ERNST

du 16 nov. au 10 déc.

GALERIE DU CERCLE

23, rue de la Pépinière

LES PEINTRES

ET LA MUSIQUE

17 nov. - 3 déc.

LA MANDRAGORE

Galerie d'Art et d'Essai

13, rue Mayet (9^e) - 568-95-90

ALAN-GILBERT MEAUCHE

du 18 nov. au 2 déc.

LUC PEIRE

Une monographie complète sur l'œuvre du peintre et son évolution : dessins, peintures, gravures, environnements et intégrations à l'architecture, texte de Gérard Xuriguera 13x20, 192 pages, 125 illustrations, 35 F

éditions Carmen Martinez

12 rue du Roi de Sicile

75004 Paris 278 30 11

ART MODERNE — JAUBERT S.A.

75, FAUBOURG SAINT-HONORÉ (VIII^e) - 266-64-70

ROBERT HUMBLLOT

(1907-1962)

PEINTURES - AQUARELLES - DESSINS

28 OCTOBRE - 27 NOVEMBRE

GALERIE DE PARIS

14, place François 1^{er}

YVES BRAYER

NOVEMBRE - DÉCEMBRE

GALERIE MAURICE GARNIER

COMMÈRE

6, avenue Matignon, Paris-8^e - jusqu'au 24 novembre

صكنا من الامم

Nicolas de Staël à Zurich

Une décennie galopante vue en raccourci

SANS relâche, le pressoir de près d'un quart de siècle fait redouter un purgatoire paraissant inévitable à celui qui s'est aventuré à mordre le verbe, à pincer la gâchette, à broyer la couleur. La spéculation, l'engouement, le mode, le renom, la gloire tardive, s'acharnent de concert à ombrager un œuvre, sinon à le défigurer, amoncelant sur des travaux pris dans la glace de la mort un magasin de « nouveautés », qui cherchent à agir sur le preneur par un neuf à tout prix, alors que la chose neuve se repère le plus souvent dans le rocin du clair-obscur pour finir par éclater à retardement sans avoir eu la prétention d'être révolutionnaire.

Pourtant, à ce passage d'amar-tume du purgatoire semble-t-il échapper ceux des créateurs qui, en une fulgurante course, laissent au devenir le soin de prendre en charge la totalité de ce qu'ils ont réussi à concentrer en quelques années. En tous domaines, bien des exemples viennent à l'esprit, et dans celui de la peinture, un Masaccio ou un Brouwer jadis, un Géricault ou un Van Gogh naguère, avant-hier un Seurat et hier un Staël. Ceux-là n'ont guère de prise à l'usage et à l'oubli. Car leur déparition prématurée est comme un soleil qui éclaire brusquement, et leur personnalité, née d'une presque obscurité, sort de la triomphante.

Si même la crainte d'une dévalorisation esthétique pouvait subsister en raison des causes extérieures citées plus haut, il faudrait avoir recours à l'examen critique de l'œuvre quand, de fortune, elle se présente à nouveau à nos yeux rafraîchis. Se voir si l'œuvre « tient » ou ne tient pas, s'il persiste de lui-même à imposer sa présence intérieure grâce au bouche à bouche que le créateur pratique par nécessité, c'est toute la question.

Face à un ensemble de peintures et dessins nouvellement nés de Staël, à Zurich, la moindre doute quant à la non-résistance à l'érosion du temps et du succès posthume s'annule absolument. En dépit du rideau de fond du négoce d'art nettement perçu, mais sans fausse honte — puisqu'il autorise normalement la diffusion à tout véritable amateur ou musée bien pourvu — et malgré le nombre restreint d'œuvres proposées (vingt-sept), Staël affirme l'indispensable tonus qui veut à sa peinture, trépidante ou broyée, de se manifester hors de sa contemporanéité. Son geste pictural traduit encore davantage intention et intuition : son écho se répercute — au fur et à mesure des années circulaires autour d'un cœur torvent, parfois rageur, mais économe de ses battements — dans les regards ouverts de ceux qui reconnaissent en la peinture la miche de pain dont le froment a été malaxé jusqu'à en extraire le substantiel. En une décennie, tout juste, la geste, la touche, l'organisation, la lumière, se mod-

lient sans qu'il y ait jamais rupture. La continuité est sans faille, avec un style en marche qui ne fait qu'un, parce que l'homme est un.

La démonstration de cette unité — depuis le Portrait à l'aquarelle de Jeannine Guillou, intensément présente, jusqu'au Port d'Antibes où la lumière est magistralement captée au moyen du nombre le plus limité de touches voilées horizontalement à travers les verticales des mâts — est aisément réalisée ici par la présentation successive d'œuvres marquant des étapes qui s'enchaînent les unes aux autres, et cela malgré les contrastes voulus d'un accrochage où le refus d'une stricte chronologie paraît évident.

Qu'à cela ne tienne, le spectateur est emporté par ces manières diverses, résultant de la « grande manière ». Alors, voyez-vous, saute l'apparence d'un clivage risible entre non-figuratif et figuratif, termes trop commodes pour tenter de dresser des catégories en guise d'une méconnaissance de la peinture qui se suffit à elle-même et pour elle-même.

L'accord est impérial dans la sonorité des rapports de tons ; il se fait infiniment subtil dans la modulation des valeurs. Au-delà de ces registres à proprement parler musicaux, une tension martelée ou parcourue la surface peinte, en ses couches stratifiées ou en ses grands aplats que la main maîtrise sous l'impulsion d'un esprit qui sait concentrer et non pas fractionner son pouvoir, là où il le faut. Indivisible, la peinture de Staël a rarement des faiblesses, et quand elles sont perceptibles, sous-jacentes, la tension demeure dans le calme paradoxal d'un œuvre conquis en l'espace de dix ans.

L'exposition de la galerie Nathan engage son visiteur à retracer la courbe d'une trajectoire trépidante, galopante, à laquelle le peintre a voulu mettre lui-même le point d'orgue final. Il s'est ainsi cristallisé dans l'achèvement somptueux des symboles de la palette du grand Concert (exposé encore il y a peu dans le hall d'entrée de l'ex-Musée national d'art moderne). Sans paraphraser complaisamment le poète, le contemplateur du spectacle ressent la vibration prolongée au-delà du dernier geste, telle qu'en elle-même le pinceau a déterminé la naissance de son onde. Nicolas de Staël, feu à multiples éclats — dont une cohorte suivie s'éloigne plus ou moins servilement — maintenant sur un océan confus où toutes les vagues d'écoles se pourchassent le puissant talon d'un phare que nourrit une création refusant de se figer en des factures et écritures qu'il inventait volé peu. Lui ne s'est pas contenté. La grandeur et la terrible beauté sont à ce prix : savoir se nier afin de se retrouver neuf.

PIERRE GRANVILLE.
* Galerie Nathan, Zurich. Jusqu'au 5 février 1977, sauf du 24 décembre au 3 janvier.

450 TABLEAUX POUR CONTESTER

L'art dissident soviétique à Paris

ON avait appris leur existence, c'était un jour où bulldozers et camions-bennes avaient saecagé une exposition organisée dans un terrain vague de Moscou. Mais leur mouvement a vingt ans d'âge : il est né avec le « dégel » de la société soviétique lancé par Nikita Khrouchtchev. Il y a peu, un slogan contestataire, apparu sur les murs de l'ancienne forteresse Saints-Pierre-et-Paul de Leningrad, a entraîné l'arrestation de deux artistes. Aujourd'hui, les peintres dissidents soviétiques exposent à Paris, au Palais des congrès de la porte Maillot. Il y a là quatre cent cinquante œuvres de soixante artistes contestataires, envoyées, en quelque sorte, en ambassade d'une peinture et d'une sculpture interdites d'expression.

Plus de la moitié de cet ensemble appartient à la collection Alexandre Gleser, récemment émigré à Paris avec 245 peintures qu'il a installées à Montgeron dans le « Musée de l'art russe en exil ». Le reste a quitté l'Union soviétique plus ou moins clandestinement.

Le premier tour laisse perplexe. On s'interroge aussitôt sur ce qui, dans cette peinture, fait peur aux autorités de Moscou. Rien de proprement anti-soviétique. Rien d'une peinture vengeresse ni subversive. Il s'agit dans la plupart des cas d'une « peinture libre », pratiquée hors des allées du réalisme socialiste. En revanche, cet interminable alignement de toiles couvertes d'expressions tendues, surchargées d'émotion et de sur-réalité, plutôt que d'abstraction, nous donne les dimensions d'un grand désastre. Désastre d'hommes et désastre d'artistes. C'est une exposition à double tranchant : elle parle de bataille pour la liberté de l'art mais évoque une bataille pour la liberté tout court. L'image qu'elle nous offre est celle d'un grand foisonnement où tout serait encore en gestation. Ces œuvres rendent compte d'abord d'un déchaînement de subjectivité, elles se défont dans l'espace quadrangulaire d'un tableau. Et ensuite, de la quête d'une discipline nouvelle succédant à la table rase de l'après-réalisme socialiste.

L'histoire reprend

Le cas de ces peintres soviétiques montre bien qu'on n'invente rien à partir de rien. Certains, à Moscou surtout, se placent dans la foulée des mouvements occidentaux sur-réalistes ou abstraits ; d'autres, notamment à Leningrad, remontent jusqu'aux modèles silencieux des icônes ou bien, plus près de nous, interrogent la tradition de l'art révolutionnaire des années 20. L'objectivité des carrés de Malevitch et, dans une certaine mesure, l'onirisme poétique de Chagall inspirent encore des peintres soviétiques comme

s'ils avaient décidé de reprendre le cours d'une histoire de l'art, brusquement suspendue au début des années 30, lorsque Staline fit définir les règles du réalisme socialiste, figant la peinture et interrompant son évolution.

Les peintres russes dissidents la reprennent, comme ils peuvent, chacun avec son expérience personnelle. Voici Boris Svecnikov qui peint en surréaliste ses souvenirs des années de camp stalinien : le « goulag » dessiné de mémoire avec la précision obsessionnelle d'un graphisme acéré. A côté, la « liberté » s'exprime presque hors du temps chez Vladimir Weissberg, dans la douceur d'aube blanche de « natures mortes » à la Morandi. Registre à haute tension chez Evguén Rothenberg, autopsialiste forcené, habitude des prisons et des cliniques psychiatriques. Pour sa part, Niémoukhine transpose la dénonciation de l'aliénation humaine dans un espace désintégré d'une excellente qualité picturale, et Zverev dans un graphisme épuré. On trouve chez Krassopervtzev la représentation figurative maniaque qui fait penser à Miro des années 20 ; chez Kabakov, un humour graphique à la Topor ; chez Kalinine, un réalisme démoniaque ; de sombres matières chez Roukhine et Masterova ; une abstraction très décorative chez Chemiakine ; métaphysique chez Makarenko ; un don particulier chez Valentina Shapiro, à transformer la couleur en vapeur, à la Redon ; et l'abstraction avant-gardiste à la Malevitch de W. Brul.

Dans une certaine mesure, il s'agit de la pratique d'un art pour l'art, mais cette peinture serait aussi, au second degré, une critique sociale. Car, en Union soviétique, l'expression artistique a ses règles, et c'est l'état qui les dicte. En peignant librement, les artistes « dissidents » commettent un acte d'insolence. Cependant, rares sont ceux qui débouchent sur ce qu'on appelle la « critique non constructive », tel du moins.

Un peintre à part : Oscar Rabine. Le maître de l'école dissidente de Moscou. Ses tableaux sont des discours qui ne machent pas leurs mots. Ils procèdent par images symboliques noyées dans une couleur de ténacité : la Pravda déchirée, la bouteille de vodka brisée, le hareng-saur pétrifié... Presque des tableaux-fétiches d'une situation répressive. Son cas est typique. Voici un artiste nourri de la réalité de son pays. Elle lui fournit la substance même de son œuvre. En quelque sorte son élan revendicatif d'un peu plus de liberté. Cela entretient son énergie de peintre. Hors de l'Union soviétique, que serait la peinture de certains de ces artistes ?

Les artistes soviétiques contestataires sont isolés et livrés à eux-mêmes : ils ne peuvent tenir des réunions pour échanger des idées, n'ont aucune exposition dans les musées et



Dessin de Chemiakine.

galerie, ni ne voient paraître de critiques sur leurs œuvres, activités qui contribuent à entretenir le tonus de la création artistique en Occident. Ils n'ont pour toute référence que les reproductions des ouvrages d'art consultés dans les bibliothèques. Et, naturellement, ils n'y trouvent qu'une information limitée. Même l'achat de matériel de peinture leur est difficile. Le choix de l'état de peintre libre signifie l'insécurité matérielle et le renoncement aux commandes officielles. Pour subvenir à leurs besoins, les « dissidents » doivent avoir un second métier, qui est généralement celui d'illustrateur d'édition.

Le créneau des protestataires

Mais, en même temps, ils bénéficient commercialement d'un territoire relativement protégé. Ils vendent leurs œuvres aux étrangers de passage, et notamment aux diplomates. Certains font même carrière dans ce « créneau ». En U.R.S.S., les amateurs de peinture d'avant-garde sont les intellectuels : écrivains, musiciens, artistes de spectacles, savants. Un public d'amateurs presque comparable à celui des pays capitalistes. C'est, en effet, dans les instituts de recherche et dans les appartements d'artistes qu'avaient commencé les premières « expositions non officielles » des « artistes non officiels », avant qu'ils ne décident de sortir au grand jour sur les terrains vagues de Moscou.

La lutte qui oppose les artistes dissidents au régime se double d'une lutte intestine avec l'Union des artistes. Celle-ci détient tous les privilèges des commandes et des voyages à l'étranger, y compris le droit de faire intervenir la milice en cas d'expositions « sauvages » dans la rue.

JACQUES MICHEL.

* La peinture russe contemporaine, au Palais des congrès, porte Maillot.

GALERIE FERNAND DEPAS
21, rue de Miromesnil
MAÎTRES CONTEMPORAINS

MICHELE BATTUT
4 NOVEMBRE
4 DÉCEMBRE 76
ARTCURIAL
Centre d'art asiatique contemporain
à Paris, 10, rue de Valenciennes, 75010
du mardi au samedi de 11 à 20 heures

BERNHEIM-JEUNE
27, av. Matignon - 83, Faubourg Saint-Honoré, Paris
DUCA TEL
HUILES ET METACRYLS
Jusqu'au 27 novembre

GALERIE DEBRET
23, rue la Boétie, 75008 - 359-00-03
ZORAVIA BETTIOL
topographies - gravures
18 nov. - 18 déc.

GAL. SISLEY, 7, bd de Port-Royal
(les Gobelins), Paris - 707-10-01
EMIR DRAGULJ
Aquatintes
Sous le haut patronage de son Excellence l'Ambassadeur de la République S.F. de Yougoslavie, Radomir RADOVIC
Du 16 au 29 novembre

TOURISME DE FINLANDE
15, rue Aubert - 256-40-13
TRANSPPOSITION DE LA PHOTO SUR CUIVRE
PAR EERO AROMAA
Jusqu'au 25-11 sauf sam. et dim.

GALERIE REGINE LUSSAN
7, rue de l'Odéon (6^e) - 633-37-50
Photos couleurs
d'IVAN MUSSAU
du 13 h. 30 à 19 h. 30
jusqu'au 30 novembre

GALERIE ANDRÉ WEIL
28, avenue Matignon (8^e) - 266-60-33
VIVIANE SAGNIER
du 16 au 29 novembre

GALERIE LA LICORNE
71, bd Raspail, 6^e - 222-15-78
JAN DULIEU
17 novembre - 4 décembre

Galerie Jacob
28, rue Jacob (6^e) - Tél. 633-90-06
Charles **MARQ**
Peintures réo. - Jusq. 4 déc.

GALERIE DELESTRE
4, rue de Valenciennes
DALOU
1-38 (moy)
jusqu'au 18 décembre

L'ÉCOLE DE ROUEN
Leborg - Delattre - Pichon
Dumont, Guilbert, etc.
GALERIE MARIE-JANE GAROCHÉ
24, Fg-Saint-Honoré Paris (8^e)
(Cour des Antiquaires)
du 23 novembre au 15 janvier

JOZEF THEWISSEN
Peintre Surréaliste
16-30 Novembre
GALERIE ALBERTO MAGNUS
7, Impasse Maubert, PARIS (5^e)
Tél. : 255-72-54

Colette Dubois
352, r. St-Honoré (1^{er}) - 260-54-33
JOË LE FUR
Peintures récentes
17 nov. - 4 déc.

GALERIE ART-MEL
11, Quai Voltaire - T. 261-20-79
Exposition du 23 nov. au 18 déc.
A. LEBOURG
(1849-1928)
CATALOGUE
ILLUSTRÉ SUR DEMANDE : 20 F

GALERIE HELENE APPEL
23, rue de Miromesnil - 266-60-78
MANY KRIEGL
PEINTURES
Jusqu'au 30 novembre

JOSEPHINE BEAUDOUIN
Marmorées
18 Novembre au 18 Décembre
24 Place des Vosges
75003 Paris - Tél. 277.61.90

GALERIE SAINT-GERMAIN
206, boulevard Saint-Germain, Paris (7^e) - 544-17-55
MAX PAPART
Vernissage le jeudi 18 novembre
Jusqu'au 23 décembre

HORIZONS ASPECTUELS
BRENTA SEILER
Exposition jusqu'au 20 novembre
LA DÉFENSE - Galerie du Buref

GALERIE SUILLEROT
GUANSÉ
6, rue d'Arzenson, Paris (8^e) - Tél. : ANJ. 54-83, jusqu'au 4 décembre

GALERIE GOROSANE (LES PEINTRES ILLUSTRÉS)
52, rue du Faubourg-Saint-Honoré (8^e) - 265-36-00
DER MARKARIAN
Jusqu'au 27 novembre

GALERIE D'ART HELOF
51, boulevard Garibaldi (15^e) - 724-38-25
BONHOMME - DELOFFRE - ESPINET
du 16 au 30 novembre

UGC ERMITAGE (v.o.)
BILBOQUET (v.o.)
GRAND PAVOIS (v.f.)



HAMMOND ORGAN
GAFFAREL MUSIQUE
18, RUE DE BRUXELLES - 75008 PARIS - TEL. 874.51.07

CHRISTINE WALEVSKA
Théâtre des Champs-Élysées
24 novembre à 20 h 30
avec l'ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
dir. Carlos Païta
MOZART - DVORAK - BEETHOVEN
C. WALEVSKA a enregistré pour Philips le CONCERTO POUR VIOLONCELLE, de DVORAK

Variétés

Le music-hall

AMERICAN CENTER, les 18, 19 et 20 à 21 h. : J. Higelin.
BORINO (038-00-48) (D. soir. L.). 20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 et 18 h. 30 : C. Brasseur.
COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (332-57-03), 20 h. 45 : Guy Béart (dortoir à 20).
OLYMPIA (742-02-49) (L.), 21 h. 30 : 21 h. : Nuit ESSEX (avec Mort Schumann, Mouloudji).
F.I.M. SAINT-JACQUES, le 19 à 21 h. : Nuit ESSEX (avec Mort Schumann, Mouloudji).
STADIUM, le 23 à 21 h. : Catherine Ribelle et Jean-Paul Verdier.
THEATRE ANTOINE (208-71-71) (D. soir. L.), 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. : Les Frères Jacques.
THEATRE DE LA RENAISSANCE (228-10-30) (D. soir. L.), 21 h. mat. dim. à 15 h. : Guy Béart.
THEATRE SAINT-GEORGES, le 18 à 21 h. : Mary Marquet.

ELYSEES-MONTMARTRE (606-38-79) (D. soir. L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. 30 : Ginette Legrand.
HENRI-VARNA-MOGA D'ORE (358-22-80), mer. ven. sam. mar. à 20 h. 30 ; mat. sam. à 15 h. ; dim. à 14 h. 30 et 18 h. : Révo de valses.
THEATRE MARIGNY (256-04-41) (D. soir. L.), 21 h. mat. dim. à 14 h. 45 et 18 h. 30 : Nini la Chance.

Le cirque

PALAISS DES SPORTS (250-79-80) (D. soir. L.), 20 h. 45, mat. sam. à 17 h. 30, dim. à 14 h. 15 et 17 h. 30, mer. à 15 h. : Le Cirque de Moscou.
CIRQUE D'HYVER (700-12-35), mer. à 15 h. et 21 h. dim. à 14 h. et 17 h. : Nouveau spectacle.
HIPPODROME DE PARIS (235-22-34) (D. soir. L.), 20 h. 30, mat. dim. à 14 h. et 17 h. : Le Cirque sur l'eau du Budapest.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h. mat. dim. à 15 h. 30 : Secs sans provisions.
DEUX-ANES (268-10-29) (M.), 21 h. mat. dim. à 15 h. 30 : Marianne, un volé-à-rien venir ?

La danse

PALAISS DES CONGRES (738-27-78), mer. jeu. ven. sam. à 19 h. 30 et dim. à 17 h. : Les Ballets Moïselev.
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (278-66-65), le 17 à 21 h. : Russes Ballet.

Les opérettes

BOUFFES-PARISIENS (073-57-94) (D. soir. L.), 20 h. 45, mat. sam. et dim. à 15 h. : La Belle Héloïse.

VOTRE TABLE CE SOIR

Ambiance musicale - Orchestre - P.M.R. : Prix moyen du repas. J.-h. : ouvert jusqu'à... h.

DINERS AVANT LE SPECTACLE

L'ALSACE AUX HALLES 238-74-34 T.I.J. Ouv. jour et nuit. Champs. et m. de 22 h. à 6 h. mat. av. nos animat. Spéc. alsaciennes. Vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
CHEZ HANSI 548-95-42 T.I.J. Jusqu'à 2 h. du mat. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
AUR DE RIQUERIE 770-62-59 T.I.J. Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
LA GRILLERIE 633-08-32 T.I.J. Jusqu'à 2 h. 30. Cadre méditerranéen. Dîner aux chandelles. Sa formule à 21 F. Salade aux noix, pavé de charolais, pom. aligotière. Sa carte.
LE SIMPLON 834-51-10 T.I.J. 19 h. à 1 h. mat. Huitres et coquillages. Polonses et viandes grillées. Spécialités franco-italiennes. MENU avec spéc. 28 F service compris.

DINERS

LE 19 233-53-40. Jour et nuit. 19, rue du Pont-Neuf, 1^{er}. P. dim. MICHEL OLIVER propose une formule Boeuf pour 22 F a.s.n. le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin, avec ambiance musicale.
ASSIETTE AU BOEUF-POCARDI 9, bd des Italiens, 2. T.I.J. D.J. dîners, soupes. La plus ancienne et la plus belle Brasserie de Paris. Parking facile sur la place. Bacc d'huitres. Ouvert dimanche.
BOFINGER 272-57-82 T.I.J. Tripes au calvados 14 F. Moules farcies à l'oieille 19 F. Civet de canard 24 F. Boeuf bourguignon 18 F. Ses Gibiers. Jusqu'à 2 heures du matin.
LE VIEUX BISTROT 030-18-95 T.I.J. Jusqu'à 2 h. 30. Cadre méditerranéen. Dîner aux chandelles. Sa formule à 21 F. Salade aux noix, pavé de charolais, pom. aligotière. Sa carte.
LA GRILLERIE 633-08-32 T.I.J. Jusqu'à 2 h. 30. Cadre méditerranéen. Dîner aux chandelles. Sa formule à 21 F. Salade aux noix, pavé de charolais, pom. aligotière. Sa carte.
SAVOYARD 326-50-60 T.I.J. Vins et spécialités savoyardes. Fondue savoyarde, 30 F (2 pers.). Fondue bourguignonne, 28 F (1 pers.). Raclette sur commande, 16 F (1 pers.).
BRASSERIE DU MORVAN T.I.J. Jusq. 2 h. Charcuteries du Morvan. Ses plats chaque jour renouvelés : Boeuf bourguignon 14 F. Potée du Morvan 18 F. Petit Sale 18 F. Fruits de mer.
AU CHARBON DE BOIS 548-57-04 T.I.J. Jusq. 2 h. La Grillade (préparée devant vous par nos grillardiers) devient gastronomique Menu 32,50 F. 2 pers. 10 rue Guichard, 1^{er}. 238-57-45.
ASSIETTE AU BOEUF T.I.J. MICHEL OLIVER propose une formule Boeuf pour 22 F a.s.n. le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin avec ambiance musicale.
LE GIT-LE-CŒUR 633-02-46 T.I.J. Repas d'affaires, P.M.R. 60 F. Pot-au-feu, Petit Salé aux lentilles, Pâtisseries de poulet à l'oieille, Aiguillettes de canard. Ses POISSONS.
ASSIETTE AU BOEUF T.I.J. MICHEL OLIVER propose une formule Boeuf pour 22 F a.s.n. le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin avec ambiance musicale.
COPENHAGUE ELY. 20-41 T.I.J. De midi à 23 h. 30. Spécialités danoises et scandinaves : bœuf d'œuvre normand. Menus : suggestion 26, de 12 h. à 20 h. à 20 h. 30 express 25.
AU JOUR ET NUIT ELY. 12-63 T.I.J. Midi à 2 h. Bacc d'huitres. Meilleures viandes de Paris (charolais, normand). Menus : suggestion 26, de 12 h. à 20 h. à 20 h. 30 express 25.
NAPOLEON T.I.J. 227-99-50 G.P. Baumann, créateur des célèbres choucroutes au poisson, au coq de canard, vous les présente sur sa carte parmi d'autres plats qu'un choix de spécialités de la mer dont toutes chroniques ont parlé.
LA CHAMPAGNE 874-44-78 T.I.J. 24 h. sur 24. Fruits de mer, coquillages. Rapports pour ses viandes de homards et langoustes, loup, rougets grillés, sa bouillabaisse.
L'AUBERGE DES TEMPLES 874-94-11, 74, rue de Dunkerque, 9^e. P./dim. Restaurant salustique unique à Paris. Spécialités chinoises, cambodgiennes, vietnamiennes par anciens chefs de Hongkong et Phnom-Penh. Menus 20 à 35 F. Ambiance agréable.
TY COZ T.I.J. 42-95 Seuls restaurants sans viande. Dîners. On sert jusqu'à 2 heures. Spécialités bretonnes. Coquillages et crustacés. Son GROS FLANT et muscadet Nantais CHATEAU FRYET et DOMAINE ROBINE.
TERMINUS NORD 824-48-72 T.I.J. Brasserie 1925. De 11 h à 6 h. 15. Spécialités alsaciennes. Fois gras frais, 18 F : choucroute, jarret.
AUBERGE ANGLAISE 878-29-09 T.I.J. Billi By Baddock poché à l'anglaise. Magret au poivre vert. Cadre rustique + Bar + Salon 15 couvertes.
BOUQUET DU TRONE 343-29-19 T.I.J. Jusq'à 1 heure du matin. Salle au 1^{er}. Cadre confortable. Ses poissons, ses grillades, carré d'agneau provençal, oignon au poivre vert.
LES VIEUX METIERS 588-80-03 T.I.J. Bœuf à l'alsacienne. Langoustes grillées. Poulette mousserons. Canard croustille. Pâtisseries maison. Sancerre Roland Salmon. Bourgeois Michel Maillard. Cuisine Michel Moisan. Souper aux chandelles. 50 à 60 F.
AU PETIT MARGUERY 331-58-59 T.I.J. Dîner-Diner d'affaires jusqu'à 22 h. Terrine de canard maison. Pavé au roquefort. Filet de saumon grand Venise. P.M. 70 F.
LE TENNISER 824-48-72 T.I.J. Grill à l'américaine. Buffet de bœuf d'œuvre et vins à volonté. Spécialités T-Bone et Côte à l'oe.
AU CHARBON DE BOIS 548-57-04 T.I.J. Jusq. 2 h. 30. La Grillade (préparée devant vous par nos grillardiers) devient gastronomique Menu 32,50 F. 2 pers. 10 rue Guichard, 1^{er}. 238-57-45.
BAUMANN ET O 16-66 - 734-01-13 T.I.J. Une gamme incomparable de choucroutes. Son bacc d'huitres, ses spés d'Alsace. On sert jusq. minuit. Nos choucroutes classiques à emporter.
MAISONNETTE RUSSE 58-04 T.I.J. Dîners d'affaires, dîners d'ambiance. Ses spécialités russes, bortsch, caviar, saumon fumé, chachlik, vodka.

DINERS - SPECTACLES

BARCELONA 824-47-58 T.I.J. Jusq'à 2 h. du matin Spéc. espagnoles : Paella Valentin, Zarzuela, Gamba à la P.Lucha, Calamars à la Romana. Spectacle de chants et de danses d'Espagne : flamenco et guitares.
L'OREE DU BOIS 723-94-02 T.I.J. Marcel BEKIER présente : « RIZ, NOUS PERONS LE RESTE... » Menu 125 F. vin compris, service en sus.
LA BONNE FRANQUETTE 232-02-42 T.I.J. 21 Dîner DANSAnt SPECTACLE LE PLUS GAI DE MONTMARTRE Menu 80 F. vin compris et Grande Carte.
LE MIRADO 878-74-53, P./dim. 11, rue Laffitte (av. Trudaine), 9^e. Présente « LADY FISSENLIT » et ses SALADES ». Menu 75 F et Bar 35 F.

SOUPERS APRES MINUIT

LA CLOSERIE DES LILAS 171, rue de Valenciennes, 9^e. Au piano Fran Meyer.
LE PETIT ZINC 25, r. de Buci-6^e. 33, rue Montorgueil (1^{er}). Huitres, Poissons, Vins de Pays.
A L'ESCAROT MONTORGUEIL 33, rue Montorgueil (1^{er}). Ouvert tous les soirs - 238-55-51.
TRAMWAYS DE L'EST Face Gare Est 16, bd de Strasbourg, 10^e. 238-91-15. BACC D'HUITRES. Plats du jour.
LE LOUIS XIV 5, bd St-Denis, 208-56-56. Huitres - Fruits de Mer - Gibiers. Parking. Fermé lundi et mardi.
MERVEILLES DES MERS CHARLOT 1^{er} 522-47-68 126 bis, boulevard de Clichy (18^e). Son Bacc d'Huitres - Poissons.
JULIEN Tous les soirs jusq'à 1 h. 30 (et dim.) 16, rue du St-Saint-Denis, 10^e. 770-12-04.
LE PICHET 68, rue P-Charbon, 259-50-34. Spécialités campagnardes. GROSSES - FRUITS DE MER. PÂTISSERIES PATISSANES.
VIA BRASIL 10, rue du Départ, 538-69-01. Restaurant brésilien. Te les jours jusq. 4 h. du mat. Club avec orch.
LE MUNCHIE 824-48-72 27, rue de Buci-6^e. Choucroute, Spécialités.
BRASSERIE TABAC PIGALLE Pl. Pigalle, 606-72-00. Choucroute. Bacc d'huitres. Bière Löwenbräu.
GUY 6, rue Mabilon, 033-57-41. Saint-Germain-des-Prés. SOUPERS BRÉSILIENS. FELICIA - COUTINASCOS. CAMAROS.
DESSIRIER F.I.J. - 754-74-14. 9, pl. Pereire (17^e). LE SPECIALISTE DE L'HUITRE. Poissons - Spécialités - Grillades.
TERMINUS NORD 824-48-72 Brasserie 1925 Spéc. alsaciennes 23, rue de Dunkerque, 10^e.
BOFINGER 5, r. de la Bastille, ARC. 87-33. D.J., dîn. sou. - Bacc d'huitres. OUVERT DIM. - Parking facile.

YVONNE reprend en main sa Maison
16, CARREFOUR DE L'ODÉON
Res-de-chaussée : sa BRASSERIE
1^{er} ét. les 3 belles salles de son RESTAURANT.
OUVERT de 7 h. 30 à 2 h. du matin. 033-96-91.
SES PLATS chaque jour : BOEUF BOURGUIGNON 14 - POTÉE du MORVAN 18 - PETIT-SALÉ 18. etc.
FRUITS DE MER - Charcuterie du Morvan.

AU CHARBON DE BOIS
LA GRILLADE DEVIENT GASTRONOMIQUE
16, rue du Dragon (6^e) - 10, rue Guichard (16^e)
LIT. 57-04 - AUT. 77-49

NAVY CLUB
RESTAURANT de 19 H à l'aube
HUITRES - COQUILLAGES - SPÉCIALITÉS
DISCOTHÈQUE de 22 H à l'aube
SALLES CLIMATISÉES - PARKING ASSURÉ
58 bd de l'Hôpital 1^{er} - 535.51.54/58.66. Fermé Lundi sauf fêtes.

COPENHAGUE
Spécialités DANOISES et SCANDINAVES
142, Champs-Élysées, 1^{er} étage. P. Dim. Tél. : 338-20-41

LA MAISON QUÉBÉGOISE
son STEAK HOUSE (res-de-chaussée) sa BRASSERIE (1^{er} étage)
T-BONE - STEAK A L'OS GRILLADES servies sur planche d'ébène
sans oublier Le véritable Smoked meat et la bière LABATT
20, rue Quentin-Bauchart - PARIS (8^e) - Tél. 729-30-14
Service jusqu'à 23 h. 45. Fermé dimanche. SALLE CLIMATISÉE

JEAN-PIERRE
SES SPÉCIALITÉS : SOUPE du PÊCHEUR 12, Filet de Boeuf à l'Oseille 29, RIS de VEAU aux Marilles 46, Magret de Canard 44.
DES PLATS CLASSIQUES : SALADE aux LARDONS 15, ONGLET à l'échalote 22, GOULASCH Hongrois 17, PAVÉ grillé aux Herbes 26
SA FORMULE « AUTOUR D'UN PLAT », 21 F.
- 4, place Perrière (17^e) - ETO. 81-41 T.I.J.

CABARETS

BAL DU MOULIN ROUGE
LISETTE MALIDOR
21 h. 30 Dîner-Champ. - Revue
163^e par pers.
22 h. 30 Champ. - Revue
105^e par pers.
SERVICE COMPLET

UNE NUIT AU CRAZY HORSE
15 SUPER BEAUTÉS
1^{er} SHOW 21H45 - 2nd SHOW 00H15
RESERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS : 225-69-69
★ 12A' George V (Alma) ★

La BELLE ÉPOQUE
DINER SPECTACLE DANSAnt 90 F.
Soirée animée par CARLO NELL
PATACHOU
CHRISTIAN MIÉRY
PIERRE PROVENCE
JEAN HEBERARD
ANQUETL et IZARO
LOS NINOS

LIDO
20 h Dîner DANSAnt
1/2 champagne - 163^e
22 h 30 / 1^{er} champagne - 105^e
22 h 45 / 2nd champagne - 105^e
SERVICE COMPLET

TSAREVITCH
1, rue des Colonnades - 754-72-93
DINERS ET SOUPERS - SPECTACLE à partir de 20 h. 30
V. POLIAKOFF • DJAN TALIAN
KOSTIA KOTLAROW • KATIA D'ALBIEZE • CRISTINA
G. SORODO • J. MALVAUT 41 ans triplées avec le virtuose cynhaliste P. SANDOR

Une Nouveauté... LA BOUQUINGENNE
159, r. St-Honoré (1^{er})
380-64-87
JEAN-LOUIS FOULQUIER présente
COGAGNE et DELAUNAY le TRIO ATHÉNÉE
DEDY DUGAY
PATRICK SEBASTIEN
MARCEL ZANINI

صلى الله عليه وسلم

PARAMOUNT OPÉRA - CAPRI BOUL. - MOULIN ROUGE
PARAMOUNT GAITÉ - PARAMOUNT La Varenne
PARAMOUNT ÉLYSÉES 2 - BUXY

Il traque à MACAO
Il frappe à BANGKOK
Il cogne à HONG KONG

BUD SPENCER
LE COGNEUR



FILM
TOUT PUBLIC

ST-ANDRÉ-DES-ARTS 14 JUILLET BASTILLE 14 JUILLET PARNASSE

SARTRE
par lui-même

un film réalisé par
alexandre astruc
et
michel contat

UGC MARBEUF vo - GRANDS-AUGUSTINS vo - STUDIO GALANDE vo - TEMPLIERS vf

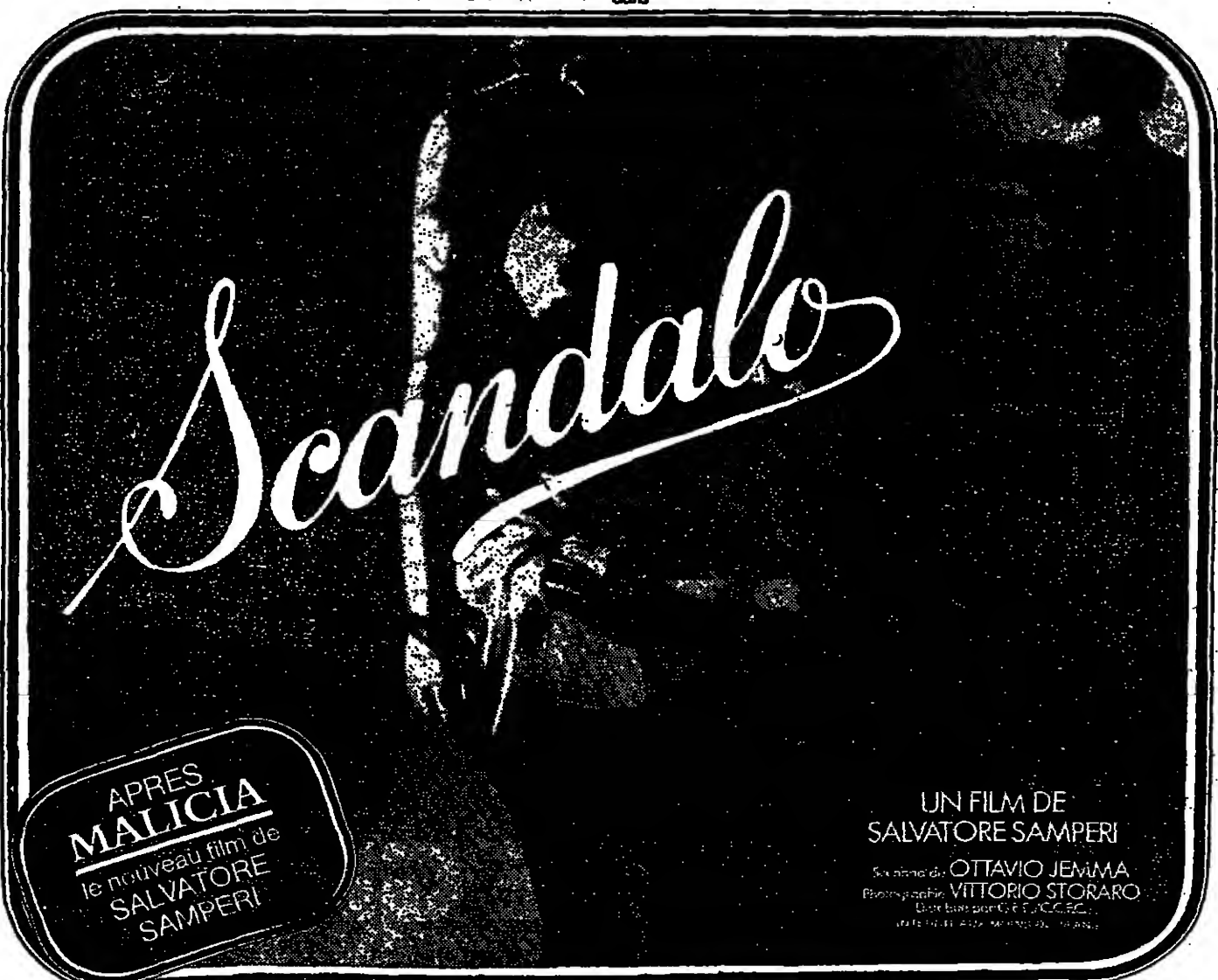
TOUJOURS EN EXCLUSIVITÉ

1900

PREMIER ACTE

UGC BIARRITZ (v.o.) - UGC ODÉON (v.o.) - REX (v.f.) - HELDER (v.f.) - UGC Gobelins (v.f.) - MIRAMAR (v.f.)
CLICHY PATHÉ (v.f.) - CYRANO Versailles (v.f.) - ARTEL Nogent (v.f.) - CARREFOUR Pantin (v.f.) - ARGENTEUIL (v.f.)
MONTREUIL (v.f.) - FLANADES Sorcelles (v.f.) - ULLIS ORSAY (v.f.) - MÉLIÈS Montreuil

LISA GASTONI - FRANCO NERO - ANDREA FERREOL
RAYMOND PELLEGRIN - CLAUDIA MARSANI



SALLES CI ASSÉES
CINEMAS D'ART
et d'ESSAI

ST. BERTRAND
LES NUITS DE CABIRIA
de Federico Fellini
ELVIRA MADIGAN
de Raoul Wachsberg

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1
30, rue Saint-André-des-Arts - 320-68-18
A 16 h. 17 h. 30 et 21 h. 30
SARTRE PAR LUI-MÊME
d'Alexandre Astruc et Michel Contat
A 12 heures et 24 h. 15
LES APPRENTIS
de Michel Sautter

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2
30, rue Saint-André-des-Arts - 320-68-18
A 14 heures et toutes les 2 heures
L'EMPIRE DES SENS
de Nagisa Oshima
(interdit aux moins de 16 ans.)
A 12 h. et 24 h.
CERTAINS L'AIMENT CHAUD
de William Wyler

LE STUDIO
2, rue Edouard-Poisson
93 - AUBERVILLIERS
THÉÂTRE DE LA COMMUNE - 639-16-18
MERCKEL 18 h. - 21 h. 30
VERDINI 18 h. - 21 h. 30
SAMEN 14 h. 30 - 16 h. 30 - 19 h.
21 h. 30
DIMANCHE 15 h. 30 - 18 h.
MARDI 19 h. - 21 h. 30
CRIA CUERVOS
de Carlos Saura

ST. CUJAS
75005 Paris, 033-63-22
L'ENFANT SAUVAGE
de François Truffaut

STUDIO CUJAS
L'ENFANT SAUVAGE
de François Truffaut
20, RUE CUJAS 5 - 033-63-22

DERNIÈRE SEMAINE
SEUL A PARIS : URSULINES

Le nouveau film
d'ERMANNO OLMI

**Un certain
jour...**

U.G.C. OPÉRA
LUXEMBOURG
STUDIO OIT LE COEUR

**"moi,
pierre riviére,
ayant égorgé
ma mère,
ma sœur
et mon frère..."**

un film de rené allio

"Une date dans l'his-
toire du cinéma..."

NOUVEL OBSERVATEUR

RACINE
14 JUILLET BASTILLE

QUOTIDIEN DE PARIS
Faut-il ajouter qu'il faut
voir absolument ce film.
H. Chapier

LE MONDE
Une tendresse qui fait
mal, un humour corrosif.
Deux acteurs remar-
quables au service
d'un très grand film

**LE
GRAND
SOIR**
un film de Francis Reusser

LA PEINTURE ALLEMANDE A
L'EPOQUE DU ROMANTISME -
Galerie des Trileries (07-09-49).
Sauf mardi, de 10 h. à 20 h.; le
mardi, jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F.
Le samedi 5 F. (gratuite le 22 no-
vembre). Jusqu'au 28 février.

L'AMERIQUE VUE PAR L'EU-
ROPE - Grand Palais, entrée Or-
nement (20-61-24). Sauf mardi, de
10 h. à 20 h.; le mercredi, jusqu'à
22 h. Entrée : 8 F. le samedi 5 F.
Jusqu'au 3 janvier.

SALON D'AUTOMNE - Toulouse-
Lautrec. Le cinématographe mon-
trera des œuvres de : Grand Palais
(porte E) (330-46-07). Tous les jours
de 11 h. 30 à 19 h. 30. Entrée : 8 F.
Jusqu'au 20 novembre.

ASTELAN, TERRE DES AZTEQUES.
Images d'un nouveau monde. -
Bibliothèque nationale, 58, rue de
Richelieu (205-62-62). Tous les jours,
de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Pro-
longée jusqu'au 2 janvier.

DESSEINS FRANÇAIS DE L'ART
INSTITUTE DE CHICAGO, DE
WATRAU A PICASSO. - Musée du
Louvre, porte Jaurès (205-
30-20). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h.
Jusqu'au 17 janvier.

FRANCIS GRUBER (1912-1948). -
Musée d'art moderne de la ville de
Paris, 1, avenue du Président-
Wilson (723-81-27). Entrée : 5 F.
(gratuite le dimanche). Sauf lundi
et mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Jus-
qu'au 9 janvier.

HABITAT SOUL. Musée d'art
moderne de la ville de Paris (voir
ci-dessus). Jusqu'au fin décembre.

ART MODERNE CONTEMPORAIN.
Musée d'art moderne de la ville
de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au
5 décembre.

RAOUL DUFFY, DANS LES COL-
LECTIONS DES TRILIERES. - Musée
d'art moderne de la ville de
Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au
20 novembre.

LOUIS LES SECOUX. Portraits
imaginaires de Yeats. - Musée d'art
moderne de la ville de Paris (voir
ci-dessus). Jusqu'au 31 décembre.

PIERRE BURAGLIO, rétrospec-
tive. - Galerie de la ville de Paris
(voir ci-dessus). Jusqu'au
5 décembre.

JEAN-PIERRE PINCEMIN, œuvres
récentes. JUDITH REIGL, Traversées.
Photographies. - ARC 2,
au Musée d'art moderne de la ville
de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au
5 décembre.

DES MASQUES ET DES ENFANTS.
Exposition - atelier. - Musée des
enfants au Musée d'art moderne de
la ville de Paris (voir ci-dessus).
Jusqu'au 21 novembre.

CINQUANTEANNE DE L'EXPO-
SITION. - Musée des arts
décoratifs, 107, rue de Rivoli (205-
30-14). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h.;
le dimanche, de 11 h. à 18 h. En-
trée : 8 F. Jusqu'au 3 janvier.

LASZLO MOHOLY-NAGY (1895-
1946). - Musée des arts décoratifs
(voir ci-dessus). Entrée : 8 F. Du
12 novembre au 31 janvier.

ETTORE SOTTsass. De l'objet
fin à la fin de l'objet. - Centre
de culture industrielle, 107, rue de
Rivoli (205-30-14). Sauf mardi, de
12 h. à 18 h.; le dimanche, de 11 h.
à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 3 jan-
vier.

CHEFS D'OEUVRE DE MUSÉES
DES ETATS-UNIS, DE GIORGIONE
A BASSO. - Musée Marmottan,
2, rue Louis-Bouilly (234-07-02).
Sauf lundi, de 10 h. à 18 h. Entrée :
10 F. Jusqu'au 19 décembre.

CLAUDE-JOSEPH VERNET (1714-
1789). - Musée de la marine, palais
de Chaillot, Sauf mardi et jours
fériés, de 10 h. à 17 h. Jusqu'au
9 janvier.

NOUVELLE SUBJECIVITE. -
14, rue Berryer (278-10-00). Sauf
mardi, jusqu'au 19 décembre.

GERARD ECONOMOS, peintures.
HENRI GUERIN, vitraux. - Musée
Galliera, 10, avenue Pierre-1^{er} de
Serbie (202-85-40). Entrée : 5 F. Jus-
qu'au 20 novembre.

CAMILLO OTERO. - Prix Bourdelle
1976. Musée Bourdelle, 18, rue An-
toine-Bourdelle (242-67-20). Sauf
mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Jusqu'au
12 décembre.

LES OISEAUX ET L'OEUVRE DE
SAINT-JOHN PERSE. - Musée Jac-
qu岸nt-André, 158, bd Haussmann
(207-30-40). Sauf lundi et mardi, de
12 h. 30 à 18 h. 30. Jusqu'au jan-
vier.

WAGNER ET PARIS. - Théâtre
national de l'Opéra (07-05-26). Sauf
mardi, de 11 h. à 17 h. 30. Jusqu'au
31 mars.

AUTOUR D'UN TRONC CAROLIN-
GIER. LE 15^{ème} CENTAIRE. Musée na-
tional de l'Art et de l'Histoire, 17, rue
de Valenciennes (202-85-40). Sauf
mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Jusqu'au
12 décembre.

HOMMAGE A MAX JACOB (1874-
1944). - Musée de Montmartre,
17, rue Saint-Vincent (205-41-11).
Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 30.
dimanche de 10 h. à 17 h. 30. Entrée :
5 F. Jusqu'au fin janvier.

ALSACE FOUILLES ET ACQUISI-
TIONS. Musée national
des arts et traditions populaires,
6, route du Mahatma-Gandhi (723-
07-01). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h.
Entrée : 5 F. le dimanche 3 F.
(gratuite le 20 décembre). Jusqu'au
3 janvier.

CERAMIQUE DE TCHANG-CHA.
quelques pièces des HAN aux TANG
de la collection MU-FEI. Musée
Guimet, 7, avenue Velasquez (322-
27-33). Sauf lundi et mardi, de 10 h.
à 17 h. 40. Entrée : 3 F. Jusqu'au
15 décembre.

ARCHITECTURES A PARIS (1648-
1948). Fondation Reunions. -
Ecole spéciale d'architecture, 254, bd
Raspail. Sauf dimanche, de 9 h. à
19 h. Entrée libre. Jusqu'au 4 dé-
cembre.

ANIMAL DE LASCARX A
PICASSO. - Muséum national d'his-
toire naturelle, 36, rue Geoffroy-
Saint-Hilaire (205-30-14). Sauf
mardi, de 10 h. à 17 h. 30. Jusqu'au
31 décembre.

DESSEINS PARISIENS DES XIX^e
ET XX^e SIÈCLES. - Musée Car-
naval, 22, rue de Sévigné (272-21-18).
De 10 h. à 17 h. 40. Prolongé jus-
qu'en janvier.

DESSEINS ET TRAVAUX D'AU-
JOURD'HUI des élèves des cours
supérieurs de dessin de la ville de
Paris. - Hôtel de Sene, rue du
Fidjiler (278-14-60). Sauf dimanche
et lundi, de 12 h. à 20 h. Entrée libre.
Jusqu'au 4 décembre.

PUZZLE D'ART DE MICHEL WIL-
SON. Théâtre de la Cité interna-
tionale, 21, boulevard Jourdan (583-
35-40). Sauf dimanche, de 9 h. à
21 h. 30. Jusqu'au 19 décembre.

PIERRE PETROV, lithographies,
peintures, sculptures. - Cité univer-
sitaire, 10, boulevard Jourdan, lundi
et samedi, de 14 h. à 21 h.; du mardi
au vendredi, de 14 h. à 18 h. 30. Jus-
qu'au 30 novembre.

VERMOREL. Terres, terres polono-
biennes, dessins, estampes, multiples.
Galerie La Derive, 17, rue des
Saints-Pères (202-81-50). Jusqu'au
11 décembre.

ATELIER DES DIX : Aubry, Belloy,
Bloom, Cacere, Doque, Ebbesen,
Korol, Parny, Sordani, La Soudrie,
Speroni. - Galerie du Pont-Neuf,
2, rue du Pont-Neuf. Jusqu'au
10 janvier.

FABULEUSES TUSA JAP-
ONAISES. Collection du docteur Wal-
ter A. Compson. - L'Arcade Cham-
met, 12, place Vendôme. Jusqu'au
20 novembre.

1929. CALDER, COCTEAU, COUR-
TIN, S. DELAUNAY, GILLOI, MAN
RAY, RAY VAN VELDE. - Galerie
de la Vierge, 61, rue de Varenne.
Sauf lundi, de 14 h. à 18 h. 30. Jus-
qu'au 10 décembre.

FETE DE LA LETTRE. - Galerie
Paul-Facchetti, 6, rue des Saints-
Pères. Jusqu'au 27 novembre.

PEINTURES DES FEMMES DU
MEXIQUE. - Galerie La Rive,
14, rue de l'abbaye (202-30-30). Jus-
qu'au 5 décembre.

DMITRIENKO, LACASSE, K.E.Y.
SATO. - Galerie Jacques-Marmol,
12, rue La Botte (202-93-63). Jus-
qu'au 27 novembre.

RENAUD-BARRAULT ET LEURS
AMIS PEINTRES : Acquart, Baillu,
Brayer, Bréchet, de la Roche,
Procurement, 33, rue de Seine (073-
82-01). Jusqu'au fin novembre.

ACHAM, sculptures. - Galerie
Paul Ambroise, 6, rue Royale (200-
58-28). Jusqu'au fin novembre.

KERO AROMAA. Transposition de
la photo sur cuivre. - Office du
tourisme de Finlande, 13, rue Anber
(202-40-13). Sauf dim. et lundi, de
10 h à 17 h. Jusqu'au 24 novem-
bre.

GENEVIEVE A.S.S.E. Huiles sur
papier. Galerie Villand et Galla-
rie, 127, boulevard Haussmann (223-
50-22). Jusqu'au 27 novembre.

MICHELLE BATTOT. - Artcurial,
9, avenue Maignon (236-70-70). Jus-
qu'au 5 décembre.

CLAUDIO BRAVO. Peintures et
dessins. - Galerie Claude-Bernard,
7, rue des Beaux-Arts (226-22-51).
Jusqu'au 18 décembre.

YVES BRAVER. - Galerie de
Paris, 14, place François-I^{er} (338-
30-20). Jusqu'au 31 décembre.

SAMUEL BUEL. Galerie Le Des-
tin, 43, rue de Valenciennes (251-12-53).
Jusqu'au 7 décembre.

LOUIS CANE. - Galerie Daniel
Templeton, 30, rue Beaumont (272-
14-10). Jusqu'au 9 décembre.

SHIRLEY CARCASSONNE. - Ga-
lerie Cammaro, 12, rue de Béri-
er (234-14-50). Jusqu'au 30 novembre.

CELESTINO. Peinture-négritude. -
L'Œil de bœuf, 38, rue Quincampoix
de 14 h. à 19 h. Sauf dimanche et lundi,
de 14 h. à 19 h. Jusqu'au 30 novem-
bre.

CESAR. Œuvres récentes. - Ga-
lerie Beaumont, 23, rue du Har-
dri (207-51-51). Jusqu'au 31 décembre.

JULES DALOU (1838-1902). - Ga-
lerie Delaunay, 8, rue de Varenne.
Jusqu'au 18 décembre.

CHRISTIAN DANNOS. - Ga-
lerie Lucie-Wall, 6, rue Bonaparte
(033-71-65). Jusqu'au 3 décembre.

RONALD DAUBIER. Lithogra-
phies. - L'Imagerie, 8, rue Dante
(222-16-66). Jusqu'au 30 novembre.

DONNELA. - Galerie Marguerite-
Lasky, 4, rue Beaumont (277-15-12).
Jusqu'en décembre.

PRESENCE DE MAX ERNST. -
Galerie des Grands-Augustins, 18,
rue des Grands-Augustins (232-
35-55). Jusqu'au 15 décembre.

GOERG. Tout l'œuvre gravé. -
Artcurial, 9, avenue Maignon (236-
70-70). Jusqu'au fin décembre.

MARCEL GROMAIRE. Œuvres
gravées. - Galerie Sagot-le-Garnec,
24, rue du Faubourg (232-55-80). Jus-
qu'au 11 décembre.

PIERRE HENRI. - Chânes 1961-
1976. - Galerie de l'Université,
32, rue de Bassano (720-79-76).
Novembre.

BOKUSAL. Le silence de l'homme.
- Espace Cardin, 3, avenue Gabriel
(226-17-30). Entrée : 25 F. Jusqu'au
30 décembre.

KARELYA. - Galerie Fran-
cois-Tourange, 10, rue du Bol-
dieu (278-13-13).

STIMON LE CARRE. Origines
fondues. - Atelier Jacob, 43, rue
Jacob (268-84-52). Jusqu'au 17
décembre.

JEAN LONARD. - Galerie
Nana-Starr, 22, avenue de Tour-
ville (705-08-46). Sauf dimanche et
lundi, de 15 h. à 20 h. 30. Jusqu'au
4 décembre.

MAURICE LOUTREUIL (1885-
1929). Dessins et aquarelles. - Ga-
lerie de la Vierge, 61, rue de Varenne
(033-47-50). Jusqu'au 27 novembre.

CHARLES MARQ. Peintures récen-
tes. - Galerie Jacob, 23, rue Jacob
(033-90-66). Jusqu'au 4 décembre.

ANDRÉ E. MARTY (1882-1974). -
Galerie du Luxembourg, 94, rue
Saint-Denis. De 14 h. à 19 h. Jus-
qu'en janvier.

MUSEUM. - Galerie Jacques-
Bosse, 30, rue de Lille (261-10-47).
Sauf dimanche et lundi, de 14 h. 30
à 19 h. 30. Jusqu'au 4 décembre.

PAGES. Le soleil dans la tête. -
10, rue de Valenciennes (033-80-01).
Sauf dim. et lundi, de 14 h. à 19 h.
Jusqu'au 4 décembre.

PALMEIRO. - Galerie Guigou,
89, rue du Faubourg-Saint-Honoré
(246-58-58). Jusqu'au 25 novembre.

ED PASCARE. - Galerie Darthez
Speyer, 6, rue Jacques-Gallot (033-
72-41). Jusqu'au 5 décembre.

LUC PERRE. Aspects de l'œuvre
1952-1976. - M.J.C. les Hauts de
Seine, 43, rue de Bérigny (836-
82-25). Tous les jours, de 15 h. à
22 h. Jusqu'au 30 novembre. Galerie
Carmen Martines, 12, rue du Bol-
dieu (278-21-18). Jusqu'au 22 dé-
cembre.

PHILIPPE. A l'honneur.
- Galerie Bata, 80, rue du Bac
(548-87-98). Jusqu'au 18 décembre.

ADAM ET EMMANUEL SAULNIER.
Dessins. - Galerie Anne Collin,
38, rue Maxime (326-07-85). Jus-
qu'au 8 décembre.

YASUO SATO. - Galerie La Pa-
serelle Saint-Louis, 3, rue Jean-
Bailly (833-30-33). Jusqu'au 25 no-
vembre.

MARIA STRANKA. Aquarelles.
- Galerie Jean Camion, 3, rue des
Beaux-Arts (632-85-63). Jusqu'au
29 novembre.

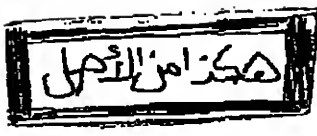
LES TROIS TIEPOLO. Tout l'œu-
vre gravé. - Galerie Martillo de
Padova, 22, rue de Seine (232-55-80).
Novembre.

VERBOIS. - Galerie Kasia Gra-
nat, 18, quai de Conti (033-41-22).
Jusqu'au 7 décembre.

CLAUDE XYEL. - Galerie du
Luxembourg, 94, rue Saint-Denis.
De 14 h. à 19 h. Jusqu'à fin janvier.

HOMMAGE A LEON ZACK. Œuvre
de 1947 à 1974. - Galerie Mony
Calatchi, 182, boulevard Saint-Ger-
main (248-35-69). Jusqu'au 27 no-
vembre.

JULIO ZAPATA. Huiles, pastels,
dessins. - Galerie E. de Chastana,
25, rue de Seine (202-94-42). Jus-
qu'au 28 novembre.



Le Monde

une semaine avec l'AQUITAINE

Les mi-temps de l'industrie

● **Vingt ans après le début de la conversion industrielle qui devait permettre aux Aquitains de ne plus être obligés de s'expatrier, la crise donne un coup d'arrêt.**

Le vent d'ouest, qui fait bruisser la forêt landaise comme le grémement d'un immense navire, caresse le rignoble bordelais et ses trois mille « châteaux », s'alignant sur les vergers de la riche Garonne, et s'assoupit dans « la certie douce des soirs sur la Dordogne », ne cesse de le murmurer : la chanson des gaves qui roulent leurs galets descendus des Pyrénées étincelantes le répète à l'envi : l'Aquitaine est un grand et merveilleux jardin où il fait bon vivre. Tous ses habitants en conviennent. Mais pour- rait-il tous rester dans cet Eden ? Vingt ans après le début des opérations de conversion industrielle qui permirent aux Aquitains de ne plus fuir leur terre natale, la crise est venue à nouveau poser la question. Force est de constater que, là

comme ailleurs, la réponse n'est guère satisfaisante, et qu'à l'horizon 1980-1985, la situation se présente même sous un jour inquiétant. La greffe industrielle sur le tronc d'une agriculture en régression a bien pris, mais la montée de la séve s'est presque arrêtée, et les nouveaux greffons se font rares, tandis que le vieux bois souffre. L'industrialisation est toujours à recommencer, moderne application du mythe de Sisyphe. Excentrée sur le plan géographique, l'Aquitaine reste à la recherche de son second souffle ; et elle s'aperçoit, comme d'autres régions, que sa destinée s'inscrit désormais dans un cadre national, que les décisions, d'ordre politique, seront prises au niveau le plus élevé. Le problème de l'utilisation du gaz de Lacq jusqu'à son épuisement, au-delà de l'an

2000, en est une excellente illustration.

Lors de chaque crise, ou de chaque ralentissement conjoncturel, les industries traditionnelles de l'Aquitaine souffrent, la vétusté de certaines installations constituant un handicap insurmontable, ou la concurrence étrangère devenant trop vive en l'absence d'une réelle protection douanière. Depuis une quinzaine d'années, on a vu, ainsi disparaître à Bayonne les Forges du Boucau, qui appartenaient aux Ateliers et forges de la Loire (C.A.F.L.) devenus depuis Creusot-Loire, puis les Chantiers navals de la Gironde (du groupe Europain-Schneider) à Bordeaux. Cette fois, ce sont les industries du vêtement, de la chaussure et du meuble qui sont le plus touchées, avec, toutefois, un redressement spectaculaire pour

l'espadrille, en vogue après un terrible passage à vide il y a quelques années.

La régression de ces industries, déjà très sensible, va donc s'accroître. De 1968 à 1976, l'habillage a perdu deux mille personnes (la plus grosse perte relative : 20 %) ; le cuir, deux mille cinq cents ; le bois, deux mille. Dans ce dernier secteur, l'insuffisance des approvisionnements locaux fixe un plafond au développement des papeteries qui, par ailleurs, réduisent le nombre des emplois fournis en raison de l'accroissement de leur productivité et de la nécessité d'un retour à l'équilibre financier. Relevons, enfin, la vive contraction des effectifs dans le bâtiment et les travaux publics (près de douze mille personnes en huit ans), bien antérieure à la crise de 1974, mais qui s'est accélérée depuis. En règle générale, et c'est ce qui préoccupe le plus les observateurs, les branches traditionnelles de la région, par comparaison avec ce qui se passe dans l'ensemble de la France, bénéficient moins longtemps des périodes d'expansion et subissent plus durement les crises.

Que les secteurs traditionnels soient très durement atteints, ce n'est pas une surprise : leur déclin avait commencé il y a un certain temps. Ce qui est peut-être plus inquiétant, c'est le fléchissement ou la stagnation relevés dans les industries nouvelles, implantées depuis vingt ans, et dont la santé laisse parfois à désirer.

L'extinction d'un plan Aquitain, sous l'impulsion du comité d'expansion régional, avait provoqué ou favorisé la venue d'industries nouvelles, en trois vagues principales. La plus spectaculaire, mise à part la naissance du complexe chimique constitué à partir de 1955 autour du gaz de Lacq, aboutit, à partir de 1960, à la formation d'un vaste complexe aéronautique venant renforcer le potentiel déjà existant (usine Dassault à Mérignac, usines Turbomeca, Messier, Bréguet dans les Landes et les Pyrénées-atlantiques) et bénéficiant de la création du centre d'essai de fusées à Biscarrosse dans les Landes, avec la concentration sur la production de la fabrication de carburant solide pour les fusées (au total, de quinze mille à vingt mille emplois).

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 25.)

Le bois fait de l'ombre au papier

● **La Cellulose du Pin, premier groupe papetier français, ne peut plus utiliser le bois des Landes, selon elle le plus cher d'Europe.**

QUE l'industrie papetière soit en crise n'est, hélas ! — pas une nouveauté. Voilà des années que l'on évoque le déficit français en papier journal, la dépendance de la France à l'égard des pays scandinaves, l'absence de grandes unités de production de pâte à papier, les difficultés de telle ou telle entreprise, les structures archaïques du secteur, ses faibles investissements et ses pertes chroniques. Une firme pourtant échappait à ce jugement sévère et traversait avec sérénité cet océan de tempêtes : la Cellulose du Pin, premier groupe papetier français. Elle était citée en exemple comme un modèle d'intégration, avec ses milliers d'hectares de forêt landaise (1), ses usines de pâte et de transformation du papier sur place. Au dire de tous, l'entreprise était bien gérée, gagnait de l'argent, investissait : 250 millions de francs ont été consacrés, de 1969 à 1973, pour faire de l'usine de Facture l'une des plus modernes unités de production de pâte à papier d'Europe.

Une modernisation qui s'est effectuée au détriment des trois autres usines du groupe dans la région : Tartas, Bègles et Roquefort. On envisageait de spécialiser progressivement chacune d'entre elles et même de faire de Tartas un petit Facture. Exact, les questions technologiques s'opéraient en bon ordre, la conjoncture était favorable et

incitait à l'optimisme. Le papier n'était-il pas rare et cher ?

Cette apparente prospérité permettait à la Cellulose du Pin de connaître ce qu'on nomme aujourd'hui un consensus social. A Facture, on travaillait à la Cellulose de père en fils. Les négociations salariales se passaient à la bonne franquette, les dirigeants du groupe préférant « payer pour être tranquilles », ce qui explique que les salaires soient élevés : 2 700 francs par mois à l'usine de Facture pour le plus bas échelon (la femme de ménage). Aujourd'hui, rien ne va plus. Les déficits s'accumulent, les

prévisions d'investissements du groupe dans la région sont révisées en baisse, et, pour la première fois dans l'histoire de la Cellulose (mis à part mai 1968), ses quatre usines d'Aquitaine ont connu une grève de dix-sept jours, avec occupation des locaux (2). De prime abord, la cause de ce conflit semblait banale : des désaccords sur les applications d'indices de salaires et les mises en pré-retraite. En fait, le mouvement traduisait l'inquiétude des salariés du groupe. Ceux-ci ont le sentiment que « les choses ne sont plus comme avant ». Ils n'ont pas tort.

Michel Besson, la quarantaine, grand, avec un embonpoint châteauesque, ne s'embarrasse pas de fioritures. Directeur général de la Cellulose du Pin, successeur désigné du président Arnaud, un vieil Aquitain qui prend sa retraite dans un an, Michel Besson évoque les problèmes du groupe avec une franchise inusitée.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(Lire la suite page 23.)

Ligne

directe

Hardis patrons

● **On trouve aussi en Aquitaine des coudées franches, qui prennent des patrons heureux qui se sentent les initiatives.**

PAS plus à Bordeaux qu'à Paris, la politique ne doit « se faire à la corbeille ». Toutefois, il se passe à la Bourse de la capitale d'Aquitaine des événements d'importance qui démontrent que la politique de décentralisation a bien du mal à s'inscrire dans les habitudes. C'est avec stupeur que les quatre (pas un de plus) agents de change de Bordeaux viennent d'apprendre la décision de Guyenne et Gascogne, une société d'alimentation dont le siège est à Bayonne, de quitter le siège au printemps prochain la cote du cours du Chapeau-Rouge

pour « monter » à Paris. « C'est une catastrophe », déclare M. André Courtes, secrétaire général de la chambre syndicale, ce groupe représente 40 % de nos transactions. Il était bien traité à Bordeaux, puisque le taux de rotation de ses titres était plus rapide que la moyenne nationale. Il faudrait que des affaires chimiques, bancaires ou commerciales travaillent avec la zone franc décentralisent leurs cotations. Ce serait ici des vraies vedettes. » Quelle misère ces corbeilles régionales ! L'ensemble des transactions dans les six Bourses de province atteint... 1,36 % du chiffre de celle de Paris. « La régionalisation ? Vous voulez rire ! »

Et pourtant ! Les directeurs des usines I.B.M. et Siemens, qui ont créé ici d'importantes établissements, sont entrés à la chambre de commerce. Ce qu'ils conçoivent un peu comme un honneur et ce que les milieux locaux considèrent comme une « bonne chose ». Ford, pour sa part, s'y était pris trop tard, et il lui faudra attendre trois ans l'introduction.

« Se regrouper dans une chambre de commerce ou un syndicat est indispensable pour détecter

les conflits sociaux et définir une politique », affirme M. Pierre Meydiou, président de l'Union patronale girondine. Ici, le climat social n'est ni agité ni agressif. Les patrons ne parlent pas beaucoup, même à moi, de leurs problèmes. Fin octobre, j'ai voulu réunir les chefs d'entreprise chez lesquels existaient des conflits. Deux sont venus, alors que je connaissais au moins quinze cas délictueux.

On trouve aussi des patrons heureux. Qui se sentent les coudées franches. Qui prennent des initiatives. Qui ne se font pas une montagne de la tutelle du centralisme ou de la « voracité » parisienne. Où sont-ils ? Dans l'administration et au ministère de l'Équipement par-dessus le marché. « Pour ma part, je suis très libre dans ma manière de gérer le port. Paris établit avec moi les enveloppes financières, mais ensuite je fais mes choix. Il est plus difficile de convaincre mon conseil d'administration que de persuader le ministère à Paris », dit M. Debayles, directeur du port autonome.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(Lire la suite page 25.)

truire un turbo train entre Paris et Lyon alors que nous ne disposons même pas d'une route convenable pour aller à Bayonne.

Au moment où l'Ecosse revendique sa part à l'aube de l'exploitation du pétrole de la mer du Nord, le Béarn, lui, s'inquiète du déclin du gisement de Lacq. Il faut, disent depuis plusieurs mois les responsables politiques et syndicaux, qu'Elf-Aquitaine (S.N.E.A.) investisse une certaine part de ses bénéfices (5 à 10 %) dans la région et que cette société nationale transforme sur place une partie des sous-produits du gaz plutôt que de les exporter tels quels. Cette obligation leur apparaît d'autant plus nécessaire qu'après la fusion (juridiquement contestée par certains) en juillet dernier de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.) avec Elf-Erap, les décisions sont désormais prises à Paris par la société mère, holding où les syndicats ne sont plus représentés. La crainte est donc vive de voir Elf-Aquitaine oublier la vocation régionale qui était celle de la S.N.P.A. (Société nationale des pétroles d'Aquitaine).

Cette société a servi de moteur économique à la région depuis 1957, date initiale de l'exploitation de Lacq. La S.N.P.A. (intégrée aujourd'hui à la S.N.E.A.) emploie directement un peu plus de quatre mille personnes. Si l'on y ajoute les entreprises qui utilisent le gaz ou ses sous-produits comme matière première (SOBEGAL, ATO, Aquitaine Chimie), celles qui ont besoin du gaz comme source d'énergie (centrale E.D.F. d'Artix, Fecchini) et toutes les sociétés de sous-traitance, ce sont près de huit mille personnes à qui le gisement donne du travail. Avec leurs familles, les commerçants, l'ensemble du secteur tertiaire, une cinquantaine de milliers d'habitants de l'Adour tirent leurs ressources du gaz de Lacq.

Dans ce « jardin d'hiver » alors languissant, l'industrialisation a provoqué une importante évolution. De 1964 à 1970, la population des Pyrénées-Atlantiques s'est accrue de cent mille habitants, taux de développement deux fois supérieur à celui du Sud-Ouest. De même la croissance des emplois industriels entre des deux dates a été beaucoup plus forte (+30 %) que celle du Sud-Ouest (+10,7 %) et que celle de la France (+8,7 %).

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 22.)

Fumées

LES fumées vont-elles s'estomper dans le ciel de l'Aquitaine lorsque fermeront quelques-unes de ces usines dont la région a un si pressant besoin ? Ford à Bordeaux double sa mise, mais presque partout ailleurs et jusque sur les terrains où les Aquitains paraissent les plus sûrs, les industries de leurs forêts, par exemple, des portes se ferment, des machines tournent au ralenti, des bilans s'alourdissent.



* Dessin de Chenev

On savait que Lacq serait tari avant la fin du siècle. On ne voulait pas y croire. L'échéance approche : elle est là. Et la relève par le « plan chimie » paraît mal assurée. Les écologistes auront-ils raison trop facilement ? L'Aquitaine doit être préservée comme un des derniers refuges d'un bonheur de vivre. Il faut pouvoir y rester pour y vivre.

L'adieu à Lacq

● **1983. Tous les Béarnais ont cette date dans la tête : le gisement de Lacq commencera alors à se tarir.**

LORS qu'à quelques dizaines de kilomètres de Pau les pétroliers continueront sans doute de venir voir en masse le village de Bernadette Soubirous, l'autre miracle régional — le gisement de gaz de Lacq — entamera son déclin après vingt-six ans d'exploitation.

Certes il y aura du gaz jusqu'en l'an 2000, mais syndicats, associations et responsables politiques s'inquiètent car depuis plusieurs années déjà la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (dévenue en juillet 1976 société nationale Elf-Aquitaine, après sa fusion avec Elf-Erap), la « locomotive » économique de la région, n'investit plus guère. Comment d'ailleurs parler de l'avenir de Lacq sans évoquer le présent de l'Adour ? Il est sombre : l'industrie mécanique, particulièrement Turbomeca, ralentit son rythme de travail ; les industries traditionnelles du meuble et de la chaussure vacillent trop souvent. L'avenir passe par un développement économique de toute la région. Or, jusqu'à présent, il n'y a guère de plan d'ensemble.

Cette chance de pouvoir préparer sans crise la relève d'une industrie épuisée et de permettre que vive ce « coin de France » éloigné de tout, les responsables nationaux vont-ils la laisser passer ?

Voilà que les régions qui possèdent une source d'énergie se mettent — comme les pays producteurs de pétrole — à exiger de profiter un peu plus des richesses de leur sous-sol. « Quand on pense, entend-on à Pau, que l'on va dépenser des centaines de millions de francs pour con-

Deux syndicalistes rendent leur verdict

M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T. : « En Aquitaine, près de soixante-dix mille familles connaissent l'angoisse et les privations que provoque le chômage d'un de leurs membres. »

M. Michel Rolent, secrétaire confédéral de la C.F.D.T. : « Les grands groupes financiers et industriels jugent plus rentable de s'installer dans d'autres pays. »

● LIRE PAGE 24.

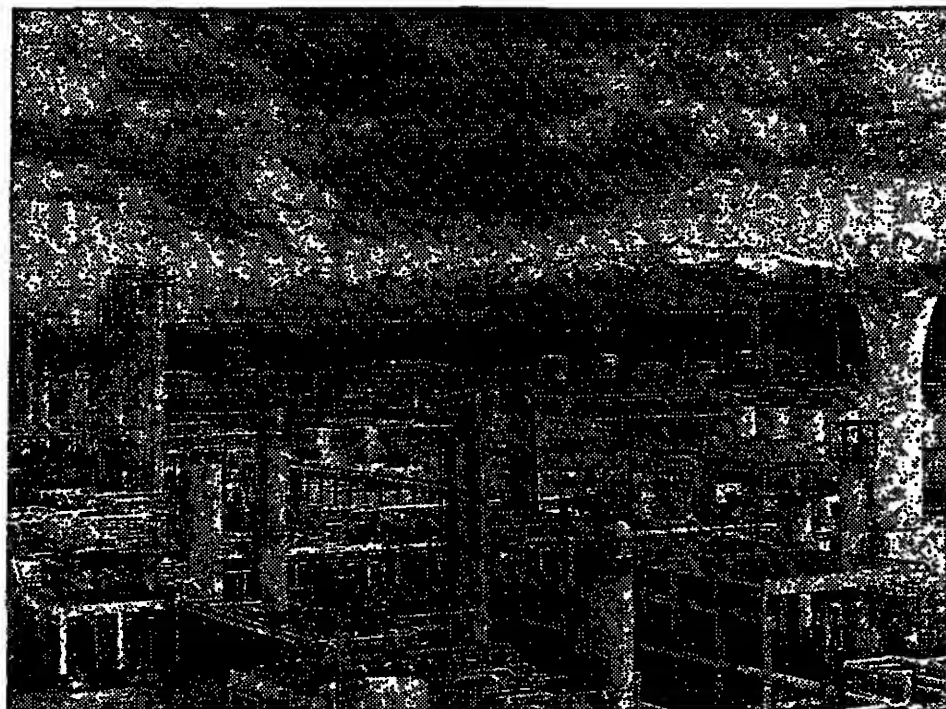
Région Aquitaine:

Nous avons les hommes...

ETABLISSEMENT INDUSTRIEL REGIONAL - COMITE D'EXPANSION AQUITAINE

23

elf aquitaine



Le complexe de Lacq

Par son activité
et son potentiel industriel
ELF AQUITAINE
apporte une contribution essentielle
à la prospérité et au développement
de l'Aquitaine



si vous aimez
LES LIVRES
si vous ne savez plus...
où les mettre...

Pour vous installer ULTIMATIVEMENT
à des prix IMBATTABLES
MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

Catalogue illustré gratuit.
150 modèles tous formats, superposables, interchangeables,
des Rustiques, des Contemporaines, des Styles, du Serrurier...
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES
75014 PARIS - 61, rue Froidevaux - Tél. 633.73.33

ouvert tous les jours, de 10 h à 19 h. Réception automatique 24 h sur 24 h.

CAFETIÈRES ÉLECTRIQUES

françaises - italiennes

ELECTRO-MÉNAGER

Sèche-cheveux - Miroirs

BROSSERIE - COUTELLERIE

CADEAUX - GADGETS UTILES

DIDIER-NEVEUR

35, Rue Marbeuf - Tél.: BAL. 61-70

20, Rue de la Paix - PARIS

Ouvert du lundi au samedi de 9 à 19 h.

(PUBLICITE)

Dans le cadre du 7^e Plan.

Le port de Bayonne : cap sur l'Europe

Une interview de Monsieur Jacques Saint-Martin,
Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne.

Question Que pensez-vous du port de Bayonne et de son rôle dans l'économie locale ?

Jacques Saint-Martin En prenant la présidence de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne, j'ai pu, en ce qui concerne le port de Bayonne, constater que mes prédécesseurs avaient, après la remise en état du port, fait preuve de beaucoup de jugement en recherchant son expansion, en s'appuyant sur les ressources locales : soufre, calcaire, mais, qu'il s'agisse, pour cette dernière marchandise de son exportation ou de sa culture (importation de phosphate pour la fabrication d'engrais). On peut dire que depuis la fin des années 50, Bayonne est devenu un port industriel.

Question Des inquiétudes cependant avec la perte prévisible d'une grande partie de son trafic "soufre" ?

Jacques Saint-Martin Inquiétude non, mais nécessité de franchir une nouvelle étape dans l'équipement du port. C'est dans une dizaine d'années que commencera le déclin de l'exportation du soufre.

D'études récentes, il ressort que le développement du port ne pourra être assuré qu'à partir de son développement industriel. Nous en avons tiré immédiatement deux conséquences : La première de lancer une politique de réserves foncières par la constitution de zones industrielles-portuaires et des acquisitions ont été réalisées grâce à l'aide de la D.A.T.A.R. et de l'Etablissement Public Régional d'Aquitaine. La seconde d'augmenter les capacités d'accueil du port par des travaux, importants pour nous, d'infrastructure :

- construction d'une digue au sud de l'embouchure de l'Adour,
- approfondissement et élargissement du chenal de navigation,
- rempiètement des quais existants pour assurer la réception de plus gros navires,
- construction de nouveaux quais.
L'ensemble de ces travaux et investissements constitue notre 7^e Plan, l'action de promotion industrielle et commerciale étant conjointement poursuivie.

Question Quels sont les projets à plus longue échéance ?

Jacques Saint-Martin Compte tenu des conditions physiques du port et des possibilités de son hinterland, nous pensons que la réalisation du 7^e Plan constituerait un maximum. Mais rejoignant en cela la politique plus générale de la Chambre de Commerce et d'Industrie, nous nous tournons vers l'Espagne, cherchant à renouveler les relations séculaires entre le port de Bayonne et la Navarre.

Nous souhaitons que Bayonne ne soit plus considéré comme l'ultime port de l'Europe des Neuf, mais comme un port européen étendant sa zone d'influence au-delà de ses frontières actuelles.

Ainsi, aidée par la prise de conscience, lucide et courageuse, des responsables portuaires locaux, encouragée par la volonté de la Datar de privilégier le développement de la façade atlantique, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne doit dès à présent renforcer le rôle que le port de Bayonne est appelé à jouer dans l'Europe de demain.

Points

chauds

L'adieu à Lacq

(Suite de la page 21.)

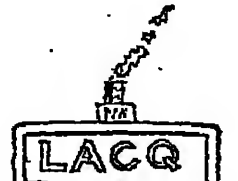
Il a fallu faire venir de la main-d'œuvre extérieure au département ; la crainte d'un électoral « rouge » a conduit les autorités d'alors à faire construire cette aberration de Mourn, triste ville nouvelle dont les appartements des étages supérieurs sont maintenant désertés.

De ce développement, la S.N.P.A. a été la première à profiter. Ses profits bruts (cash flow) ont été en augmentation constante : 600 millions de francs par an de 1967 à 1973 ; 1 milliard 400 millions en 1974, plus de 2 milliards en 1975. Soit depuis l'origine un montant cumulé de 14 milliards de francs 1975, pour un investissement de moins de 5 milliards 1975.

Or, depuis 1972, et malgré des possibilités de financement immenses, la S.N.P.A. n'investit pratiquement plus dans la région. Ses effectifs n'ont augmenté que de 1 %, et les emplois de sous-traitance diminuent (1 500 contre 2 600 en 1970), alors même que les promotions de la

piot dans la région, puisque entre 1963 et 1975 il y aura six cents suppressions de postes mais il n'y aura aucun licenciement.

La S.N.E.A. a même l'ambition de créer des emplois nouveaux. M. Guillaumat parlait il y a dix mois de cent cinquante emplois par an, son vice-président, M. Rutman, ne parle plus aujourd'hui que d'une centaine. Par sa diversification dans la chimie fine et dans la pharmacie, Elf-Aquitaine ne devrait pas avoir de difficultés à tenir ses promesses. Mais M. Rutman est très ferme lorsqu'il affirme : « Il n'est pas question de nous substituer à la puissance publique ou à la D.A.T.A.R. » Interrogé sur le rôle d'une entreprise d'Etat dans une région en difficulté, il précise : « Nous ne sommes pas un service public. Ce n'est pas à nous de tout faire. Nous avons une mission nationale d'approvisionnement du pays en énergie, une responsabilité de maintien de l'emploi. Permettre, si possible, le développement économique régional ne peut venir qu'après avoir rempli les deux premiers impératifs. »



* Dessin de Bonnaiffe

en revanche, suivi en cela par la C.G.T., refuse l'idée de reconversion et affirme que seul le développement du complexe de Lacq permettra une croissance économique régionale.

La chambre de commerce et d'industrie de Pau et le GETIS croient nécessaire un plan d'ensemble et pensent que certains axes doivent être privilégiés : la chimie fine, la mécanique, les industries agro-alimentaires, le tertiaire et le tourisme. Quant à la C.F.D.T., elle envisage l'industrialisation sur place des procédés mis au point par les chercheurs de la S.N.E.A. et la transformation de l'éthylène et du soufre.

Devant cette avalanche de

| Estimations | Gas épuré (milliards de mètres cubes) | Soufre (milliards de tonnes) | Butane/ Propane (milliards de tonnes) | Ethylène (milliards de tonnes) | Benzène (milliards de tonnes) | Essence (milliards de tonnes) |
|-------------|---|------------------------------------|--|--------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 1975 | 7,238 | 1,76 | 298 | 35 | 51 | 528 |
| 1980 | 7,500 | 1,82 | 318 | 110 | 55 | 462 |
| 1985 | 6,608 | 1,63 | 235 | 118 | 75 | 353 |
| 1990 | 5,400 | 1,38 | 237 | 184 | 61,5 | 245 |
| 1995 | 3,600 | 1 | 167 | 71 | 39 | 245 |

industrie de Pau sont plus que massives : « L'effritement des industries traditionnelles (...) va imposer un soldé négatif d'emplois qui peut être estimé à 8 000 ou 10 000 dans les quinze ans à venir pour les pays de l'Adour. » La mécanique de sous-traitance (...) va souffrir des baisses de plan de charge des entreprises locales de l'aéronautique. » A quoi il faut ajouter la fermeture décidée de l'usine C.D.F. de Mont (transformation de l'éthylène en matière plastique) et la crainte de voir le groupe Pechiney aller fabriquer ailleurs ses lingots d'aluminium s'il n'obtient pas un renouvellement du contrat qui le lie avec la S.N.E.A. et E.D.F. pour la fourniture d'énergie à très bon marché.

Parce qu'il s'agit d'un problème économique régional et non seulement de Lacq, la S.N.E.A. refuse d'endosser toutes les responsabilités : « Les industries qui vivent du gaz n'ont pas à s'inquiéter, il y en aura dans la région jusqu'à vingt et unième siècle », dit-on à la direction de Pau, où l'on ajoute : « Nous espérons maintenir l'em-

Reste qu'une formule est souvent employée par des responsables de la société : « Nous avons le temps, nous avons l'argent, trouvons les idées. » Pour ce faire, la S.N.P.A. a créé en 1972 une association, le Bureau de développement économique (B.D.E.) (1), qui, par l'intermédiaire d'un organisme financier, la SEBADOIR (Société d'étude et d'expansion économique du bassin de l'Adour) dispose de 50 millions de francs de 1975 à 1983 pour créer des emplois nouveaux. Mais, d'abord soucieux de sauver les entreprises en difficulté, le B.D.E. est obligé de naviguer au jour le jour, même si une petite plate-forme de chimie fine a pu être montée à Mourn, où l'Oréal notamment vient d'accepter de s'installer.

Fourtant, les propositions ne manquent pas : partis politiques, syndicats, associations — comme le GETIS (Groupe d'étude et d'initiative au service des pays de l'Adour) — sans parler d'organismes administratifs comme l'ADICSO (Association pour le développement des industries chimiques et pétro-chimiques dans le Sud-Ouest), multiplient les projets pour l'avenir.

Le parti socialiste réclame des investissements créateurs d'emplois pour une nécessaire reconversion et appelle à l'élaboration d'un plan, auquel seraient associés le gouvernement, la S.N.E.A., les collectivités locales et les syndicats. Le parti communiste,

proposant, la S.N.E.A. fait la fine bouche : « Les syndicats réclament toujours en économie de pénurie », estime M. Rutman : « Leurs propositions ne tiennent jamais compte du débouché des produits qu'ils envisagent de fabriquer. » Au siège parisien de la société, rue Nèlaton, où l'on n'imagine pas d'investir une partie du cash flow dans le Sud-Ouest — « cela manque de souplesse » — on évoque aussi les inconvénients de la région : son « excentricité », son absence de tradition industrielle.

A mi-chemin des deux pôles économiques que sont Bordeaux et Toulouse, l'Adour n'a dû son salut qu'au gaz de Lacq. L'auto-route Toulouse-Bayonne devrait être terminée en 1981, mais il faudra encore améliorer les infrastructures ferroviaires et aériennes.

Ce désenclavement aussi bien que le développement économique de l'Adour dépendent avant tout d'une volonté politique nationale. Sinon, malgré l'existence d'une main-d'œuvre particulièrement qualifiée et des incitations à investir plutôt supérieures à celles qui sont offertes dans d'autres régions, ce pays risque de devenir, même s'il y fait bon vivre, un désert, faute d'emplois nouveaux.

BRUNO DETHOMAS.

(1) Son président est M. Jean Béral, conseiller du président de la République.

(PUBLICITE)

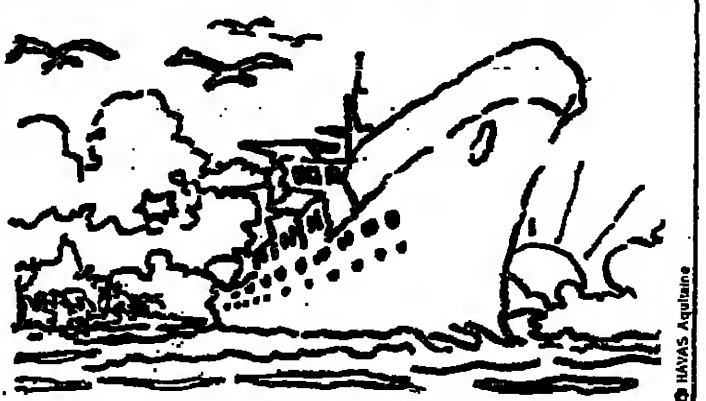
Les plus beaux voyages du monde.

Hoggar & Tassili 12 jours 5.500F
L'aventure au Soudan, Orénoque
Calédonie 25 jours 18.700F
Java, Bali, en circuit
10 jours 5.350F
Bangkok Hong-Kong
10 jours 3.400F
CROISIÈRES
L'Égypte & la Mer Rouge
20 jours 6.800F
Croisières sur le Nil
10 jours 4.350F
Au départ de Bordeaux en vol direct.
NOUVEL AN
SPECIAL DJERBA
9 jours 1.755F

NEIGE
Megève 7 jours 1.200F
VOS WEEK-ENDS
En roulotte en Périgord
2 jours 140F
Sur le Canal du Midi, en
Cabin Cruiser 3 jours 600F
LA CHASSE/LA PÊCHE
Chasse au Kenya 10 jours 4.950F
Chasse au Maroc 5 jours 2.150F
Pêche en Irlande 3 jours 1.100F

Havas Voyages Bordeaux
54 cours du Chapeau Rouge
Tél. 52.67.91 - 52.87.82

Havas Voyages Bordeaux
54 cours du Chapeau Rouge
Tél. 52.67.91 - 52.87.82



صلى الله عليه وسلم

Points chauds

En toute liberté

Participation

par ROBERT ENOUS (*)

La dénomination même de notre groupe montre les liens étroits qui nous unissent à l'Aquitaine. Depuis la découverte du gaz de Lacq, l'Eti-Aquitaine, grâce à sa politique d'expansion et de diversification, atteint aujourd'hui la dimension internationale.

Mais le Sud-Ouest demeure son champ d'action privilégié : sur un effectif de 30 000 agents, 7 000 sont Aquitains et dans les pays de l'Adour 5 000 relèvent des activités d'une des plus importantes filiales du groupe : la Société nationale Eti-Aquitaine (production).

On parle souvent du déclin des gisements de Lacq. Or, il est certain que, jusqu'en 1985, l'usine fonctionnera à plein régime. Au-delà de cette date, et jusqu'à la fin du siècle, l'exploitation des gisements se poursuivra suivant un rythme qui ira en déclinant. L'approvisionnement en gaz du Sud-Ouest reste néanmoins assuré jusqu'en l'an 2000.

Cependant, les recherches continuent et toute découverte nouvelle contribue à reculer ces échéances. Et l'utilisation de méthodes d'exploration sismique doit permettre la mise en évidence des gisements susceptibles de produire quelque 100 000 à 150 000 tonnes de pétrole par an.

Néanmoins, de telles ressources supplémentaires ne peuvent guère modifier les échéances fondamentales liées au déclin des gisements de Lacq.

Au cours des quinze dernières années, la mise en exploitation des gisements de Lacq et les implantations du complexe ont suscité la création d'un nombre d'emplois suffisant pour absorber une partie importante de la main-d'œuvre régionale disponible. Toutefois, le complexe de Lacq n'est qu'une des composantes de l'économie locale, et, à partir du moment où il a atteint son régime de croisière, il ne produit plus les mêmes effets d'entraînement. Sans doute, le développement régional incombe en premier lieu à l'Etat, mais les entreprises ayant une activité locale ne peuvent rester étrangères à cette préoccupation.

L'action régionale d'Eti-Aquitaine, qui passe bien entendu par la poursuite de ses activités de recherches d'hydrocarbures, se traduit aussi par le renforcement de la vocation de Pau, capitale pétrolière, vocation qui n'est pas uniquement liée aux gisements de Lacq, puisque, depuis le Béarn, nos techniciens travaillent sur toutes les opérations que le groupe réalise dans le monde.

La diversification des activités du groupe a permis notamment la création de filiales qui produisent déjà, ou commenceront prochainement à fabriquer, des produits chimiques à l'usine de Lacq ou sur la plateforme de Mourioux. Cette politique se retrouve également dans l'implantation d'établissements nouveaux, liés à l'Eti-Aquitaine.

Par ailleurs, l'Eti-Aquitaine est le promoteur du Bureau de développement économique des pays de l'Adour, qui a pour vocation d'apporter une aide aux entreprises souhaitant se créer ou se développer dans la région — à cet effet, le groupe lui attribue une subvention de 50 millions de francs, dont les versements doivent s'échelonner entre 1975 et 1983.

C'est encore l'Eti-Aquitaine qui a mis à la disposition du B.D.E. les moyens financiers nécessaires à la création de la « plate-forme » de Mourioux, destinée à recevoir des entreprises de chimie et de parachimie.

Par ces actions directes ou indirectes, l'Eti-Aquitaine assure la création annuelle dans la région de plus de cent emplois nouveaux.

Cette politique, l'Eti-Aquitaine entend bien la poursuivre dans l'avenir et apporter ainsi une participation efficace au développement industriel et économique des pays de l'Adour.

(*) Directeur de la S.N.P.A.-I.P.

Spéculation

par LUCIEN LUGAGNE (*)

La C.G.T. mène depuis 1959 une grande bataille pour l'avenir de la S.N.P.A., donc l'avenir du complexe et de la région, car les V, VI et VII Plans gouvernementaux condamneront notre industrie régionale au profit de l'implantation du tourisme de luxe, incompatible selon les mêmes plans avec l'activité industrielle.

La direction de la S.N.P.A., les actionnaires privés, le patronat des plus grosses sociétés du complexe, ont pesé lourdement dans l'élaboration des plans du gouvernement. Pour eux, le complexe doit servir uniquement à faire des profits. La fin du gisement doit marquer l'abandon de la région et le développement de leur capital sous des cieux permettant un profit maximal.

Une intense campagne est menée par la direction de la S.N.E.A. et par les pouvoirs publics : d'une part, ils tentent de populariser les échéances du démantèlement comme étant fatales, inévitables ; d'autre part, devant la montée des luttes et du mécontentement, ils créent des organismes, comme la B.D.E. (Bureau de développement économique), qui ont mission de donner l'illusion que l'on s'occupe de l'avenir de la région.

Le gisement est une grande bouteille qui s'épuise après avoir donné 1 500 milliards d'anciens francs de marge brute d'autoconsommation depuis sa mise en exploitation. En 1983, on enregistrera la première baisse de production. Ce sera l'alibi pour de nouvelles et progressives baisses d'activités du complexe, de nouveaux emplois supprimés, car la vie du complexe dépend du gisement de Lacq qui lui fournit ou l'énergie ou la matière première.

Nous affirmons que ces échéances peuvent ne pas être fatales et qu'au contraire, dès maintenant, l'activité du complexe peut être développée, à condition de se servir intelligemment du gaz qui reste : en transformant en matière première tout ce qui peut être dans la production du gisement ; par la mise en œuvre de nouvelles technologies ; en valorisant localement des découvertes récentes et à venir ; en préparant l'alimentation de notre plateforme diversifiée de produits très élaborés par d'autres sources que le gisement, par exemple par le raffinage et la chimie lourde qui devraient se créer au Verdon.

Enfin, un centre de plusieurs centaines de chercheurs, c'est peu commun. Il devrait recevoir mission de rechercher pour l'avenir de l'entreprise et de la région. Au lieu de cela, seule la lutte syndicale des années 1970-1971 a pu éviter la mutation des chercheurs dans une filiale.

L'avenir de la S.N.P.A. et l'avenir du complexe relèvent d'un choix politique. Le pouvoir et les dirigeants des grosses sociétés du complexe l'ont condamné. Notre syndicat, au contraire, avance des solutions pour développer le complexe. La C.G.T. a été à l'avant des nombreuses luttes que les travailleurs de la S.N.P.A. seuls, ou avec les autres employés du complexe, ont mené pour faire reculer les projets du pouvoir et des grands patrons qui exploitent le complexe.

Notre organisation prendra toutes ses responsabilités pour hâter les changements politiques qui permettront de dégager des objectifs de bon sens, plus conformes à l'intérêt de la population de notre région.

(*) Secrétaire général du Syndicat C.G.T.-S.N.E.A.-I.P.

Ford I^{er}, Ford II

● Ford-Bordeaux I réalisait un chiffre d'affaires de 500 millions de francs ; Ford-Bordeaux II permettra de le multiplier par deux.

VOICI tout juste deux mois a été inaugurée sur la zone industrielle de Blanquefort, près de Bordeaux, la deuxième unité de production dont Ford dispose en France. L'usine, qui était entrée en fonction dès avril dernier, produit uniquement des ensembles boîte-pont destinés à la Fiesta, le tout dernier modèle de la firme américaine, dont le montage est actuellement assuré à Sarcelles (R.F.A.) et à Valence (Espagne), et qui connaît depuis son lancement à la mi-septembre un succès confortable puisque 80 000 unités sont déjà en circulation en Europe.

Qui ne se souvient de la violente polémique entre MM. Servan-Schreiber et Chaban-Delmas qu'avait déclenchée l'installation de la première usine Ford en France durant l'été 1970 ?

Coup de théâtre

Les dirigeants de Ford avaient commencé dès 1969 à rechercher un site où bâtir une usine dans l'Hexagone. Ils avaient successivement visité Strasbourg, la région des houillères de Lorraine, celle des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, Charleville-Mézières, Cherbourg et Nice, rencontré Georges Pompidou, reçu M. Servan-Schreiber et contacté M. Chaban-Delmas.

La DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) avait, de son côté, mis en avant Brest, Nantes, Saint-Nazaire, Bordeaux, Marseille. La course était ouverte. Finalement étaient restés en lice Charleville-Mézières et Bordeaux.

Ford choisit définitivement Bordeaux durant l'été 1970, en pleine campagne électorale. M. Chaban-Delmas, alors premier ministre, voulant reconquérir un siège de député laissé vacant par la mort de son suppléant, M. Jacques Chabrat,

siège que lui d'aurait plus tard M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, alors député de Meurthe-et-Moselle.

Evacuation aisée des produits par conteneurs, proximité d'un aéroport international avec correspondance directe sur Londres, où se trouve le siège de Ford Europe : telles étaient les raisons avancées par le groupe américain pour justifier son choix.

La réaction de M. Servan-Schreiber, pour qui le site des Ardennes était acquis, avait été brutale :

« Dès le décès de M. Chabrat, député de Bordeaux, qui était son suppléant, M. Chaban-Delmas, premier ministre, a considéré comme naturel de se porter lui-même comme candidat à l'élection législative partielle. C'est à partir de ce moment-là que s'est organisée la coup de théâtre, brutal, du transfert de toute l'urgence de l'usine Ford des Ardennes à Bordeaux. Il y a là, ajoutait-il, entre le devoir du gouvernement, n'importe quel intérêt général, et l'intérêt d'un candidat particulier en Gironde une lamentable confusion... »

La réplique du maire de Bordeaux n'avait pas été moins vive. Dénonçant la traduction qu'avait faite M. Servan-Schreiber d'une lettre que lui avait adressée M. Ford, il déclarait, au cours d'une conférence de presse : « Nous voici en présence d'une véritable affaire de falsification de texte. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber est aux abois... Et de conclure : « Je suis plus que jamais déterminé à faire en sorte qu'un homme de son espèce n'approche jamais des leviers de commande de mon pays. »

Le temps a passé. La polémique s'est éteinte, mais a laissé des traces... sans pour Ford.

Aujourd'hui, de Bordeaux I, qui « tourne » depuis 1973, sont

sorties quelque 900 000 transmissions automatiques du type « C3 » destinées aux Etats-Unis, au Canada, à l'Afrique du Sud, à l'Australie, à la Grande-Bretagne, à la Belgique et à l'Allemagne de l'Ouest. On estime que plus de 400 000 « C3 » seront fabriquées à Bordeaux en 1977, soit 1 728 ensembles par jour.

Les deux « Fiesta »

Bordeaux I réalisait un chiffre d'affaires de 500 millions de francs. Bordeaux II permettra de le multiplier par deux. Chez Ford-France, qui entend s'élargir plus encore dans la vie économique française, on a beau jeu de faire remarquer que les exportations de ses deux unités représenteront 15 % des exportations de la région Aquitaine, alors qu'en 1973 tout le chiffre d'affaires en France était réalisé sur véhicules et matériels importés. Industriel exportateur, Ford est également employeur, rappelle-t-on. L'effectif total actuel des deux unités de production est de 3 220 personnes. A la fin de l'année 1976, 3 500 personnes devraient être employées à Blanquefort, le chiffre de 4 000 devant être atteint en août 1977.

Sur les 417 millions de francs investis à Bordeaux II, Ford a consacré la moitié de la somme aux machines et équipements, un chiffre qui justifie la nature des activités de l'usine : la mécanique fine réclame du matériel de pointe. Actuellement 875 machines-outils fonctionnent à l'intention de la Fiesta « européenne », mais au début de 1977 la nouvelle unité s'attellera à la fabrication des ensembles boîte-pont des Fiesta destinées aux Etats-Unis, ce qui suppose d'autres investissements. Pour 1977, on estime que 480 000 ensembles sortiront des chaînes sur la ligne d'assemblage final longue de quelque 120 mètres.

Dans la seconde usine de Bordeaux, très moderne bâtiment plat de 47 000 m², l'heure est à l'optimisme. Même si les ateliers réservés aux fabrications ont connu durant l'été dernier l'aggravation d'un échec, pour ceux qui sont à la chaîne, exceptionnelle...

CLAUDE LAMOTTE.

Le bois fait de l'ombre au papier

(Suite de la page 21)

« Il est certain que nous avons changé — unilatéralement — certaines interprétations « libérales » des conventions collectives dans l'entreprise. » La raison ? Elle est simple. « Nous avons des difficultés financières. Autrefois, on était large, aujourd'hui, on est rigide. » Les dirigeants de la Cellulose et leur actionnaire principal, le groupe Saint-Gobain - Pont-à-Mousson, ne veulent pas laisser la situation se détériorer. A fin juin, pour les six premiers mois, les quatre usines d'Aquitaine ont perdu près de 20 millions de francs. Si l'usine de Tarta affiche un bénéfice de 14 millions, Tarta accuse une perte de 9 millions, Bégle de 10,8 millions et Roquefort de 13 millions.

Pourquoi cette brutale dégradation ? Les raisons en sont tantôt à la fois conjoncturelles et structurelles. La crise économique a entraîné une diminution de la consommation de papier, touchant certains marchés plus que d'autres. C'est le cas notamment des papiers blancs d'emballage et des petits sacs, fabriqués à Roquefort, produits pour lesquels il y a en France une capacité de production excédentaire et qui sont concurrencés par le plastique. Tarta dispose d'une unité de pâte à papier d'une capacité de 100 000 tonnes/an, dont 40 % sont vendues à Rhône-Poulenc pour ses textiles artificiels, un marché lui aussi en crise.

Mais, dira-t-on, la situation est similaire pour les grands concurrents de la Cellulose du Pin, en Scandinavie, au Canada, aux Etats-Unis. Et pourtant, ils ne vont pas si mal. Les

(3) La tonne de bois lambré actuellement vaut 150 francs ; celle qui provient d'Amérique du Nord revient à 250 francs, dont 220 francs de frais de transport.

dirigeants de la Cellulose répondent qu'ils supportent, eux, un double handicap. D'une part, les prix des bois lambrés — certains plus élevés que ceux des bois importés d'Amérique du Nord (3). D'autre part, les tarifs des papiers sont bloqués. Michel Besson estime à 93 millions de francs le manque à gagner en 1974 — une année faste — provoqué par ce blocage. Les papeteries espèrent obtenir en septembre une majoration de 7 % de leurs prix de vente ; le plan Sarre a différé ce ballon d'oxygène.

Vieilles machines

Pour Michel Besson, on ne peut pas tout à la fois payer le bois le plus cher d'Europe, avoir des prix de produits finis bloqués, verser des salaires élevés maintenant l'emploi et investir massivement dans la région. La papeterie est une industrie lourde (pour être compétitive dans le monde, il lui faut investir de 12 à 15 % du chiffre d'affaires). Il faut donc trouver de l'argent pour ce faire. La productivité, malheureusement, ne progresse plus avec moins de personnel.

« Nous préférons avoir moins de monde et continuer à bien payer le personnel, plutôt que l'inverse », explique Michel Besson. L'entreprise va donc alléger les effectifs (deux mille deux cents personnes au total) selon un impératif : « Ne touchez que ceux qui peuvent bénéficier de garanties de ressources suffisantes. » D'un programme de réductions d'emplois par les préretraites. A Roquefort, on prévoit d'arrêter deux machines sur quatre (des plus vieilles) ainsi que l'atelier de façonnage. L'objectif est double : spécialiser l'usine vers des papiers plus complexes et à forte valeur

ajoutée, réduire dans les prochains mois les effectifs d'environ soixante-dix personnes sur un total de trois cent cinquante. A Bégle, plusieurs dizaines de mises à la retraite anticipées ont déjà eu lieu ou vont intervenir. La aussi, il s'agit d'accélérer la spécialisation de l'usine. A Tarta, le programme d'investissement (porter de 100 000 à 145 000 tonnes par an la production de pâte à papier) n'est pas remis en cause mais, semble-t-il, décalé dans le temps. Quant à l'usine de Bégle, elle n'est pas question d'y licencier, la direction rappelle, qu'en Amérique du Nord une unité similaire tourne avec un personnel de production de quatre cents personnes, contre sept cent quatre-vingts à l'usine française.

Il ne faut donc pas compter sur la Cellulose du Pin pour créer de nouveaux emplois en Aquitaine, du moins au cours des prochains mois. Conscients des problèmes généraux qui se posent à l'industrie papetière française, les syndicalistes de la C.G.T. reprochent à la direction de reporter les investissements du groupe à l'étranger. « Il ne servirait à rien d'accroître considérablement nos capacités en pâte à papier, les ressources et les conditions d'exploitation du massif forestier lorrain ne le permettant pas », répond-on à la Cellulose. Il est logique que la firme investisse au Canada, car il lui faut « se rapprocher des grands massifs. Quoi qu'il en soit, nos investissements à l'étranger restent limités ».

Aujourd'hui, qu'on le regrette ou non, une certaine logique du développement économique, inspirée par la concurrence internationale, impose aux groupes multinationaux français, pour maintenir leurs positions, de renforcer leurs pôles forts et d'abandonner les branches malades. C'est ce qu'on appelle le « gèle » la crise ».

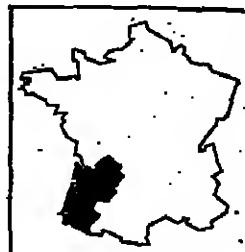
JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Région Aquitaine:

Nous avons les hommes. Installez vos usines.

En analysant la réussite de très grandes entreprises récemment implantées en Aquitaine (l'usine Ford par exemple), nous constatons que cette prospérité est étroitement liée à l'abondance et à la spécialisation de la main-d'œuvre et de l'encadrement. Les structures régionales de la formation permanente préparent une main-d'œuvre spécialisée aux emplois des divers secteurs de l'industrie de pointe (chimie, aéronautique, etc.). D'autre part, l'enseignement dispensé dans les universités de Bordeaux et de Pau, forme chaque année des cadres prêts à assumer des rôles de responsabilité à tous les niveaux industriels.

Aquitaine, le pays de qualité



Que peut pour vous une équipe de publicitaires installés à Biarritz ?

Jean-Marie Laffont et Bruno Michelon sont deux publicitaires connaissant à fond votre région.

Opérationnels et disponibles, ils peuvent vous faire profiter de leurs expériences professionnelles : publicité, promotion, relations publiques.

Plus que des conseils, ils se veulent partenaires des industriels, commerçants, sociétés de services avec lesquels ils sont en contact quotidien.

De plus, ils mettent à votre disposition la structure nationale et internationale de Gemap : un sérieux atout pour vous.

Jean-Marie Laffont et Bruno Michelon aimeraient s'entretenir avec vous : vos projets les intéressent.



GEMAP SUD-OUEST

8 avenue Maréchal Foch 64200 Biarritz Tél. (59) 24 67 34
Télex 570010



UN ORGANISME FINANCIER AU SERVICE DE L'ENTREPRISE

Établissement public de crédit, la C.N.M.E. a pour vocation de faciliter l'accès des entreprises au financement bancaire et, contrairement à sa dénomination, elle ne limite pas ses interventions au financement d'entreprises titulaires d'importantes commandes de l'Etat.

Cette institution financière est ainsi placée au service de toutes les entreprises, QUELLES QUE SOIENT LEUR ACTIVITE, LEUR DIMENSION OU LEUR FORME JURIDIQUE et peut leur aider à résoudre leurs problèmes de financement qu'il s'agisse de crédits à court terme spécialisés (financement des marchés et commandes publiques, lancement, fabrication ou commercialisation de produits nouveaux) ou de crédits d'équipement à moyen ou long terme, les interventions de la C.N.M.E. ont pour trait commun de permettre, en collaboration avec les banques, le financement des opérations d'exploitation et des opérations d'investissement des entreprises.

ECHÉANCES - RÈGLEMENTS - TRÉSORERIE

sont la préoccupation constante des titulaires de commandes et marchés publics, qu'il s'agisse de travaux, fournitures, location, entretien, étude... La C.N.M.E. leur permet d'y faire face :

- CREDITS DE PREFINANCEMENT destinés à couvrir la phase initiale des marchés ou commandes avant l'ouverture des droits à paiement.
- CREDITS DE MOBILISATION pour permettre à l'entreprise de disposer sans délai des sommes qu'elle attend de l'Administration au fur et à mesure de l'exécution des marchés ou commandes.
- CREDITS DE CAUTION garantissant à l'entreprise les engagements qu'elle contracte vis-à-vis de l'Etat ou des collectivités publiques au titre de ses marchés.

LANCEMENT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

de produits nouveaux ou de nouveaux procédés de fabrication posant aux entreprises des problèmes de ressources qui trouvent leur solution dans la procédure de la lettre d'agrément innovation.

EQUIPEMENT - MODERNISATION

nécessitent des financements à moyen et à long terme. La C.N.M.E. dispose à cet égard de plusieurs formules :

- CREDIT D'EQUIPEMENT A GARANTIE MUTUELLE
- CREDIT BAIL MOBILIER
- CREDIT BAIL IMMOBILIER

C.N.M.E. - 14, rue de Gramont, 75084 PARIS CEDEX 02
Tél. : 742.21.50

BORDEAUX - 32, Allées d'Orléans - 33000
Tél. 44.91.45

Autres délégations :

LYON • MARSEILLE • NANTES • LILLE



C.G.T., C.F.D.T. : deux verdicts

● Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T. et Michel Rolant, secrétaire confédéral de la C.F.D.T. répondent aux deux questions que nous leur avons posées sur la situation de l'emploi et sur la politique syndicale en Aquitaine. Verdicts sévères.

● La situation de l'emploi en Aquitaine vous paraît-elle plus ou moins préoccupante que dans d'autres régions ou la tradition industrielle est plus affirmée ?

GEORGES SEGUY : L'Aquitaine, comme l'ensemble des régions françaises, subit les conséquences de la politique imposée par les monopoles et le pouvoir depuis de nombreuses années. La crise qui se développe dans notre pays, la politique d'austérité n'épargne aucune région : c'est la régression dans la diversité !

En Aquitaine, le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale. Actuellement, près de soixante-dix mille familles connaissent l'angoisse et les privations que provoque le chômage d'un de leurs membres, chômage qui frappe les femmes et les jeunes en plus grand nombre.

Le chômage partiel a été multiplié par trois en 1975.

Certains, comme M. Chaban-Delmas, font mine de découvrir aujourd'hui qu'il manque trente mille emplois en Aquitaine et, curieusement, celui-ci rend responsable de cette situation la récession qui se serait produite depuis son départ de Malignon. D'abord, il faut remarquer

qu'il est fait bon marché des quarante mille autres personnes à la recherche d'un emploi et que, par conséquent, on entend les laisser dans la misère. Ensuite, il est inexact de laisser supposer que, seule, la « mauvaise conjoncture internationale » de ces deux dernières années est responsable de la situation actuelle.

Les faits parlent d'eux-mêmes. De 1960 à 1970, période couvrant les IV^e et V^e Plans, le chômage aquitain a été multiplié par deux et il a doublé une nouvelle fois de 1971 à 1976, pendant l'application du VI^e Plan dont justement M. Chaban-Delmas et Giscard d'Estaing, entre autres, ont été les maîtres d'œuvre politiques.

Pendant toute cette période, les vingt-cinq grands trusts qui régissent aujourd'hui toute la vie économique et politique du pays se sont nourris de la disparition de milliers de petites et moyennes entreprises (sept cent quatre dans la seule année 1975). Si l'on ajoute à cela que plus de vingt mille exploitations agricoles ont disparu au cours des cinq dernières années — soit en moyenne dix par jour — on a là un tableau particulièrement accusateur pour ceux qui prétendent aux bienfaits de la société libérale avancée !

MICHEL ROLANT : Avec 6,8 % de travailleurs au chômage contre 5,5 % en moyenne pour l'ensemble du pays, l'Aquitaine se situe dans les régions qui ont le plus fort taux de chômage par rapport à la population active.

Cette situation a notamment pour cause une forte diminution des effectifs dans des industries importantes pour la région, telles que le papier-carton, la chaussure, le bois ; les grands groupes financiers et industriels jugeant plus rentable la fabrication dans d'autres pays.

Le patronat et le gouvernement ne proposent aucune solution capable de remédier à cette situation. Bien au contraire, ils laissent s'éterniser les conflits sur l'emploi comme à Saint-Joseph, Bordeaux-Sud, et dans bien d'autres entreprises de la région où les travailleurs luttent actuellement pour leur emploi.

● L'Aquitaine est une importante région agricole et une région où il existe une petite industrie très dispersée. Comment l'action syndicale d'une centrale comme la vôtre peut-elle tenir compte de ces conditions ?

GEORGES SEGUY : Notre action syndicale ne se conçoit

pas en elle-même. Elle puise ses motivations dans les besoins et les aspirations des salariés de la région.

Notre comité régional, nos unions départementales, unions locales, et plus largement nos syndicats, ont élaboré un programme d'action régional qui prend en compte les revendications immédiates (salaires, emploi, sécurité sociale, etc.), et propose des solutions plus fondamentales concernant notamment le développement industriel de la région. Ce programme d'action, dont la réalisation ne se conçoit pas sans lutte et sans changements importants dans notre pays, est un outil de travail pour toutes les organisations de la C.G.T. Il précise, adapte et enrichit le programme national de la C.G.T. en fonction des particularités régionales.

A ce propos, il convient de souligner que dans les grands domaines de l'activité revendicative, les travailleurs, qu'ils soient Aquitains ou autres, se heurtent aux mêmes obstacles. C'est aussi à des monopoles tels que Pechiney, Dassault, Shell, S.N.P.A., Saint-Gobain, Ford, présents directement ou indirectement par les entreprises qu'ils contrôlent dans la région, que les travailleurs ont affaire.

MICHEL ROLANT : Notre Union régionale interprofessionnelle d'Aquitaine en tient compte, par une structuration la plus proche possible des sections syndicales d'entreprises. C'est pourquoi nos unions interprofessionnelles de base (U.I.B.) sont des outils importants pour une prise en charge effective des problèmes immédiats que vivent et subissent les travailleurs des petites et moyennes entreprises mais aussi des grandes entreprises.

La région donne, pour chaque U.I.B. des moyens financiers leur permettant de s'équiper en matériel afin de mieux mener l'action. Elle organise des enquêtes (par exemple, sur les salaires), afin d'assurer une meilleure prise en charge des objectifs revendicatifs.

Enfin l'étendue de la région et les distances importantes entre pôles industriels nécessitent une structure assez souple de la région qui permette de dégager et d'envoyer sur place des militants régionaux pour soutenir un conflit.

Trop de partants

● Le bilan démographique de l'Aquitaine : des jeunes partent, des vieux reviennent.

DEUX millions et demi d'habitants, un accroissement démographique de 0,5 % par an entre les deux derniers recensements (un peu moins que l'ensemble de la France : soit + 0,7 %). Une urbanisation continue mais lente qui se traduit surtout par un renforcement des petites villes, un solde migratoire largement positif, une population active où les agriculteurs restent encore d'un poids non négligeable malgré l'exode rural et où le secteur tertiaire représente plus de la moitié des emplois, des entreprises à taille humaine, un artisanat très important... Cette réalité est pourtant moins rose qu'il ne paraît.

La croissance démographique modérée cache des déséquilibres internes qui s'aggravent. Plus de la moitié de l'augmentation de la population de la région entre 1968 et 1975 profite à la Gironde, tandis que la croissance du Lot-et-Garonne est interrompue (l'accroissement de l'exode rural se traduit par une balance migratoire négative) et que la population de la Dordogne continue de stagner (375 000 habitants en 1962, 374 000 en 1968, 372 000 en 1975). Entre les deux derniers recensements on a enregistré dans ce dernier département 3 800 décès de plus que de naissances.

Mais ce sont pour l'essentiel des jeunes qui partent et des retraités qui reviennent : 17 % des habitants de la région sont âgés de plus de soixante-cinq ans, alors que la proportion pour la France entière est de 13,3 %.

L'absence de pôles urbains attractifs, en dehors de Pau-Tarbes et de Bayonne-Saint-Jean-de-Luz, accentue le déséquilibre entre l'agglomération bordelaise et le reste de la région. En outre, cinq des six villes, dont la population a plus que doublé entre 1962 et 1975, se situent en Gironde. Face à des structures d'exploitations agricoles très étroites (13,4 hectares en moyenne de surface cultivable contre 16,9 hectares pour le reste de la France), le secteur industriel reste peu développé et peu diversifié, sauf dans les régions de Bordeaux et de Bayonne, alors que de nombreux petits foyers de mono-industrie sont sous la menace des moindres difficultés conjoncturelles dans leur spécialité.

Le poids du secteur tertiaire ne doit pas tromper : il n'est que relatif et éphémère et de la sous-industrialisation et d'un comportement socio-culturel fréquent aujourd'hui en milieu rural, qui consiste à vouloir passer directement du secteur agricole au tertiaire, en faisant l'économie du détour par l'industrie. Une des dernières statistiques régionales de l'emploi révélait, il y a quelques mois,

de Bordeaux, dans un excellent numéro d'Economie et Humanisme consacré à l'Aquitaine (1) : « Le vieillissement démographique et la sous-industrialisation se conjuguèrent pour entretenir des structures économiques marquées par la lenteur des transformations du milieu rural, la faiblesse du pouvoir d'attraction des centres locaux et la fragilité des activités manufacturières. »

JEAN-MARIE DUPONT.

(1) Economie et Humanisme n° 129, juillet-août 1976 ; 98, quai Clemenceau, 93300 Caluire.



en
AQUITAINE
du 22 au 27 novembre 1976

Jacques BAL - Pierre BOUTEILLER - Louis BERIOT
Jean SAS - Louis BOZON - Anne GAILLARD
Bernard GOLAY - Lucien JEUNESSE
Jean-Pierre ELKABBACH - Jean-Claude MANGEOT
Pierre ALAIN - Jean-Michel DAMIAN - Jacques CHANCEL
Patrice BLANC-FRANCARD - François BONNEMAIN
Gilbert DENOYAN - Bernard SEGARRA - Emile TOULOUSE
Jean GIRARDOT - Hugues DUROCHER - Claude VILLERS
José ARTUR - Jean-Louis FOULQUIER - Jo DONA

ETABLISSEMENT PUBLIC REGIONAL AQUITAINE - COMITE D'EXPANSION AQUITAINE

سكركان الامم

Les mi-temps de l'industrie

(Suite de la page 21)

La deuxième, en 1965, voit l'arrivée de la pharmacie (les laboratoires Labaz, à Ambarrès et à Saint-Jean, à Mazières, avec plus de mille huit cents personnes), et le début de celle de l'électronique, qui sera marquée par l'implantation, en Gironde, de Siemens, à Lormont; d'I.B.M. et de Thomson-CSF, à Pessac (plus de mille sept cents emplois). La troisième, et la dernière, hélas, est marquée par le débarquement en force de Ford, qui installe, en 1973 à Bordeaux, une usine de boîtes de vitesses pour ravitailler son réseau européen (plus de quatre mille emplois).

Or, à l'heure actuelle, la pharmacie a quelques difficultés avec son plan de charge, notamment chez Labaz; l'industrie aéronautique est en proie aux incertitudes que l'on sait; l'électronique nourrit toujours des préoccupations du côté des composants. Quant à l'automobile, chacun souhaite que sa prospérité actuelle ne soit pas suivie d'une période noire comme en 1974-1975.

L'horizon 1980 ou 1985 se présente-t-il sous un jour plus brillant? Ce n'est guère le cas. Les créations d'emplois au 1^{er} janvier 1976 enregistrent une « moins-value » de 2 % à 3 %, soit 25 000 à 30 000 postes de travail par rapport aux projections et prévisions antérieures; ce qui, compte tenu de la crise de 1975, conduit aux 50 000 demandes d'emploi non satisfaites à l'automne 1976, la population active étant évaluée à 988 000 personnes au 1^{er} janvier 1976. En huit ans, 12 000 emplois

nouveaux seulement auraient été créés, le départ ou la disparition de 68 000 agriculteurs et de 10 000 « industriels » (y compris le bâtiment et les travaux publics) étant compensés par l'apparition de 81 000 « tertiaires ».

Que l'on retienne bien ce dernier chiffre: en Aquitaine comme ailleurs, il signifie que le secteur tertiaire devra de plus en plus assurer la relève du secteur industriel, où la création d'emplois s'est, semble-t-il, ralentie durablement, infligée par la diminution du taux de croissance et l'augmentation régulière de la productivité.

Or, si l'évolution actuellement observée se poursuivait, la situation en 1980 serait critique dans tous les départements de la région, avec une population active en stagnation quasi absolue et un « déficit d'emplois » évalué à 30 000, s'ajoutant au déficit actuel. Comme il n'est pas prévu que le VII^e Plan, à l'échelle de la France, crée un grand nombre d'emplois, la région devra, pour éviter l'exode d'une partie de ses enfants, forcer à la fois les hommes, les choses et le destin.

Un grand espoir, en Aquitaine, a été mis dans le « plan chimie », dont la pièce maîtresse est — outre la mise en valeur de nouvelles ressources telles que le sel (pour le chlorure) — la construction d'un vapocraqueur au Verdon. Cet avant-projet, qui, selon ses promoteurs, devrait avantageusement « doubler un trou » dans la façade atlantique entre Dunkerque, Le Havre et Bilbao, serait le cadre rêvé pour implanter un tel

complexe, alimenté en matière première par les raffineries de pétrole de la Gironde et irriguant de son éthylène toute une série d'usines chimiques.

Un tel projet, malheureusement, a reçu un coup très dur il y a deux ans, lorsque la puissante firme américaine Dow Chemical, qui devait en être la cheville ouvrière, le renvoya à des jours meilleurs pour divers motifs: dégradation de la conjoncture, exigences non satisfaites, etc. Les défenseurs de l'écologie avaient, de leur côté, lancé immédiatement un tir de barrage au nom de la protection du vignoble. Même si Dow Chemical ne revient pas sur sa décision — il est possible qu'elle le fasse un jour — les partisans du vapocraqueur le réclament à cor et à cri, gardant à l'esprit cette phrase d'un des rapports du VI^e Plan: « Dans une génération, l'ensemble de l'industrie des pays développés reposera à près de 90 % sur la chimie. » A les entendre, en dehors de la chimie, que faire d'autre en Aquitaine?

Au premier rang des défenseurs de ce « plan chimie » on trouve le doyen Valade, président de l'Association pour le développement des industries chimiques et pétrochimiques dans le Sud-Ouest (ADICSO) — dont les vice-présidents sont MM. Madaule et Seris. Tout en jugeant indispensable le vapocraqueur, il réclame vigoureusement qu'une priorité soit donnée aux entreprises du Sud-Ouest dans l'utilisation du gaz de Lacq comme source d'énergie et surtout comme matière première.

coûte la chance qui se présente à elle. « Notre canton a une petite tradition industrielle, indique M. Jean Ellen Jambon, maire socialiste de Coutras. Autrefois, il y avait ci une huilerie, une fonderie, une papeterie, des moulins à grain, et surtout une gare de triage qui occupait huit cents cheminots. On finit par se lasser de tout confier à l'imparfait. Aller travailler à Bordeaux ou dans sa périphérie? Nous ne pourrions pas nous contenter d'être une commune-dortoir. »

Pas question pour Coutras de mesurer son aide. La municipalité a donc pris à sa charge les frais de construction de l'usine restant à couvrir après l'intervention de l'établissement public régional, soit quelque 850 000 francs.

Pour acheter le matériel il fallait encore trouver environ 500 000 francs. A force de démarches, M. Jean-Marie Bedry obtint la participation de la société de développement régional KIPANSO au capital de la SIVAQ à raison de 170 000 F. Avec la Caisse nationale des marchés de l'Etat il négocia un crédit à moyen terme de 350 000 francs. Le voilà désormais sorti d'affaire: les premiers mètres carrés de verre travaillé sortirent de l'autoclave à la fin du mois de novembre.

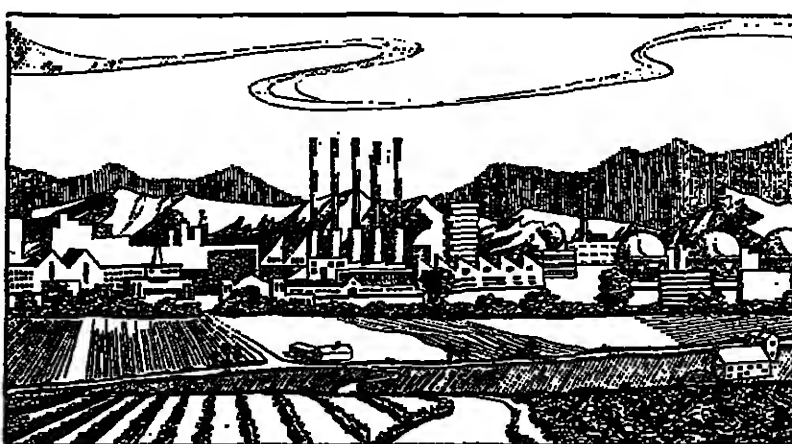
« Avec un peu d'argent et des idées qui se tiennent on peut mettre une opération sur pied, estime M. Paul-Marie de Mailhard, directeur des affaires économiques à la chambre de commerce de Libourne. Dans une conjoncture difficile tout le monde est demandeur de projet. L'essentiel est de garder son sang-froid face à certaines « pesanteurs » administratives. La SIVAQ à Coutras ce n'est pourtant pas Ford à Bordeaux. Néanmoins, pour instruire ce dossier sans épaisseur apparente, la chambre de commerce a dû dépenser un trésor de patience: deux cent cinquante heures de cadres, quatre-vingt heures de secrétariat et... 3 500 kilomètres de déplacements. Malgré tout elle se dit prête à recommencer. »

F. GROSCHARD

JACQUES DE BARRIN.

L'Aquitaine dans l'utilisation des gaz de Lacq et de ses revenus se heurte au refus motivé des dirigeants d'Elf-Aquitaine, qui entendent continuer à investir ces revenus dans la recherche pétrolière outre-mer. Elle ne saurait être imposée que par le pouvoir politique, juge en dernier ressort. A un tel niveau, toute action économique ne peut être que globale et nationale: l'Aquitaine, comme les autres régions, le Nord-Pas-de-Calais en particulier, en fait l'amère expérience.

FRANÇOIS RENARD.



une industrie dynamique.

pau

De l'eau et de l'énergie toutes proches.

A proximité des Pyrénées, les ressources en eau sont abondantes. En outre, il existe des nappes profondes pratiquement inépuisables pouvant servir aussi bien à la distribution domestique et industrielle qu'à l'irrigation ou au chauffage (géothermie). A côté de la houille blanche, le gaz de Lacq peut assurer les besoins en énergie du Sud-Ouest jusqu'à la fin du siècle.

Des zones d'accueil prêtes à vous recevoir: Pour l'industrie: "Induspal", à l'ouest, près de la R.N. 117 en direction de Bayonne, avec raccordement à la voie ferrée. Pour l'industrie et l'artisanat: "Indusnor", au nord-est, près de la R.N. 117 en direction de Tarbes, à proximité de la future autoroute A 64 Bayonne-Pau; Tarbes, Toulouse.

Pour les activités tertiaires et les services de haut niveau: 10 hectares au "centre nord", à 2 000 mètres du cœur de la cité.

Des réussites spectaculaires: Aéronautique (urbomeca).

Complexes de Lacq (Elf-Aquitaine), Mécanique Electricité (mécanique de précision, électroménager, auto-

mation, traitement des matières plastiques, tuyauterie-chaudronnerie). Laboratoires pharmaceutiques. Coopérative Agricole de Céréales du Bassin de l'Adour. Centres de recherches (exploration et production des hydrocarbures, chimie organique et des plastiques, semences agricoles et plus particulièrement du maïs). Informatique (gestion et calcul scientifique).

Des conditions de travail privilégiées: A Pau, on travaille pour vivre, c'est-à-dire qu'on a le temps et les moyens de vivre après le travail; et on travaille mieux parce qu'on vit mieux. Il faut de 10 à 20 minutes pour se rendre de son domicile à son travail. Et dans cette ville - l'une des plus vertes et des plus fleuries de France - une villa de 150 m² coûte 1 000 F de loyer par mois!

Un bureau conseil pour vous informer: - Soit à la Mairie de Pau, Place Royale 64000 Pau - Tél. 27.85.80 - soit au Bureau de Développement Economique des Pays de l'Adour, 21 rue Louis Barthou - 64002 Pau - Tél. 27.12.46

Les idées de Coutras

• L'établissement public régional vient de participer pour la première fois, à Coutras, en Gironde, au financement d'un projet industriel. Une dizaine d'emplois, et des espoirs.

SON usine, enfin il la tient. Une dizaine d'emplois, ce n'est peut-être pas la fortune. Pour autant, Coutras en Gironde ne fait pas la fine bouche: il faut rendre les choses comme elles viennent. En tout cas, aux yeux des responsables économiques et politiques, l'inauguration de cette fabrique de verre feuilleté, il y a tout juste huit jours, a valeur de symbole. C'est en effet la première fois que l'établissement public régional participe dans le département au financement d'un projet industriel.

« Je voudrais avoir quelque chose à moi, être mon propre patron », raconte Jean-Marie Bedry, vingt-neuf ans, un ancien de chez Boussois, qui vient de créer à Coutras la Société Industrielle de vitrage d'Aquitaine (SIVAQ). Des idées il en avait à revendre, mais l'argent lui manquait. Avec 350 000 francs d'apport personnel, il ne risquait pas d'aller très loin. Cette somme représen-

tait... 10 % du montant de l'investissement. Les responsables de la chambre de commerce de Libourne connaissent ce jeune industriel lorsqu'il dirigeait l'usine Boussois, verre plat, de Bordeaux: ils avaient apprécié ses capacités à la sortie d'une situation difficile. Ils pensèrent naturellement à lui dès que le conseil régional retint la candidature de Coutras.

Au départ, l'établissement public régional n'entendait financer d'usines qu'à hauteur de 25 % de leur coût de construction, avec un plafond de 75 000 francs, « juste de quoi bâtir un simple hangar, disent les experts. Ne comptez pas attirer ainsi des industriels ». Les élus d'augmenter la mise. En fin de compte, leur participation à l'opération de Coutras s'élève à 146 000 francs, soit environ 15 % des dépenses d'infrastructure.

De son côté, la municipalité était prête à saisir toute

déjà fait leur choix en faveur du Verdon. Des logements sortent des sables. Pour les agents maritimes et les courtiers, le Port autonome est obligé de construire davantage de locaux que prévu. Les dockers auront, dans quelques semaines, leur bureau d'embauche. Il faut en même temps vanter l'incomparable atout que représentent les centaines d'hectares de terrains libres et plans, et aussi donner l'impression d'illusion? — d'un processus irrémédiable et cumulatif de développement. Car on ne le sait que trop, la richesse v. à la richesse et la foule (qu'elle soit humaine, industrielle ou urbaine) loin de repousser, attire.

F. GROSCHARD

JACQUES DE BARRIN.

Hardis patrons

(Suite de la page 21.)

En 1977, l'Etat versera au Port pour l'équipement du Verdon (on rêve à un modeste Fos en Aquitaine), une quinzaine de millions de francs: « C'est ce qu'on demandait. »

Mais ce qu'on demande avec urgence et qui n'arrive pas, c'est l'indemnité que l'Etat et la communauté urbaine se sont engagés à verser au Port pour le dédommager des terrains, des quais et des hangars qui devraient être contiguës par l'axe routier nord-sud, en projet dans la ville. Or ce projet de voie pénétrente a du plomb dans l'aile, le secrétariat d'Etat à la culture ayant facilement démontré qu'il défigurerait l'un des plus beaux sites de la cité. Mais c'est en comptant dur comme fer sur ces indemnités (environ 200 millions de francs 1976), que le Port s'est lancé dans l'aventure du Verdon. Le budget du Port autonome est dans une situation financière précaire, et les charges de remboursement d'emprunt sont énormes.

Faudra-t-il relever les droits de port alors que Bordeaux est déjà cher? Le trafic escompté d'au moins 200 000 tonnes en conteneurs au Verdon, l'année prochaine, sera-t-il générateur d'implantations industrielles et de courants commerciaux? Plusieurs professionnels ont



GROUPE DES PAPETERIES DE GASCOGNE

PREMIER PRODUCTEUR EUROPÉEN DE KRAFT VERGÉ FRICTIONNÉ

- Papiers spéciaux
- Sacs grande contenance
- Emballages souples

40100 Dax
Tel : 74.14.76
Télex 570.476

40200 Mimizan
Tel : 09.19.01

Les Pyrénées Atlantiques: entre monts et marées.

Tous solidaires.

Lorsqu'on présente un pays, une région, un département, on parle toujours de données géographiques, économiques, sociologiques.

Pour évoquer le département des Pyrénées-Atlantiques, il convient de parler de cadeaux, de présents, de montres qui lui ont été offerts comme des coups de main.

Le premier de ces cadeaux lui a été fait par la Nature elle-même. Regardez plutôt : la barrière majestueuse des montagnes pyrénéennes s'est allée avec la façade maritime des rives de l'Atlantique pour lui donner, au Sud et à l'Ouest, un écrin prestigieux.

A l'intérieur, entre la mer et montagne, une multitude de paysages composés de plaines, plateaux, côtes et vallées traversées par une hydrographie importante.

Enfin, pour unifier cette richesse et cette variété remarquable, une douceur générale de la température combinant un climat océanique avec un ensoleillement prolongé qui éclaire tous ces paysages d'une forte luminosité.

Le deuxième cadeau, ce furent les hommes ; observez-les : comme le fait Michel et vous distinguerez bien vite le Béarnais et le Basque : e le fait petit homme assis de la plaine et le fils de la montagne qui la mesure rapidement de ses grandes jambes.

Le Béarnais, allié à la culture occitane par son parler et ses traditions, mais aussi héritier de cette noblesse d'âme et de ce panache de la grande famille gasconne, révèle un caractère tout en finesse et en souplesse. Le Basque représente cette race qui, tout au long des siècles conserva intacte, avec son originalité ethnique et linguistique, ses traditions millénaires et ses vertus ancestrales qui en font un homme entreprenant et courageux.

Ainsi, ces hommes aux tempéraments et aux qualités différents, voire complémentaires, installés sur des sites tout aussi contrastés, ont voulu et ont su être solidaires de ces composants multiples pour créer et développer un éventail d'activités. Solidaires pour accueillir dans leur département la révolution agricole provoquée par l'extension de la culture du maïs et en devenant un des premiers producteurs français ; Solidaires pour accueillir dans leur département la révolution industrielle, née à la découverte du gisement de Lacq et l'exploitation d'importantes sources d'énergie et de matières premières nouvelles. Solidaires pour accueillir dans leur département la révolution touristique et développer avec leur hospitalité une offre touristique sur leurs côtes, dans leurs montagnes et leurs campagnes. Solidaires de tous les départements de l'Aquitaine pour lesquels ils s'efforcent de constituer une entité originale dans cette région du Sud-Ouest. Solidaires enfin de cet hexagone par tradition historique et sentimentale en souvenir de ce Roi bien aimé qui a offert un jour la France à la Navarre.

Franz Dubois
Président du Conseil Général

CHEZ NOUS, DANS LES PYRENEES ATLANTIQUES

Nous, les images touristiques on ne les invente pas. Elles sont là depuis toujours. Dans ce Sud-Ouest de l'Aquitaine haut en couleurs et en traditions, sert dans un écrin de neige et de verdure montagneuses qu'ourlent les écumes océanes. Sur ce plateau pyrénéen où bondissent Gaves et Nives et qui s'abandonne tout à tour au voluptueux vent d'Espagne porteur de palmiers, aux brises qui ramènent la pignade landaise parfumée de résine et de miel, aux vapeurs des falaises centennaires du Jurançon, du Madiran ou de l'Irouléguy.

Oui, décidément, nous sommes au cœur de la vraie vie. L'océan véritable ? Celui qui façonne des corps hâlés et saurs. Celui qui joue avec les enfants de l'été. Celui qui stimule le congressiste hivernal. Il est chez nous. Sur la Côte basque. A Biarritz, à Saint-Jean-de-Luz, à Guéthary, à Hendaye, à Anglet, à Bidart.

Les neiges de Gourette, d'Arret-La-Pierre-Saint-Martin, d'Arrouste, ne sont pas sophistiquées. Des neiges sportives et familiales. Comme les préférant les débutants, celles qui engendrent les championnes.

Depuis des siècles on retrouve chez nous force et santé. A Salies de Béarn, aux Eaux Chaudes, aux Eaux Bonnes, à Saint-Christau, à Cambo. C'est le retour aux sources. La médecine naturelle, le bain de jouvence. Le retour à la nature ? Le Parc national des Pyrénées, un pittoresque éventail de gîtes ruraux forment pour vous. Vous découvrirez le monde bigarré de vieux pays ruraux qui allient tradition et modernisme. Un monde vrai. Pour ceux qui recherchent, un instant, l'anti-ville sans renier leur siècle.

Pour vous nous avons tracé sentes et chemins. La pittoresque "Route des Preux et des Marchaux", qui court de castel en forteresse. Le chemin de "Grande Randonnée N° 10" pour les montagnards avertis. La balade sur le Golfe de Gascogne en compagnie de quelques marins de Saint-Jean-de-Luz. Et puis il vous restera à découvrir l'inconnu. Chez nous il existe encore dans la légendaire forêt d'Iraty, au plus profond des gorges de Kakouette ou d'Hokart. Dans les Pyrénées Atlantiques la gastronomie n'est pas un luxe. Depuis la Pouté au Pot, c'est une chose sérieuse. Notre cuisine à base d'œufs, de canard, de cochonnailles, de cèpes et de pelombes, c'est un fait de civilisation. Chez nous vous retrouverez le goût et l'accent.

M. Georges Chavanes,
Président de Leroy-Somer nous a dit :

Question : M. Chavanes, pourquoi une nouvelle usine Leroy-Somer à Hasperren ?

Réponse : Une précision tout d'abord : il ne s'agit pas d'un nouvel établissement Leroy-Somer, mais d'une filiale, la Société de mécanique et d'électro-thermie des pays de l'Adour (Sompas) constituée avec la participation d'actionnaires locaux à notre projet, soit pour des raisons techniques, soit pour des motifs d'expansion régionale comme les deux S.D.R. Sabadour et Espagno.

Q.C. - Comment expliquez-vous l'intérêt porté par Leroy-Somer aux pays de l'Adour ?

Réponse : Vous savez sans doute que nous avons tenu et tiendrons une espérance de création d'activités de sous-traitance à Tarnos, aux portes de Bayonne. Il s'agit d'une reconversion recherchée par le Datar depuis plusieurs mois pour sauver une certaine d'emplois, à la suite de la fermeture d'une affaire de mécanique, décentralisée de la région parisienne. Grâce à cette opération entreprise fort heureusement avant la crise, nous avons pu apprécier cette belle région qui n'est pas si loin d'Angoulême et ses possibilités remarquables sur le plan humain. Par la suite, lorsque le Préfet des Pyrénées Atlantiques m'a fait part du désir, unanime au niveau de son département, de voir se poursuivre les implantations de notre Société dans les pays de l'Adour, je ne pouvais résister à cet appel qui correspondait à la politique d'usines à la campagne que nous préconisons et appliquons au sein de notre groupe.

Le projet a donc pris corps dans la mesure où nous cherchions à situer dans un environnement favorable à l'implantation d'unités de production à dimensions humaines (de l'ordre de 2 à 300 personnes) une activité industrielle d'avenir, pouvant jouer par rapport à la maison mère.

Q.C. - Parmi les possibilités variées qu'offrent les pays de l'Adour pourquoi avoir choisi Hasperren ?

Réponse : Cette localisation correspond bien à ce que nous cherchions : une certaine vocation de la région à l'industrie légère, dans un site agréable qui ne se serait dévalorisé par la venue d'industries lourdes. Une main-d'œuvre de qualité disponible ou potentielle - je pense aux jeunes, appelés à s'adapter. Des moyens de formation sérieux correspondant aux qualifications recherchées. Enfin, et ce n'est pas le moindre atout, un accueil chaleureux et un appui total des élus locaux, aux côtés des pouvoirs publics et des responsables économiques du département.

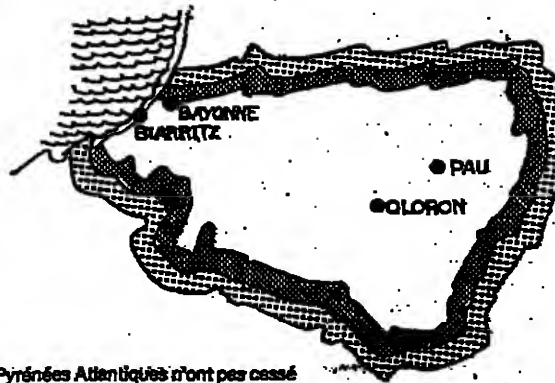
Voilà, me semble-t-il, des raisons largement suffisantes pour expliquer l'implantation de notre filiale à Hasperren.

Q.C. - Un souhait pour conclure ?

Réponse : Que notre expérience ait valeur d'exemple réussi, grâce au concours de toutes ces bonnes volontés et, je suis

persuadé que d'autres industries auront. On ne peut en effet qu'être sensible, comme nous-mêmes l'avons été, aux encouragements rencontrés également auprès des industries déjà décentralisées avec succès dans ce magnifique pays où il fait si bon vivre... et travailler.

L'industrie... nous connaissons...



Les Pyrénées Atlantiques n'ont pas cessé ces vingt dernières années de voir évoluer leurs industries à un rythme sensiblement supérieur à celui d'autres départements français.

La Présence des plus Grands LACQ et la SNEA, ALTO-CIMIE, TURBO-MECA, MESSIER-HISPANO, ALSTOM, CREUSOT-LOIRE, RHONE-POULENC, PECHINEY, la CGE SOLVAY, la COFAC, DASSAULT, SOULE LEGRAND, GREEN-GIANT, la SEB ont à la fois irrigué et enrichi notre économie, mais aussi bénéficié de notre espace et de notre main d'œuvre.

De cette richesse est né un courant de sous-traitance de tous ordres, mais surtout de mécanique de haute qualité. Certains de nos sous-traitants ont su, à par-

tir de leur expérience, acquiescer avec succès certains marchés de produits finis, notamment en matière d'équipement et services pétroliers.

Des avantages spécifiques pour le Développement Industriel. Pour le bien commun, Conseil Général, Chambres de Commerce de l'Industrie de Bayonne et de Pau, collectivités locales, industrielles et milieux agricoles ont au développement ensemble des avantages financiers spécifiques venant s'ajouter aux aides de l'Etat pour lesquels nous sommes les mieux placés. Cette action commune (10 millions de francs par an, pour des prêts à 15 ans, au meilleur taux possible, pouvant couvrir jusqu'à 75 % des investissements immobiliers industriels, 7 millions de francs par an pour les fonds propres d'entreprises en développement, qu'elles existent ou se créent), nous a permis en 1975 et 1976, malgré la conjoncture défavorable, de créer 17 entreprises représentant 1.200 emplois, 61 depuis 1966 pour 6.000 emplois.

17 Nouveaux arrivants. Ces dix sept entreprises offrent une grande diversité : chimie fine, mécanique, articles de ménage, accessoires de forage pétrolier, électronique, matériel médical de haute technologie, machines à souder, accessoires chirurgicaux, tuyaux, traitement des métaux, etc. Parmi ces dix-sept entreprises, quelques groupes de renommée nationale et internationale :

- L'OREAL, par sa filiale Chimie Chimex
- SANOFI, par ses filiales Le Matériel Médical Scientifique et Sepchim-Fournier-Sirag
- LEROY-SOMER, par sa filiale Sompas
- EMALTAGONES SAN IGNACIO, Société Espagnole, l'un des grands des arts ménagers, par sa filiale Ortiz-Ola
- TRECA
- LACROCHE-NAVARRON
- BIOTROL, par ses filiales Surgitac et Fiatex
- COMEX, par sa filiale Top-Service
- ALRI, par sa filiale Sudoc.

La plupart de ces filiales ont leur siège social dans nos Pyrénées Atlantiques.

Une Spécialité : La Chimie fine. En matière de chimie fine, pour laquelle nous avons un environnement de choix (laboratoires de recherches, Centre Industriel de Recherche contre les nuisances, informatique, université, main-d'œuvre adéquate), nous disposons de 35 ha dont 18 équipés, sur lesquels nous avons déjà accueilli quatre entreprises dont Chimex et une Société Franco-Espagnole, PCB S.A. Grâce à la présence de laboratoires et de services adaptés, nous sommes particulièrement préparés à examiner et à résoudre favorablement les problèmes d'environnement.

ADRESSES UTILES

B.D.E.
(Bureau de Développement Economique)
Chambre de Commerce et d'Industrie
21, rue Louis Barthou
64002 PAU - Tél. 27.96.56

SE.P.A.
(Société d'Equipement des Pyrénées-Atlantiques)
35, avenue Gaston Phoebus
64015 PAU-CEDEX
Tél. 32.84.32, Poste 572

COMITE DEPARTEMENTAL DE TOURISME
Préfecture des Pyrénées-Atlantiques
64015 PAU-CEDEX - Tél. 32.84.32

- 228 Hôtels de 1 à 4 étoiles
57 Campings
4 Villages de vacances
- 680 gîtes ruraux
4 Villages de gîtes
Sentier grande randonnée N° 10
- Lacs de montagne
Spéléologie
Canoe - Kayak
Sentiers du Parc National
- Stations de ski
32 Remontées
Débit horaire : 20.000 skieurs
8000 Lits

Regardez comme on est bien!

Pyrénées Atlantiques.

سكنى فى الامم

Denar



Notre Forme
Polytechnique
HEC

Nous
souhaitons
devenir
la première
école
en pratique
dans le
monde
des affaires

Les Pyr
départ

Huis clos à Fumel

• A Fumel, dans le Lot-et-Garonne, ces temps-ci sur l'avenir de l'usine, lorsqu'un étranger vous interroge on préfère souvent se taire...

Du pont qui enjambe le Lot, la vue plonge sur ces chemins de hauts fourneaux « qui font Fumel » pour ses habitants et sur la longue et large avenue de l'usine. La plus importante entreprise de la région appartient au groupe Pont-A-Mousson. Trois mille salariés en 1974, deux mille trois cents aujourd'hui produisent - à on - tuyaux de fonte, aciers spéciaux et pièces mécaniques destinées principalement à la construction automobile. Fumel, petit centre commercial qui se maintient au cœur d'une zone rurale en cours de dépeuplement, vit de la « PAM ». Qui, en dehors des familles de salariés de cette entreprise, vient faire ses achats à Fumel ? Aussi, lorsque, en deux ans, sept cents salariés (soit presque autant de familles) quittent la « PAM », la ville tout entière s'en ressent. Pas d'ouverture de nouveaux magasins, peu de façades rénovées. La librairie aux caractères blancs, sa voisine l'épicerie finissent leurs jours à Fumel. Des boutiques fermeront faute de pouvoir nourrir les enfants. D'autres commerçants espèrent, sans trop y croire, des jours meilleurs.

« L'usine doit devenir rentable, même si ce que l'on y fait serait plus rentable ailleurs. Développer l'usine, comme nous le voulons, n'est pas gonfler les effectifs ou réduire les horaires de travail, comme le demandent certains syndicats », déclare la direction de la « PAM ». Augmenter le nombre de salariés immigrés ne semble, pas plus pour elle que pour le maire de la ville, « être ni le rôle, ni la mission de la « PAM ». vis-à-vis de la cité ».

Les conditions d'exploitation de l'usine sidérurgique se sont détériorées depuis sa création. Le minerai de fer vient aujourd'hui du Brésil, via Dunkerque, le charbon de Carmeuse. Les ventes d'acier à Fumel sont difficiles : pas d'axe routier Nord-Sud ou Est-Ouest qui faciliterait l'approvisionnement et les

échanges. L'usine y gagne un petit air anachronique qui surprend le nouveau venu. Ce ne fut pas toujours le cas...

Le coke venait des Cévennes voisines. Et Fumel possédait des fours à coke et des hauts fourneaux dont les talents rendaient célèbre au-delà des poteaux du Lot une fonderie alors artisanale. Les plus vieux se souviennent des premières difficultés, après la grande crise de 1929, et de l'intégration à la « PAM » qui s'ensuivit. La fonderie changea de nature. Puis ce fut la guerre, « cette chance » qui amena la direction de la « PAM » à se replier de la zone occupée à Fumel.

L'activité reprit de plus belle. Des familles entières de paysans ont vécu de l'usine, de l'aide matérielle et des avantages sociaux qu'elle distribuait, en contrepartie d'un travail éprouvant. A sa retraite, le père touchait une prime par enfant salarié à la « PAM ». L'usine faisait repêcher, à chaque première communion, les murs de l'habitation. La « PAM » construisait une piscine, un stade. Les cadres dirigeaient, le dimanche, l'équipe de rugby.

L'Espagnol

Quitter l'usine alors n'était pas sans risque. Un jeune Fumelois, au retour de son service militaire à la fin de la guerre d'Algérie, ne voulait pas reprendre son poste ; son père, P.3 depuis vingt-cinq ans, se retrouvait balayeur. Les temps ont changé ; mais cet homme devenu commerçant a, dit-il, perdu des commandes, parce qu'il a donné, l'an dernier, de l'argent pour la collecte de soutien aux grévistes.

« C'est un fait que, au fil des années, le paternalisme a disparu insensiblement » : ainsi parle cet ex-syndicaliste, aujourd'hui retraité, rencontré chez le maire. Derrière la réserve du ton, pointe une légère amertume. Comme d'autres, à soixante ans, il va régulièrement pointer à l'Agence de l'emploi, après avoir été licencié, avec

maintien de 90 % du salaire antérieur. Opération qualifiée de « mise en pré-retraite », qui blesse la dignité de certains.

La nomination d'une nouvelle direction, en 1974, a été rapidement suivie d'une réorganisation de l'usine. Pour compenser les désavantages d'une situation géographique devenue mauvaise, ne seront conservées à Fumel que les productions dégageant le plus de valeur ajoutée, telle la fabrication de tuyaux de fonte ou celle d'acier à chaud. L'usage de pièces pour véhicules de tourisme et poids lourds est plus aléatoire, en raison de la crise du secteur ou de la décision de clients de fabriquer eux-mêmes les pièces qu'ils achetaient jusqu'alors à la « PAM ». Pendant deux mois, début 1976, certains chantiers n'avaient que deux heures de travail hebdomadaire. Plusieurs ateliers ferment définitivement.

La direction supprime la presque totalité du travail sous-traité à de petites entreprises extérieures ; la plupart d'entre elles ont rapidement failli. Mises en « pré-retraite » des plus de soixante ans, réduction d'une maîtrise pléthorique, non renouvellement des contrats de travail des immigrés. C'est ainsi qu'en quelques mois les effectifs passent de trois mille à deux mille trois cents salariés. Si l'on ajoute à ces réductions le nombre d'ex-salariés des entreprises sous-traitantes, cela fait près d'un millier d'emplois supprimés à Fumel, région déjà marquée par la sous-industrialisation.

M., Espagnol, travaillait à l'entretien de la « PAM » depuis vingt-trois ans, pour le compte d'une autre entreprise qui a fermé. Quinze mois de chômage, et enfin un emploi ; puis un premier accident de travail, suivi d'un deuxième après lequel M. s'est mis en arrêt de travail et a perdu son nouvel emploi. Va-t-il partir ? Pour lui ? M. habite une petite maison dans un paisible village, avec sa famille, ses parents, leur jardin où fleurissent au milieu des

plantes potagères les dernières reines-marguerites de l'automne.

Dans la ville discrètement sur le qui-vive, des bruits furtifs de fermeture « prochaine », « progressive », circulent, disparaissent, pour surgir à nouveau quand ferme un atelier ou partent des collègues. L'inquiétude vire soudainement à la grève en juillet 1975, lorsque la direction accompagnée le gros des compressions d'effectifs d'une remise en question du paiement du « temps de casse-croûte ». Vingt minutes, où chacun se retrouve, autour de la serviette à carreaux, pour manger. Bien manger : le Périgord n'est pas loin.

La grève dure dix-sept jours, avec occupation et manifestation en ville. Une grève quasi complète, dure, comme Fumel n'en avait pas connu depuis longtemps, et qui porte ses fruits : une fermeture prochaine paraît désormais à tous improbable. La « PAM » - des installations, des hommes - n'est-elle pas encore un capital fructueux ? Les investissements sont de l'ordre de 5 % du chiffre d'affaires cette année. Bien sûr, le courant vient du barrage du Verdun, proche de Bordeaux, alimentant à moindre frais les hauts fourneaux de Fumel.

Enfin, le « coût social relatif », selon la direction, permet d'évaluer un appauvrissement régulier des salariés. Les salaires demeurent les plus élevés de la région : nul ne touche moins de 1 800 F par mois ; le salaire moyen tourne autour des 2 400 F mensuels. « Les rendements en deux ans ont doublé sur certains chantiers. La direction a offert l'aperté pour fêter le score. Mais n'est-ce pas au détriment de la sécurité ? » questionne un responsable cégétiste. Deux accidents mortels ont eu lieu dans l'usine depuis le début de l'année et un sur le chemin qui y conduit. Ces jours derniers, le toit d'un hangar s'est effondré sous le poids de la couche de poussière de minerai, blessant une dizaine d'ouvriers.

Il n'y a pourtant pas d'arrêt de travail à Fumel, ces temps-ci, lorsqu'un inconnu vous interroge sur l'usine, on préfère souvent se taire, même si l'on est déjà à la retraite.

DANIELLE ROUARD.

V.R.P.-longues jambes

« On a toujours intérêt à travailler dans un pays où il fait bon vivre comme ici. » M. Bernard Sireude parle en connaissance de cause, puisque, à soixante-trois ans, il sillonne, depuis Biarritz, les routes des Landes et des Pyrénées-Atlantiques pour vendre des équipements électroménagers aux collectivités et aux hôtels-restaurants. Membre de la chambre syndicale nationale des voyageurs représentants placiers (V.R.P.), responsable local de la C.G.C., ancien conseiller prud'homme, ancien donneur de sang, M. Sireude n'a pas l'habitude, comme certains, de maugréer uniquement contre l'augmentation - certes, « terrible » - du prix de l'essence. La représentation est une profession trop libre et trop diversifiée pour qu'on juge ses difficultés à partir du seul carburateur d'une automobile, si indispensable soit-il.

Qui dit représentant dit client. Et celui-ci se fait rare : « Nous assistons à un phénomène de concentration des sociétés », dit M. Sireude. Nous perdons des acheteurs, d'autant plus que, lorsqu'ils sont devenus gros, ils essaient de se passer de nous. Un exemple : un hypermarché s'est ouvert à Pau. Il s'est adressé directement à l'usine pour ses articles électroménagers. Mais quand il aura besoin du service après-vente, qui viendront-ils chercher ? Nous.

Que ne faut-il pas faire pour séduire la clientèle ! « Non seulement nous ne pouvons pas nous habiller en négligé, mais il nous faut une voiture adéquate, car nous risquons d'être jugés d'après elle. » Sans parler des sandwiches qu'on mangera en compagnie des camarades et concurrents devant la porte de l'acheteur, parce que celui-ci reçoit seulement le mercredi et qu'il vaut mieux être le premier.

Vendre au fin fond de la France, est-ce un handicap ? « Oh, oui ! Nous ne possédons pas d'usines sur place et les fabricants prêtant leurs expéditions avant de nous les faire parvenir. Nous passons derrière les autres régions et nous attendons souvent la livraison parce que nous sommes très loin. Il faut dire que notre réseau routier est insuffisant. Je mets une heure quarante-cinq minutes pour aller de Bayonne à Pau. On prendrait les Espagnols pour des sous-développés, mais ils ont construit une autoroute de la frontière jusqu'à Bilbao, alors que nous, nous attendons toujours la liaison Bayonne-Saint-Jean-de-Luz ! »

Ses autres doléances concernent le tourisme : « Il nous enchaîne. Nous sommes souvent contraints de gagner notre année en trois mois, au moment où notre famille prend ses vacances. » Le centralisme administratif : « On se plaint qu'il n'y ait pas de travail dans la région, mais, au moment de passer ses commandes, l'administration ignore nos industriels et nos commerçants. Par exemple, le directeur de l'hôpital de Saint-Jean-de-Luz ne connaît pas le type de cuisine que Paris allait lui envoyer. Sommes-nous si chers ou si incompetents pour être ainsi écartés ? »

D'accord, M. Sireude habite un beau pays où il jouit des montagnes basques à deux pas de l'Atlantique. « Mais savez-vous ce que nous disent les fabricants des produits que nous vendons lorsqu'ils viennent ici en vacances ? « Vous avez de la chance ! Vous êtes sur bord de la mer toute l'année. » Ils ne nous prennent pas au sérieux. Regardez une carte : au nord, nous avons les pins des Landes ; au sud, les Pyrénées et l'Espagne, et à l'ouest, la mer. Il nous faut en faire des kilomètres vers l'est pour la trouver, la clientèle. Ah oui, vraiment, nous sommes gâtés ! »

ALAIN FAUJAS.

Demande d'emploi

(VOICI CE QUE NOUS AVONS REÇU)



Notre formation ?

Polytechnique, Centrale, Normale Sup, H.E.C.

Nous recherchons une grande société d'engineering (ou d'études) désireuse de s'implanter dans les Pyrénées Atlantiques.

Nous pourrions mettre, ainsi en pratique nos connaissances dans le cadre de vie qui nous plaît.

Afin de réussir également dans des disciplines secondaires telles que le surf, le ski, ou la plage !

Les Pyrénées Atlantiques :
Un département très recherché.

La Formation Permanente dans les Pyrénées Atlantiques.

Le Département des Pyrénées Atlantiques a mis en place une organisation très diversifiée et pratique en matière de formation permanente. Cette organisation s'est créée et développée depuis plus de 15 ans. En effet, c'est en Pyrénées Atlantiques qu'a été créée, au début des années 60, la première A.S.F.O. (Association Supérieure de Formation Ouvrière) en France. Par ailleurs, à l'initiative du Conseil Général et avec l'aide de l'E.P.R.A. Aquitaine, le département a édité un Office d'Education Permanente qui assure au service des formateurs dans trois domaines : Conseil et Orientation, analyse et information professionnelle, Centre des Métiers et Techniques.

Les Moyens de la Formation Les entreprises et les salariés des Pyrénées Atlantiques ont à leur disposition une palette complète de moyens de formation d'origine tant publique que privée. Il s'agit essentiellement :

- 1 - au niveau de l'Education Nationale des Greta Pays-Basques et Béarn - Soule (Lescar, Bayonne, Pau), du Centre de Formation de l'Industrie et du Commerce (Mauléon, Oloron, Orléans, Pau) qui couvrent l'ensemble des secteurs technologiques ;

- 2 - au niveau universitaire d'actions menées :

- soit à partir des différentes Unités d'Enseignement et de Recherche (Lettres, Sciences, Droit, Institut de Recherche) ;

- soit à partir des activités du Conservatoire des Arts et Métiers (Centre de Pau) ;

- soit à partir des Grandes Ecoles (Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises de Pau, Ecole Nationale d'Ingénieurs de Tarbes) ;

- 3 - au niveau de la Formation Professionnelle des Adultes des Centres F.P.A. de Pau (mécanique, tôlerie, réparation) et de Bayonne (mécanique, bâtiment, emplois de bureau) ;

- 4 - au niveau des Chambres de Commerce et d'Industrie de Bayonne et de Pau ;

- 5 - de l'Institut de Promotion Commerciale de Pau (techniques commerciales, ventes, distribution, gestion et promotion commerciale, marketing) ;

- 6 - des actions menées en faveur des entreprises de moins de 10 salariés ;

- 7 - au niveau des A.S.F.O. (programmes Intra ou Inter entreprises) ;

- 8 - de l'A.S.F.O. de Pau (Béarn, Soule, Bigorre) ;

- 9 - de l'A.S.F.O. de Bayonne (Pays Basque) ;

- 10 - au niveau des établissements de Post-cure ou de rééducation professionnelle des centres

- d'Arresy (habillement, comptabilité, tout salarié ou cadre doit pouvoir trouver dans cet éventail soit des moyens de promotion soit des moyens de reconversion. Les jeunes demandeurs d'emploi peuvent disposer également des moyens d'adaptation et d'orientation leur permettant d'être rapidement opérationnels (actions d'adaptation et de réorientation pour les emplois de la mécanique à Moulon par exemple) ;

Tout entrepreneur peut ainsi faire établir ses plans de formation (rôle des A.S.F.O.) ou définir ses besoins et choisir les formations qui leur conviennent dans ses plans de développement ou d'adaptation (Chambres de Commerce et d'Industrie, Université, Greta).

Par ailleurs, les Chambres de Commerce et d'Industrie de Pau et de Bayonne ont participé :

- avec les Syndicats de salariés à la création d'une section « Pays de l'Adour » d'un Fonds d'Assurance Formation pour les salariés (AGEFOS - P.M.E. Midi-Pyrénées Atlantiques) en liaison avec la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie Midi-Pyrénées. Cette section couvre les départements des Pyrénées Atlantiques et des Hautes-Pyrénées ;

- avec les Chambres de Commerce et d'Industrie d'Aquitaine à la création d'un Fonds d'Assurance Formation pour non salariés ouvert aux entreprises non soumises aux dispositions des textes sur la Formation permanente.

Enfin, pour les entreprises, des actions de formation peuvent être complétées par les actions d'Assistance Technique (Industrie, Commerce, Hôtellerie-restauration).

L'Assistance aux Entreprises Tout salarié ou cadre doit pouvoir trouver dans cet éventail soit des moyens de promotion soit des moyens de reconversion. Les jeunes demandeurs d'emploi peuvent disposer également des moyens d'adaptation et d'orientation leur permettant d'être rapidement opérationnels (actions d'adaptation et de réorientation pour les emplois de la mécanique à Moulon par exemple) ;

Tout entrepreneur peut ainsi faire établir ses plans de formation (rôle des A.S.F.O.) ou définir ses besoins et choisir les formations qui leur conviennent dans ses plans de développement ou d'adaptation (Chambres de Commerce et d'Industrie, Université, Greta).

UNE UNIVERSITE NOUVELLE, adaptée au développement du département.

Le développement industriel de la région a nécessité l'implantation d'une université à Pau.

Cette université comprend :

- Faculté des sciences
- Faculté de droit et de sciences économiques
- Faculté de lettres
- Un centre associé du C.N.A.M. (Centre Nat. Arts et Métiers).

Ceci permet de former des étudiants sur différents aspects de la vie de la région. Les responsables de l'activité économique participent pour une grande part à l'enseignement.

La chambre de commerce et d'industrie de Pau,

- Une école supérieure de commerce et d'administration des entreprises (200 étudiants)
- Un institut de promotion commerciale

Un I.U.T. du Bassin de l'Adour est en voie de création.

Au-delà de la faculté des sciences et de la Sté Naie des Pétroles d'Aquitaine, ont été créés un certain nombre de laboratoires, de centres de recherches, ainsi que des sociétés de services.

Basques et Béarnais.

Béarn et Pays Basque, deux races indomptables qui ont marqué l'histoire de France, l'histoire du monde. Le Béarn est gascon, il en a la rouler dans les gorges et la roquette dans la voix. Il est triomphant à l'image d'Henri IV, puisque de fer sous une apparence bonhomme et de Bernadotte, roi de Suède d'occasion, adopté par un peuple tout entier au point de donner naissance à une dynastie. Le Basque, c'est la fierté d'un peuple dont la langue même est encore une énigme pour qui cherche à fouiller ses origines. « Les Basques savent tous la mer et la montagne ». Marins, ce sont les pêcheurs de baleines qui ont touché - sans doute les premiers - Terre-Neuve et l'Amérique et se sont implantés de la Californie à l'Argentine surtout comme Bergers. Montagnards, ils sont pasteurs et agriculteurs sur des

terres difficiles à cultiver. Quand les constituants en 1793, réunissent ces deux peuples, du pays du Béarn, de la Soule, de la Basse Navarre, du Labourd et de quelques paroisses gasconnes, pour créer le département des Basses Pyrénées, le regroupement, bien que purement administratif des deux « races » paraissait bien fragile à nombre d'observateurs. Mais, vivant côte à côte sur le même sol, avec des codes d'ende-

tences similaires, des courants rétrogrades d'influence se sont créés et loin de s'opposer les deux peuples se sont rapprochés et ils ne s'affrontent aujourd'hui que sur les terrains de rugby par des Pau-Bayonne qui se terminent en chansons.



Aquitaine, le pays de qualité.

Le Béarn

dans ses détours

C'ESTAIT midi. L'heure où la faim l'emporte sur l'autre appétit, celui des yeux. Et l'estomac ordonnait d'interrompre la promenade. Heureux les pays, les derniers, où l'on peut encore, dans ces moments délicats (l'humour de tout le reste de la journée en dépend), pousser la porte d'un restaurant presque introuvable à force de modestie : juste un fanlôme d'enseigne décollée à sa porte ; s'établir, sur un signe de la servante, à la table crée de l'une des longues tables d'hôte, et attendre en regardant manger les autres, silencieux sous le tie-

tas de l'herbe, tout à leur lente mastication.

Un de ces restaurants — le mot « auberge » conviendrait mieux, ou évoque des odeurs et des rites, — où l'on va vous servir d'office le menu du jour, sans vous en avoir indiqué le coût ni la composition, sitôt après qu'on aura planté devant votre assiette, sans non plus vous demander votre avis, une chopine d'anonyme vin rouge. La soupe, en ouverture. Venue droit du potager, deviné derrière la maison, au bord du garre, avec les premières feuilles mortes sur ses carrés de choux ; le jambon

du pays, généreusement tranché ; une côte de mouton, large comme une main de berger, et flanquée de ses haricots : un fromage, descendu de la montagne sans passer par l'usine ; une pomme, dont les taches de roussure et quelques rides disaient qu'elle ignorait la seringue et le vernis au pistolet. Et un café, pas bien bon, mais d'une maladresse attendrissante. Dix-sept francs, service compris. Mais là n'est pas la question.

Heureux pays, ce Béarn. Dès tôt le matin, entre deux averse

soleil, garantis des fastes d'un automne tout en or et en rouge, en bruns chauds et en verts (des verts aussi miraculeusement frais qu'aux plus beaux matins de l'été), tout le matin nous avions couru les chemins au hasard. En ne sachant pas très bien, au début, ce qu'il convenait d'admirer le mieux : les collines et les vallons, le ciel barré au loin par la montagne, ou les maisons, que ces hommes à large épaule y ont si habilement plantées qu'elles semblent avoir poussé là aussi naturellement, peupliers qui escortent chaque rivière tout au long de sa route.

Nous sûmes vite, c'était l'évidence, qu'il fallait tout prendre à la fois, le pays, avec ses paysages et ses paysages ; toute la campagne se définit par le mariage séculaire d'un lieu et de ses habitants, l'endroit où « les croupes des coteaux portent aussi nécessairement leurs maisons que le ravin ses boudoirs », où « le boudoir se tasse dans la pousse du val comme l'œil au creux du nid », où, enfin, rien n'est extrême, « sinon la richesse des nuances » (1).

Le pacte de l'homme et du lieu

Si nous en parlions de ces maisons béarnaises ? Sous la haute toiture à quatre pentes, qui se relève sur ses bords, toujours faite de tuiles creuses au pays des collines, d'ardoise dans qu'on se rapproche un tant soit peu de la montagne, de belles demeures massives, solides et vastes suffisamment osseuses pour prendre vite des faux airs de masades, en dépit du badigeon de chaux qui les habille presque uniformément, et de la couleur vive (le bleu ou le rouge, ce dernier probablement emprunté au voisin basque) de leurs lourds contrevents.

Bâties toutes sur un plan rectangulaire, ces fermes presque « fortes » pourraient tourner sur une cour de service ou des communs leur façade ; elles leur préfèrent les bois, une prairie, ou ce champ de maïs que chaque octobre change inmanquablement en un champ de papier froissé. La façade compte beaucoup d'ouvertures, adroitement réparties mais de taille modeste, où le grand porche fait figure d'exception et de pièce maîtresse. Les communs restent généralement invisibles, rejetés qu'ils sont derrière la maison de maîtres, ou discrètement placés en serre-façade. Ici et là, un mur de galets disposés en feuilles de fougères, ou encore à l'abri de la toiture, une galerie de bois à balustrade.

Il y a des terroirs qu'on peut se contenter de traverser sans quitter la rythme du stèle, celui de l'automobile. Et d'autres, comme celui-ci, entre Oléron-Sainte-Marie et Maniban, par la D24, qui donnent des fourmis dans les jambes, qu'on voudrait avoir le temps de visiter à pied, et pas autrement, un bon bâton ferré à la main, un sac léger aux épaules — et des yeux « tout autour de la tête ». Pour graver chaque rondure, suivre chaque caprice de ces ruis qui s'évanouissent sans crier gare au détour d'un bouquet de saules ou d'osiers, traverser chaque pré, s'asseoir en haut de la colline.

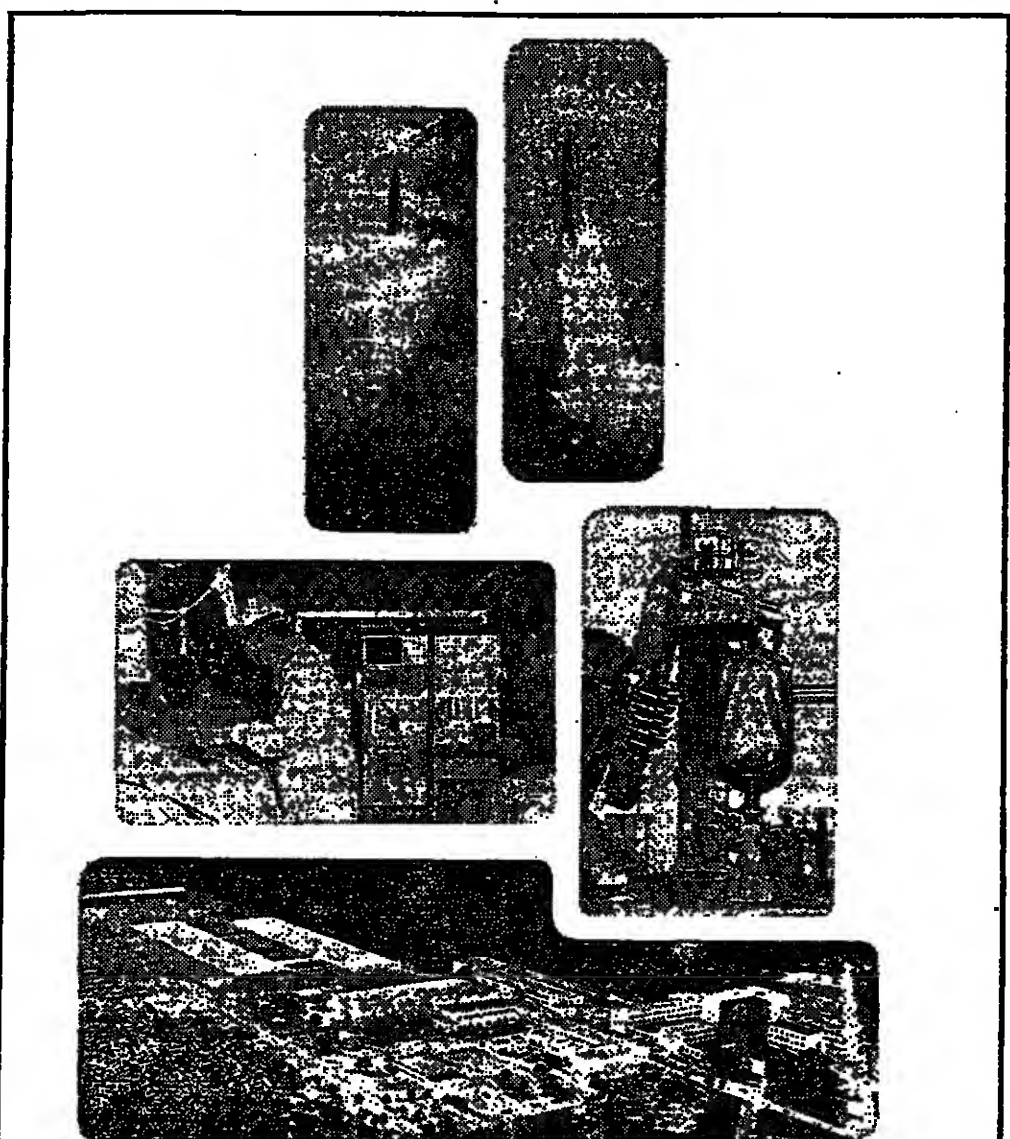
Pour ne pas rompre ce que Bernard Charbonneau appelle si justement « le pacte de l'homme et du lieu renouvelé chaque jour ». Un accord tacite, comme secret, dont l'article premier (et essentiel) porterait tout sur le respect des valeurs réciproques : ce paysage béarnais est à l'échelle de l'homme. De l'homme au bétail tiré sur la ligne noire des souches qui contemple avec amour, sans un regard pour l'étranger à qui

frôle son jardin, sa planche d'artichauts couleur de vieilles argents. Ou de cet autre, botté de caoutchouc, l'agallion dans la saignée du bras, qui sait si bien parler en soufflant entre ses dents à ses vieux compagnons de labeur, une paire de bouffes bruns attelés au chariot qui conduit au champ leur propre fumier. Ou de la petite école d'Esquille, dont la buée, en masquant les vitres, a fait des écolières, à leur insu, les mouettes actrices d'un théâtre d'ombres. Jamais une fausse note, jamais une cassure, n'en déplaise aux puristes qui ne souffrent pas une tulle mécanique ou un pylône. Qu'ils aillent un peu voir ailleurs !

D'autres exemples ? Beaucoup plus loin vers le sud, presque aux portes de l'Aragon, Lescun. Admirable de simplicité malgré la grandeur acablante du cirque où elle se cache, dans un grand fracas de cascades, à 900 mètres, partagée entre un novembre généreux qui embrase, à perte de vue, la forêt, et, pour apaiser l'incendie, « à blanchir les sommets. Les vallées, celle d'Aspe, celle d'Ossau et celle de Barétous, chacune différente de ses voisines, mais, au bout du compte, semblable à force de raison, de sagesse, de beauté simple. Ou les arbres encore : entre Lurbe-Saint-Christien et Arudy, quand la route traverse ce qui s'appelle modestement le bois du Bager, et devrait se nommer « forêt », où les villages se font rares et deviennent précieux.

Visitant l'Italie, Giono dit, d'un lieu qui a en l'environnement : « C'est un endroit où l'on attrape le bonheur, comme dans d'autres on attrape la peur ». Ces collines qui n'ont pas le fruit au ciel, mais n'en font pas moins le gros des avec force romanesques, ces villages, ces fermes, cette table sous sa toile étirée, ces rivières, pourraient bien être tout aussi redoutables.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) Bernard Charbonneau, *Trois campagnes*, Desclée, 1973.

- Participation à la réalisation de systèmes d'armes balistiques stratégiques, terrestres et navals.
- Spécialisation dans les matériaux composites.
- Réalisation de systèmes d'informatique médicale (SYSCOMORAM).

A 15 km de Bordeaux, 100 000 m² de bâtiments modernes, 1900 personnes.

aerospatiale

Division Systèmes Balistiques et Spatiaux
ETABLISSEMENT D'AQUITAINE
B.P. 11 33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES

**Vous aimez
trop votre banquier
pour en changer.**

Venez à Bordeaux.
(Il y est aussi.)



COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX
SERVIE D'ACTION ECONOMIQUE - 20, COURS PASTEUR - 33076 BORDEAUX - TEL. 30.91.52

Les curiosités

d'un gourmet

Foi d'oie !

Si les innombrables troupeaux d'oies grasses que la Gaule convoyait jusqu'à Rome (où d'ailleurs quelques-unes d'entre elles trahirent, au Capitole) régalaient Lucullus et ses amis, c'est dans le Sud-Ouest que la production s'est épanouie, de ce foie hypertrophié jusqu'au sublime. Le cher Gaston Bonheur, dans *Notre patrie gauloise*, tente du reste une explication des langues d'oie et d'oc qui n'auraient jamais voulu dire « oie » : « En France on se dit oie, et en Occitanie on se dit ô, ou si. Alors qu'il y a un animal mâle, sacré, qui a dominé pendant des siècles à la fois le Capitole, la gastronomie et les transactions gaulo-romaines et qui se dit « oie » en français et « ouge » en occitan. Il me plaît de penser que le latin a divergé en langue d'oie et langue d'auque... »

La région Aquitaine est bien sinon le berceau mais un centre d'exaltation du foie gras. Et mieux vaudrait écrire des foies gras, car, nés d'une même race de bête, l'oie dite de Toulouse, ceux du Périgord ne sont pas ceux des Landes, ni d'ailleurs. Et encore faut-il compter avec les foies gras de canard.

Le Périgord c'est le département de la Dordogne. Pays « sans beurre et sans reproche », a pu écrire Curmoussy. Le beurre y est, en effet, remplacé

par la graisse d'oie (sans laquelle il ne saurait y avoir de vraies pommes sarladaises, entre autres). C'est aussi un pays truffier, d'où une association entre le foie gras et la truffe que les gourmets puristes rétorquent avec raison.

Pour faire partie de la Gascogne, le Lot-et-Garonne ne boude point ce même foie gras et la graisse d'oie. La Gironde n'oublie point qu'elle faisait autrefois partie de la Guyenne, englobant jusqu'à la Dordogne, jusqu'au Béarn, des terroirs où l'oie avait son mot à dire.

Les Landes, enfin, rivalisant avec le Périgord pour la production de foies d'oies gavées de maïs, et si l'on pousse jusqu'au département des Pyrénées-Atlantiques, ce sera pour trouver dans un ouvrage sur la vie rurale et pratique, de 1396, que « l'élevage des oies est alors général en Béarn ». « La meilleure chose de foie est le foie », dit un « dictionnaire français » (de 1680). Etait-elle gavée, alors ? Pas au maïs en tout cas, car le « bié de Turquie », comme on l'appellait, découvert en Amérique, ne franchit, venu d'Espagne, les Pyrénées que très tard.

Ainsi donc, du pôle de Périgueux (dont le *Dictionnaire des aliments* nous donne en 1750 la recette — il y entre 2 livres de truffes et 12 livres de foies gras !), au simple foie gras « à la paysanne » comme j'en dégustai récemment en Bigorre, une longue tradition gourmande, reliant l'oie gauloise à l'épicurisme latin, fait de cette région aquitaine le paradis du foie gras, des foies gras.

AR, depuis quelques lustres, les foies gras de canard rivalisent avec ceux d'oie. Que faut-il en penser ? Ils sont plus difficiles à cuisiner soulignent quelques chefs, parce qu'ils fondent plus. Et surtout ils fondent irrégulièrement, vous prenant par surprise. Ils valent un peu moins chers. Ils ont un autre goût enfin : moins de finesse, plus de « coré ». Quelquefois d'amar-tume. Je les qualifierai de « fauves » et, quelquefois, les préfère. Ce n'est pas l'avis général. En tout cas, comme ceux d'oie, ils les faut déguster « au naturel ». Les vrais cuisiniers sont bien revenus, en effet, des dés de truffes, de la gelée plus ou moins colorée qui retiennent aux foies gras leur élasticité, et cela est bien.

Mais les particuliers ? Ils trouvent, chez l'épicurien, généralement, des foies gras en boîte. Sous deux formes : cuit ou mi-cuit (ce dernier préférable). Les marques les plus connues sont Rougié-Vivès et Delpy (pour le Périgord), Leymarie et Mallory (Landes). Le gourmet saura vite qu'un foie gras n'est « divin » que frais. C'est pourquoi les restaurateurs qui, en saison, savent « divinement » le préparer (comme Chez Max, rue de l'Arcade, Pierre Traiteur, rue de Richelieu), sont au moment des fêtes sollicités d'en vendre à emporter.

C'est ce que font, par contre, Lamazère (23, rue de Pontlieu) sur la base de 450 F le kilo, pour un foie gras sans graisse ni gelée, dans « sa robe naturelle » et selon une préparation secrète. Ou Christiana Massia (Restaurant du Marché, 52, rue de Dantzig) qui propose en bocaux des foies gras de canard et d'oie (240 et 320 F le kilo avant cuisson).

Reste encore à la ménagère à préparer elle-même ses foies gras, en saison. La difficile est d'apprendre à les bien dégraisser. Mais où acheter des foies gras à Paris au détail ? On me signale Labeyrie (6, rue Montmartre), Plétrement (10, rue Montmartre), Coesnon (30 rue Dauphine).

LA REYNIERE.

صكرا من الامم

Pyrénées-Atlantiques

Du côté du Béarnais

A GREGAT, de modestes unités territoriales issues des tréfonds de l'histoire, le Béarn réalise la symbiose de la chaîne pyrénéenne (difficilement franchissable par les cols du Somport et du Pourtalet) et de son Péninsule qu'échancraient les gaves d'Oloron et de Pau. Plus au nord, les vallées des «Leys» de Béarn et de France rappellent que la terre d'Henri IV fut un État souverain jusqu'en 1620, date à laquelle Louis XIII l'incorpora à la couronne sous réserve du respect de ses coutumes et libertés locales (les «Fors»). Pourtant, peu à peu, le particularisme béarnais recule devant l'action du pouvoir royal centralisateur et fut vaincu par la Révolution française. Bien qu'il ne bénéficiât qu'à une minorité de privilégiés, sa disparition condamna le Béarn à vivre en région excentrée, périphérique, aux ordres de Paris. On se résigna aux impulsions venues d'en haut, tandis que se développaient la marginalisation politique et culturelle et l'exploitation économique. Dès le dix-huitième siècle, les produits bruts des forêts pyrénéennes (bois pour la marine) furent exportés. Vers le nord.

L'attaque meilleure défense

Eloigné des centres de décisions politiques, à l'écart du développement engendré par le dynamisme de la révolution industrielle fondée sur le charbon et la machine à vapeur, le Béarn vécut au rythme immobile de sa civilisation rurale. Les pasteurs des communautés montagnardes des vallées d'Ossau, d'Aspe et de Barétous continuaient leurs ancestrales transhumances hivernales vers les plaines aquitaines jusqu'en Bordelais. Les paysans du Péninsule pratiquaient une polyculture à base de blé, maïs et vigne, partageant avec ces

montagnards de vastes étendues de landes (les «torras»). Pourtant, à la même époque, l'industrie textile d'Oloron et de Nax courut un certain renouveau, et le Béarn découvrit une nouvelle richesse : le tourisme.

Malgré la création récente du «comité de tourisme» (ou aurait d'ailleurs pu aller jusqu'à créer une région départementale), le tourisme souffre toujours d'inspiration et d'une gestion qui s'inspire encore des schémas de pensée antérieurs (ceux du temps où les têtes couronnées sillonnaient les Pyrénées). Le parc national des Pyrénées a engendré une image attractive, mais les hébergements n'ont pas suivi. Il reste aussi à concilier «écologie» et «tourisme», en favorisant la création d'hébergements localisés à basse altitude, dans les vallées et près des bourgs et villages existants, la haute montagne n'étant dotée que d'équipements et d'hébergements légers. La double saison sera ainsi assurée, tandis que des règles faciliteront la prise en compte de l'activité touristique par les locaux. En outre, de nombreuses conditions (le plan Béarn excepté) paraissent réunies pour une relance du thermalisme.

L'incertitude dans laquelle se trouve Lacq depuis plusieurs années ne permet point d'envisager le profil d'un nouveau cycle. Et pourtant on ne saurait laisser aller à se brosser qu'un tableau noir et pessimiste, car ce type de comportement servirait trop bien ceux qui ne recherchent qu'un démantèlement industriel du Béarn. Dans un pays où le rugby constitue un phénomène social, nous savons bien que la meilleure défense reste encore l'attaque. Cette dernière attitude pourrait se confondre avec un catalogue de propositions. Bien des potentialités existent. En tête, plaçons tout l'acquis du complexe de Lacq : le Béarn possède désormais un potentiel de main-d'œuvre qualifiée et de matière grise inestimable. Si, comme le propose le Groupe d'étude et d'initiative

au service des pays de l'Adour (groupe composé en partie d'ingénieurs appartenant à la «tendance béarnaise» au sein de la S.N.P.A.) et les syndicats de travailleurs, la S.N.P.A. effectue annuellement un investissement régional d'un volume égal à 5 % de son chiffre d'affaires, la société pourrait investir, chaque année, près de 200 millions de francs au pied des Pyrénées (au lieu de 6 millions en 1974). Chiche !

La barrière

Désormais, l'agriculture se révèle capable d'entraîner une industrialisation qui faciliterait la transformation des produits bruts et l'élaboration de produits finis à plus grande valeur ajoutée.

Le désenclavement du Béarn s'impose : l'autoroute Bayonne-Toulouse tarde, le système ferroviaire manque de rapidité et de confort, et la vallée d'Aspe attend toujours une modernisation et une ouverture de

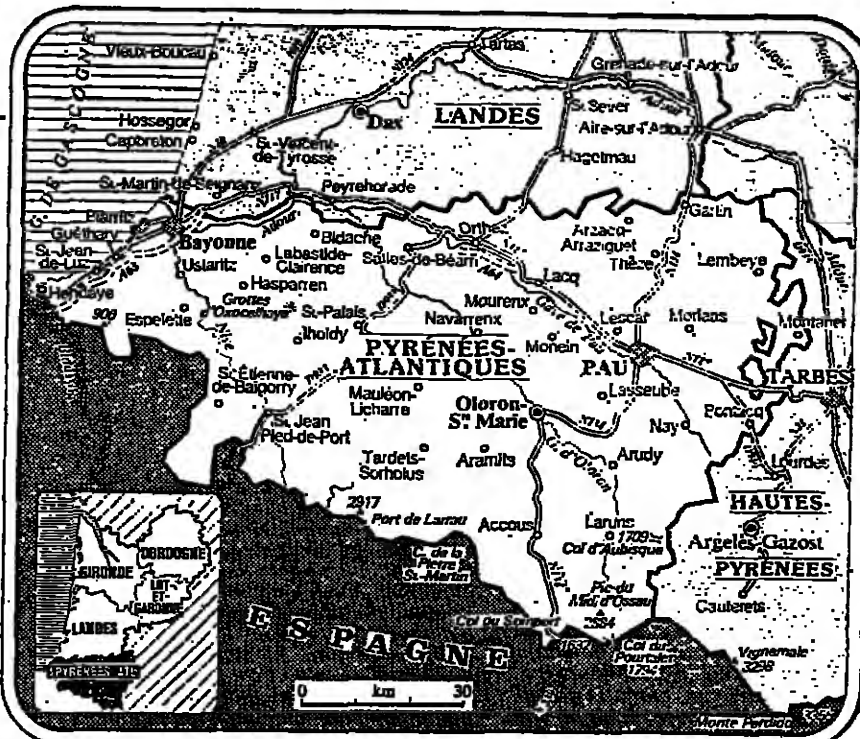
Le département des Pyrénées-Atlantiques : deux pays bien distincts : le Béarn et le Béarnais. Nous avons dans notre supplément du 16 novembre longuement traité le dossier basque.

la ligne du Somport. A l'heure où l'on fête en haut lieu avec l'Espagne, les Pyrénées constituent toujours une barrière. L'université cherche un second souffle et souhaiterait

une académie, une diversification des filières, élargir son institut universitaire de technologie et des programmes de recherche, créer un centre hospitalier universitaire doté

d'une spécialité : la recherche thermique.

MICHEL CHADEFAUD, maître assistant de géographie, université de Pau et des Pays de l'Adour.



L'homme du jour

«MONSIEUR le sénateur, vous avez la parole, soyez le plus bref possible. Le président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques s'adresse ainsi à celui qu'on considère dans le département comme l'animal politique n° 1 de la région : M. Guy Petit (centriste). A soixante-deux ans, celui-ci est toujours vert et disert. Il a un goût particulier pour développer des dossiers qu'il connaît par cœur.

M. Guy Petit, avocat, affirme que les seuls honoraires décentés qu'il ait perçus dans sa carrière professionnelle sont ceux du procès Ravel, où il plaide pour l'héritier de la succession, Maurice Tavernier.

« Je fais cadeau de mes honoraires à 50 % de mes clients », dit-il. C'est que l'homme politique reprend le dessus.

Parlant des impôts locaux, on l'entend quelques instants après dissenter sur la liberté de la presse ou répondant au coup par coup aux interpellations de son principal adversaire dans le département : M. André Labarrère, député socialiste, maire de Pau.

M. Guy Petit est venu relativement tard à la politique : il avait quarante ans quand il fut élu maire de Biarritz pour la première fois. Mais, pendant dix ans à la table de famille, il n'avait entendu parler que de gestion municipale et d'équipements. Son père, Joseph Petit, fut maire de 1919 à 1929.

Lorsqu'il arrive à son tour à la mairie, en 1945, M. Guy Petit est timide, ses «costumes» sont éculés, mais la vie politique a vite fait de l'acquiescer. Tout ce qu'il a entrepris depuis 1950 n'a suscité que passion autour de lui.

Il ne s'en étonne pas, avec le recul : « C'est dans le tempérament local, dit-il avec une pointe de

ELECTIONS PRESIDENTIELLES

| 1965 | 1969 | 1974 |
|--------------------------|------------------------|---------------------------------|
| De Gaulle 48,04 % | Pompidou 50,54 % | Mitterrand 37,08 % |
| Leclercq 19,02 % | Fohr 24,38 % | Giscard d'Estaing 28,06 % |
| Mitterrand 18,54 % | Duclos 13,69 % | Chaban-Delemas 25,99 % |
| | Delferre 5,48 % | |

LES PARLEMENTAIRES

Trois sénateurs : MM. Michel Labarrère (Union centriste), Guy Petit (rén. ind.), Pierre Salles (paysan).

Quatre députés : MM. André Labarrère (P.S.), Maurice Planter (U.D.R.), Michel Labarrère (U.D.R.), Bernard Marie (U.D.R.).

Le conseil général est présidé par M. Franz Dubois (U.D.R.).

philosophie. La gestion d'une ville comme Biarritz est difficile, ne serait-ce que par le fait qu'elle ne compte que vingt-neuf mille habitants et que l'été la population double ou triple.

Ceux qui ont suivi la carrière politique de M. Guy Petit témoignent qu'elle a toujours été jalonnée de débats passionnés et houleux. En 1952, on le querella au sujet de la construction de la piste de l'aéroport de Pau. Il se réclame en fait d'un adversaire en souplesse. Dans le même temps il fait l'acquisition pour la ville de l'immeuble du Bon Marché, où il installe, en copropriété avec l'Etat, les différents services administratifs, ce qui provoque

Un gagnneur à Biarritz

une campagne contre lui sur le thème : « Le bon marché, c'est cher. » Plus tard, il engage le sauvetage par la ville de l'hôtel du Palais, et il fait construire une piscine californienne, en expliquant que c'est le seul moyen pour Biarritz de maintenir son image de marque touristique.

Chaque fois, au prix de joutes locales épiques, il tempore et brise les différentes oppositions qu'il rencontre.

M. Guy Petit aura été pendant

découvertes dans les études du projet.

« Je suis libéral, explique-t-il, mais, tout en se gardant de socialisme, un maire d'« être ferme. Mes meilleurs moments politiques ? Ceux que j'ai passés dans le cabinet du président Pinay en 1952. Mes décisions ? Je les prends tous les matins en faisant ma toilette. Quant à mes d'écours, je ne les fais plus depuis une vingtaine d'années car je suis pressé. »

M. Guy Petit se représenterait-il à la mairie de Biarritz ? Il a manifesté le désir de se retirer et confirme volontiers sa décision. Mais quand on connaît son tempérament de gagnneur, personne ne serait surpris qu'il change d'avis.

CHRISTIAN BOMBÉDIAC.

sagec
LE COADJUT PROMOTION
PROMOTEUR IMMOBILIER

3 AGENCES
qui vous proposent

350 appartements et villas
dans région Sud-Ouest

BAYONNE
BIARRITZ
ST-JEAN-DE-LUZ
24, avenue Foch
BAYONNE
8 programmes

PAU
et montagne
20, bd Pyrénées
6 programmes

BORDEAUX
11, cours
Intendance
3 programmes urbains
2 programmes
spéciaux
investisseurs

BAYONNE
CARTE D'IDENTITE REGIONALE

CAPITALE ECONOMIQUE DU PAYS BASQUE

Nom : BAYONNE
Née : au V^e Siècle
Domaine : AQUITAINE

Taille : 26 entreprises de plus de 100 salariés.
17.261 actifs.

Signes particuliers :
- 8^e Port de France,
- Entreprises hautement spécialisées :
Aérospatiale, Pétrochimie, Télécommunications, Mé-tallurgie fine, Industries agro-alimentaires,
- 4 zones industrielles,
- Aides exceptionnelles au taux maximum pour toute implantation d'entreprise.

Personnes à contacter :
Renseignements :
Chambre de Commerce, T. 25.59.20
Mairie de Bayonne, T. 25.61.26
(Secrétariat Général)
D^r Grenet

Aquitaine pays de qualité

Fait en Novembre 1976 par la
VILLE DE BAYONNE

Petit Guide des Vins de Bordeaux

III. Les généraux
Saint-Emilion, Pomerol et Fronsac

Le classement de 1954 distingue 12 "premiers grands crus classés", 72 "grands crus classés" et une centaine de "grands crus". La mise en bouteille au chateau est obligatoire pour tous les vins constituant cette élite.

Saint-Emilion. Une histoire... et un art de vivre. Du haut du chateau du Roi, les Jurets de Saint-Emilion procèdent encore le Ban des Vendanges comme ils l'ont fait pendant huit siècles.

Il fait bon visiter ce pays où l'on perçoit des siècles de traditions, par des générations de vigneronnes qui se sont transmises un savoir, un art de vivre, un respect de la finesse et le chapeau du coq en mille combinaisons aussi variées, aussi étonnantes que les mille bouquets des mille châteaux de Saint-Emilion.

La cuisine au Saint-Emilion. Le Saint-Emilion est un des vins rouges au monde qui peut envier la composition des plats à base de poisson.

Tout le monde connaît la fameuse lamprière à la Bordelaise. Mais il existe une merveilleuse recette de truite au Saint-Emilion. Vous boirez bien sûr, avec ces mets le vin qui a servi à préparer la sauce. Le Saint-Emilion amollit aussi quelques très bons desserts : poires confites, fraises et pêches au vin par exemple.

Comment boire le Saint-Emilion. Dans les cinq premières années après la récolte, le Saint-Emilion et les vins voisins peuvent se boire relativement fins (12° environ) en compagnie de mets simples, de pain de campagne, de coquilles et de fromages locaux. Les Saint-Emilion jeunes se marient également avec jeunes têtes. Plus ils sont jeunes et plus ils ont le goût d'adulte avec les mets à goût accentué (foie gras, harengs, à la Bordelaise, viandes en sauce). Des vins, un peu plus âgés accompagneront par contre à merveille les rôtis et les gigots tandis que l'on préférera des vins relativement plus vieux pour les volailles et, surtout, viandes blanches, les champignons, etc.

Le noble Pomerol. Un vignoble mondialement connu mais minuscule. Le territoire de Pomerol se présente en un plateau d'environ 700 hectares à faible ondulation, lui aussi très morcelé. Le sol de ce plateau, formé de grès en surface, comporte en sous-sol des couches de grès, de calcaire, de marne, de craie, de sables, de galets, etc. On retrouve ici les plus fins vins, tels que Cabernet-Sauvignon et Merlot.

Quant au classement des vins de Pomerol, il n'en existe pas d'officiel. Mais les usages, qui n'ont pas songé à contester, ont depuis longtemps consacré un cru exceptionnel et une quarantaine de grands crus.

Un vin unique. Rien ne ressemble aux vins de Pomerol. En fonction des différents crus, ils présentent des caractères bien particuliers, mais ils se rejoignent tous en une parfaite harmonie de qualité.

D'un subtil parfum de truffe, hants en concrets, admirablement constitués, moelleux, ils ont un bouquet et une saveur extrêmement prestigieuses.

Les Pomerol font une admirable transition entre les Médoc dont ils ont la finesse et les Saint-Emilion dont ils ont la race. Ils sont faciles à boire avec presque tous les mets, sans jamais alourdir la tête. Faciles à apprécier ils font le joyau des plus fins connaisseurs que du bureau occasionnel non initié aux subtilités de la dégustation.

L'appellation Lalande de Pomerol, plus grande, donne des vins excellents, un peu moins courts.

Aimés de Chateaugay : les vins de Fronsac et de Canon Fronsac. Modeste village tassé autour de sa vieille église romane et situé à 2 kilomètres dans le nord de Libourne, Fronsac est un vignoble millénaire. Le Fronsac est le plus petit vignoble d'importance en France, connu depuis toujours une grande vogue à l'étranger. C'est déjà dire ses hautes qualités : fin et souple, avec une saveur épicée qui n'appartient qu'à lui, il est charmant, ferme et corsé. Il accompagne tout à merveille, comme ses frères du Libournais. Pour en savoir plus, nous n'avons pu vous donner que un aperçu très succinct de ce troisième groupe des vins de Bordeaux. Nous vous suggérons de le garder précieusement : d'autres pages vous suivront dans ce même journal cette semaine (ou le petit guide pourra vous être fort utile). Cependant, si vous désirez obtenir de plus amples informations sur le sujet, le CIVR, Conseil Interprofessionnel des Vins de Bordeaux se fera un plaisir de vous faire parvenir dans les plus brefs délais les diverses plaquettes et documents récemment édités concernant les Saint-Emilion, Pomerol et Fronsac. Il vous suffit d'écrire à l'adresse suivante : CIVR - 1 cours du 30 Juillet - 33075 - Bordeaux, Cedex - Téléphone (56) 44.37.82.

Les Vins de Bordeaux
Conseil Interprofessionnel des Vins de Bordeaux.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

QUESTION...

Aménager ou gaspiller ?

Alors que l'Assemblée nationale discute le budget de l'aménagement du territoire à partir du 18 novembre, M. Charles Josselin, député socialiste, président du conseil général des Côtes-du-Nord, délégué national du P.S. à l'aménagement du territoire, donne ici sa position.

La schizophrénie dont semble atteint le gouvernement en matière d'aménagement du territoire s'aggrave.

D'un côté, le discours cent fois répété quant à la répartition harmonieuse des activités économiques sur l'ensemble du territoire ; de l'autre, la réalité des choix du gouvernement qui, sous couvert du renforcement de l'appareil de production et du développement à tout prix des exportations, continue d'encourager les restructurations industrielles et la concentration capitaliste.

Dans ces conditions, l'accent mis par le dernier conseil central de planification sur « la meilleure utilisation du potentiel de main-d'œuvre de chaque région » est loin d'être rassurant. Cela signifierait-il que pour satisfaire au désir du patronat on entend accélérer la mobilité des travailleurs ?

En réalité, après avoir négligé l'aménagement du territoire comme outil privilégié de lutte contre l'inflation, le gouvernement, une fois encore, se satisfait d'un discours de circonstance.

Il y a fondamentalement antinomie entre la politique poursuivie pour sauver le capitalisme de sa propre crise et un aménagement harmonieux du territoire. La concentration industrielle sur des axes privilégiés trop exclusivement orientés vers l'exportation est, par nature,

inflationniste et provoque de nouvelles inégalités entre régions. A terme d'ailleurs, un tel mouvement ferait s'échapper hors des frontières les centres de décision économique. A la limite, la France, oubliant les besoins de ses propres ressortissants, verrait des secteurs entiers de son industrie dépendre uniquement des besoins de l'étranger se mettant ainsi en situation de colonie volontaire.

A l'évidence, le mouvement de concentration va directement à l'encontre d'une répartition équilibrée des activités économiques et des emplois. Les transferts de population risquent, dans ces conditions, de continuer, accélérant les phénomènes de surpopulation de quelques zones et le désertification du reste du territoire. Le résultat : un énorme gaspillage. Ici, abandon d'équipements qui n'ont plus d'usagers ; là, obligation de réaliser à des prix exorbitants de nouveaux équipements. Le coût social d'une telle politique, du fait des bouleversements, est impressionnant.

« L'adhésion des populations »

A la fois conséquence et cause de la concentration économique, la concentration urbaine contient en elle le rejet de la ville et entraîne d'autres gaspillages. La volonté contradictoire des travailleurs de rechercher tout à la fois l'isolement de leur habitation mais aussi un niveau de services comparable à celui des centres urbains crée, outre la diminution accélérée des terres agricoles, un processus d'endettement des collectivités rurales qu'il leur faudra bien stopper. La radicalisation des choix s'impose dans la délimitation des lieux et des formes d'habitat. Un tel choix, qui devra d'ailleurs prendre en compte les problèmes de consommation énergétique, implique nécessairement la sensibilisation et l'adhésion des populations.

La grande innovation qu'il convient d'introduire en matière d'aménagement du territoire, c'est de penser celui-ci à partir de la base. Au-delà des nécessaires décisions nationales touchant aux grandes infrastructures, c'est à chaque région de trouver la réponse à ses propres problèmes. L'aménagement des territoires doit prendre en compte les différences, et les régions en tirer parti. Ainsi, la déconcentration industrielle peut être renouvelée par une recherche technologique adaptant la taille des entreprises au milieu, comme cela se dessine aux États-Unis. L'expansion des entreprises régionales peut être revivifiée par de nouvelles structures et, au niveau des financements, par un organisme bancaire d'Etat décentralisé et aux mouvements plus libres. Ce peut être, pour les petites entreprises aux moyens limités, une banque d'idées alimentée par des recherches comme celles du CNEO en matière d'aquaculture.

Cette réflexion à la base et les moyens que sa mise en œuvre suppose, les institutions régionales actuellement hors d'état de la conduire et de les assumer. Par le passé, les représentants de l'Etat d'abord, par l'absence de responsabilité des élus liés au mode de scrutin trop indirect ensuite. Un renforcement des pouvoirs institutionnels et financiers des régions est indispensable pour qu'elles puissent exprimer et exploiter leurs différences. Il en va de même d'ailleurs pour toutes les collectivités locales.

Là se trouvent les capacités d'imagination qui, s'appuyant sur le renforcement d'un secteur public décentralisé, sauront s'opposer avec succès à la concentration étouffante des moyens de production, à la massification de la consommation, à la mort des uns par étouffement et des autres par inanition.

... RÉPONSE

Faits et projets

Circulation

SÉVÉRITÉ ACCRUE POUR LES CHAUFFARDS

Trois semaines après une infraction à la limitation de vitesse, les automobilistes seront convoqués devant les commissions départementales de suspension du permis de conduire présidées par les préfets. Cette procédure accélérée a été décidée par M. Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, devant la recrudescence du nombre des tués : six cent huit morts de plus du 1^{er} janvier au 30 septembre 1976.

Des contrôles de vitesse seront faits d'une façon inopinée dans des départements choisis par le ministre d'Etat. Les infractions à la limitation de vitesse feront l'objet d'un procès-verbal immédiatement transmis au préfet. Actuellement cinq mille huit cent soixante et onze automobilistes sont passibles d'un retrait temporaire du permis de conduire.

Corse

NON A LA VIOLENCE

Un mouvement corse contre la violence vient d'être formé à l'initiative de M. Jean Marchionni, conseiller général socialiste de Bastia, et de l'abbé Paul Pietrotti, conseiller général du Haut-Nébio. Le mouvement se veut une « réaction morale et spirituelle contre la violence d'où qu'elle vienne et sous toutes ses formes ». « La philosophie de notre action, expliquent les responsables du mouvement, est de promouvoir une maîtrise de soi, de ses instincts, de ses passions, une violence contre soi-même... ». Le mouvement publiera prochainement un manifeste. — (Corresp.)

Qualité de la vie

LE MINISTRE

« ENTRE » DANS LA VILLE

« Le ministre de la qualité de la vie a vocation pour « entrer » dans la ville », a déclaré M. Vincent Anquet, ministre de la qualité de la vie, lors de la réunion, à Metz, du groupe de travail « environnement » de l'Association des maires de France. Le président de la République et le

premier ministre m'ont demandé de mener une politique active d'amélioration du cadre de vie et de disposer désormais dans le cadre de nos nouvelles attributions des services compétents du ministère de l'équipement et du secrétariat d'Etat à la culture. »

M. Anquet a défini ensuite la nécessité de « maintenir une coupure franche entre la ville et la campagne, de maîtriser la prolifération anarchique des banlieues et d'appliquer les principes d'un urbanisme végétal dans la conception des lotissements, des nouveaux quartiers et de la restructuration des centres anciens ».

L'ATOME A NOGENT-SUR-SEINE

Sept associations locales de défense ont formé, le mercredi 17 novembre, un comité antinucléaire du Nogentais afin de s'opposer à l'installation éventuelle d'une centrale à Liours (Aube) près de Nogent-sur-Seine (le Monde du 24 janvier 1976).

Ces sept associations groupent des riverains du site et de nombreux propriétaires de résidences secondaires qui avaient déjà fait connaître publiquement leur désaccord concernant ce projet.

URANIUM-PROVOCATION

Diverses associations écologiques, ainsi que la C.F.D.T. et le P.S.U., ont condamné l'attentat à l'explosif qui a détruit, dans la nuit du 14 au 15 novembre, des installations minières au puits de Margnac (Haute-Vienne), d'où l'on extrait de l'uranium.

Cet « acte de terrorisme (...) » a été qualifié de « provocation », estiment les associations. De telles actions « permettent de faire peser la suspicion sur les associations antinucléaires et à la police de perquisitionner dans les milieux antinucléaires ».

Paris

LE PRIX DU POS

Le prix de vente du POS d'occupation des sols (POS) de la capitale sera fixé à 650 francs, si les conseillers de Paris acceptent la proposition du préfet de Paris. Document d'urbanisme peu compréhensible pour les citadins non

initiés à l'urbanisme, le coût élevé du POS ne va-t-il pas restreindre encore sa diffusion ? Le POS sera vendu aussi en « pièces détachées » : 14 francs pour le plan des hauteurs de la capitale et 22 francs pour celui du Vieux Montmartre, par exemple.

Le POS définit les droits attachés à chaque terrain et ménage les emplacements nécessaires aux équipements futurs. Rendu public le 10 octobre 1975, il devrait être adopté définitivement par les conseillers de Paris au cours de l'actuelle session budgétaire.

Le POS sera en vente au service de l'urbanisme de la préfecture de Paris, 17, boulevard Morland, à Paris (4^e).

Transports

LA C.G.T. MONTE A BORD

Le commandant du pétrolier Ionan-Commandeur, bloqué depuis samedi 13 novembre au Havre, par une grève de son équipage, composé de Grecs, a reçu des autorités portuaires l'ordre d'appareiller dans les vingt-quatre heures.

La grève, déclenchée par les membres de l'équipage mécontents de leurs salaires qu'ils qualifient de « fantaisistes », par rapport aux barèmes de la Fédération internationale du transport, s'insère dans un mouvement général de revendication lancé par la C.G.T. pour obtenir l'application des règlements internationaux sur les navires sous pavillon de complaisance.

LA GUERRE DES FERRIES S'ÉTEND

Contrairement à ce qu'ils avaient décidé (le Monde du 16 novembre), les dockers de Plymouth ont choisi de se solidariser avec ceux de Southampton. Le car-ferry Pen-Ar-Bed n'a donc pu débarquer, mardi matin 16 novembre, il a fait demi-tour vers Roscoff (Finistère) avec les cinquante-deux passagers et les vingt-quatre camions qu'il transportait.

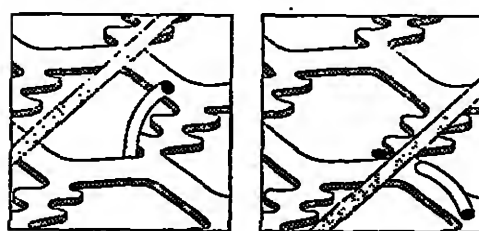
Après ce nouvel incident, les présidents des assemblées régionales de Bretagne ont annoncé « des mesures de rétorsion », si l'armement breton Breizh-Anglais-Écossais (BAE) « continue à se heurter à des difficultés pour décharger son fret ».

Il coupe le poil si bien, si vite
que la peau n'a pas le temps de souffrir.

C'est le nouveau Braun.

La grille aux mille pièges

Le poil. Pour le couper à coup sûr, il faut d'abord le capturer à coup sûr. Alors, Braun



a imaginé une arme terriblement efficace. En dessinant une nouvelle grille. Regardez les croquis ci-dessus. Chaque alvéole de la grille est faite de 6 angles. En tout, des milliers d'angles qui capturent impitoyablement le poil. Qui le coince. Ainsi est née la grille aux mille pièges : un piège pour chaque poil de votre barbe.

Une nouvelle façon de se raser. Très vite.

Dès que la grille touche votre peau, le poil est maîtrisé. Sous la grille, les 30 lames aident le poil à être coupé net. Avec la grille aux mille pièges, Braun vient peut-être de révolutionner le rasage

électrique. Pour la première fois, vous êtes rasé de près, incroyablement vite. Alors, votre peau est douce. Parce que vous êtes rasé de près. Et parce que vous êtes rasé vite, si vite que votre peau n'a pas le temps d'être irritée.

Une forme nouvelle. Très efficace.

Cette grille aux mille pièges, Braun l'a posée sur un magnétique rasoir, le micron. Encore plus compact, antidérapant, il se tient bien en main. Et il a une tondeuse éjectable. Dégagée du corps du rasoir, la tondeuse devient plus habile, plus précise. Enfin, l'étui du micron se déplace, tient debout et vous sert de miroir. Adhésif, il s'accroche au mur de votre salle de bains.

Avec le Braun micron, Braun vous invite à découvrir un nouveau rasage. Très efficace pour le poil. Et pourtant très doux pour la peau.

BRAUN



Braun micron. Plus on rase vite, plus on rase doux.

LES DIVERGENCES AU SEIN DES FORMATIONS DE LA MAJORITÉ

Le contentieux entre l'U.D.R. et M. Giscard d'Estaing s'alourdit

M. Jacques Chirac fait, mercredi après-midi 17 novembre, son entrée au Palais-Bourbon où, depuis sa première élection en mars 1967, il n'a cessé de se battre. Le député qu'éprouvent neuf jours au total, sa carrière politique ayant surtout jusqu'ici été placée au ban du gouvernement. L'arrivée de leur leader politique à l'Assemblée nationale a redonné à la plupart des députés U.D.R. un surcroît de confiance en eux-mêmes et surtout d'espoir en leur avenir. Mais M. Chirac va se garder de jouer le rôle de leader politique du groupe gaulliste, au moment où les assises nationales mêmes s'il doit en être un inspirateur occulte — pour ne pas tomber dans le piège où se sont vécus d'insérer en faisant de lui le responsable de la seule U.D.R. L'échec qui commande l'avenir de la formation gaulliste a été fixé par l'ancien premier ministre le 5 décembre, au moment où les assises nationales extraordinaires de l'U.D.R. transforment ce mouvement en un rassemblement. D'ici là, M. Chirac va surtout se consacrer à la préparation de la plate-forme politique qu'il présentera alors, à l'organisation matérielle des assises — où déjà quinze mille militants sont attendus — et à des rencontres avec de nombreuses personnalités. Il participera, le 28 novembre, au comité central de l'U.D.R.

Le temps, pour les gaullistes, devrait donc jusqu'à, suspendre son vol. C'est un peu ce qu'on demandait mardi à M. Raymond Barre, les membres du bureau politique du groupe U.D.R. en affirmant qu'ils ne pouvaient prendre aucune décision avant « un événement d'une telle importance ». Ce délai s'appliquait d'abord aux affaires courantes, mais le premier ministre était venu trahir devant eux. L'intervention de M. Barre a été surprise des députés U.D.R. L'assise nationale, un long texte, il a affirmé sa résolution de n'accepter aucun changement aux projets du gouvernement et il a énoncé ses réserves sur la détermination de garder ses propres secrets.

M. Debré et M. de Merville ont rappelé avec une grande détermination les critiques et les réserves que formule l'U.D.R. envers ces textes, qu'il s'agisse de la réforme des statuts du Fonds monétaire international contre laquelle une question préalable a été posée, l'augmentation des dépenses budgétaires de l'Assemblée de Strasbourg, ou encore de l'élection du Parlement européen.

au suffrage universel, projet dont le Conseil constitutionnel n'a toujours pas été saisi officiellement. Les deux anciens premiers ministres auraient souhaité « un meilleur dialogue » et ils ont noté au passage quelques reproches implicites adressés par M. Barre à M. Chirac.

En revanche, les élus U.D.R. ont pu être satisfaits d'entendre M. Raymond Barre affirmer que « s'il devait y avoir des initiatives prises en son nom, des déclarations seraient faites par lui-même et par personne d'autre ». Ils ont vu que sa déclaration apportée au projet d'un rassemblement des non-gaullistes de la majorité, sous l'égide du premier ministre, présidé par M. Poniatowski. La prise de position du secrétaire national des républicains indépendants, qui consiste en fait à baptiser la majorité tout entière du terme de « rassemblement », à l'initiative cette fois de M. Dominati, devait un peu plus tard leur apporter une confirmation de désaveu infligé au ministre de l'Intérieur.

L'analyse des résultats des élections partielles de dimanche dernier, faite devant le groupe U.D.R. mardi après-midi, a permis à M. Labbé, président du groupe, de juger que la réélection de M. Chirac « était non un test mais un événement national important », et que celle de M. Tardieu « était encore plus significative » et non sans quelque malice, il a repris la phrase que M. d'Ornano appliquait à l'opposition pour dire : « Il semble que si nous perdons les élections nous gagnons les élections ».

C'est donc comme une pétition de principe un peu théorique qu'a été accueillie la phrase de M. Chirac, espérant, dans son interview à l'Élysée (lire ci-contre) que son futur rassemblement « pourra coopérer dans de bonnes conditions avec les autres partis de la majorité ».

L'ancien premier ministre, après quelques formules déférentes envers le chef de l'État, rappelle les raisons de sa démission, évoque « l'impasse de l'homme d'État » et « conteste » le reproche de ne pas être « réformiste », que lui avait adressé M. Giscard d'Estaing.

Alors, le contentieux entre l'U.D.R. et le président de la République s'alourdit peu à peu, et si ce n'est pas encore réellement la guerre froide sur tous les fronts, c'est déjà pour les gaullistes l'état d'alerte.

ANDRÉ PASSERON.

Les divergences s'aggravent

(Suite de la première page.)

Il semble bien que le temps soit venu de renoncer à ces jeux, s'il est vrai que de tous les côtés les masques tombent.

Dans une interview publiée par l'hebdomadaire féminin *l'Élé*, M. Chirac, qui s'était entretenu avec le chef de l'État le 4 novembre, fait ouvertement reproche à M. Giscard d'Estaing de ne l'avoir pas soutenu dans la tâche de conciliateur de la majorité. Il lui avait confié après l'élection, dit-il, que cette majorité était donnée à cette majorité par les élections nationales des 7 et 14 mars 1976. S'il prétend ensuite qu'il avait « été brouillé » avec le président de la République, il n'en laisse pas moins échapper quelques réflexions lourdes d'ambiguïté. « Vous savez depuis César que l'ingratitude est l'une des caractéristiques essentielles de l'homme d'État ».

Au Palais-Bourbon, l'idée qui est venue à M. Giscard d'Estaing de proposer à la mairie de Paris à son ami M. d'Ornano, soulève une véritable tempête dans les rangs de l'U.D.R. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, n'est pas le dernier à incriminer cette « faute politique ». Une faute qui leur paraît d'autant plus lourde et plus intolérable que les élections législatives partielles de dimanche dernier se sont soldées par deux triomphes du côté des gaullistes et par un échec et deux déceptions du côté des giscardiens.

Le bureau du groupe U.D.R. a longuement entendu mardi M. Raymond Barre sur l'élection du Parlement européen et l'accord sur le P.M.T. Il a été convenu de n'en rien dire, mais M. Labbé n'a pas pour autant dissimulé que les positions du premier ministre et celles de la formation gaulliste « restent assez éloignées ».

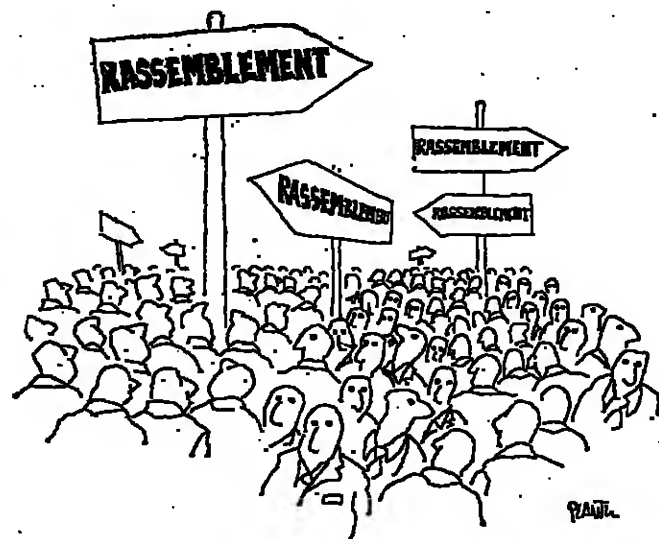
L'heure actuelle. Le chef du gouvernement a demandé à ses interlocuteurs de renoncer à la question préalable que le groupe a décidé de déposer contre le projet portant ratification de la réforme des statuts du Fonds monétaire international mais il n'a rien obtenu, et la détermination des gaullistes reste entière si l'on en croit M. Fauton, député de Paris.

Le trouble et le discord qui règnent au sein de la majorité s'aggravent encore du fait des divergences sur un éventuel regroupement des formations non U.D.R. Ce projet, relayé lundi par M. Poniatowski, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, impliquait au départ l'accord de M. Giscard d'Estaing, et il en résultait que l'U.D.R. semblait flotter et être plutôt portée à faire machine en arrière (le *Monde* du 17 novembre). M. Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, qui espère toujours pour les prochaines élections législatives des « primaires » destinées à départager les U.D.R. des républicains indépendants et des centristes associés, approuve la « bonne idée » de M. Poniatowski, mais prend soin de préciser qu'il s'agit d'une affaire personnelle. C'est au contraire au nom des dirigeants de la Fédération nationale des républicains indépendants que M. Dominati, secrétaire général de cette formation, s'oppose ouvertement et vigoureusement aux desseins du ministre d'État.

On ne pouvait imaginer pire cacophonie à quatre jours du second tour de quatre élections législatives partielles, ni tâche plus difficile pour MM. Achille Bonnet, qui se battront respectivement dimanche en Gironde, dans les Yvelines, dans le Rhône et dans l'Allier pour la défense et l'illustration de la « majorité présidentielle ». Leur sort éminent non sans raison leurs très chers partisans gaullistes, qui leur ont adressé par l'intermédiaire M. Yves Gaffes, secrétaire général de l'U.D.R., des télégrammes de félicitations et de soutien très chaleureux.

RAYMOND BARRILLON.

La fédération de Paris du Centre indépendant « approuve sans réserve », dans une déclaration publiée mercredi 17 novembre, la désignation de M. Michel d'Ornano pour conduire la majorité aux élections municipales de Paris.



(Dessin de PLANTU.)

DANS UNE INTERVIEW A «ELLE»

M. Chirac regrette de n'avoir pas été aidé par l'Élysée dans son action de coordination

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire féminin *l'Élé*, daté du 22 novembre, M. Jacques Chirac affirme tout d'abord : « Je ne suis pas brouillé avec le président de la République ».

Il poursuit : « J'ai observé, lorsque j'étais au gouvernement, que toutes les décisions du président de la République sur le plan de la coordination, les ministres, représentant par ailleurs des partis politiques, avaient très peu le sens de la solidarité, et le président n'avait pas publiquement encouragé — c'est un euphémisme — ses ministres à vouloir accepter une action coordonnée. D'autre part, j'ai vu en 1976, puisque les élections auront probablement lieu à cette époque, et alors pas de problème, nous conserverons la majorité jusqu'aux élections présidentielles, ou bien l'opposition gagnera, et il n'y aura plus l'occasion de faire appel à des recours ou à des hommes en réserve ».

M. Jean Lecanuet, ministre d'État, président du Centre des démocrates sociaux, a déclaré, mercredi 17 novembre, au micro d'Europe 1, à propos d'un éventuel rassemblement des partis non gaullistes de la majorité : « Je ne pense pas qu'il faille organiser la majorité en blocs qui soient en concurrence de conviction et de rivalité. En revanche, je pense qu'il y aurait intérêt à dégager des courants. Il existe un courant gaulliste. L'autre courant proche de nous est le courant républicain, sans aucune précipitation, et sans provoquer de compétition ou de rivalité violentes ».

M. Jean Lecanuet, ministre d'État, président du Centre des démocrates sociaux, a déclaré, mercredi 17 novembre, au micro d'Europe 1, à propos d'un éventuel rassemblement des partis non gaullistes de la majorité : « Je ne pense pas qu'il faille organiser la majorité en blocs qui soient en concurrence de conviction et de rivalité. En revanche, je pense qu'il y aurait intérêt à dégager des courants. Il existe un courant gaulliste. L'autre courant proche de nous est le courant républicain, sans aucune précipitation, et sans provoquer de compétition ou de rivalité violentes ».

Les dirigeants républicains indépendants sont mécontents

des initiatives de M. Michel Poniatowski

Les propos tenus lundi matin 15 novembre au micro d'Europe 1 par M. Michel Poniatowski (le *Monde* du 17 novembre) ont, pour le moins, jeté le trouble chez les républicains indépendants. En déclarant : « L'ensemble des formations de la majorité est une U.D.R. », il a contribué à faire apparaître au grand jour une crise latente : celle qui oppose depuis plusieurs mois déjà, et de plus en plus nettement, d'une part l'appareil de la F.N.R.I. dirigé par M. Jacques Dominati, secrétaire général, et d'autre part certains porte-parole ou stratèges du giscardisme, dont le principal est M. Poniatowski.

Le désaccord exprimé mardi 15 novembre par M. Dominati — et, semble-t-il, une forte majorité du secrétariat national — l'opinion du ministre d'État est sans ambiguïté. Le secrétaire général a en effet déclaré devant la presse : « Il peut y avoir parmi nous des hommes politiques très différents, mais nous sommes tous républicains. Nous considérons que M. Raymond Barre est le chef de la majorité et que cette majorité comprend l'U.D.R. (...) Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de rassembler les éléments de la majorité qui ne sont pas U.D.R. L'action de la majorité est déjà dirigée, coordonnée par un certain nombre d'instances. Il n'y a pas lieu de mettre en place un nouvel organisme. Quatre forces politiques composent aujourd'hui la majorité : l'U.D.R., le C.D.S. et les radicaux, et il en sera ainsi dans l'avenir. M. Dominati a répondu : « Nous ne considérons pas qu'il y ait une formule nouvelle inter-partis tant que les états-majors de ces partis ne se sont pas constitués. (...) Le mouvement n'est pas venu de constituer — en quelque sorte de force — un organisme nouveau ».

Entre l'ancien et l'actuel secrétaire général de la formation giscardienne le différend se cristallise donc sur cette affaire de rassemblement.

Ne pas « suivre la mode »

Les cadres de la F.N.R.I. reprochent surtout à M. Poniatowski d'avoir agi sans les consulter préalablement. Que les stratèges du mouvement aient défini entre le ministère de l'Intérieur et le palais de l'Élysée, qu'elle soit anonyme, publiquement, et comment, n'est pas leur affaire.

M. Bernard Pons, député du Lot, affirme que la désignation de M. d'Ornano pour la mairie de Paris constituait un dangereux précédent pour les législatives. Enfin, M. Jacques Delong, député de la Haute-Marne, compatit aux « malheurs » électoraux des républicains indépendants, mais estime que ce n'était pas la raison suffisante pour leur offrir une compensation la mairie de Paris.

M. Eugène Claudius-Petit, député de Paris, s'élève avec vigueur contre « tout ce qui peut ressembler à une candidature officielle » et mettre en doute la capacité de M. d'Ornano à séduire par la Faurie Saint-Antoine. On apprend que devant le bureau des républicains indépendants M. Bertrand Denis, député de la Mayenne, avait indiqué que, « en tant que provincial », il ne comprenait pas que l'on n'ait pu trouver à Paris même un candidat de valeur.

A gauche, on affichait une grande érudition. Le sujet n'avait été abordé ni par les socialistes ni par les communistes, mais l'échec de la gauche à l'élection du cinquième arrondissement incitait tout de même les uns et les autres à se poser quelques questions.

Quant à sa mesure en quête d'un « leader » pour l'élection municipale, cela semblait, sur les vœux de M. Louis Baillet, député communiste de Paris, tout à fait déplacé : il suffisait, selon lui, de désigner une tête de liste par secteur. Le P.S. ne talent pas la même analyse. Il sera difficile, disait-on, d'éviter le choix d'un chat de filé : malgré la prédominance du C.E.R.E.S. — elle gauche du parti — au sein de la fédération parisiennaise, le nom de M. Lionel Jospin, membre du secrétariat national et fidèle de M. Mitterrand, était avancé. Bref, concluait un député socialiste, le premier, secrétaire du P.S. cherche son d'Ornano mais, le moment venu, il n'est pas sûr que celui-ci soit mieux accueilli par la gauche que le maire de Neuilly ne l'a été par la majorité.

THOMAS FERENCZI.

DANS LES COULOIRS DU PALAIS-BOURBON

Le siège de Paris

M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, manifeste l'enthousiasme en notant, mardi après-midi 16 novembre, dans les couloirs du Palais-Bourbon, que la désignation de M. d'Ornano comme candidat à la mairie de Paris ne créait pas « un bon climat » à l'intérieur de la majorité. En vérité, au sein du groupe gaulliste réuni dans la traditionnelle salle Colbert, c'est une révolte ouverte qu'a provoquée l'initiative de l'Élysée. Il est vrai que l'élection triomphale, l'avant-veille, de M. Jean Tiberi, dont l'entrée fut saluée par des ovations, enflammait l'ardeur de ses amis.

C'est M. Pierre Bas, député de Paris et président du groupe Paris-majors à l'Hôtel de Ville, qui devait tenir le débat en affirmant que sa réponse de Normandie, par « ni oui ni non », au maire de Neuilly était une façon polie de dire « non ». Puisque M. d'Ornano n'a pas compris ce « non », ajoutait-il, il faut le répéter un peu plus fort.

M. Bas et, après lui, plusieurs élus parisiens, firent donc entendre leur voix. La procédure choisie, dirent-ils, est inacceptable. On a l'impression, souligna, par exemple, M. Jacques Maréchal, qu'on nomme le maire de Paris comme on nomme un préfet. Ce n'était pas la peine de faire un nouveau statut. L'argument fut repris, par quelque-uns de ses collègues, en particulier par M. André Fauton, qui s'étonna que la candidature de M. d'Ornano ait été annoncée sur le peron de l'Élysée.

M. Maréchal avait souhaité d'autre part que l'on évite de

recourir à des élections primaires, en raison du caractère « exemplaire » de la capitale, M. Fauton mit au défi les républicains indépendants d'accepter ce duel. « Qu'ils se présentent seuls, avec la photo du président de la République sur leurs affiches, dit-il, on verra qui gagnera. » Quant à M. d'Ornano, « s'il le profil » nécessaire pour obtenir le vote des quartiers populaires, se demande l'ancien secrétaire d'État. « Il n'apportera dans le système d'arrondissement, estime-t-il, mais à quel point ? Or c'est là que se fera la décision ».

Candidature officielle

On le voit, le ton n'était pas à la conciliation. Dans les couloirs, M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, ne cachait pas son désaccord avec cette « faute » politique. M. Labbé résuma ainsi l'interrogation des députés gaullistes : « Même si nous acceptons la désignation de M. d'Ornano, les Parisiens l'accepteront-ils ? » Le président du groupe U.D.R. ajouta : « Notre objectif n'est pas d'imposer un homme comme maire de Paris, il est de ne pas voir la première ville de France passer à l'opposition. Aussi souhaitons-nous un homme issu d'une large entente entre les formations politiques, qui soit non seulement accepté, mais demandé par les Parisiens. Le groupe exprime en conclusion sa complète solidarité envers ses élus parisiens et décide de différer sa décision jusqu'au 5 décembre ».

Dans les autres groupes de la majorité, tout n'était pas plus pour le mieux. Chez les réformateurs, on entendait

POLITIQUE

L'EXAMEN DU BUDGET A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Industrie et recherche : mieux vaut la coopération que la concurrence sauvage, observe M. d'Ornano

Mardi 16 novembre, sous la présidence de M. Edgar Faure, l'Assemblée nationale a examiné les crédits de l'industrie et de la recherche. M. SCHLOSSER (réf.), rapporteur spécial de la commission des finances pour l'industrie, estime qu'une politique industrielle nouvelle s'ébauche : « Ce n'est pas encore, dit-il, le grand redéploiement imposé par la hausse du pétrole et des matières premières mais c'est un commencement. Des orientations nettes ont été établies dans des secteurs aussi importants que l'automobile, l'informatique, le nucléaire et les télécommunications. » M. MESMIN (réf.), rapporteur spécial de la commission des finances pour la recherche scientifique, estime que « l'évolution des rapports entre les dépenses d'équipement et les dépenses de fonctionnement est difficile à apprécier cette année car des transferts ont été opérés depuis des personnels jusqu'aux matériels sur les crédits du leur situation administrative régulière et sont maintenant payés sur des crédits de fonctionnement. » M. CARO (réf.), rapporteur spécial de la commission des finances pour les industries agro-alimentaires, déplore « les insuffisances de financement dont elles sont victimes ».

Les difficultés dans la sidérurgie et le textile

M. CARO (réf.), rapporteur spécial de la commission des finances pour les industries agro-alimentaires, déplore « les insuffisances de financement dont elles sont victimes ».

Le rapporteur estime que « la situation de l'exportation reste satisfaisante, malgré les aléas climatiques », se félicite « de la politique de promotion de la qualité, qui marque les liens de ce secteur avec la revitalisation de l'échelle rurale ».

M. MICHEL D'ORNANO, ministre de l'Industrie et de la Recherche, présente alors son projet de budget aux députés. Il déclare : « Dans le domaine industriel, où se situe aujourd'hui l'enjeu essentiel, des structures solides et compétitives ont été mises en place dans plusieurs secteurs primordiaux pour l'avenir. Il s'agit désormais d'accroître l'effort de redéploiement dans des secteurs plus traditionnels et de doter le réseau des petites et moyennes industries, qui sont une des forces de notre pays. (...) En ce qui concerne le charbon, le gouvernement a décidé l'exploitation de toutes les ressources nationales que l'on peut envisager raisonnablement. Les nouveaux objectifs fixés pour la production charbonnière d'ici 1980 sont : avec environ 24 millions de tonnes pour 1976. C'est dans cet esprit que le gouvernement examine actuellement la prolongation de l'exploitation du site de La Houve, en Lorraine. Cette politique charbonnière ne signifie pas, cependant, que les bassins

M. JULIEN SCHVARTZ (U.D.R.), rapporteur pour avis de la commission de la production pour l'industrie, pose différentes questions au gouvernement : « Quel est l'état des ventes de la C.I.I.-Honeywell-Bull sur le marché français et plus particulièrement sur celui des administrations et des entreprises publiques ? La réalisation globale correspond-elle aux prévisions ? Le protocole d'accord passé entre l'Etat et la C.I.I.-Honeywell-Bull sera-t-il respecté ? (...) Ne conviendrait-il pas de développer les centrales électro-calorifiques qui présentent de réels avantages économiques ? »

M. BURON (app. U.D.R.), rapporteur de la commission des affaires culturelles, estime que « notre capital intellectuel est insuffisamment exploité ». En séance de nuit, sous la présidence de M. LEENHARDT (P.S.), M. BARTHE (P.C.), rapporteur pour avis de la commission des finances pour la recherche, estime : « Depuis quatre ans, rien ne change. Le budget de la recherche va son petit bonhomme de chemin, son petit train-train, son petit 1,7 %. C'est un budget sans ambition, qui compromet l'indépendance de la recherche dans les conditions de vie de la population. »

En séance de nuit, sous la présidence de M. LEENHARDT (P.S.), M. BARTHE (P.C.), rapporteur pour avis de la commission des finances pour la recherche, estime : « Depuis quatre ans, rien ne change. Le budget de la recherche va son petit bonhomme de chemin, son petit train-train, son petit 1,7 %. C'est un budget sans ambition, qui compromet l'indépendance de la recherche dans les conditions de vie de la population. »

« Les pertes actuelles des Houillères conduisent à une subvention aux charbonnages qui atteindra au moins 2,5 milliards de francs en 1977. L'importance de ces chiffres explique que dans de nombreux secteurs, la recherche demeure indétachable. » M. d'Ornano ajoute : « Les pays industriels doivent comprendre que la coopération est préférable à la concurrence sauvage sur les marchés mondiaux. Nous avons assisté, notamment dans les secteurs de la sidérurgie, de l'automobile, de la sidérurgie et des engrais, à une concurrence dévorante. Grâce à la reprise de la consommation intérieure et à notre compétitivité, les constructeurs français d'automobiles n'en ont pas pour rien. En revanche, le textile, les engrais et la sidérurgie, la situation est préoccupante. Dans le cas de la sidérurgie, cette situation exige que la consommation prenne des mesures pour éviter une crise analogue à celle de 1975. C'est pourquoi la France a demandé que le dispositif de préférence élaboré ces dernières années soit appliqué sans retard et que toutes dispositions soient prises pour réduire l'effet des courants d'importation destructeurs. Pour le textile, la France demande, dans le cadre des négociations au GATT, qu'il soit renforcé et qu'une extension des clauses de sauvegarde. »

M. d'Ornano insiste, d'autre part, sur l'intérêt de la recherche industrielle. Il précise : « Il importe de moderniser et de rendre plus dynamique l'action des centres techniques, car il s'agit là d'une formule française originale, qui permet de remédier à la dispersion des entreprises par la création d'un centre professionnel de recherche collective, dont le financement est assuré par la contribution volontaire ou par la fiscalité des entreprises. »

M. XAVIER HAMÉLIN (U.D.R., Rhône) insiste sur les difficultés que connaît l'industrie textile, qui est dans une situation critique et dont les effectifs diminuent de façon inquiétante, particulièrement dans la région Rhône-Alpes. M. LABARRÈRE (P.S., Pyrénées - Atlantiques)

estime que « le gouvernement travaille toujours dans l'intérêt des multinationales » et que « les élus locaux n'ont pas de prise sur la vie économique ». M. MARSON (P.S.), député de la Seine-Saint-Denis, regrette que « le montant de la taxe professionnelle soit trop lourd » et estime que celui-ci doit être révisé. Il s'agit, d'autre part, de la baisse des investissements du secteur industriel. Mme Fritsch (S.D., Moselle) déclare : « La crise de l'énergie a rendu le charbon français à nouveau compétitif. C'est le moment d'entreprendre une action en faveur des industries houillères. (...) La Lorraine sera la seule région où puisse être poursuivie au-delà de 1985 l'exploitation du charbon. »

M. ROGER (P.C., Nord) déclare : « Un document du V.I.P. Plan, journal, a analysé l'intervention sur la stratégie américaine par rapport à l'industrie française. On observe que la concurrence entre les firmes américaines jouera dans l'avenir un rôle dans la répartition internationale des activités industrielles. (...) M. BOULIN (P.S., Doubs) estime que « si la progression totale des autorisations de programmes de l'enveloppe "recherche" est apparemment de 15 %, l'apport en réalité que par une opération de camouflage — qu'un gouvernement soucieux d'orienter le Parlement ne devrait pas laisser passer — est de 25 % dans cette enveloppe des crédits de reconstruction industrielle concernant le Commissariat à l'énergie atomique et surtout la C.I.I.-Honeywell-Bull, qui faut en retirer. Cette correction étant faite, ajoute-t-il, la progression des crédits d'équipement n'apportera plus que de 7,6 %, soit un taux nettement plus faible que celui des équipements collectifs cités. » M. GAU (P.S., Isère) s'inquiète de la situation de l'industrie papetière, secteur dans lequel, assure-t-il, la production est retombée à son niveau de 1970.

Le député regrette que « le gouvernement semble résigné à l'emprise des sociétés multinationales ». M. BOYER (R.I., Indre) se déclare préoccupé du glissement de l'industrie textile hors de nos frontières. Il estime qu'un plan national accompagné d'accords européens est réalisable. Selon M. Roucaute (P.C., Gard), « une utilisation plus rationnelle de nos réserves de charbon permettrait la défense de notre indépendance nationale, une économie de devises, la possibilité de créer des emplois nouveaux, et, enfin, le soutien à la consommation. (...) Le secteur est plus étroit que l'allocation chômage. »

M. DARINOT (P.S., Manche) évoque le conflit qui oppose les employés de l'usine de La Hague au commissariat à l'énergie atomique. Pourquoi, demande-t-il, refuse-t-on d'organiser un contrôle sérieux de la sécurité ? On en est aux recherches sur les énergies nouvelles ? Le député estime que « nous pourrions déduire de l'impératif national de développement du secteur nucléaire, notamment grâce à l'espace océanique dont il va disposer, la possibilité de produire cinq mille personnes qu'il faut chaque année ». M. DAILLET (réf., Manche) approuve les choix du gouvernement en faveur de l'énergie nucléaire. « On prétend que l'énergie nucléaire n'est pas sûre, alors qu'en définitive l'automobile est bien plus dangereuse et bien plus polluante. Il estime qu'il faudrait lancer une grande campagne d'information à cet égard. M. ANDRÉ BILLOUX (P.S., Tarn) regrette « la très grande dépendance de la France en matière énergétique ». Il estime que « le charbon est délibérément sacrifié au pétrole ». M. DEPIETRI (P.C., Moselle) déclare : « Les patrons de la sidérurgie avec la complicité du pouvoir giscardien conduisent au marasme et au déclin de régions entières. Pour eux, le profit passe avant les hommes. Ils investissent à l'étranger et spéculent sur le franc. » M. GANTIER (R.I., Paris) se félicite que « la France soit la deuxième puissance mondiale en ce qui concerne les recherches pétrolières off-shore ».

La suite de l'examen des crédits de l'industrie et de la recherche est renvoyée à mercredi matin. La séance est levée mercredi 17 novembre, à 1 h. 40.

BERNARD BRIGOLEUX.

● ERRATUM. — Nous avons écrit par erreur dans le Monde du 17 novembre, à propos du projet de rassemblement des formations non gaullistes de la majorité, que l'U.D.R. représentait 20 % de la majorité. Il fallait lire : 20 % du corps électoral.

Radio-Télévision : sans sondages, la télévision serait aveugle, déclare M. Boulin

Mardi matin 16 novembre, sous la présidence de M. Beck (P.S.), l'Assemblée nationale examine les crédits de la radio et de la télévision.

M. LE TAC (U.D.R.), rapporteur spécial de la commission des finances, indique que celle-ci propose aux députés de repousser l'article 50 du projet de loi de finances relatif à la répartition de la redevance (le Monde date 14-15 novembre). M. DE FREAUMONT (U.D.R.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, évoque le problème de la publicité. Il demande : « Où finissent les relations publiques ? Où commencent la publicité clandestine ? Il y a là un vide idéologique. » Il juge satisfaisant que « malgré la sévère contrainte financière, les sociétés ont réussi à maintenir des programmes qui, dans l'ensemble, ont bénéficié d'une bonne écoute ».

M. ROBERT BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, déclare : « Après une année de mise en route, les nouveaux organismes de l'O.R.T.F. ont été en 1976 dans des conditions normales. Certes, on entend beaucoup parler de la radio et de la télévision et, en effet, les écarts de programmation sont toujours amplifiés. Cela ne doit pas cacher le fait que celles-ci fonctionnent pour l'essentiel de façon satisfaisante. Leurs budgets sont équilibrés en équilibre. La gestion de leur personnel n'a pas connu les mêmes errements que du temps de l'O.R.T.F. (...) Différents sondages ont été effectués par le public à conscience de progrès sensibles dans le domaine de l'objectivité de l'information. (...) A propos de la couverture du territoire par les émetteurs, le ministre précise : « Le financement des réémetteurs destinés à couvrir les zones d'ombre et des équipements destinés à améliorer la réception, pour le passage de 11 à la couleur justifie, pour l'essentiel, l'importance de la dotation accordée à cet égard : 331 millions de francs. Parmi les attributions de 4 millions de francs à FR3 pour couvrir les frais de diffusion de la liaison par satellite entre la France et le Pacifique. »

« Limiter les possibilités de cumul »

M. Boulin ajoute : « Les sociétés de programme n'ont jamais été incitées à fonder leur politique de programme sur les seuls besoins du public. (...) La télévision, qu'elle soit publique ou privée, ne peut se passer de sondages, qui permettent d'appréhender les réactions de son public. Une télévision sans sondages serait une télévision aveugle et ignorante des préoccupations de la population. »

S'agissant de la taxe radio, M. Boulin déclare : « Je reconnais bien volontiers que cette taxe des sociétés de programme est une charge pour le public. Sa suppression suppose toutefois que la perte de recettes qui en découlerait soit compensée. Sous cette réserve importante, je ne suis pas hostile à la suppression de la taxe radio au 1^{er} janvier 1978 comme la commission l'a proposé. (...) Il indique que « deux mesures d'ordre déontologique ont été suggérées : d'une part, de limiter les possibilités de cumul entre des fonctions de responsabilité dans la société et de fonctions de producteur ou d'animateur dans celle-ci et, d'autre part, de limiter le nombre d'émissions dans l'année par producteur ou par animateur en particulier pour les émissions de variétés. »

M. Boulin conclut : « Votre rapporteur a proposé la création d'un organisme coordinateur entre les sept organismes. Mais il est clair qu'il reconstruirait l'O.R.T.F., ce que personne ne peut souhaiter, car l'essentiel des problèmes qui auraient pu être réglés par cet organisme l'ont été sans lui. »

« Voilà pourquoi je demande à votre Assemblée de ne pas modifier l'organisation qu'elle a approuvée en 1974 mais de chercher à l'améliorer et de lui donner les moyens de rendre les services que l'on attend d'elle. »

Dans la discussion générale, M. JACQUES BLANC (R.I., Lozère) déclare : « Nous avons voulu mettre en place des sociétés autonomes et indépendantes en établissant entre elles une certaine concurrence. Aujourd'hui, ces objectifs me semblent avoir été atteints et le côté positif de l'indépendance et de l'autonomie me paraît l'emporter sur les inconvénients que présente toute concurrence. »

M. ANDRIEU (P.C., Pas-de-Calais) critique l'attitude de la station illoise de FR3, qui, le vendredi 5 novembre dernier, « a consacré les vingt minutes de son temps d'antenne à une interview de M. d'Ornano, venu à Lille présenter devant cent cinquante personnes le livre du président de la République ». M. VIVIEN (U.D.R., Val-de-

Marne) observe : « J'ai du mal à voir la différence entre la concurrence et l'émulation. Personnellement, dans le comportement des sociétés et de leurs dirigeants, j'aperçois surtout l'émulation. »

M. FILLIQUET (P.S., Drôme) relève que « l'information est triviale, certains faits étant amplifiés et d'autres minimisés ». Il estime que « la sortie de Démocratie française méritait, certes, qu'on en parle (...), mais ce n'était tout de même pas l'éclatement du siècle justifiable comme tel de l'incroyable battage publicitaire dont elle a fait l'objet ». La discussion se poursuit l'après-midi : M. EYRAUD (P.S.), nouveau député de la Haute-Loire, fait son entrée dans l'Assemblée sous les applaudissements de l'opposition.

M. GANTIER (R.I., Paris) se félicite « de ceux qui estiment que la loi de 1974, sans avoir dissipé comme par enchantement tous les problèmes de gestion, a permis d'obtenir des résultats positifs ». Il estime que « l'on ne saurait donner à l'Institut national de l'audio-visuel ce que l'on prendrait à FR3 et à Radio-France ».

M. CHEVREMENT (P.S., Territoire de Belfort) déclare : « Les objectifs assignés à la loi de 1974 constituaient une saine concurrence, une meilleure gestion, une véritable émulation. En fait de meilleure gestion, le coût du service public a augmenté de 40 % ; d'un côté, les recettes de 40 %. L'ensemble des ressources

est passé de 2,5 à 3,6 milliards de francs de 1974 à 1976. »

M. RALITTE (P.C., Seine-Saint-Denis) regrette que « obéissant à la règle de l'audience, les chaînes de télévision aient un comportement commercial ».

M. AUBERT (U.D.R., Alpes-Maritimes) déplore la persistance de « zones d'ombre » dans la diffusion de la télévision. Répondant aux orateurs, M. BOULIN précise que « la S.F.P. ne dispose d'aucun monopole » et indique que « sa survie semble assurée pour 1977 ». Il souligne la création d'un groupe de travail qui généraliserait la possibilité de procéder à des expériences limitées de coloration de la première chaîne. Il constate que « les Français apprécient les efforts faits en matière d'objectivité ». Pour M. HOUTIER (P.S.), « le journal de 20 heures manipule l'opinion ». Répondant à M. VIVIEN (U.D.R.), M. BOULIN se déclare favorable à l'organisation d'un large débat sur l'information au cours de la prochaine session. Quant aux journalistes, il estime qu'ils sont en butte à des critiques « injustes et infirmes ».

L'Assemblée autorise la perception de la redevance radio-télévision et adopte l'article relatif à sa répartition. Un amendement du gouvernement permet à l'INA de bénéficier de dotations directes de redevances pour des opérations d'équipement présentant un intérêt particulier. L'Assemblée adopte deux amendements de l'opposition. — P. Fr.

Déconcentration bureaucratique

Dans le rapport qu'il a présenté au nom de la commission des lois, M. Bouvier (Rassemblement démocratique) dresse le bilan de la politique de déconcentration menée depuis 1964. Cette politique, estime-t-il, « a été un échec ». Le rapporteur se réveille plus que le mal. A partir d'un cas concret (la construction d'un C.E.S. en province), il illustre le processus bureaucratique auquel a conduit une déconcentration trop timide.

Acte modeste (participation de l'Etat de 1 à 3 millions de francs) et banal (plusieurs centaines par an) une telle construction n'en fait pas moins l'objet d'une procédure en vingt-quatre étapes, les vingt-deux opérations précédant les travaux occupant deux ans, soit quatre fois le délai de construction. Quatorze instances interviennent dans cette procédure : l'inspecteur d'académie, le recteur, la commission académique de la carte scolaire, le préfet de région, la conférence administrative régionale, le ministre de l'éducation, le recteur des programmes pédagogiques.

la collectivité locale concernée, le directeur départemental de l'équipement, le préfet de département, l'architecte, la commission départementale des opérations immobilières et de l'architecture, le contrôleur financier local et le ministre des finances. En régime centralisé, intervenaient quatre ministères plus trois services spécialisés, au total sept instances parisiennes. En régime déconcentré : deux ministères seulement, mais encore les trois services spécialisés, en plus trois instances régionales et six départementales, soit au total quatorze instances situées dans plusieurs villes. Ainsi, la déconcentration a contribué à une escalade de complexité qui allonge les délais et augmente les coûts administratifs.

Pour une construction moins banale, tel le centre hospitalier universitaire, il faut évaluer quatre instances et cent opérations sur huit ans ; pour une construction exceptionnelle comme La Villette, cent instances distinctes ont percuté dans cent opérations stables sur dix à quinze ans.

cinq atouts que vous ne trouverez nulle part ailleurs, pour installer vos bureaux.

- 1 17 000 m² de bureaux disponibles à vos mesures
- 2 des conditions financières privilégiées
- 3 une situation géographique stratégique
- 4 un personnel nombreux et qualifié sur place
- 5 des équipements urbains bien conçus

Ces bureaux existent en toute dimension, à partir de 13 m² aménagés ou bruts de décollage, "open space" ou cloisonnés. Selon vos besoins, trois formules vous sont proposées : location simple (dai de 3,6 ou 9 ans), vente avec paiement comptant, vente avec crédit sur 15 ans.

Un exemple : à Sarcelles, avenue du 8 Mai 1945, des bureaux aménagés de 300 m² sont disponibles à 250 F le m² en location, à 3.300 F le m² en vente. Le crédit sur 15 ans est proposé sur 70 % du prix de vente hors taxes, est remboursable mensuellement à un taux particulièrement exceptionnel.

Sarcelles ville nouvelle

Pour recevoir des renseignements complémentaires, veuillez nous téléphoner ou nous retourner le coupon-réponse ci-dessous.



4, place de Navarre 95200 Sarcelles
990.71.01 - 990.75.94 - 990.67.19

Je souhaite :
Renseignements
Acheter
Louer
Sous-louer
Cession
Autre

Giscard, prix Goncourt ?
Non, 1^{er} accessit au conservatoire...
Jeunes loups et vieux requins
de la Société Libérale Avancée...
Chronique des nouveaux misérables...
Les enfants de Pétaïn et du Coca-Cola
au sommaire de

la gazette
libérale... et avancée

Nouveau mensuel 32 p. 5 F

صبراً من الراحل

Le Sénat adopte la réforme de l'architecture

Le Sénat a adopté, le 17 novembre à 1 h. 15 du matin, par 178 voix contre 89 (P.C., P.S., rad. de gauche), l'ensemble du projet de loi sur l'architecture. Les sénateurs, qui ont voté cette réforme avant l'Assemblée nationale, l'ont amendée sur plusieurs points : ils ont notamment élargi le rôle des conseils départementaux d'architecture et d'urbanisme en instituant le recours obligatoire à ces organismes pour les « petits constructeurs ».

Pour M. MIBAUDOT (ind.), rapporteur de la commission des affaires culturelles, ce projet, adopté en décembre 1972 par le Sénat, est « évanoui dans des conditions constitutionnelles curieuses ». Sur les points fondamentaux, les orientations du nouveau texte diffèrent peu de celles de 1972. La qualité architecturale, l'harmonie avec les environs, le respect des sites et du patrimoine architectural sont déclarés « d'intérêt public ». Toute personne désirant entreprendre des travaux soumis à une autorisation de construire devra faire appel à un architecte pour établir un « projet architectural » qui précisera les caractéristiques essentielles de la construction.

Une exemption est toutefois prévue en faveur des personnes désirant construire pour elles-mêmes. Ces personnes pourront bénéficier gratuitement des conseils d'un organisme d'assistance architecturale économe, « conseil d'architecture et d'urbanisme », qui sera mis en place dans chaque département. Ayant rendu le recours à l'architecte « largement obligatoire », le projet, note M. Mibaudot, « encadre l'homme de l'art dans une organisation professionnelle de droit public soigneusement réformée ». La profession est ouverte à des compétences issues d'horizons divers : les « sociétés d'architecture » se voient conférées la qualité de « personnes morales » quand elles répondent à des normes bien précises. Une disposition nouvelle donne aussi aux architectes la possibilité de constituer des sociétés de forme commerciale. D'autre part, le nouveau texte, à la différence de celui de 1972, reprend la notion d'ordre des architectes. Le rapporteur exprime toutefois son scepticisme au sujet de l'efficacité du projet.

M. PALMIER (Un. cent.) affirme que la loi nouvelle permettra « aux vrais professionnels d'assurer, à face aux financiers et à l'administration, leur mission majeure de création ».

M. PISANI (P.S.) analyse les causes de la crise actuelle de l'architecture : celle-ci est faite pour durer ; or nous vivons une époque de consommation rapide. Comment aussi dépasser le mesurable quand le profit demeure la règle ? L'ancien ministre souligne que « ce concept de profit trahit son application au niveau du scandaleux en matière foncière. (...) Depuis le début du siècle, celui qui a acheté ou hérité des terres et n'a rien fait a gagné plus que celui qui a investi et travaillé ».

M. PIERRE VALLON (Union cent.) estime que la mission pédagogique des conseils d'architecture devrait être complétée par l'obligation de leur visa avant toute délivrance d'un permis de construire.

Mme EDELIN (P.C.) pense que s'il y a une crise de l'architecture, c'est qu'il y a une crise du capitalisme : de façon « éhontée », dit-elle, ce système a livré l'urbanisme aux promoteurs.

Mme FRANÇOISE GIROUD, secrétaire d'état à la culture, répond à M. Pisani que si la perspective des invalides a été blessée par la tour Montparnasse, il n'y est pas tout à fait étranger, et que, André Malraux, en tout cas, n'était pas l'homme des banques.

À Mme Edeline, elle oppose l'exemple des pays socialistes : l'architecture y échappe à la spéculation, mais pas à la médiocrité.

Abordant l'examen du projet même, Mme Giroud indique que le gouvernement a voulu limiter à l'essentiel le recours obligatoire à l'architecte. Pour répondre à l'inquiétude et même l'hostilité de la profession, elle annonce qu'elle est prête, néanmoins, à accepter un amendement qui tend à obliger le maître d'ouvrage à laisser à l'architecte un certain droit de regard sur l'évolution du projet élaboré par ses soins.

Elle souligne une différence « très notable » entre le texte précédent et celui-ci : la création des organismes de conseil architectural ne sera pas laissée à l'initiative des conseils régionaux d'architectes. « Il s'agit, en effet, d'une sorte de service public, qui doit être indépendant des groupes professionnels. » Le financement en sera donc assuré par l'Etat. « Nous envisageons, précise la secrétaire d'état, d'établir une taxe additionnelle à la taxe locale d'équipement. Son taux serait fixé à 0,1 % pendant la période de mise en place de ces organismes, produisant ainsi une ressource d'environ 40 millions de francs ».

Mme Françoise Giroud évoque ensuite le cas de la « commande publique », qui, « en raison de son volume et de sa valeur d'exemple, doit jouer un rôle déterminant dans une politique de recherche de la qualité architecturale ». Elle définit les points essentiels sur lesquels portera son effort, notamment pour lutter contre la déséquilibre dans la répartition des travaux commandés par les collectivités et les administrations.

Les sénateurs apportent, en séance de nuit, les principales modifications suivantes au projet gouvernemental :

● ARTICLE PREMIER. —

Une base légale est instituée pour l'annulation de permis de construire accordés en violation de la règle « d'intérêt public ».

Le Sénat a supprimé aussi le régime des exceptions à l'obligation générale du permis de construire que constituent les autorisations administratives. Cette mesure vise certains services publics, qui construisent sans permis de construire, ce qui, « notamment, pour effet de priver les maîtres du moyen légal de s'opposer aux travaux ».

● ART. 4. — Les personnes physiques qui édifient ou modifient pour elles-mêmes une construction de faible importance sont exemptées du recours obligatoire à l'architecte. Mais le Sénat a voulu que ces « petits constructeurs » (définis par décret) soient tenus de consulter le conseil architectural ou urbanisme de leur département. Le texte gouvernemental ne prévoyait cette consultation que comme facultative.

● UN ARTICLE ADDITIONNEL 4 bis fixe que « les modèles de construction, industriels ou artisanaux, susceptibles d'être répliqués doivent être conçus avec la participation d'un architecte, quel que soit le maître d'ouvrage qui les utilise ».

● ART. 13. — Cet article pré-

cise selon quel mode l'architecte pourra exercer sa profession. Jusqu'à présent il n'a pu l'exercer que sous la forme libérale. Le Sénat a voté un amendement de M. ECKHOUTTE (P.S.) fixant qu'il peut désormais l'exercer, notamment, « en qualité de salarié d'organismes d'études exerçant leurs activités pour le compte de l'Etat ou des collectivités locales dans le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme ».

Les agences d'urbanisme qui exercent parfois leurs activités pour le compte des communes, emploient comme salariés des architectes diplômés. L'auteur de l'amendement a pensé spécialement à ces agences.

● UN ARTICLE 23 bis nouveau soumet les architectes et agrés associés d'une société d'architecture aux dispositions applicables aux professions libérales en matière de sécurité sociale.

● PROTECTION des inventions industrielles. L'ensemble du projet de loi est ensuite voté par cent soixante-dix voix contre quatre-vingt-neuf, après les interventions de M. ECKHOUTTE, hostile à la réforme, et SCHUMANN (U.D.R.), qui souligne le rôle de la commission des finances dans la reprise

du débat après trois ans d'interruption.

Au cours de la séance de mardi matin, le Sénat avait approuvé plusieurs conventions internationales concernant la délivrance et la protection des brevets d'invention. Ces textes, dont le rapporteur était M. CHARLES BOSSON (Un. Cent.), visent à unifier et à renforcer la législation internationale des brevets industriels. Sans supprimer la législation antérieure qui régit le brevet national, ils établissent une nouvelle procédure et un contrôle plus efficace de la délivrance et de l'application des brevets. Il y aura désormais trois niveaux de protection : un brevet international approuvé par quarante nations, un brevet européen, régi par la convention de Munich d'octobre 1973 et un brevet national.

Les sénateurs ont aussi adopté un projet de loi concernant plus particulièrement la pension des militaires originaires de la Grande-Comore, mais qui a été pour M. DE CUITOLI, sénateur représentant les Français de l'étranger, l'occasion de signaler le cas plus général des militaires ayant perdu la nationalité française lors de l'indépendance de nos ex-colonies : la pension de ces anciens combattants a été « gelée » et se transforme en misérable aumône.

ALAIN GUICHARD.

Après le succès du candidat socialiste en Haute-Loire

M. MORELON (R.I.) PEUT PERDRE LA PRÉSIDENTIE DU CONSEIL RÉGIONAL D'Auvergne

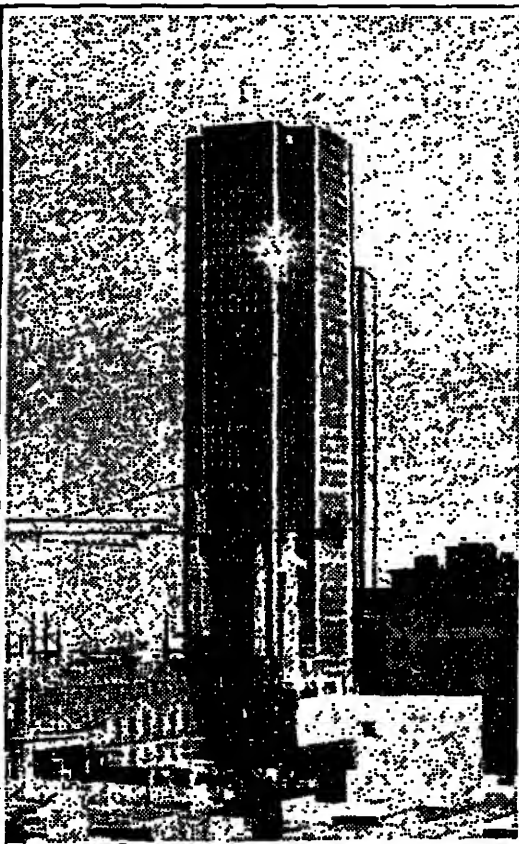
M. Jean Morelon, député républicain indépendant du Puy-de-Dôme, pourrait perdre la présidence du conseil régional d'Auvergne lors du prochain renouvellement du bureau de cette assemblée, en janvier 1977. La composition du conseil, en effet, subit plusieurs modifications importantes depuis l'élection de M. Morelon, en janvier 1974, par 30 voix contre 12 à son adversaire socialiste. A la suite des élections cantonales de mars, le conseil régional ne comptait plus que 22 représentants de la majorité, la gauche progressant sensiblement et atteignant un total de 22 sièges. Le décès de Jean-Claude Simon, député R.I. de la Haute-Loire, et son remplacement à l'Assemblée nationale par M. Louis Estrand, P.S., vainqueur de l'élection législative partielle du 14 novembre dernier, ont conduit à un partage des voix au sein du conseil, puisque majorité et opposition détiennent désormais 23 sièges chacune.

Il est prévu, dans un cas semblable, que le candidat le plus âgé est proclamé élu. Il suffit donc à la gauche de choisir un candidat qui soit l'aîné de M. Morelon (âgé de cinquante-cinq ans) pour lui faire perdre la présidence. La majorité pourrait cependant conserver celle-ci, puis que le doyen du conseil régional est M. Augustin Chauvet, député U.D.R. du Cantal, né en 1900.

Le conseil régional d'Auvergne comprend 5 P.C., 18 P.S., 2 rad., 3 C.D.E., 5 U.D.R., 3 R.I., 1 C.N.R. et 6 mod. max.)

● Le Centre national des indépendants et paysans de Paris, dont le président est M. Raymond Bourguin, a adressé, lundi 15 novembre, ses « chaleureuses félicitations » à M. Jean Tiberi. Selon le C.N.I.P., de la capitale, M. Tiberi a « certainement bénéficié », pour être élu dès le premier tour dans le cinquième arrondissement « de la totalité des voix des indépendants qui répondent ainsi à l'appel de leur parti ».

SERVEZ-VOUS DU LIÈGE LE LIÈGE HPK SERT A TOUT.



Tout est possible avec le liège HPK.

Léger, souple, élastique, imperméable, régulateur, isolant, résistant... Le liège se met au mur, au sol, au plafond et la maison devient belle, chaude, silencieuse... Il prend toutes les formes et s'adapte aisément aux besoins des bâtisseurs et des industriels. Il sert à qui veut s'en servir et pour son plus grand bien. Découvrez toutes les possibilités du liège HPK : le plus généreux des matériaux naturels.



Pour recevoir gratuitement une documentation technique sur le liège HPK avec des échantillons et une liste de références : ☐ Département ☐ Industrie. Retournez ce bon à HPK à et à, rue Claude-Désormes - 75012 PARIS ou 55, rue de l'Asie - 69100 VILLEURBANNE Agence Rhône-Alpes.

Nom _____
Profession _____
Rue _____
Code postal _____ Ville _____

Politique - Hebdo publie, dans son numéro daté du 15 au 24 novembre, le texte d'une interview accordée à Hervé Hamon par M. René Yvetot, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste). Après avoir évoqué « la contradiction flagrante entre la crise politique du régime et la difficulté qu'éprouve l'extrême gauche à déterminer efficacement sa stratégie », M. Yvetot ajoute : « Je crois que mai 68 marque le fin de l'état du P.C.F. sur la droite centre, et que ce qui nous attend lorsque la gauche sera au gouvernement, ce n'est pas une répétition de juin 1936 ou de mai 1968 — une grève avec occupation, quelque peu, d'une usine — c'est un processus long d'extension du contrôle ouvrier, un « mai rampant » à l'italienne ».

Interrogé sur « la contestation du militantisme, des dirigeants, du langage et du modèle « organisationnel » lui-même », actuellement observée à l'extrême gauche et au sein de la L.C.R., M. Yvetot répond : « Tout cela constitue le centre de nos débats de congrès (1). À partir d'un congrès sévère, « l'inhospitalité » de la L.C.R. envers les camarades ouvriers et les militantes. Il y a des causes qui dépassent le champ de l'organisation. L'insatisfaction des premières défaites de l'avant-garde en Amérique latine et — partiellement — au Portugal, le « creux » de la vague, auquel la faiblesse relative de l'implantation ouvrière. (...) Le remède à ces causes générales réside dans le développement d'une « auto-organisation » ouvrière, qui — on l'a vu à Lip — redéfinit les rapports sociaux, y compris l'oppression des femmes. De ce point de vue, nous aurons une triple effort à faire : analyse théorique, modification de nos rapports internes, prise en charge de ces nouveaux thèmes par le mouvement syndical ».

(1) Le prochain congrès de la L.C.R. doit avoir lieu en décembre.

« DÉMOCRATIE FRANÇAISE » EN VINGT-QUATRE LANGUES

L'ouvrage de M. Giscard d'Estaing, *Démocratie française*, va être traduit en vingt-quatre langues. A. Indiqué, lundi 15 novembre, M. Tescat, porte-parole de l'Équipe, dix éditions étrangères sont en préparation, en anglais (aux États-Unis et en Grande-Bretagne), allemand, espagnol, portugais (au Brésil), suédois, danois, néerlandais, tchèque (en Liban) et bengali (en Inde). L'édition néerlandaise sera la première à être mise en vente, sans doute en décembre. Ces traductions portent toutes le titre de *Démocratie française*, sauf la version espagnole intitulée : *la Democracia*. *Démocratie française*.

Quinze autres traductions sont en discussion, notamment en Afrique du Sud, où le livre pourrait être traduit en anglais et en afrikaans, l'Italie, Israël, le Japon et la Pologne. Ni l'Union soviétique ni la Chine ne se sont mises sur les rangs.



UN NOUVEAU MEUBLE DE RANGEMENT

dossiers suspendus et cartonnières dans le style de ses garnitures de bureau

CHALMETTE

cadeaux

PARIS 17, Boulevard Malesherbes 87 55, Boulevard Raspail 74
24, Cours de Vincennes (FACE PRINTEMPS-NATION)
BRUXELLES 247, Galerie Porta Louise

Pécole et la nation

168, Rue du TEMPLE - PARIS 75003 - Tel. 277.35.22

N° 265 - NOVEMBRE 1976 - 68 p. - 8. fr.

● PEDAGOGIE ● DELINQUANCE
JUVENILE ET EDUCATION SURVEILLÉE
● COMMUNISTES ET CHRETIENS

EN LIBRAIRIES ET KIOSQUES

ÉDUCATION

« LAICISATION » ET « CARACTÈRE PROPRE »

Les anciens élèves s'interrogent sur les mutations de l'enseignement catholique

Nantes. — Près de trois cents délégués de la Confédération française des associations amicales d'anciens et d'anciennes élèves de l'enseignement catholique se sont réunis à Nantes, pendant le dernier week-end, pour une session de réflexion. Les mutations de l'enseignement catholique ont été au centre de leurs discussions.

Comment assurer la transmission des valeurs chrétiennes que nous avons apprises dans les écoles catholiques et éprouvées ensuite au cours de notre vie ?

Ainsi pourrait-on résumer l'interrogation, à laquelle se sont efforcés de répondre les anciens élèves

De notre envoyé spécial

de l'enseignement catholique. Après s'être félicités, en 1975, à Montpellier, de cette « chance » que représente l'école catholique, force leur fut de constater cette année que l'école catholique d'aujourd'hui n'est plus celle qu'ils ont connue et aimée et que cela ne va pas sans entraîner doutes et remises en question.

Le remplacement, à la tête des établissements, des religieux par des laïcs, la laïcisation inéluctable du corps enseignant, sont les principales sources de « points chauds », devant soulever le problème Guiberteau, directeur diocésain de l'enseignement catholique de Nantes. Il en résulte souvent une crise d'autorité et

des valeurs qu'il décrit avec prudence comme « une certaine rupture... un nouveau style de présence, de vie, de témoignage... ».

Si les anciens élèves, en tout cas les plus âgés, sont surtout sensibles à cet aspect des choses, ils demeurent aussi perplexes devant les profondes transformations structurelles de l'enseignement catholique, en particulier depuis la loi Debré de 1959. Au total, beaucoup ne reconnaissent plus leur école catholique qui, de surcroît, s'ouvre de plus en plus des chrétiens titides ou à des indifférents, venus là pour des motifs autres que religieux.

Assurer la permanence

Après ce constat, le chanoine Guiberteau a renouvelé auprès des anciens élèves l'appel déjà lancé par la hiérarchie catholique aux parents d'élèves de l'enseignement libre lors de leur délégation nationale de Bourg-en-Bresse (Le Monde du 25 mai) : « Qui sera le gardien juridique valable de l'institution et du caractère catholique de celle-ci ? L'individu ou les congrégations disparues ? Le comité diocésain ? Mais où est le lien juridique entre ces autorités et le directeur ou le maître lui-même ? Le lien semble naître (...) d'une véritable autorité de tutelle, signe et expression juridique de l'unité et de la permanence de l'enseignement catholique. Les anciens élèves sont les témoins de cette unité et de cette permanence. Ils ont le devoir, en termes de droit les liens entre les personnes et institutions qui existaient de fait autrefois ou s'inscrivent dans la réalité canonique... »

Cette proposition est-elle de nature à ménager des conditions de l'enseignement catholique de type « école » à un enseignement catholique de type « collège » ? L'ancien élève de l'enseignement catholique, dont les anciens élèves sont les témoins, ne peut pas ne pas se poser la question de la permanence de l'enseignement catholique, qui est la question de la permanence de l'école au sein des établissements et y jouer « un rôle d'arbitre, de conseil ».

Comment les amicales d'anciens élèves peuvent-elles jouer ce rôle ? En obtenant, selon le Père Sazerat, directeur diocésain de l'enseignement catholique de Tours, d'être considérées et en se constituant comme le troisième membre à part entière de la communauté éducative, avec pour mission de révéler l'école au monde et à l'Église actuelle, et vice versa.

Le rôle des parents

Est-ce à dire que les parents d'élèves ne jouent pas ce rôle ? Sans aller aussi loin, le Père Sazerat constate qu'un nombre croissant d'entre eux ne sont pas chrétiens et que dans leur ensemble ils sont « légitimement polarisés » dans leurs rapports avec l'école.

Des objectifs aussi ambitieux ne vont pas sans susciter des correspondances. « Nous constatons, reconnaît Mme Gatinho, première secrétaire de la Confédération nationale, une masse, mais pas encore, et de loin, une organisation structurée (1) ». Ainsi, invitait-elle cette masse à rejoindre les associations et ces dernières à ne plus être, comme c'est encore souvent le cas, des « amitiés de parents » qui vibrent d'un repas par an. Elle invitait aussi les diverses instances amicales à se brancher « sur celles de l'enseignement catholique » : conseils d'établissement et comités diocésains. A ces conditions, et en agissant désormais en tant qu'anciens élèves de l'enseignement catholique, et non plus de tel ou tel établissement, il doit être possible aux anciens élèves, ont estimé leurs représentants présents à Nantes, de veiller au maintien et dans certains cas au rétablissement de la qualité — dans tous les sens du terme — de l'enseignement catholique.

MICHEL KAJMAN.

(1) M. de Saint-Chamant, président de la Confédération française des anciens élèves de l'enseignement catholique, estime à environ six millions le nombre total des anciens élèves. La Confédération, elle, groupe un nombre non précis, mais sensiblement plus élevé d'anciens élèves par établissement, réunis en sections diocésaines et académiques.

RELIGION

APRÈS LA CONVENTION CATHOLIQUE DE DÉTROIT

Les évêques américains rappellent les normes traditionnelles de l'Église sur la sexualité et le mariage

New-York. — Par 172 voix contre 25, les évêques américains ont approuvé, le 11 novembre, le contenu d'une lettre pastorale qui réitère pour l'essentiel les positions traditionnelles de l'Église catholique sur l'éthique

sexuelle et reprend à son compte les normes posées par la « déclaration sur la morale sexuelle » publiée par la congrégation romaine pour la doctrine de la foi, en janvier dernier (Le Monde du 18 janvier 1976).

De notre correspondant.

Bien qu'un porte-parole de la conférence épiscopale américaine ait déclaré que la lettre pastorale ne constituait pas une réponse à l'appel lancé à l'Église par les participants à la conférence de laïcs intitulée « Appel à l'action » qui a eu lieu fin octobre à Detroit, tout indique que les hautes instances ecclésiastiques ont voulu ériger une première digue contre le flot montueux des revendications des laïcs.

En février 1975, le cardinal John Dearden, archevêque de Detroit, organisa une grande consultation auprès des fidèles intitulée « Justice pour tous ». Pendant deux ans le comité pour la conférence nationale des évêques développa dans les paroisses des discussions sur huit sujets (l'Église, les groupes ethniques et la race, la famille, l'humanité, la nation, la personne, le mariage, le travail), centrées sur le thème de la justice. Huit cent mille réponses écrites furent reçues et une sorte de « convention » catholique se réunit à Detroit du 20 au 24 octobre pour en tirer un certain nombre de conclusions générales sur « la meilleure manière d'assurer la liberté et la justice à tous ». Le comité pour la conférence nationale des évêques a alors lancé un grand projet d'action pastorale. Cent cinquante sur cent soixante-dix diocèses étaient représentés à Detroit. Chaque diocèse eut droit à neuf représentants mais les diocèses groupant plus d'un million d'habitants eurent droit à un délégué supplémentaire par cent mille habitants.

Les résolutions qui ont été adoptées au cours de cette « convention » et les idées exprimées par les fidèles de la base furent beaucoup plus libérales que ne l'avaient espéré les évêques. L'« Appel à l'action » invite les autorités ecclésiastiques à rendre compte de leur gestion financière à une commission nationale où siègeraient des laïcs. Il invite les évêques à obtenir du pape le droit pour les femmes et les hommes mariés de devenir prêtres. Il demande aux diocèses de faire place à un plus grand nombre de groupes ethniques (Noirs, Mexicains, indiens, etc.) dans la hiérarchie ecclésiastique. Il propose la création d'un bureau de la conférence catholique à New-York pour assurer la liaison avec les Nations unies et invite les catholiques à s'opposer vigoureusement à la prolifération des armes nucléaires et à l'exportation des armes tout court. Il souhaite que l'Église étende son souci pastoral aux personnes divorcées et remarquées. Il préconise un moratoire sur la peine capitale et sur la construction de nouvelles prisons. Il recommande enfin aux couples d'« obéir aux impératifs de leur conscience » en ce qui concerne l'usage des contraceptifs.

Une bonne « coupe »

Les évêques les plus conservateurs ont contesté la représentativité des participants à la convention de Detroit, dont beaucoup se nomment eux-mêmes ou furent désignés par des groupes militants pour telle ou telle cause. En fait, on remarquait dans l'assemblée des religieux, des officiers de marine, des indiens, des membres des enseignements, des étudiants — une bonne « coupe transversale » de la société catholique, en somme.

La lettre des évêques met en évidence le fossé qui sépare deux groupes d'évêques aux États-Unis : ceux qui se font une conception dogmatique et autoritaire de l'Église et ceux qui sou-

haitent la démocratiser. La lettre des évêques condamne les actes homosexuels, refuse d'assouplir l'attitude de l'Église envers les divorcés (les liens du mariage, rappelle-t-elle, sont indissolubles) ou en ce qui concerne l'usage des méthodes anticonceptionnelles. Elle prend parti contre les relations sexuelles en dehors du mariage, contre l'avortement et l'euthanasie. C'est au mois de mai que les évêques doivent, en principe, « prendre en considération » les recommandations de l'« Appel à l'action ». Mais, sans se donner la peine d'attendre jusqu'à là, ils viennent de s'y opposer publiquement, mettant ainsi en relief le clivage qui existe entre la hiérarchie et la base, entre la majorité des évêques et la majorité des laïcs, à propos de ces problèmes éthiques.

LOUIS WIZNITZER.

PAUL VI NOMME Mgr BRAND EVÊQUE AUXILIAIRE DE STRASBOURG

Paul VI a nommé Mgr Charles Brand, actuellement évêque auxiliaire de Mgr Gilles Barthé, évêque de Metz, et de Toulon, évêque auxiliaire de Mgr Léon-Arthur Elchinger, évêque de Strasbourg.

Né à Mulhouse en 1920, Mgr Brand, licencié de lettres, diplômé d'études supérieures de philosophie et de droit en philosophie de la faculté de Strasbourg, est ordonné prêtre à Clermont-Ferrand, en 1943, au titre du diocèse de Strasbourg. Il est mis par Mgr Buisson à la disposition de Mgr Buisson, évêque de Metz, dont il devient le secrétaire particulier jusqu'en 1953. Il exerce en même temps les fonctions d'aumônier militaire des camps du Sud-Est. En 1955, il est mis à la disposition du diocèse de Metz et nommé vicaire général. En 1956, Mgr Barthé le nomme vicaire général chargé de la pastorale d'ensemble du diocèse de Metz et du Centre de formation permanente de la Castille. En 1971, il est nommé évêque auxiliaire de Mgr Barthé, et ordonné évêque par Paul VI, à Rome, le 13 février 1972.

LETTRES

M. ANDRÉ MALRAUX HOSPITALISÉ

M. André Malraux a été transporté lundi soir à l'hôpital de Crète, l'écrivain, qui est âgé de soixante-quinze ans, souffre d'une congestion pulmonaire.

Il avait subi il y a trois mois, dans une clinique de Neuilly, une intervention dont il s'était parfaitement remis. Cependant un léger état infectieux avait surgi. En fait, on remarquait dans l'assemblée des religieux, des officiers de marine, des indiens, des membres des enseignements, des étudiants — une bonne « coupe transversale » de la société catholique, en somme.

MORT DE L'ÉCRIVAIN SICILIEN ERCOLE PATTI

(De notre correspondant.) Rome. — L'écrivain sicilien Ercole Patti est mort, le 15 novembre, à Rome, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-douze ans.

Originaire de Catane, Ercole Patti avait commencé sa carrière comme journaliste. À partir de 1926, il fit des reportages dans divers pays asiatiques pour la Gazzetta del Mezzogiorno et collabora à plusieurs autres quotidiens, dont le Corriere della Sera. Certains de ses écrits avaient un « relief » qui aurait bien pu être d'inspiration romanesque. Il était d'ailleurs de beaucoup d'années de l'époque. Cela n'empêcha pas son auteur d'être inconnu pour l'antiquaire pendant l'occupation allemande. Il devait répondre de ses récits journalistiques dans son dernier livre Un long voyage lointain, publié l'an dernier.

Ercole Patti obtint son premier succès littéraire en 1940 avec Haute Quatrième, qui décrivait avec humour et sensualité le lent déclin de la Rome fasciste. Par la suite, au rythme « un livre tous les deux ou trois ans », il écrivit une dizaine de romans, plus biographiques que politiques, comme la Consigne (1965). Un très beau novembre (1967) et Graciosa (1970), dont les héros étaient généralement Eros, mais aussi « deux poètes » de l'antiquité, Rome et la Sicile.

R. S.

INSTALLÉ A FLORENCE

L'Institut universitaire européen a ouvert ses portes

L'Institut universitaire européen de Florence, qui accueille cette année ses premiers étudiants, a été officiellement inauguré lundi 25 novembre au cours d'une cérémonie présidée par M. Giovanni Leone, président de la République italienne, et en présence de Mme Alice Sautier-Séité, secrétaire d'Etat aux universités.

Cet institut, prévu par le traité européen qui a créé l'Euratom, devait être une université complète, mais, au cours de quatorze années de discussions et sous la pression notamment du gouvernement français, ses attributions ont progressivement rétréci. L'établissement actuel, dont l'acte de naissance a été signé le 19 avril 1972 à Florence, est exclusivement consacré à des études de troisième cycle dans quatre disciplines : histoire et civilisation, sciences économiques, sciences juridiques, sciences politiques et sociales. L'enseignement se fera par séminaires dans deux langues, choies, chaque année en fonction de l'origine des étudiants et des professeurs.

L'Institut compte neuf professeurs titulaires, dont deux français, MM. Jacques Georget, professeur à

l'université de Rennes, et Pierre Salmon, professeur à Dijon, qui animeront respectivement les départements de droit et de sciences économiques. Il est présidé par M. Max Kohlenstein, de nationalité néerlandaise, auparavant professeur à l'université libre de Bruxelles, et président de l'Institut de la Communauté européenne pour les études universitaires. L'Institut, qui reçoit cette année soixante-dix étudiants, doit ultérieurement porter ses effectifs à deux cent cinquante.

Installé dans la villa Totomai, mise à sa disposition par le gouvernement italien, il possède déjà une bibliothèque de seize mille volumes. Il est financé par les neuf Etats de la Communauté européenne selon une convention qui doit être révisée en 1978. Son orientation générale est définie par un conseil supérieur formé de deux représentants de chaque Etat membre, qui fixe aussi le nombre de postes de professeurs et nomme le président et le secrétaire général. Le conseil académique, composé du président, du secrétaire général et des professeurs attachés à l'Institut, ainsi que de représentants des chercheurs, fixe l'organisation des recherches et des enseignements.

STAGE DE FORMATION PERMANENTE POUR LE PERSONNEL SOCIAL ET LES ANIMATEURS-ÉDUCATEURS

144 heures d'enseignement - À partir du 3 décembre 1976
Souscriptions et inscriptions : Université de Paris VIII - Service de la Formation Permanente - Route de la Touraine, 1971 PARIS CEDEX 12 - Tél. 374-12-50, poste 289 et 374-22-26.

LA BROCHURE TRANS-LES VOUS OFFRE LE PROGRAMME LE PLUS COMPLET SUR LES CARAÏBES

HAÏTI 3270

LA PERLE DES ANTILLES 12 JOURS : plages désertes, vaudou, peinture naïve, langue de vivre des Caraïbes.

POSSIBILITÉ DE PROGRAMMES COMBINÉS : LES BAHAMAS, SAINT-DOMINGUE, LA JAMAÏQUE, PUERTO-RICO, LA GUADELOUPE, LA MARTINIQUE, MIAMI BEACH ET DISNEYWORLD

Téléphonez, écrivez, demandez votre brochure à votre agence, ou à

COMITOUR

101, rue St-Hippolyte - 75001 PARIS - Tél. : 260.30.55

Nom _____ Adresse _____ Code _____ Ville _____

Vous surveillez votre ligne ?

Buvez moins de calories !

Yin de Volvic est une boisson riche en fruits, mais, naturellement peu sucrée, donc pauvre en calories et très légère.

Yin de Volvic

Renseignements : Volvic B.P. 41 - 63240 Bourg-la-Reine - Tél. : 300.45.34.

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES

NOUS VOUS HABILLONS EN PRIET-A-PORTER

CHERISES - PULLS
PANTALONS - JEANS
SPORTSWEAR
COSTUMES - IMPRES
PARDESSUS

Berty

79, av. des Ternes - 75017 Paris
Tél. : 380.35.13 - Parking gratuit

JUSTICE

ALORS QUE LE CHIFFRE DU REDRESSEMENT EST CONTESTÉ

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. demandent une expertise judiciaire des comptes de la société aéronautique Dassault-Breguet

Mandaté par le comité central d'entreprise, le secrétaire élu de cet organisme, M. Jean Faure, a chargé M. Charles Lederman, avocat au barreau de Paris, de demander une expertise judiciaire de certains des comptes de la société Dassault-Breguet. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. se sont associés à cette démarche.

Au cours de la réunion extraordinaire, la semaine dernière, du comité central d'entreprise du groupe aéronautique (le Monde n° 17 novembre), le directeur adjoint de la société Dassault-Breguet-Aviation, M. Jacques Estève, a, en effet, indiqué qu'il n'était pas autorisé à présenter aux élus du personnel le bilan consolidé du groupe entré par M. Dassault. Si on avait, en avoir connaissance, a-t-il affirmé, il ne pourrait s'agir d'une façon pas être communiqué au comité central d'entreprise.

De son côté M. Charles Edelmann, secrétaire général de Dassault-Breguet-Aviation, a qualifié « très serré » le contrôle fiscal, commencé en septembre dernier, et qui s'achève en novembre 1976 et 975 de la société aéronautique. Des contrôles s'exercent sur toutes les autres affaires de l'entreprise et ils remontent parfois jusqu'à une dizaine d'années en arrière sur des points financiers qui vont au-delà des allégations de M. de Vathaire, le comptable incriminé.

Après les révélations, de source judiciaire, des propos de M. Estève à l'égard du comité central d'entreprise, la direction de la société Dassault-Breguet-Aviation a tenu préciser que les redressements

d'impôts qui lui ont été notifiés, et qui portaient sur les dix dernières années contrôlées, se montent à 39 millions de francs. « Ces redressements, ajoute la direction, sont dus principalement à la différence d'interprétation portant sur des amortissements. Sur ces 39 millions, 5 millions sont définitivement acquis au Trésor et 34 millions sont récupérables par amortissements dans les bilans ultérieurs. Si l'on s'en tient aux cinq derniers exercices (après la fusion Dassault-Breguet), le montant de l'impôt sur les sociétés payé par Dassault-Breguet s'élève au total à 517 millions de francs. Ce chiffre tient compte d'une

partie des 39 millions de francs déjà cités, soit 17 millions, dont 15 millions récupérables et 2 millions acquis au Trésor. » La direction de la société aéronautique conclut : « Il faut rappeler qu'à la suite de classements récemment parus au titre des années 1971 à 1974, la société Dassault-Breguet se place au quatrième rang des sociétés payant les plus forts impôts en France, et au huitième rang des exportateurs français en 1975. »

Interrogés après la parution de ce communiqué, les responsables C.G.T. nous ont indiqué que la société aéronautique avait fait l'objet d'une série de contrôles sur les exercices de 1964 à 1968, de l'entreprise Dassault et sur les exercices de 1971 à 1975 de la firme Dassault-Breguet résultant de la fusion, en décembre 1971, des avions Marcel Dassault avec Breguet-Aviation.

Selon la C.G.T., les contrôleurs de l'administration fiscale ont estimé qu'il y avait eu une sous-évaluation du capital de 80 millions de francs pour la société aéronautique Dassault-Breguet (le capital est aujourd'hui de 501,4 millions de francs) et de 115 millions de francs pour l'ensemble du groupe Marcel Dassault.

Les redressements intervenus depuis, précise encore la C.G.T., se sont élevés à un total de 38 millions de francs (20 millions de francs en 1968 et 18 millions de francs en 1975), et non pas à 380 millions de francs comme une erreur dans le compte rendu du comité central d'entreprise l'a fait écrire au syndicat signataire de ce compte rendu non ratifié par la direction générale.

On notera, toutefois, que la direction de la société aéronautique, dans son communiqué publié mardi soir 16 novembre, est restée silencieuse sur les autres révélations de source syndicale, concernant la propriété, par des sociétés immobilières, des usines et des terrains.

ainsi que les droits de licences. On observera encore que, de source administrative autorisée et sans rapport avec les syndicats, on estime que les redressements fiscaux portant sur l'ensemble du groupe contrôlé par M. Dassault, de 1963 à 1975, devraient dépasser le demi-milliard de francs. Au comité central d'entreprise, les élus C.G.T. du personnel ont constaté que « les réponses de la direction confirment le redéploiement du groupe Dassault vers des secteurs rentables et internationaux aux dépens de la société des avions en France. Une telle situation pénalise le personnel dans sa sécurité de l'emploi et l'avenir de sa qualification », et c'est la raison pour laquelle la C.G.T. et la C.F.D.T. ont mandaté le secrétaire du comité central d'entreprise pour obtenir une expertise judiciaire des comptes.

● **Condamnation pour débouchage de personnel.** — Le tribunal correctionnel de Bordeaux a rendu, lundi 15 novembre, son jugement sur l'affaire d'espionnage dont pensait avoir été victime la société Rito S.A., spécialisée dans la fabrication des frises industrielles (le Monde du 29 septembre 1976). Le tribunal a relaxé l'ancien collaborateur de l'entreprise, M. Templier, du chef de vol de plans et documents, mais l'a condamné à 1 000 francs d'amende pour débouchage de personnel en direction de l'étranger. Pour ce qui concerne l'inculpation de « communication du secret de fabrication, le tribunal a nommé un expert qui dispose d'un an pour déposer son rapport.

● **Le corps du troisième spéléologue de Choranche retrouvé.** — Le corps du spéléologue lyonnais, M. Michel Schmidt, disparu depuis le samedi 6 novembre dans la grotte de Gourrier, à Choranche (Isère), a été retrouvé dans la nuit du 14 au 15 novembre par l'équipe de sauveteurs.

M. Louis-Edmond Pettiti sera probablement le nouveau bâtonnier des avocats parisiens

Les élections pour le renouvellement du tiers des membres du conseil de l'Ordre des avocats à la cour de Paris ont débuté le 16 novembre.

Il y a eu ballottage pour l'élection du « dauphin » appelé à devenir bâtonnier dans un an à la place du bâtonnier Francis Mollet-Viéville, actuellement en exercice. Pour 1 560 votants, 1 522 suffrages exprimés et une majorité de 162, ont obtenu : M. Louis-Edmond Pettiti, 736 voix, qui paraît devoir succéder à M. Mollet-Viéville ; Bernard de Bigault du Genest, 348 ; Alain Le Tasse, 273 ;

Max Boiteau, 138 ; Georges-Patrick Langlois, 112. Pour les dix sièges à pourvoir de membres du conseil, seul le bâtonnier Bernard Baudouin a été élu, avec 1 268 voix. Les suivants ont obtenu : M. Philippe Jacob, 633 voix ; Maurice Bayroux, 615 ; Jacques Ribi, 533 ; Jacques Chanson, 527 ; Didier Cayrol, 508 ; Philippe Lafarge, 506 ; Serge Coche, 500 ; Jean-Paul Clément, 484 ; Jacques Joustra, 477 ; Christian Libron, 314 ; Jean-Pierre Dufour, 410 ; Yves Cournot, 497, etc. Deuxième tour ce 17 novembre. Les opérations s'achèveront le 19.

POINT DE VUE

Les avocats stagiaires à l'écart

par RENAUD MAUGEY (*)

UNE fois de plus les avocats stagiaires sont laissés à l'écart des élections qui ont lieu les 16, 17, 18 et 19 novembre pour la désignation du dauphin et des membres du conseil de l'Ordre. C'est que, sans doute, malgré les promesses répétées de tous côtés, ceux qui les préfèrent ou devraient les tenir ont finalement tout intérêt à ce que la situation actuelle demeure ce qu'elle est.

Il est évident, en effet, qu'au-delà des bonnes paroles, nombreux sont ceux qui, à l'intérieur d'une des professions les plus conservatrices de France et au dehors ses supports, espèrent sauvegarder encore des droits d'hier qui ne sont plus que les injustices d'aujourd'hui.

Apeurés ou aveuglés, ils refusent toute évolution, estimant sans doute que la justice doit être la chasse gardée des têtes bien pleines, des petits tours qu'on échange le soir, à la veillée, contre un bulletin de vote. Qu'on prenne garde cependant que ceux qui représentent, à Paris tout au moins, près du tiers au total des avocats, ne soient, finalement poussés à obtenir par la voie forcée un droit qui ne serait que la juste réparation d'un « oubli renouvelé à intervalles réguliers ».

Il n'est pas normal, dira-t-on, que les avocats stagiaires participent aux décisions d'une profession dans laquelle, venant d'entrer, ils doivent d'abord faire preuve de leur aptitude, avant que la parole ne leur soit donnée.

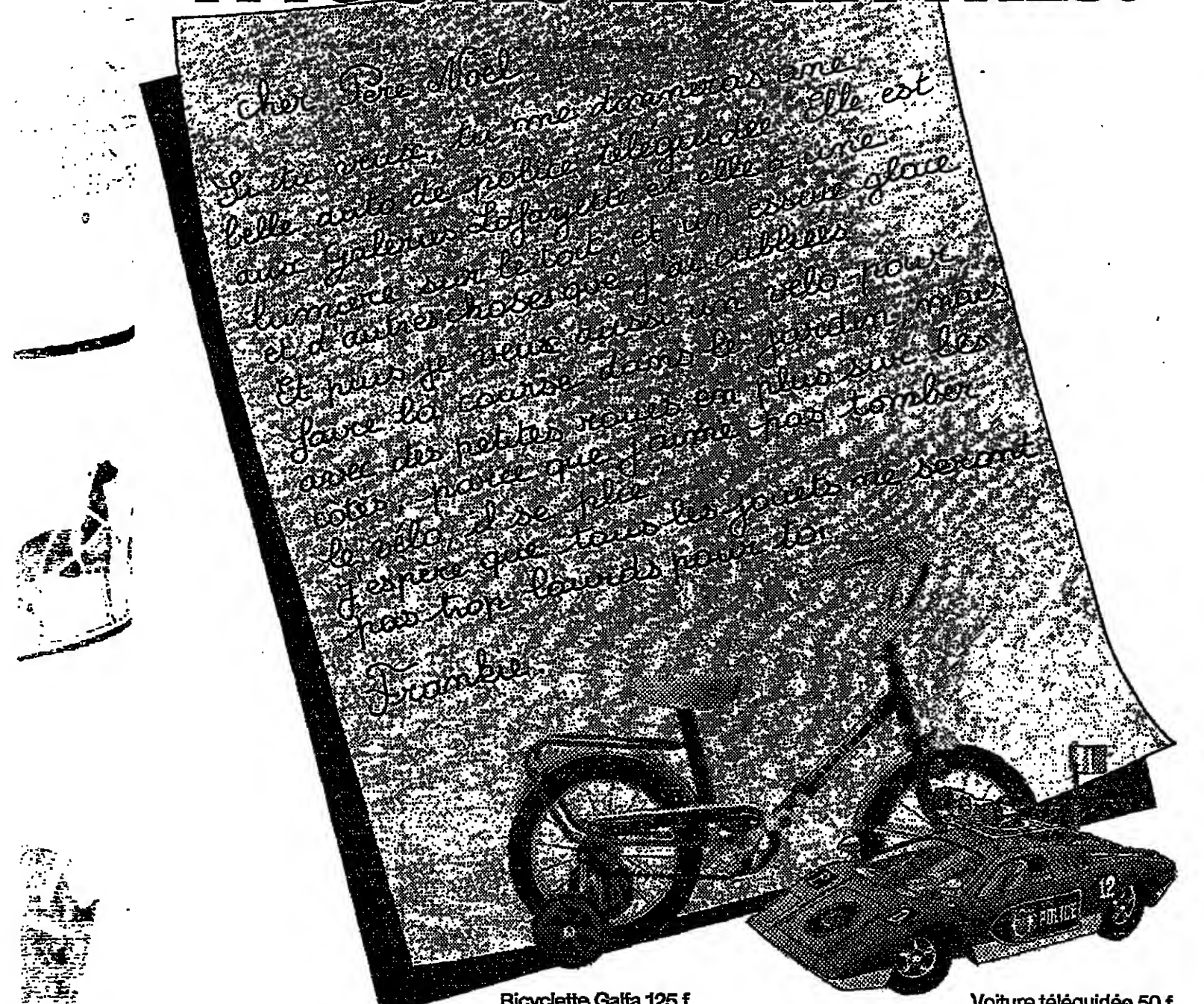
(*) Avocat stagiaire au barreau de Paris.

C'est d'une part oublier, qu'à ces stagiaires, on leur a dévolu un certain rôle d'aplanissement à la profession d'avocat qui vaut ce qu'il vaut, mais sur la valeur duquel on ne saurait les rendre responsables puisque, à aucun moment, ils n'ont été consultés sur ce qui devait être et sa forme et son contenu. C'est d'autre part oublier que ce sont bien eux, les stagiaires, qui la prennent cette parole et en assurent l'entière responsabilité dans le cadre des commissions d'office, des aides judiciaires, et des consultations gratuites qu'ils assurent en presque totalité.

C'est aussi oublier que ce sont toujours eux, ces stagiaires, qui subissent en majeure partie les contraintes les plus ingrates d'une profession dont on leur fait très chèrement payer l'accès. Mais c'est enfin et surtout oublier que la justice se trouve condamnée à mourir dès lors qu'elle se coupe de ce qui doit être son espérance, sa jeunesse.

● **Le bureau de l'Association nationale des avocats de France** est composé pour l'année 1976-1977 de MM. Denis de Rioc, président ; Pierre Dupuy, premier vice-président ; Pierre Gravelier, Georges Pouille, Roland Schwob, Jacques Turlan, Pierre-Henri Chaumet, Lionel Lévy, vice-présidents ; Jean-François Rambaud, secrétaire général ; Robert Mermet, Jean-Paul Duteil, Jean-René Parthouat, secrétaires généraux adjoints ; Jean-Philippe Pintrand, trésorier.

PRENOUS SAVONS REpondre A TOUTES LES LETTRES.



Galerias Lafayette

LE PLUS GRAND COFFRE A JOUETS DE FRANCE.

TRAFFIC D'ARMES DANS LES ANTILLES FRANÇAISES

La « mauvaise réputation » de Saint-Barthélemy

De notre envoyé spécial

Pointe-à-Pitre. — C'est une curieuse histoire, qui, en moins de quinze jours et sautant d'île en île, a parcouru la Caraïbe. Étrange mélange de filibuste et de trafic d'armes, de clochemerle et d'espionnage, le tout joué par une poignée d'aventuriers en quête de gloire — payée en dollars — dont le destin échoue sur une vedette des douanes.

Officiellement l'histoire est brève : le 28 octobre dernier, dans la soirée, un voilier de 11 mètres, l'Antinea, battant pavillon des îles Maldives, est arraisonné au large de Fort-de-France par les douanes françaises. Parti de Saint-Barthélemy (île française au nord de la Guadeloupe), il voguait vers la Barbade. A bord un Canadien, M. George Coppadoro, et un Barbadien, M. Burnett Sidney Alleyne. Mais aussi douze fusils de guerre et quatre cents bâtons de dynamite fraîchement sortis de l'armurerie nationale de Saint-Domingue (le Monde du 4 novembre). Vérifications faites et fichiers consultés, on découvre que M. Coppadoro vient d'être expulsé de la Barbade, où on le soupçonnait de conspirer, et que son compère, directeur d'une banque, est surtout connu pour se livrer au trafic d'armes international. Après le silence, officiel du moins...

En fait, on apprend, tout d'abord, que le gouvernement barbadien de M. Tom Adams prend l'affaire très au sérieux et aurait déjà arrêté un ou deux complices chargés de recevoir les colis. Il se confirme aussi que les hommes appréhendés sur l'Antinea et à la Barbade connaissent tous très bien « Saint-Barth » et ses personnalités les plus en vue.

A Gustavia (chef-lieu de Saint-Barthélemy), on parle beaucoup et l'on entend un peu partout la même histoire : le 13 octobre on a vu arriver un Canadien et un Barbadien à l'aéroport. Ils se sont rendus dans un hôtel de la ville, mais sont repartis le jour même, après être convenus avec le patron de l'établissement d'un rendez-vous pour le lendemain à Saint-Martin. Le 14 octobre, le Barbadien revient à Saint-Barth et prend pension pour une semaine

chez « Cocotte », l'ancienne cuisinière du maire de Gustavia, M. Rémy de Haenen. Le 15 octobre, le Canadien arrive à son tour à bord d'un bateau — l'Antinea, — qui amarré près d'un voilier appartenant au même M. de Haenen. A 5 heures du matin, le 21 octobre, l'Antinea quitte Saint-Barth et vogue vers le sud-est. Deux jours plus tard un avion particulier — qui, selon diverses informations, appartient à M. de Haenen — survole l'île et la mer en direction de la Martinique. La porte de la sorte était ouverte et l'on soupçonne que ce vol avait pour but de larguer une cargaison à proximité du voilier.

Les magistrats saisis de l'affaire, les policiers chargés de l'enquête savent — et ne cachent pas — que les deux trafiquants avaient à Saint-Barth « un contact important ». Une commission rogatoire aurait été lancée contre celui-ci et l'on dit même que des policiers seraient venus deux jours de suite le « cueillir » à Saint-Barthélemy. Malheureusement pour eux, le « contact » était alors en déplacement dans une île proche.

Tant à Saint-Barthélemy qu'à la Guadeloupe, on n'hésite pas aujourd'hui à mettre en cause M. Rémy de Haenen comme étant le « contact » dans cette affaire. C'est du moins ce qu'affirme une agence d'information locale. On rappelle d'autre part que, depuis plusieurs mois, M. de Haenen se trouve en minorité au sein de son conseil municipal. Un nombre grandissant d'habitants de l'île paraissent s'inquiéter de la « mauvaise réputation » de Saint-Barthélemy, où, encore récemment, avait été dénoncé un trafic de drogue.

DOMINIQUE POUCHIN.

JUSTICE

DEVANT LES ASSISES DE L'ORNE

L'auteur d'une tentative de meurtre contre un travailleur algérien est acquitté

Alençon. — Dans la soirée du 4 mars dernier, quatre consommateurs sont installés dans un bar de Piers (Orne). Arrivent quatre Nord-Africains. « Le bar est fermé. Je suis là avec des amis », explique le patron en refusant de les servir. D'après les bousculades, traités de « bon-gaoules », les Nord-Africains se retirent.

Dix minutes plus tard, les quatre consommateurs sortent. Une nouvelle altercation éclate sur la place. « Je vais les frapper », annonce M. Christian Duchemin, vingt-quatre ans, plâtrier, qui va chez lui avec un de ses amis.

De notre correspondant

M. Yves Prestavon, trentenaire, magasinier, pour prendre sa carabine 22 long rifle. Il revient sur les lieux de la bagarre et fait feu à quatre reprises. La mortelle épienne sectionnée, M. Boumediene Boufeldja, vingt-neuf ans, restera paralysé à vie et des complications infectieuses sont à craindre. M. Séghouar Ben Mathallah, vingt ans, reçoit deux balles dans le ventre et la cuisse.

La cour d'assises de l'Orne jugeait M. Duchemin mardi 16 novembre. Le cas de

M. Prestavon, poursuivi pour non-assistance à personne en péril et récel de malfaiteur, mais victime en même temps d'un accident de la circulation, devant être examiné ultérieurement. Les débats montrent les deux victimes sous un jour défavorable, alors que les deux accusés n'ont jamais fait partie d'un parti politique. Les Algériens « posent des problèmes » dans la ville, et elle a d'ailleurs demandé qu'on ne leur serve pas à boire le soir, en raison d'incidents passés.

Tout en établissant l'intention homicide de M. Duchemin, l'apocryphe général lui accorde le bénéfice de circonstances atténuantes et demande dix ans de réclusion, provoquant des murmures dans la salle. Le défenseur — « Les Algériens ont le couteau facile à Piers. Des femmes craignent de sortir le soir » — demande la relaxe. Verdict : acquitté. La salle applaudit. M. Duchemin est pourtant condamné à verser 390 000 francs à M. Boufeldja pour indemnité en manipulant son arme sur la voie publique.

Le tribunal administratif de Paris vient de rejeter la requête présentée par M. Paul Pégau visant à annuler un arrêté du 13 décembre 1970 qui avait été à l'origine de son internement à l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne, du 15 décembre 1970 au 2 avril 1971. Le jugement indique que cette décision n'est « entachée d'aucune irrégularité et d'aucun détournement de procédure ». (Le Monde du 18 septembre). La

juridiction administrative s'est, d'autre part, déclarée incompétente pour ce qui concerne l'examen du bien-fondé de la mesure de placement d'office.

Un insoumis condamné. — Le tribunal permanent des forces armées de l'air a condamné à deux ans d'emprisonnement pour insoumission M. Philippe Guyen. Incarcéré depuis le 3 février dernier, jour où il s'était livré aux

autorités militaires, M. Guyen a refusé de quitter sa cellule pour se rendre au tribunal. La décision a été prononcée en son absence.

Trois cocktails Molotov ont été lancés au cours de la nuit de mardi 16 au mercredi 17 novembre, peu après minuit, contre une permanence du parti socialiste, 323, rue Saint-Jacques à Paris (6^e). Les sapeurs-pompiers ont rapidement maîtrisé un début

d'incendie. Les dégâts matériels sont peu importants.

Opération anti-drogue à Colmar. — Quatorze personnes, âgées de dix-sept à trente ans, ont été inculpées à Colmar (Haut-Rhin), après une opération anti-drogue. Sept d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt. Les perquisitions ont permis de saisir plusieurs centaines de grammes d'héroïne en provenance des Pays-Bas.

Dans les 8 BHV.

Jusqu'au 31 décembre, dans les 8 BHV, des perceuses et des coffrets perceuses à faire rêver tous les bricoleurs. Avec 20% de remise sur toutes les perceuses! Et des prix spéciaux sur tous les coffrets!

20%
sur toutes
les perceuses.

Prix spéciaux sur tous les coffrets.

Quelques exemples de prix:

1. Perceuse AEG SB 2 E 600, 600 watts, 2 vitesses, variateur électronique, percussion, mandrin 13 mm. **569^{fr} 772^{fr}**
2. Coffret AEG. Perceuse SB 2 400, 400 watts, mandrin 10 mm, 2 vitesses, percussion. Adaptation scie circulaire, table oscillante, 2 lames de scie grosse et fine dentures, dispositif oscillant, guide unique, 2 serrés-joints. **544^{fr} 755^{fr}**
3. Coffret Peugeot. Bloc moteur MT 750 R.A., 450 watts, 2 vitesses. Adaptations percussion et scie circulaire. Divers accessoires. **569^{fr} 695^{fr}**
4. Coffret Bosch. Perceuse Jumbo, 450 watts, mandrin 13 mm, 2 vitesses, percussion, poignée supplémentaire. Adaptations scie circulaire et perceuse vibrante. Ensemble montage-lustrage. **560^{fr} 795^{fr}**

Jusqu'à épuisement des stocks.
Les prix barrés sont ceux pratiqués antérieurement dans nos magasins.

Pour être sûr de bien choisir.

BHV

BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

DÉFENSE

La guerre électronique à l'exportation

Le gouvernement français devra détenir, sous peu, son attitude devant de nouvelles demandes de sa clientèle de matériels militaires à l'étranger. Depuis quelque temps, en effet, des pays qui commandent des armements français souhaitent obtenir des équipements de guerre électronique, comme c'est le cas, présentement, pour des États arabes. Ces clients de la France détiennent, de surcroît, acquis des équipements de contre-mesures électroniques très modernes, qui ne sont pas encore en service dans l'armée française.

Invités à préciser ce qu'est la guerre électronique, les experts rétorquent qu'il s'agit, en réalité, d'un gigantesque jeu de cache-cache qui consiste à s'efforcer d'émettre sans être intercepté, par l'ennemi, tout en exploitant au mieux les renseignements obtenus à partir des indications de l'adversaire. Les contre-mesures électroniques d'un navire de guerre, d'un avion ou d'un missile, par exemple, réunissent tous les moyens qui ont une action de brouillage ou d'interception sur des émetteurs adverses, et il existe des contre-mesures électroniques qui sont des techniques, des circuits ou des dispositifs pour diminuer l'efficacité des contre-mesures de l'adversaire.

Parmi les équipements de contre-mesures électroniques, les spécialistes citent les brouilleurs à bruit, qui perturbent les émissions radar et radio de l'ennemi; les brouilleurs-répondeurs, qui donnent de fausses réponses à un radar adverse; des leurreurs électromagnétiques ou des leurreurs infrarouges, qui produisent des « échos » simulés pour détourner la recherche, par un ennemi, des moyens offensifs d'un agresseur.

De plus en plus fréquemment, des clients de l'armement français cherchent à obtenir les contre-mesures électroniques de leur armée, dans l'espoir de disposer des moyens tactiques d'identification, de confusion ou de désinformation, qui leur permettront de surclasser leur adversaire potentiel. L'Irak, pour ne prendre que ce seul pays, a adressé sa demande à la France avec l'achat éventuel d'avions de combat Mirage. Les hésitations du gouvernement français à accepter une telle demande sont à l'origine du retard constaté, depuis plusieurs mois, dans la signature du contrat d'armes avec Bagdad.

L'attitude pour le moins réservée, actuellement, des autorités françaises tient autant aux performances de ces matériels qu'aux risques suscités par leur destination finale, si de tels marchés à l'étranger étaient conclus en l'absence d'un véritable contrôle.

Une mise en vente, sans restrictions, de ces équipements de contre-mesures électroniques aura pour effet de donner une nouvelle accélération à la course mondiale aux armements les plus perfectionnés, entre les pays qui s'estiment — à tort ou à raison — menacés. Mais, également, le fournisseur éventuel peut redouter de voir ses matériels atterrir dans les mains d'un tiers pays, ami politique du client initial, qui s'empressera de les démanteler pour les étudier, puis les copier. Cette double crainte régit, aujourd'hui, le gouvernement français. Pour combien de temps encore, si la concurrence internationale devait finalement aboutir à la prolifération de ces armes redoutables?

JACQUES ISNARD.

ÇA PEUT RAPPORTER GROS

DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires

مركز الاموال

| OFFRES D'EMPLOI | La ligne | La ligne 12 |
|-----------------------------------|----------|-------------|
| "Placards encadrés" 2 col. et + | 42,00 | 49,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 9,00 | 10,33 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 70,00 | 81,73 |

ANNONCES CLASSEES

| L'ANNONCIER | La ligne | La ligne 12 |
|---------------------|----------|-------------|
| "Placards encadrés" | 28,00 | 32,65 |
| Deuxième insérée | 38,00 | 44,37 |
| "Placards encadrés" | 40,00 | 46,70 |
| L'AGENDA DU MONDE | 28,00 | 32,65 |

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

EXPANSIAL

Recherche pour les départements d'une importante Société Algérienne d'Ingénierie Industrielle

DÉPARTEMENT GÉNIE CIVIL

Ingénieur étude et suivi de réalisation pour bâtiments industriels et para-industriels spécialistes béton armé et charpente métallique

Réf. 2515

DÉPARTEMENT ARCHITECTURE

Architectes :
• Spécialiste en études (utilisant des procédés de préfabrication lourde-logement)
• Pour bâtiments administratifs - connaissances structures souduvées
• Pour bâtiments industriels

Réf. 2518

DÉPARTEMENT ÉQUIPEMENT

Ingénieurs :
• Études pour bâtiments industriels
• Études en électricité bâtiments industriels et para-industriels

Réf. 2540

Réf. 2542

DIRECTION DES TRAVAUX

Ingénieurs :
• Pour direction de chantier industriel
• Climatization industrielle
• Electricien bâtiments industriels
• Génie Civil spécialiste préfabrication

Réf. 2533

Réf. 2534

Réf. 2513

Réf. 2503

DIRECTION SECTORIELLE

Ingénieurs :
• Chef de projet industriel (Génie Civil)
• Électromécanicien
• Électromécanicien spécialiste en études d'équipement de production de cigarettes, tabacs à priser et tabacs à mâcher
• Économistes

Réf. 2580

Réf. 2520

Réf. 2525

Réf. 2522

Une solide formation de base et une expérience professionnelle d'au moins 5 années assureront, à des candidats de valeur, une carrière motivante.

Il est offert :

- De bonnes conditions de séjour :
- Logement meublé.
- Sécurité Sociale et retraite cadre.
- Une rémunération élevée (nette d'impôt et transférable).

Les candidatures sont à adresser, sous référence correspondante, à : EXPANSIAL - 6, rue Halévy, 75009 PARIS.

Cerc

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET RÉALISATION DE SYSTÈMES EN INFORMATIQUE

recherche

1) CHEF DE PROJET GROS SYSTÈME

- Responsable d'une équipe de réalisation de logiciel de 10 à 20 personnes, concevant des systèmes d'information répartis industriels temps réel.
- 5 à 10 ans d'expérience sur minicomputers (PDP 11, SOLAR, ...).

2) INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Ils ont acquis 5 ans d'expérience dans la vente de systèmes d'automatisme et d'information industrielle. Des introductions dans les milieux de l'industrie et de l'immobilier seront appréciées.

3) INGÉNIEURS D'AFFAIRE

4) CHEFS DE PROJET

Informaticiens industriels temps réel (3 à 5 ans d'expérience avec minicomputers : SOLAR, PDP 11, MITSUBISHI, ...). Techniciens experts en automobile, sidérurgie, pétrole (expéditions), presse, applications de téléinformatique.

5) INGÉNIEURS CONFIRMÉS

Diplômés, possédant une expérience de 2 à 3 ans en informatique temps réel, pour la réalisation de logiciel d'application. La connaissance des logiciels de base DEC PDP 11 sera appréciée.

6) INGÉNIEUR TÉLÉTRANSMISSIONS

Diplômé, il a acquis l'expérience des télécommunications sur mini-ordinateur et la connaissance de logiciels spécialisés.

Réponses seront faites à tous les C.V. manuscrits et détaillés accompagnés d'une photo et mentionnant la référence du poste choisi, adressés à la : DIRECTION DU RECRUTEMENT - Cerc, 22, rue de Charonne - 75011 PARIS.

Filteries DMC

Une importante Société Textile Marocaine fait appel à notre expérience et à notre compétence pour rechercher :

2 Directeurs Techniques

pour deux unités modernes filatures de coton peigné de taille moyenne.

Ces postes conviendront à :

Ingénieurs Diplômés :

possédant au moins 5 ans d'expérience dans la gestion d'une unité de filature de coton.

4 Agents Techniques d'Encadrement

pour préparation, filage, retordage et bobinage.

Ces postes conviendront à :

Diplômés Enseignement Supérieur Textile,

possédant 5 ans d'expérience dans l'une ou l'autre de ces spécialités.

Sous contrat de 2 ans renouvelable, et bénéficiant de conditions avantageuses, ils auront pour mission, outre de gérer les postes ci-dessus, de transmettre la technologie et le savoir-faire au personnel autochtone.

Nationalité indifférente - langues française et arabe.

Adresser vos candidatures et vos C.V. détaillés à :

Direction du Personnel - FILTERIES DOLLFUS MIES et Cie

BP 3489 - 59019 Lille cedex

LA RÉGIE NATIONALE DES USINES RENAULT

RECHERCHE POUR BUREAU D'ÉTUDES, BANLIEUE OUEST DE PARIS

• Agent technique - B.T.S. Electronicien déchargé des obligations militaires - connaissances des circuits intégrés logiques - anglais apprécié - expérience industrielle souhaitée.

• Agent technique - Brevet technique électrotechnique pour laboratoire d'essai - déchargé des obligations militaires - expérience industrielle de quelques années souhaitée.

• Agent technique - Brevet technique électrotechnique avec, si possible, connaissances mécaniques pour laboratoire d'essai d'équipements électriques - déchargé des obligations militaires.

S'adresser au : CENTRE TECHNIQUE RENAULT - Service du Personnel - 112, rue des Bords-Roisins - 92500 RUEIL-MALMAISON - 977.32.40, P. 394.

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

UNION DES CAISSES CENTRALES DE LA MUTUALITÉ AGRICOLE

RECHERCHE

analystes

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (Maîtrise informatique ou niveau équivalent) et avoir une expérience concrète de 2 ou 3 ans minimum.

Ils participeront avec les Chefs d'Application aux études et à la mise en place d'un système informatique évolué avec :

"temps réel et bases de données".

Lieu de résidence : PROVINCE.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Département Gestion du Personnel 8/10, rue d'Astorg - 75008 PARIS.

IMPORTANT SOCIÉTÉ ÉLECTROMÉCANIQUE

recherche pour

Usine en BASSE-NORMANDIE

ADJOINT du CHEF COMPTABILITÉ USINE

30 ans minimum - D.E.C.S. ou équivalent

possédant 5 à 10 ans d'expérience dans Société industrielle : connaissances approfondies en matière de comptabilité analytique et si possible informatique.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 1.589 à SPENAR, 12, rue Jean-Jaures, 92877 Puteaux.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

TRADUCTEURS RÉDACTEURS DE LANGUE ARABE

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

organise un examen d'aptitude aux fonctions de traducteur-rédacteur de langue arabe, les 16 et 17 mars 1977, en vue de pourvoir des postes vacants au Secrétariat de l'ONU.

Les candidats doivent avoir l'arabe comme langue maternelle et être titulaires d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme délivré par un établissement de niveau équivalent. Ils doivent avoir une parfaite maîtrise de l'arabe et, soit une excellente connaissance de l'anglais et une bonne maîtrise du français, soit une excellente connaissance du français et une bonne maîtrise de l'anglais. La connaissance d'une autre langue officielle de l'Organisation des Nations Unies (chinois, espagnol ou russe) est extrêmement souhaitable. Les candidats retenus à la suite des épreuves écrites seront convoqués à une entrevue. L'entrevue fait partie intégrante de l'examen et les candidats qui y sont convoqués ne doivent pas compter qu'ils recevront nécessairement une offre d'emploi.

Il pourra être offert aux candidats retenus à la suite des épreuves un engagement en qualité de traducteur-rédacteur avec traitement annuel brut de 15.000 dollars, plus indemnité de cherté de vie et pour charges de famille. Il pourra être offert un traitement de début plus élevé aux traducteurs expérimentés.

Pour plus amples renseignements et formulaires d'inscription à remplir, écrire avant le 1^{er} décembre 1976 à la :

SECTION DE LA FORMATION ET DES EXAMENS, Traducteurs de langue arabe, Office des Nations Unies, 1211 GENEVE 10 (Suisse).

Joindre une étiquette auto-collante portant l'adresse du candidat.

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

recherche pour son usine de TOULOUSE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

GFC

Spécialistes en recherche d'hommes nouveaux
553, 88, 20
103, rue de la Pompe - 75116 PARIS

SOCIÉTÉ REPUTÉE DANS SON DOMAINE
(Automatismes - Régulation)
Filière d'un grand Groupe
recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

FRANCE ET EXPORT
180.000 F/AN

Il a 35 ans au minimum et déjà une belle réussite commerciale dans un domaine, si possible, proche de l'engineering.
Il a pratiqué le marketing industriel et parle au minimum une langue étrangère.
L'homme retenu fera partie du Comité de Direction de l'Entreprise.
Résidence Région Parisienne. réf 470

GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS (PARIS)
recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT

40 ans minimum
100.000 F/AN

Il aura la charge de l'ensemble des problèmes de vie des élèves, relations avec les familles, avec les professeurs, et d'une partie des problèmes pédagogiques et de l'organisation.
C'est un homme de formation ingénieur ou technicien (Licence Maths ou Physique) ayant géré le contact avec les problèmes scientifiques et doté d'un excellent contact humain. Les candidats ayant dépassé 50 ans sont tout à fait envisageables pour ce poste.
Résidence région parisienne. réf 471

GRAND GROUPE MULTINATIONAL
recherche pour sa filiale française
(2300 personnes)

CHEF DU SERVICE JURIDIQUE

110.000/140.000 F/AN

C'est un juriste d'entreprise qui dispose d'au moins 7 ans d'expérience opérationnelle acquise au sein d'une société multinationale.
Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.
Résidence région parisienne. réf 474

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
recherche

FUTUR PATRON TRAVAUX NEUFS ENTRETIEN

120.000/150.000 F/AN

C'est un homme qui aura à animer une équipe importante et dont l'action s'étendra sur l'ensemble des unités industrielles de la Société (réparties sur tout le territoire).
Une expérience bâtiment est indispensable.
Résidence région parisienne. réf 472

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS
recherche

2 GESTIONNAIRES DE CHANTIERS

80.000/90.000 F/AN

Il a 25 ans minimum, une formation ingénieur ou Grande École Commerciale et déjà au moins 2 ans d'expérience dans la gestion opérationnelle ou le contrôle de gestion sur chantier bâtiment, T.P. ou Engineering en France ou à l'Étranger.
Résidence : 1 poste à Paris, 1 poste à l'Étranger (nombreux avantages financiers). réf 473

Ecrire en précisant la référence. Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées de manière confidentielle

CENTOR CENTRE D'ÉTUDE ET D'ASSISTANCE POUR L'ORGANISATION HUMAINE DES ENTREPRISES

En raison de l'expansion de nos activités de CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES nous souhaitons coopter un(e)

consultant confirmé(e)

ayant solide expérience sélection de cadres entreprises et/ou cabinet.

Il (elle) assure avec une large autonomie la responsabilité complète du développement d'une clientèle, dans le cadre des politiques et objectifs du Département Emploi.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous réf. 633 M à

centor DÉPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri-Monnier - 75009 PARIS

SOCIÉTÉ DE PROMOTION ET DE VENTE PAR CORRESPONDANCE

en forte expansion
recherche pour son Siège Social situé à PARIS

DIRECTEUR DU TRAITEMENT

Profil recherché :
— âge : 32 ans minimum ;
— compétences : savoir commander et animer une équipe ;
— expérience : occuper ou avoir occupé un poste de responsable dans le service Traitement d'une société de vente par correspondance ou exerçant une activité similaire utilisant l'informatique ;
— connaissance et expérience pratique de l'informatique appliquée au Traitement : notamment analyse des systèmes et éventuellement notions de programmation.

Mission :
— Membre de l'équipe de Direction et rattaché directement au Président, le Directeur du Service Traitement ;
— sera responsable de l'ensemble des activités de traitement des commandes, des factures, des paiements et de la correspondance ;
— devra piloter la conversion des systèmes manuels en systèmes gérés sur ordinateur ; il sera responsable de la conception et de l'analyse des systèmes et procédures en vue de leur traitement informatique ;
— devra assurer la maintenance et l'évolution des systèmes et procédures de traitement.

La rémunération ne constituera pas un facteur limitant.
Envoyer cur. vit. + photo à REGIE-PRESSE, n° T 85.445 M, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2°).

JEUNES INGÉNIEURS BATIMENT

La Société : fait partie des plus importantes Entreprises de GO françaises. Bien implantée sur l'ensemble du territoire, elle a également une importante activité internationale.

Les postes :
— Au Bureau d'Études : l'ingénieur assure le calcul des structures, l'élaboration de l'équipe de projets et de dessinateurs. Il est conseiller technique des conducteurs de travaux.
— Au Bureau des Méthodes : définition et choix des moyens à mettre en œuvre pour la réalisation du chantier, participation aux études de prix, assistance sur les chantiers lors de leur lancement.

Ces postes, pour la formation qu'ils procurent, constituent un excellent tremplin pour un début de carrière.

Le candidat : est un jeune ingénieur (ECP, ETP, AM...) débutant ou ayant une première expérience.

Lieu de travail PARIS.
Envoyer C.V. et photo à No 85368 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

ORGANISATION INTERNATIONALE cherche pour la République de Guinée UN ORIENTEUR PROFESSIONNEL

pour travailler au sein du département du personnel d'un complexe industriel.

Description du poste :
— constitution et mise à jour des dossiers individuels de formation du personnel ;
— élaboration et mise en application de tests en vue de la sélection, du perfectionnement et de la promotion du personnel ;
— assistance pour le recrutement ;
— mise en place d'un système d'appréciation des ouvriers, employés et cadres pour leur avancement/mutation.

Qualifications requises :
— être diplômé d'une faculté de psychologie ;
— avoir au moins 5 ans d'expérience dans un complexe industriel en tant que psychotechnicien, et possible en Afrique ;
— avoir de bonnes notions d'anglais.

Offrons rémunérations, allocations d'études pour enfants d'âge scolaire et avantages sociaux particulièrement intéressants.
Adresser C.V. et curriculum vitae dét. + photo à : B.P. 192, 1211 GENEVE 20.

SOCIÉTÉ DE SERVICES

développeur de ses implantations pour PARIS et RÉGION PARISIENNE, BANLIEUES NORD, OUEST, SUD

ATTACHÉS COMMERCIAUX

4-5 ans d'expérience dans la vente en milieu industriel de biens d'équipement, matériel de bureau ou services.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 1984/N, A.M.P. - 40, r. Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, q. tr.

IMPORTANT SOCIÉTÉ PETIT MATÉRIEL ELECTROMÉCANIQUE DE GRANDE SÉRIE

recherche pour son Siège PARIS

CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES

30 ans minimum.
— Formation ingénieur électromécanicien ;
— 5 à 10 ans d'expérience à un poste de responsabilité études et laboratoire ;
— (Possibilité logement).

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 1.698 à : SPERAR, 12, r. Jean-Jaurès, 92037 FUREAUX, qui tr.

L'un des plus importants groupes d'Assurances, recherche pour son Département situé dans la BANLIEUE SUD de PARIS

responsable exploitation

Sous l'autorité du Responsable du Département, il sera chargé :

- de l'organisation et de la gestion du service (méthodes de travail, orientation et coordination des actions...)
- de la gestion du personnel (environ 30 personnes)
- du système d'exploitation : DOS/VS avec POWER/VS, CICS/VS, DLI (évolution, amélioration...).

Le candidat devra :
• être âgé de 30 ans minimum,
• être diplômé de l'enseignement supérieur,
• avoir une expérience du matériel IBM 370/145/158 et du Télé-traitement,
• avoir une expérience d'encadrement de quelques années.

Envoyer CV détaillé et prétentions sous référence 11.443 à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann 75008 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE - LEADER EUROPÉEN EN CHAUDRONNERIE INOX ET MÉTAUX SPÉCIAUX (APPAREILS SUR DEVIS DE HAUTE TECHNICITÉ) PARIS - ETOFFE SON ÉQUIPE COMMERCIALE ET RECHERCHE

INGÉNIEURS CONFIRMÉS NÉGOCIATEURS D'AFFAIRES

Diplômé Ecole d'Ingénieurs, ayant acquis chez constructeur ou ingénieur

UNE EXPÉRIENCE REUSSIE PROUVANT DES QUALITÉS DE VENDEUR DANS DOMAINE DES BIENS D'ÉQUIPEMENT.

des connaissances en chaudronnerie ou l'habileté de travailler avec des ingénieurs dans secteurs chimiques ou nucléaires seraient appréciées.

REMUNÉRATION OUVERTE EN FONCTION DES COMPÉTENCES.

Ecrire sous réf. TI 254 AM 4, rue Massenet - 75016 PARIS DISCRETION ABSOLUE

LA SOCIÉTÉ GABONAISE DE CELLULOSE recherche un :

instructeur principal

pour son centre de formation au GABON

Dépendant du Chef de Centre Formation, le titulaire assurera la formation des stagiaires et le perfectionnement du personnel au métier de l'entretien mécanique et hydraulique.

Le poste requiert :
• formation BTS - Bac Technique
• 2 à 3 ans d'expérience dans la fonction
• connaissance de l'entretien des engins
• âge minimum 30 ans.

Le candidat sera capable de concevoir les programmes et d'assurer le contrôle pédagogique des moniteurs.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à SOGACEL, 183, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-s/Seine

Filiale française important groupe pétrolier recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

DIPLOMÉS HEC, ESSEC SUP. de CO. ou équivalent

Libérés du Service National Minimum 2 ans d'expérience problèmes de contacts commerciaux et gestion

pour postes

Attachés Commerciaux

suivant besoins du Service, en résidence Paris ou province

— Fonction comportant nombreux déplacements.
— Formation complémentaire assurée.
— Possibilité développement carrière en fonction aptitudes.

Adresser Curriculum vitae et photo à n° 85368, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

SOCIÉTÉ TRAITEMENT INFORMATIQUE recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

POUR VENTE ET INSTALLATION PETITS SYSTÈMES - CLIPS EN MAIN.

Expér. 1 ou 2 ans, connais. P.M.E. appréciées.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : PERFORMANCE - PLACEMENT, 33, rue Jules-Guesde, 92000 LEVALLOIS-PERRET.

Entreprise exerçant son activité dans le domaine de la Construction de Bâtiment et Travaux Publics affiliée à un Groupe Industriel très important recherche

PARIS CENTRE DIRECTEUR TECHNIQUE

(COLLABORATEUR DIRECT DU P.-D.G.) Formation grandes écoles (X, Centrale, P. et C., T.S., A.N.S. ou Niveau équivalent).

— Expérience bâtiment, travaux publics indispensable ;
— ouvert aux techniques nouvelles ;
— excellents contacts humains.

Envoyer cur. vit. détaillée, références, photo et prétentions sous le n° 51351 à : J.R.P. 38, rue de l'Arade, PARIS (8^e), qui transmettra. (Discrétion assurée.)

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER Quartier PLACE VENDÔME recherche pour ORDINATEUR L.B.M. 370/115 DOS - VS

PROGRAMMEURS CONFIRMÉS

— Expérience minimum 1 an PLI, exigée
— Connaissance ASSEMBLEUR, appréciée
POSTES STABLES A POURVOIR D'URGENCE

— 5 x 8
— 13 mois et demi, journée continue
— restaurant d'entreprise
— mutuelle.

Ecrire avec CV et prétentions sous référence 3441 à

6p 51, Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra ou tél 260.59.39 poste 123

L'UNE DES FILIALES GABON d'un important Groupe Commercial Français IMPLANTÉ EN AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

créé en raison de son expansion, le poste de :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Ce collaborateur diplômé d'études supérieures H.E.C. - ESSEC - ESCP sera en relation directe et constante avec la Direction Générale

Il est indispensable :
— de posséder une solide formation comptable (niveau D.E.S.)
— d'avoir déjà une expérience de plusieurs années dans un poste similaire.

Expérience en Afrique Noire souhaitée 35 ans minimum - Résidence LIBREVILLE

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et n° 85.551. cabinet teconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

FILIALE, D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

connaissances en applications métaux laminés.

Sens contacts humains; bonne présentation.

— Liens avec la Clientèle
— Soutien technique à la force de vente
— Participation aux études commerciales.

Lieu de travail : PROCHE BANLIEUE SUD PARIS.

Lettre manuscrite, C.V., photo, sont à adresser à No 84.947 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

L'UNIVERSITÉ DE COMMERCE DE NAGOYA JAPON

Recherche des professeurs de français pour l'année universitaire du 1^{er} avril 1977 au 30 février 1978, contrat renouvelable. Un diplôme universitaire en français et une expérience de l'enseignement sont requis. Les candidats, hommes ou femmes, devront être célibataires, âgés de 25 ans minimum. La connaissance du japonais n'est pas nécessaire, mais il est indispensable de parler couramment l'anglais.

Les cours sont limités à 12 heures par semaine, mais les professeurs devront participer pleinement à la vie du campus. Le salaire annuel est de 50.000 FF, pas d'impôt. Un appartement est mis à la disposition du professeur, ainsi qu'un billet d'avion aller-retour.

Rendez-vous seront pris à Paris début 1977. Ecrire avec Curriculum Vitae complet, en français et en anglais, joindre un numéro de téléphone et une bonne photographie à :

M. le Président de Nagoya University of Commerce, Nijigaoka Maunton 1202, 1-1-1 Nijigaoka, Meito-Ku, Nagoya, JAPON 465.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL recherche

pour enseigner dans un Institut d'Ingénieurs EN ALGERIE (PERS ALGER)

DÉS INGÉNIEURS OU UNIVERSITAIRES

ayant quelques années d'expérience dans l'une des disciplines suivantes :
— Chimie,
— Technologie,
— Génie mécanique,
— Techniques du bois,
— Techniques des peintures et vernis.

• AVANTAGES L'ES A L'EXPATRIEMENT.
• Logement assuré.
• Vie en famille possible.
• Prise de fonction sous un mois.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions n° T 35299 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

FENWICK

recherche pour son Département
«hyperfréquences» situé à PARIS
ingénieur technico-commercial

qui sera chargé de développer son activité dans le domaine des composants électroniques et de promouvoir la vente de produits nouveaux auprès d'une clientèle exigeante sur le plan technique.

Si une expérience commerciale est appréciée, par contre les connaissances techniques, le dynamisme et les qualités de contact sont indispensables.

Envoyer lettre de candidature au Service du Personnel, FENWICK, 8 rue de Roissy, 75010-PARIS.

INDUSTRIEL VERTICAL

RECHERCHER POUR LE SECTEUR UN :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

— ayant l'expérience de la fonction, ou jeune diplômé de gestion avec deux ans d'expérience ;
— pour superviser la gestion de l'entreprise sur les plans administratifs et comptables.

Envoyer C.V. et photo à : M. J. ROBIN, 20 bis, rue de la République, 93000 PARIS (20).

Recherchons pour ALGERIE

(Contrat 4 mois)

FORMATEUR

Maths - Physique - Chimie

Niveau licence - Salaire 8.000 francs

Tél. : 720-75-57.

IMPORT BUREAU D'ETUDES SATIM

recherche Responsable Electricité de son Agence de Paris :

INGENIEUR DIPLOME

min. 5 ans d'exp. en Electricité

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

• Ayant travaillé en circuits

offres d'emploi

SOCIETE COMPTABLE BANQUE OUEST

recherche ASSISTANT CABINET D.E.C.S. de STAGIAIRE, exp. cabinet indus. poste STABLE et INTERESSANT.

Ecr. SETECY 9 bis r. Gambetta 75003 NOUILLES.

SOCIETE EDITIONS

recherche pour son Service Fabrication

DESIGNATEUR PUBLICITAIRE EXPERIMENTE

Libre de suite

Envoyer C.V. et photographie à :

20, avenue Oudin, PARIS-17.

Service administratif Education

Ch. Inspecteur adjoint, recruté sur contrat. Débutant accepté. Téléphone : ALE. 79-40

IMPORTANTES SOCIÉTÉS

SPECIALISÉES ACTIVITÉS DU SECTEUR INDUSTRIEL

recherche

ATTACHE CCAL

RESPONSABLE D'un secteur en région parisienne

Voyage fréquente

Bureau à Gennevilliers (92)

Tél. pr rendez-vous : 798-28-18

Association en expansion

recherche

JEUNE CADRE

QUALIFIÉE

Pour l'organisation de son service

administratif et financier.

Envoyer C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

Adresser C.V. détaillé à :

représentation offres

CARL ZEISS

cherche

REPRÉSENTANT

TECHNICO-COMMERCIAL

Pour région Lyonnaise

Expérience vente appareils scientifiques nécessaires.

Age minimum 30 ans

Envoyer C.V. avec photo à :

CARL ZEISS

108, Les Bureaux-de-la-Colonne,

92115 SAINT-CLLOUD.

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS MÉDICALES

recherche

pour PARIS et région PARISIENNE

2 REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS

Expérience du milieu médical

appréciée pour vente à professionnel.

— formation rémunérée ;

— tous avantages sociaux cadre, salaire lié aux

résultats ;

— voiture indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :

M. J. VOISARD-MALLET - S.

123, rue d'Alsace, 75014 PARIS.

secrétaires

Secrétaires

CABINET D'ARCHITECTE

recherche

SECRÉTAIRE MI-TPS expérim.

EXCELLENT FRANÇAIS

Tél. 333-92-30 (p. 33.578)

SOCIÉTÉ DÉCORATION

INTERNATIONALE, provisoirement à Clermont.

SECRÉTAIRE STENO-

DACTYLO

Homme ou Femme

BILINGUE ANGLAIS

10 ans d'expérience dans

poste similaire.

Sens de l'organisation,

10.000 mli en stock.

Notions comptabilité appréciables.

Libre de suite. Place stable.

T. 270-84-55, dem. M. de Broglie

PARIS-8.

traductions

Traductions

Traductions, allemand-français,

français-allemand par

courteurs francophones.

75-30-35

ou 75-30-35, à Mme Fournier

occasions

Occasions

BEAUX LIVRES

Achat comptant à domicile

Cours

le plus haut

MER. 26-73

demandes d'emploi

DESIGN

Projeteur, graphiste, dessinateur et technicien, Chef de bureau d'études dans important groupe à l'étranger.

Recherche création ou direction d'un

SERVICE ESTHÉTIQUE

dans région parisienne ou lyonnaise, 20 ans d'expérience dans :

• architecture intérieure, show-rooms, stands ;

• signal, brochures, imprimés, enseignes ;

• maquettes volume, perspectives.

Faire offres détaillées à n° 85.019, Contesse Publ.

20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

Diplômé ESSEC

50 ans, 10 ans de direction générale, rompu aux problèmes financiers, commerciaux, sociaux et de gestion, recherche Direction Générale ou poste à haute responsabilité.

Répondre au n° 3.649, « Le Monde » Publi. 4.

8, rue des Italiens, 75217 PARIS-9^e, q. Lianan.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

3 ANS D'EXPERIENCE AMERIQUE LATINE

dans sites multinationales, capable prendre de larges responsabilités. Recherche Direction Générale ou poste à haute responsabilité.

Rechercher : n° 94.527 M. ROUSSEAU-PRESSE.

83 bis, rue de la République, 93000 PARIS, qui transmettra.

SITUATION

dans engineering ou groupe industriel

réussissant tout ou partie d'ouvrage.

Ecrire : n° 94.527 M. ROUSSEAU-PRESSE.

83 bis, rue de la République, 93000 PARIS, qui transmettra.

DOCTEUR 3^e CYCLE

Chimie Bétonnière, 27 ans, diplômé, obl. militaires.

• Stages labos.

• Expérience 1 an et demi dans recherche.

Cherche, France ou G.-M., poste rech. ou fabricat. DISPONIBLE.

Ecrire sous le n° 7.806, « Le Monde » Publi. 4.

5, rue des Italiens, 75217 PARIS (9^e).

AFRIQUE ?

MAISSON IMPOSSIBLE ?

Pour moi, spécialiste, n'importe quel milieu, n'importe quel pays, n'importe quel poste, n'importe quel salaire.

Accepte la mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

Cette mission spécialisée.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE

POINT DE VUE

BILLET

« Tempête dans un baril »

Malgré la mise en garde américaine, le prix du pétrole brut devrait augmenter à la fin de l'année. Nul n'en doute plus. Mais, comme l'a expliqué l'ambassadeur iranien aux États-Unis, cette hausse se situera quelque part entre les 5% préconisés par l'Arabie Saoudite et les 40% réclamés par la Nigeria.

Cette « tempête dans un baril », selon la formule du quotidien algérien *El Moudjahid*, n'a pourtant pas été sans conséquences. Alors qu'il y a quelques semaines des chiffres de plus en plus forts étaient avancés par les experts pétroliers — une augmentation de 15% étant alors considérée comme un minimum — on voit apparaître des pronostics plus modérés. Ainsi l'ambassadeur d'Arabie Saoudite aux États-Unis peut-il affirmer que le prix du pétrole restera « très raisonnable » après la prochaine réunion de l'OPEP, le 15 décembre au Qatar. Et en Iran même — pays jusqu'à présent virulent — on précise désormais que les Jeux sont loin d'être faits quant à l'ampleur de la hausse, et l'on ajoute que le pays aura une position « modérée ».

La débauche de l'indépendance des consommateurs et producteurs n'a cependant pas évolué. Les premiers continuent d'accuser les seconds de tous les maux dont souffrent les économies occidentales : inflation et désordres monétaires. Ce à quoi les pays membres de l'OPEP ont beau jeu de répondre que l'inflation préexistait au quadruplement du prix du pétrole en 1973 et que le système monétaire mis en place à Bretton-Woods était déjà vacillant. M. Zahedi, ambassadeur d'Iran à Washington, ajoute qu'une hausse ne devrait pas aggraver l'inflation mondiale. L'impact du coût du pétrole sur l'inflation n'est que de 1,5%, alors que certains pays industrialisés ont un taux

d'inflation de 25 à 30 %. Le responsable n'est donc pas l'Iran mais l'état des économies.

Aussi les pays exportateurs de pétrole se jugent-ils d'abord les victimes de cette inflation. Les experts de l'OPEP, actuellement réunis à Vienne, auraient estimé à 64,9 % la hausse des prix des produits importés d'Occident depuis la dernière augmentation du pétrole, en octobre 1975. D'une manière plus imagée, l'ambassadeur saoudien à Washington se demande combien d'Américains savent-ils qu'un baril de pétrole est encore moins cher que ce que nous payons pour un baril de Pepsi-Cola.

La tentation est donc grande d'indexer le prix du pétrole : « Il est nécessaire d'augmenter les prix du brut » de manière à préserver le pouvoir d'achat des revenus pétroliers », a souligné, le 16 novembre, le ministre des Affaires étrangères koweïtien, cheikh Sabah Al Ahmad. Tous jours vertueux, les pays industrialisés refusent un tel système notamment parce que « cela serait insupportable pour les pays sous-développés ». N'est-ce pas faire peu de cas de l'avis de ces derniers ? Leur solidarité avec les pays de l'OPEP, dans le dialogue Nord-Sud, montre bien qu'ils voient dans les hausses du prix du pétrole quelque chose de positif pour leurs économies — « la décision irrévocable de rendre plus dignes les conditions du commerce international ».

La défense par les pays industrialisés des plus défavorisés aurait sans doute plus de poids si le dialogue Nord-Sud était autre chose qu'un dialogue de sourds, où les Neuf acceptent de faire de « petites concessions » pour éviter une hausse brutale du prix du pétrole.

BRUNO DETHOMAS.

A L'ÉTRANGER

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE S'EST RALENTIE AUX ÉTATS-UNIS

Confirmant le ralentissement de l'activité économique aux États-Unis, l'indice de la production industrielle a baissé, en octobre, pour le second mois consécutif. La baisse a été de 0,5 %. Le Conseil de la Réserve fédérale a déclaré que l'indice de septembre qu'elle avait initialement annoncé stable avait, en fait, accusé une baisse de 0,2 % par rapport à août. Le repli des deux derniers mois a été dû en partie aux grèves enregistrées dans la construction automobile (Ford) et la construction mécanique. Mais la Réserve fédérale a souligné que ces arrêts de travail ne sont intervenus que pour un tiers environ dans la baisse de l'indice en octobre.

Autre signe de difficulté

conjoncturelle, le chômage technique s'étend à nouveau dans plusieurs secteurs : sidérurgie, équipements ménagers, automobile. De grandes entreprises sidérurgiques viennent d'annoncer la fermeture provisoire de certaines usines : Westinghouse a décidé de cesser momentanément de fabriquer des tubes pour téléviseurs couleur à partir du 1^{er} décembre. Dans le secteur automobile, les fermetures d'usines (American Motors, Chrysler, General Motors) sont surtout liées à la mévente des voitures américaines de petite taille. Les experts de Detroit commencent cependant à se demander si un certain tassement du marché américain de l'automobile n'est pas en train de se produire.

Un gigantesque pouvoir

Ce gigantesque pouvoir est concentré entre les mains d'une poignée de pays : Arabie Saoudite, Koweït, Émirats du golfe Persique et Libye. L'Arabie, à elle seule, compte autant que tous les autres réunis. Elle accumule annuellement près de 125 milliards de francs. De quoi acheter la totalité des actions cotées à la Bourse de Paris. On ne peut lui en faire grief. Ce n'est pas de sa faute si ses besoins d'importations sont limités : sa population ne compte que 7 millions de habitants. Le gouvernement saoudien peut même plaider qu'il ne produit autant de pétrole que par égard pour l'économie mondiale. S'il ne tenait qu'à lui, il préférerait conserver des gisements plutôt que des comptes en banques. La valeur serait plus sûre.

Rien d'étonnant dans ces condi-

Le jeu de l'Oie du pétrole

par MARC ULLMANN (*)

TOUT le drame pétrolier tient en deux constats : il n'est pas vrai que le pétrole soit cher ; il est trop vrai que la plupart des pays n'ont pas de quoi le payer. Cette contradiction justifie l'immense passion soulevée par la prochaine réunion de l'OPEP le 15 décembre au Qatar.

Des nations comme l'Algérie, l'Indonésie, l'Irak, l'Iran ou le Venezuela ont besoin d'argent pour financer leurs plans de développement. Elles réclament une hausse du prix du pétrole leur permettant au moins de compenser — et, si possible, de surcompenser — la hausse du prix des machines qu'elles importent. Elles font valoir qu'elles produisent de la synthèse de qualité comparable à celle du pétrole coûteux, dans l'état actuel des techniques, environ 20 dollars le baril, alors que « l'or noir » se vend 11,50 dollars.

Les États-Unis se veulent le porte-parole de l'autre camp. Ils disent tout haut ce que la plupart des pays consommateurs plus vulnérables pensent tout bas ou murmurent timidement : toute nouvelle hausse des hydrocarbures compromettrait la reprise encore fragile de l'économie mondiale ; elle rendrait insurmontables les difficultés de balances de paiements des nations les plus faibles et risquerait d'accroître certaines d'entre elles à la folie.

L'ampleur de l'enjeu vient à l'évidence des sommes en cause. Les ventes de pétrole représentent un chiffre d'affaires d'environ 500 milliards de francs par an. Un peu plus de la moitié est utilisée par les pays producteurs pour acheter des marchandises. Restent donc 200 milliards de francs, soit à peu près les deux tiers du budget de l'État français ou, comparaison plus signifiante, la moitié des réserves en or et en devises de l'Occident tout entier. Si cet argent n'était pas réparti aux pays consommateurs, ils seraient insolvable au bout de deux ans.

En apparence, le système fonctionne à merveille. Mais il est bâti sur le sable de l'endettement de pays vulnérables. Un ancien ministre brésilien des finances avoue : « Mon pays ne fait rien d'autre qu'imprimer de la fausse monnaie pour financer son expansion. Il continuera tant qu'il y aura des gens pour accepter sa signature ». C'est l'éternel problème de la « boule de neige ». M. Arthur Burns, président de la Banque fédérale de réserve des États-Unis, déclare : « On ne peut indéfiniment faire des dettes pour rembourser d'autres dettes. » Tout tient donc dans une négociation mondiale impliquant un partage des risques. Plus elle sera retardée et plus elle sera difficile.

En l'espèce, le monde industriel paie sa propre incurie. Ne parions pas des années 1950-1973 où le prix du pétrole a été artificiellement maintenu à moins de 2 dollars le baril, alors que l'inflation faisait quadrupler le prix des produits manufacturés. Parions seulement de l'année dernière.

Ce fut l'époque du grand soulagement de la divine surprise. L'Occident industriel découvrait avec délices que, moyennant une récession, l'économie de marché avait absorbé le choc brutal occasionné par le rattrapage en un coup du retard accumulé en vingt-trois ans par le prix du pétrole. Les pronostics les plus pessimistes devenaient faux. Ce n'était pas 650 milliards de dollars que les producteurs de pétrole accumulerait d'ici à 1980, mais moins de la moitié. Dans l'euphorie du renversement de tendance, on oubliait que cette moitié représentait un fardeau insupportable pour de très nombreux pays.

Du coup, l'Occident industriel, à commencer par les États-Unis, laisse passer, en 1975, la chance d'un accord Nord-Sud. Il ne profite pas de la baisse relative du pétrole, causée à la fois par la faiblesse de la demande mondiale et par l'effritement du dollar, pour proposer aux pays producteurs une indexation du prix des hydrocarbures en échange d'engagements précis sur le placement à long terme de leurs revenus non dépensés.

Si ce compromis (indexation contre placements à long terme) avait été obtenu, l'économie mondiale se serait trouvée dans une situation de relance économique

très supérieure à celle d'aujourd'hui. Les pétrodollars, au lieu de constituer une masse d'argent quasi liquide, auraient pu être considérés comme une épargne mondiale d'un volume sans précédent susceptible d'être investie dans des équipements productifs. L'économie de marché aurait été stimulée par l'accident pétrolier, et la croissance, contrairement aux pronostics, aurait pu reprendre un élan de longue portée.

Deux ans en arrière

Où, mais voilà, cela n'a pas été fait ! Et les circonstances, en cette fin de 1976, sont beaucoup moins favorables. D'abord parce que la consommation de pétrole a de nouveau augmenté, entraînant une pression sur les prix et mettant les producteurs en meilleure position que les consommateurs. Ensuite parce que le cours du dollar a remonté, et qu'il n'y a plus guère de garantie de change à offrir. Enfin parce que l'Arabie Saoudite est moralement moins bien armée pour prêcher la modération aux autres membres arabes de l'OPEP : elle a commis le « péché » de soutenir, au moins indirectement, les chrétiens du Liban.

Au jeu de l'oie du pétrole, nous voilà donc revenus deux ans et plusieurs cases en arrière. Il ne peut y avoir de salut qu'à deux conditions. Les pays producteurs doivent avoir la sagesse de renoncer à augmenter le prix des hydrocarbures en 1977 ou, à tout le moins, de limiter la hausse à 5 %. L'Occident industriel, au lieu de prendre ce répit pour de la faiblesse, doit négocier un accord de longue durée dont profiteraient d'abord les pays les plus pauvres et les plus vulnérables.

Il appartient surtout au nouveau président des États-Unis de ne pas tomber dans les errements de son prédécesseur. Par calcul ou par insouciance, M. Gerald Ford a laissé son secrétaire du Trésor, M. William Simon, saboter en détail les propositions que son secrétaire d'État, M. Henry Kissinger, faisait en gros. Ces propositions, très semblables à celles avancées par M. Giscard d'Estaing dans un discours prononcé en 1975 devant l'École polytechnique, auraient pu servir de base de négociation.

Si les différentes régions du monde ne tirent pas concrètement les conséquences de leur interdépendance, nous verrons chaque pays essayer de protéger ses exportations et de réduire ses importations. Une récession profonde s'installera d'abord chez les plus faibles puis s'étendra peu à peu au monde entier avant de dégénérer en épreuve de force.

Il n'y a pas de moyen terme entre la catastrophe et un plan mondial. Entre le désarroi le plus total et une créativité internationale sans précédent.

(*) Journaliste.

LES NEUF RENVOIENT AU CONSEIL EUROPÉEN LES DÉCISIONS CONCERNANT LA RELANCE DU DIALOGUE NORD-SUD

(De notre correspondant)

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des Affaires étrangères des Neuf ou leurs représentants, réunis lundi 15 et mardi 16 novembre, se sont mis d'accord, non sans mal, sur la tactique à suivre pour essayer d'éviter que la conférence Nord-Sud échoue et ne donne ainsi une raison supplémentaire aux pays de l'OPEP pour décider une augmentation importante du prix du pétrole.

Des instructions nouvelles ont été données aux représentants de la Communauté, qui participent actuellement aux travaux des quatre commissions créées par la conférence. Leur contenu n'a pas été révélé. Il y a tout lieu de croire cependant que la tentative ainsi faite par la Communauté pour contribuer à relancer le dialogue au niveau des quatre commissions est des plus modestes. Il n'y a pas à proprement parler de concessions nouvelles de la C.E.E. Elle manifeste tout au plus sa volonté d'aborder certains des problèmes traités par la conférence — tel celui de la dette des pays sous-développés les plus pauvres — dans un esprit plus constructif que dans le passé. Ce sera ensuite au Conseil européen, les 22 et 30 novembre à La Haye, de « déterminer les nouveaux efforts » à accomplir.

« Nous jouons un très gros jeu en renvoyant tout cela à nos chefs de gouvernement », commentait mardi soir un haut fonctionnaire du Bénévolat apparemment sceptique sur la tactique retenue par les Neuf. De fait, on peut se demander pourquoi ceux-ci, suivant ainsi la méthode préconisée par Bonn, n'ont pas eu l'opportunité possible de se prononcer, dès maintenant, sur les concessions susceptibles d'être faites par la Communauté et se contentent, en attendant le Conseil européen, d'amuser le tapis en demandant à leurs interlocuteurs de se montrer patients. Il est raisonnable de croire qu'ils veulent encore se consulter avec leurs partenaires industrialisés, surtout les États-Unis, sur la politique à suivre — concessions, confrontation ou dosage des deux — afin de convaincre les pays de l'OPEP de faire preuve de modération.

Ph. L.



Opel EuroKadett

René PETIT S.A.
81, rue de Meaux
PARIS 15^e
Tél. 607.93.92

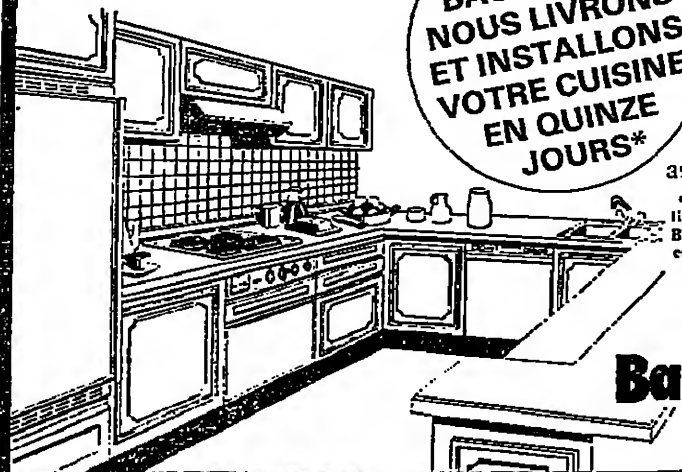


Chez Bauknecht on peut encore croire au Père Noël...

Mais oui, cette année Bauknecht a décidé de jouer au Père Noël... Quand vous choisirez votre cuisine parmi les 116 possibilités de cuisines originales, choisissez tout, sauf la hotte.

La hotte aspirante, c'est Bauknecht qui vous l'offre !

CHEZ BAUKNECHT NOUS LIVRONS ET INSTALLONS VOTRE CUISINE EN QUINZE JOURS*



Chez Bauknecht, quand nous jouons au Père Noël, cela vaut le coup de jouer avec nous. Les cuisines Bauknecht sont vendues, livrées et installées par des spécialistes qui vous conseillent avant mais vous assurent aussi le service après-vente.

* En 15 jours seulement, vous pouvez avoir chez vous livrée et installée, votre « Cuisine Complète » Bauknecht, toute la gamme des stratifiés et un modèle en bois massif rustique.

Pour toute commande de cuisine, Bauknecht vous offre la hotte.

Offre valable jusqu'au 31 décembre 1976.

A Paris, 5 concessionnaires Bauknecht vous attendent.

COMMERCELEC : 69, rue du Commerce
75015 Paris - tél. : 250.44.04

C.P.A. : 106, avenue Philippe-Auguste
75011 Paris - tél. : 371.09.19/371.05.13

CUISINES LAPEYRE : 43, rue Damrémont
75017 Paris - tél. : 606.24.30/254.97.25

CUISINES LAPEYRE : 6 boulevard
Beaumarchais 75011 Paris - tél. : 700.84.46

BAUKNECHT-MONTFARNASSE
124, rue de Vaugirard - 75006 Paris

tél. : 548.71.64

Je désire recevoir une documentation gratuite sur :

— les appareils Bauknecht ☐
— la gamme des cuisines complètes Bauknecht ☐

NOM

ADRESSE

Bauknecht France 12, quai de Bercy
94220 Charenton

Bauknecht
Ce que femme veut, Bauknecht le fait.

سولان الاول

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉPARGNE

L'indexation proposée par M. Giscard d'Estaing soulève de nombreuses difficultés d'application

En demandant à M. Raymond Barre, par sa lettre du mardi 16 novembre (« le Monde » 17 novembre), de définir (...) pour les petits épargnants (...) un instrument d'épargne simple spécialisé qui, en contrepartie d'un taux d'intérêt limité et d'une stabilité effective des dépôts, assure la sécurité durable des avoirs.

Selon les termes de la lettre du chef de l'Etat, la formule proposée s'appliquerait, assez exactement, à un compte sur livret plané à 30 000 francs, 40 000 francs, 50 000 francs, rémunéré à 2 % (contre 6,50 % actuellement), bloqué sur plusieurs années (au dix, et dont 1) montant rait indexé sur les variations de ndice officiel des prix. C'est on qu'apparaissent les difficultés. En premier lieu, selon quels «itères va-t-on définir la petite » épargne ? Selon une ude de M. Coulière, chargé d'en- ennement à la faculté de droit rjéans, parue dans la revue nque de septembre 1976, 55 % ommes déposées sur les trente- q millions de livrets de caisse épargne ressortiraient de la rose » et de la « super-épargne ».

M. Giscard d'Estaing va s'efforcer de satisfaire une revendication légitime de ces petits épargnants en faisant bénéficier leurs patrimoines d'une indexation réclamée depuis bien des années des deux côtés de la barricade politique. Il place en même temps les services du premier ministre devant une série de problèmes redoutables, notamment d'ordre budgétaire.

Après avoir fixé un plafond au montant du compte indexé, et, comme le propose M. Mitterrand, limité la possession de ce compte à un par famille, il faudrait donc, soit obtenir un état du patrimoine de ces familles, soit prendre en considération un revenu déclaré maximum.

En second lieu, qui va prendre en charge le coût de l'indexation ? Certains commentateurs ont mis en avant le chiffre de 5 millions de bénéficiaires éventuels : même en retenant le caractère arbitraire de ce chiffre (il existe dix-huit millions de « ménages »), on obtient un montant global de 150 milliards de francs pour des comptes, plafonnés à 30 000 francs. Si l'on indexe ce montant sur la hausse des prix, toute variation de 1 % coûterait 1,5 milliard de francs.

En prenant pour exemple une année où le taux d'inflation aurait atteint 10 %, et compte tenu d'un taux d'intérêt de 2 %, la facture brute atteindrait 3 milliards de francs, ce que le budget supporterait difficilement. Resteraient alors à imaginer pour cette épargne indexée des emplois « judicieux », selon les termes du chef de l'Etat, c'est-à-dire suffisamment rémunérateurs pour ramener cette facture à un niveau tolérable. A l'heure actuelle, on le sait, les sommes déposées dans les caisses d'épargne sont réparties aux collectivités locales par la Caisse des dépôts à un taux fixe. Inutile de dire que toute modification de ce système poserait des problèmes très épineux... Il reste tout de même un an pour les étudier. — E. R.

Une tirelire étanche ?

(Suite de la première page.)

M. Michel Jobert, en créant, le 15 mars 1975, son Mouvement des démocrates, proposait lui aussi, d'entrée de jeu, une indexation de l'épargne populaire, c'est-à-dire de l'épargne d'un ménage dont les revenus imposables ne dépassent pas le plafond de la Sécurité sociale (aujourd'hui 37 920 F). De nombreux députés s'étaient également prononcés en faveur de l'indexation de l'épargne populaire (1). Certains, comme M. Chalandon, s'étaient par l'expérience brésilienne (il le serait sans doute moins aujourd'hui), allant même beaucoup plus loin dans cette voie.

blique, dans sa lettre à M. Raymond Barre, n'insistent de nature à écarter les plus gros risques : un plafond sera prévu, on n'indexera pas l'épargne liquide, mais celle qui présentera une « stabilité effective des dépôts », le taux d'intérêt sera limité. Enfin, le dispositif « devrait pouvoir entrer en application au plus tard le 1^{er} janvier 1977 ». Cette date-butoir a un double avantage : elle laisse à M. Barre le temps de voir se dissiper, grâce à son plan, les plus gros nuages inflationnistes (si le vent souffle du bon côté), et elle ouvre... l'année électorale.

Dans la lutte contre les injustices, un point vient d'être marqué. Sans doute, sera-t-il toujours plus facile de protéger son épargne lorsque le patrimoine sera important, certains placements particulièrement fructueux n'étant guère concevables sans une « mise » sérieuse. Quand la tirelire des petits épargnants deviendra étanche, quand elle ne laissera plus échapper goutte à goutte, le fruit de leur travail, le progrès sera tout de même sensible. Il serait assurément, il est vrai, sans tant de façons, si le gouvernement réussissait à maîtriser l'inflation. Pour ce faire, le secret est hélas bien gardé...

« Intéressé mais prudent »

En revanche, du temps où il était ministre des finances, M. Fourcade s'était fermement opposé à une telle formule, et le moins qu'on puisse dire, c'est que M. Raymond Barre, avant d'être nommé premier ministre comme après, ne militait pas pour ce genre de réformes. Ce n'est pas seulement l'« indexation généralisée » qu'il repoussait. Dans le discours qu'il fit, le 16 octobre, à Epemay, au colloque du Nouveau Contrat social de M. Edgar Faure, il déclarait : « L'indexation de l'épargne des personnes âgées serait la formule la moins dangereuse, mais je crains que dans un pays comme la France, où la recherche de l'égalité se traduit par la multiplication des privilèges, nous ne nous laissions entraîner. Je suis donc intéressé, mais prudent. »

On ne sait encore si M. Barre, qui a son franc-parler, répondra à la lettre que vient de lui adresser M. Giscard d'Estaing : « Je suis intéressé, mais prudent. » Toujours est-il que le voilé aux prises avec un projet qui a d'éminentes vertus sociales, et qu'on ne saurait trop soutenir pour cette raison, mais qui racole également des germes inflationnistes, puisqu'il introduit une rigidité supplémentaire dans l'économie française.

Toutefois, les « verrous » déjà posés par le président de la Répu-

FISCALITÉ

M. BARRE DEMANDE QUE L'APPLICATION

DE LA TAXE PROFESSIONNELLE NE NUISE PAS A L'EMPLOI

M. Barre a reçu, mardi 16 novembre après-midi, une délégation de députés appartenant aux diverses formations de la majorité, qui lui ont fait part des préoccupations que leur causait la taxe professionnelle (voir nos éditions d'hier).

Le premier ministre, indiquant à l'hôtel Matignon, a demandé à M. Duralour, ministre délégué à l'économie et aux finances, de faire connaître, dans les jours à venir, les mesures susceptibles d'être prises pour éviter que l'application de la nouvelle loi (remplaçant la patente par la taxe professionnelle) n'ait des conséquences néfastes en matière d'emploi ou ne pose des problèmes sérieux aux entreprises.

De son côté le comité directeur de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie souligne dans un communiqué « les conséquences inacceptables de la mise en vigueur du nouveau régime de la taxe professionnelle. Il rappelle que les informations officielles prétables au vote de la loi avaient annoncé des variations n'excédant pas 25 % en 1976 par rapport à 1975 ».

L'APCCI constate que « les écarts dépassent largement ces prévisions dans des proportions totalement imprévisibles atteignant parfois 700 % à 800 % ».

AGRICULTURE

MARGAUX AUX ENCHÈRES ?

M. Bernard Ginstet a promis, le mercredi après-midi 17 novembre, les journalistes une réunion d'information au sujet du Château-Margaux.

Contraint de se défaire du célèbre vignoble classé pour épargner les difficultés de gestion de commerce, f. Ginstet a renoncé à traiter avec Remy Martin et le groupe des assurances de l'Etat, puis le gouvernement n'a son veto à une transaction avec le groupe américain National Distillers. Restent trois hypothèses sur lesquelles f. Ginstet devait s'expliquer mercredi :

— traiter avec le Crédit agricole qui a été pressé d'intervenir par les pouvoirs publics. Mais la banque payenne ne propose que 60 millions de francs, juste de quoi emettre à flot la maison de commerce. Et cela paraît insuffisant à M. Ginstet ;

— céder à une firme allemande ou belge. Le gouvernement ne pourrait pas élèver de mêmes objections que contre National Distillers. Mais l'affaire paraît être assez engagée ;

— vendre aux enchères. Ce serait, pour M. Ginstet, le moyen d'échapper aux manœuvres des hommes d'affaires qui cherchent à faire main basse sur Château-Margaux. — A. G.

M. Jean-Claude Pichon a été désigné par le conseil d'administration du Centre national des unes agriculteurs (C.N.J.A.) ur occuper, à compter du 1^{er} février 1977, les fonctions de directeur des services administratifs de l'organisation et remplacement M. Jean-Pierre Carlier, qui t occuper un poste dans la pération agricole.

LA LETTRE DE M. GISCARD D'ESTAING

Voici le texte de la lettre adressée le 16 novembre par M. Giscard d'Estaing à M. Barre, premier ministre.

« La situation d'inflation que connaît depuis plusieurs années l'économie mondiale affecte directement l'épargne. Sans doute par le jeu des taux d'intérêt et par la substitution d'une forme de placement à une autre est-il possible à une partie des épargnants utilisant les conseils des institutions financières de protéger efficacement leur épargne. Mais il n'en va pas de même pour ceux qui ne peuvent affecter à l'épargne qu'une faible partie de leurs ressources et qui n'ont souvent recours qu'à un seul type de placement.

« Dans ces conditions il me paraît utile de définir pour ces petits épargnants, soucieux avant tout de protéger leur patrimoine, un instrument d'épargne simple et spécialisé qui, en contrepartie d'un taux d'intérêt limité et d'une stabilité effective des dépôts, leur assure la sécurité durable de leur avoir.

« Il ne s'agit pas de procéder à une indexation généralisée de l'épargne : une telle indexation ne pourrait qu'affaiblir la capacité de notre économie à se délivrer de l'inflation. L'objectif est de mettre en place un dispositif qui assure une protection efficace des petits patrimoines afin de répondre au besoin des Français de notre temps.

« Je vous demande de bien vouloir faire étudier par les moyens que vous jugerez appropriés, les caractéristiques d'un tel dispositif. Il conviendrait notamment de réfléchir à l'emploi judicieux de cette épargne afin d'en tirer la meilleure utilité et d'atténuer le coût de la protection du patrimoine. Ce dispositif devrait pouvoir entrer en application au plus tard le 1^{er} janvier 1978. »

Faits et chiffres

Affaires

● LES ACTIONNAIRES DE LA SIREM, holding gérant les actifs de Lip S.A., ont mandaté M. Claude Peyrot pour s'occuper des tâches administratives se rapportant à la liquidation de l'affaire prononcée le 3 mai dernier par le tribunal de commerce de Paris. Membre du conseil d'administration de la SIREM depuis septembre 1975, M. Claude Peyrot avait été à l'origine l'un des initiateurs du plan de relance de Lip.

Agriculture

● LES LOCAUX DE LA SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) de Basse-Normandie, à Caen (Calvados), ont été occupés lundi 15 novembre, de 10 h. à 16 h., par une cinquantaine de propriétaires fonciers

conduits par M. de Lauriston, secrétaire général de la F.N.P.A. (Fédération de la propriété agricole). A la suite d'une série de décisions de justice, les manifestants entendaient obtenir la restitution d'une ferme de 18 hectares située près de Rouelle (Orne), à son propriétaire, M. Bernard Corvée. Cette ferme est actuellement occupée par M. Busnot, qui y a été installé à titre précaire par la SAFER. Une manifestation de soutien à M. Busnot doit se dérouler le 21 novembre avec le soutien du Mouvement des paysans-travailleurs.

A l'étranger

● EN ALLEMAGNE DE L'OUEST les prix à la production ont augmenté de 0,1 % entre septembre et octobre. Par rapport à octobre 1975, la hausse atteint 4,6 %.

LOGEMENT

DIX ASSOCIATIONS SE PRONONCENT CONTRE LE PROJET DE LOI CRÉANT L'AIDE PERSONNELLE

Au moment où commence au Sénat la discussion du projet de loi créant l'aide personnelle au logement, dix organisations et associations (C.G.T., C.F.D.T., FEN, Confédération nationale du logement, Fédération autonome des locataires, Fédération des résidences universitaires de France, Confédération nationale des associations familiales juques, Confédération syndicale du cadre de vie, Confédération syndicale des familles et Union des vieux de France) se prononcent dans un memorandum commun contre le projet de réforme préparé par le gouvernement. Ce texte dénonce « le caractère trompeur d'une aide dont l'indexation est retardée par le gouvernement ».

PROFITEZ EN !!!
AVANT EPUISEMENT DES STOCKS

DES PRIX QUE VOUS NE REVERREZ PLUS

MONDIAL MOQUETTE

SUPER VELOURS
disponibles en six magnifiques coloris

29 F le M²

Gde LARGEUR

MOQUETTE BOUCLEE

15 F le M²

GRANDE LARGEUR

MOQUETTE DECOREE
ICI EN OFFRE une qualité exceptionnelle à un PRIX TRES BAS

39 F le M²

IMBATTABLE à Qualité égale DISPONIBLE EN 5 COLORIS MODERNES

FINS de SERIE
Gde LARGEUR

22,50 F le M²

STOCK LIMITE

Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h à 21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h à 20 h.

MONDIAL MOQUETTE

PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz. Face gare d'Austerlitz. Tél. : 584-72-38

PARIS 19^e : 144, bd de La Villette. M^o Colonel-Fabien et J.-Jaurès. Tél. : 203-00-79

COIGNIERES (N 10) : pres Trappes, route du Pont d'Aulneau. Tél. : 451-70-12

SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820-02-93

SARCELLES : 29, av. Division. Leclerc, RN 15, route de Chantilly. Tél. : 990-00-77

PARIS 14^e : 50, bd Jourdan. 50 m Porte d'Orléans. Tél. : 535-36-62

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur. 5 mn Porte des Lilas. Tél. : 856-16-46

BOULOGNE : 82 bis, rue Guillemet. Tél. : 505-45-12

FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés. Pres gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-44

MAISONS-ALFORT : 123, rue Jean-Jaurès, RN 5. Tél. : 375-44-70

PARIS 18^e 114 rue DAMREMONT
Tél. : 606.05.73

L'Amérique du Sud. Plus vite. Plus souvent.

Air France va en Amérique du Sud deux fois plus vite avec Concorde. Et assure, au départ de Paris, le plus de vols vers les 11 grandes places économiques du continent.

● Le Brésil et le Venezuela en Concorde.

Chaque mercredi et dimanche, Air France gagne Rio en Concorde. Plus vite que le soleil. En 6 h 10. 5 h de moins que les subsoniques. De Rio, les correspondances sont immédiates pour São Paulo. Et chaque vendredi, Concorde rejoint Caracas en 5 h 10.

● Et Caracas, Bogota, Quito, Guayaquil, Lima, Santiago, Cayenne, São Paulo, Rio, Buenos Aires et Montevideo.

Du Venezuela au Pérou et du Brésil au Chili, Air France exploite un réseau dense et bien structuré, assurant, en Boeing, 32 liaisons hebdomadaires avec les principales villes d'Amérique du Sud.

Pour être les premiers sur les marchés d'Amérique du Sud, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Des grévistes de luxe à la Caisse d'épargne de Paris ?

Deux mille personnes environ ont assisté, mardi 16 novembre, à la Mutualité à Paris, à une réunion de soutien organisée avec une importante participation artistique — par les syndicats en faveur des grévistes de la Caisse d'épargne de Paris, qui ont cessé le travail depuis le 8 octobre. Au cours de ce meeting, M. Serge Adatto, porte-parole de l'intersyndicale, a réaffirmé que la direction générale de la Caisse se refusait toujours à toute négociation.

Les employés de la Caisse d'épargne de Paris gagnent correctement leur vie. Faut-il le leur reprocher ? Selon la grille des salaires fournie par la direction, un stagiaire perçoit, toutes primes comprises, 41.100 F par an, un employé qualifié 56.515 F, un sous-chefier — neuf ans de métier — 68.126 F, un responsable d'agence — quatorze ans de métier — 84.652 F, un chef d'agence dix-neuf ans de métier — 105.206 F.

Ces chiffres ne sont pas fondamentalement contestés par le Syndicat unitaire des agents et cadres des caisses d'épargne (SUACCE) et le Syndicat national du personnel des caisses d'épargne C.N.P.C.E., qui depuis le 8 octobre, mènent ce mouvement. Leurs adhérents parisiens — 900 au SUACCE, 300 à la C.N.P.C.E. — sur un total de 1.500 salariés ont d'ailleurs moins honte de montrer leurs fiches de paie que, selon eux, la combativité syndicale est pour beaucoup dans l'évolution de leur traitement.

Les 800 à 900 employés de la Caisse d'épargne de Paris, qui depuis six semaines, votent chaque jour en assemblée générale réclament d'abord le « maintien des avantages acquis ». En cela, ils ne trahissent pas, apparemment, l'effort de solidarité nationale sollicité en période d'austérité. Leur cahier de revendications comporte neuf points. Un seul semble être incompatible,

en esprit, avec la « philosophie » du plan Barre : l'augmentation des effectifs, en relation avec l'accroissement de la charge de travail.

Pour le reste, c'est-à-dire pour l'essentiel, il est difficile de contester que le fer social ne puisse jamais être engagé au-dessus de 3.426 F par mois. Les grévistes exigent notamment, on le sait, le versement intégral de la prime de fin d'année, qui correspond à un quatorzième mois et que la direction générale veut amputer, au vu des résultats de son compte d'exploitation pour 1976, d'environ 30 %.

Cette prime a été instituée en 1950. Pendant vingt-cinq ans, elle a été attribuée à un taux constant, quels que soient les bénéfices réalisés par la Caisse d'épargne de Paris. Pendant vingt-cinq ans, la direction générale n'a jamais affirmé que cette prime était « liée aux résultats ».

Or, c'est l'argument qu'elle avance aujourd'hui, en se retranchant derrière les directions du ministère de l'économie et des finances. La Caisse d'épargne de Paris est un organisme privé sous garantie de l'État. Sa « richesse » est incontestable : 18 milliards de francs de dépôts, rapportant 0,75 % d'intérêt et une fortune personnelle (constituée par des biens immobiliers) évaluée à 500 millions de francs et produisant aussi des intérêts. Le versement intégral de la prime de fin d'année lui coûterait 10 millions de francs.

Fort de l'appui gouvernemental, d'ailleurs, la direction a des positions déjà très développées (le Monde daté 23 octobre et 7-8 novembre) s'est toujours refusée à négocier. Elle compte sans doute sur la lassitude des grévistes — en vain jusqu'à maintenant — et surtout sur l'« impopularité » de ce mouvement. Usant d'arguments parfois fallacieux, elle fait en sorte que les agents de la Caisse d'épargne de Paris soient considérés par l'opinion publique comme « des grévistes de luxe ».

MICHEL CASTAING.

MEETING F.O. A LA MUTUALITÉ

Coups de semonce de M. Bergeron au gouvernement

« Si nos arguments restent sans écho, nos organisations après consultation, auront à définir les moyens propres à obtenir ce qu'on nous refuse ! » L'avis, évidemment, que formule ainsi M. André Bergeron n'est, certes, pas une menace caractérisée. Mais le secrétaire général a si bien martelé les mots que les mille cinq cents, à deux mille militants, réunis à la salle de la Mutualité, mardi 9 novembre au soir, ont réagi comme si leur leader se déclarait prêt à déterrer la hache de guerre.

Pour l'instant, en attendant la danse du scalp, l'auditoire a accueilli par des bordées de huées et de sifflets les noms de MM. Barre, Debré et Chaban-Delmas, considérés comme faux prophètes du blocage des salaires ou de la « paix sociale ».

Sécurité sociale, fiscalité, politique contractuelle, chômage, sur ces thèmes si souvent remis en chantier, M. Bergeron, réclamant d'improbables démentis, pose de provocantes questions : « Le revenu minimum d'un électro-radiologiste s'élève-t-il à 25.000 F par mois, tous investissements, amortissements et frais de gestion déduits ? L'évasion fiscale que n'est pas la fraude mais la sous-évaluation des revenus imposables — serait de 69 % chez les exploitants agricoles, de 55 % dans les professions indépendantes, de 16 % chez les salariés agricoles, de 8 % chez les em-

ployés, de 7 % chez les cadres supérieurs, de près de 2 % chez les cadres moyens, de 3 % chez les ouvriers et de 1,4 % chez les inactifs. Cette étude est-elle exacte ou fautive ? Une autre étude effectuée par le Centre de recherche économique sur l'épargne a évalué les patrimoines des ménages pour les mêmes catégories. Ces conclusions vont, exactement dans le même sens, le montant des patrimoines allant de 487.000 F pour les professions indépendantes à 58.000 F pour les ouvriers. Si le gouvernement ne répond pas à ces questions, nous sommes fondés à les juger bonnes et à en tirer les conséquences, notamment dans l'élaboration de nos revendications. »

Quant au blocage des prix, le gouvernement « aurait mieux fait de n'en faire la durée jusqu'au 31 décembre, car de nombreux industriels ont interrompu leurs livraisons, attendant le moment d'incorporer dans leurs prix ce qui est interdit aujourd'hui ».

Quelques voix ont crié : « Impôt sur le capital », tandis que le leader annonçait que, mercredi, à la même heure, il rééditerait, sur le thème de M. Barre, une solennelle mise en garde contre la tentation d'un abandon de la politique contractuelle. — J. R.



CONSEIL IMMOBILIER INTERNATIONAL

Richard Ellis

vous propose sa sélection hebdomadaire de bureaux 225.2780

Tour Fiat

Un placement exceptionnel pour la société qui souhaite posséder les murs de ses bureaux.

Le 10.000 m² de bureaux à la vente dans la plus prestigieuse des tours de Paris, la Tour de la Défense.

C'est la première Tour bureaux-services de France :

- 3 minutes de l'Etat par le RER — station reliée à la Tour
- services intérieurs sans supplément : restaurant d'entreprise
- 3 restaurants de direction — 2 cafétérias — 2 gymnases — sauna
- salle de conférence audiovisuelle de 120 places — centre médical
- 2 banques — 1 agence de voyages.

« une vie de quartier avec une galerie de commerces et de services variés »

- la qualité de la construction est unique parmi les tours : façade en béton armé recouverte de granit noir. En 1976, à 6500 F le m².

La Tour Fiat est un placement exceptionnel. Consultez-nous.

Les meilleures adresses de bureaux.

Richard Ellis
17, rue de la Baume, 75008 Paris

En conflit avec la Sécurité sociale

DES MÉDECINS BRETONS FONT LA GRÈVE DES SOINS

Des médecins appartenant à la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), ont déclenché, pour la journée du 17 novembre, une grève des soins, avec service de garde, dans plusieurs départements bretons (Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine).

Ces médecins grévistes protestent contre la décision des caisses d'assurance-maladie d'engager contre une cinquantaine de praticiens une procédure de dégage-

ment de la convention signée entre la Sécurité sociale et le corps médical.

Les caisses reprochent à ces praticiens d'avoir systématiquement dépassé les tarifs d'honoraires depuis juin 1976, à la suite d'un avenant tarifaire que seule la Fédération des médecins de France a signé. La C.S.M.F., qui n'a pas ratifié cet accord, avait, à l'époque, demandé à ses adhérents d'appliquer des tarifs, dits « syndicaux », supérieurs à ceux qui ont été négociés et confirmés, estimant-elle, à l'évolution des prix et des coûts d'un cabinet médical.

Rejetant la thèse des caisses qui, en application de la convention, entendent sanctionner individuellement les médecins pour non-respect de l'avenant tarifaire, la C.S.M.F. affirme que les médecins visés ont collectivement réagi contre l'insuffisance des honoraires conventionnels et que toute sanction individuelle entraînera une riposte collective.

La grève des soins qui est observée le 17 novembre a été lancée à la suite du déclenchement de la procédure de déconventionnement contre une cinquantaine de praticiens. Des initiatives de même type sont envisagées (ou en cours) dans d'autres régions par les caisses d'assurance-maladie, notamment dans la région parisienne. Le Mans, le bureau national de la C.S.M.F., qui se réunit mercredi 17 novembre, devait prendre une nouvelle fois position, notamment sur le mandat qui lui a été donné de déclencher une grève nationale administrative — en ne remplissant pas les feuilles de soin — si les sanctions deviennent effectives.

COUVERTS ARGENT ET INOX ORFÈVRE
FABRICANT - VENTE DIRECTE
FRANOR 70, RUE AMÉLÉOT
M^{re} St-Sébastien. Fermé le samedi.

J. DELMAS et Cie
La pratique de l'EXPORTATION
EXTRAIT DU SOMMAIRE
• Informations et renseignements
• Documents administratifs
• Documents commerciaux
• Documents juridiques
• Documents fiscaux
• Documents bancaires
• Documents de transport
• Documents de douane
• Documents de transit
• Documents de stockage
• Documents de distribution
• Documents de vente

VOUS ALLEZ ACHETER UN APPARTEMENT ?

5 questions vous préoccupent...

- A qui ai-je affaire ?
- Le programme qui m'intéresse a-t-il été bien étudié ?
- Les informations que l'on me donne sont-elles satisfaisantes ?
- Les conditions d'un bon déroulement des travaux sont-elles réunies ?
- Pourrais-je voir régler rapidement les difficultés éventuelles à la livraison ?

... 5 raisons pour acheter dans un programme agréé par le C.N.E.I.L.

Association sans but lucratif, placée sous l'égide de l'Administration, le C.N.E.I.L. présente au public une sélection importante de programmes comportant quelque 20.000 logements qui, tous, ont fait l'objet d'un agrément après examen par des spécialistes et des représentants de la plupart des banques spécialisées, des éléments juridiques, techniques et financiers essentiels dont dépend le bon déroulement des programmes de construction. Sa possession des données de l'opération — suivie au cours de sa réalisation — est un organisme peut à tout moment renseigner l'acheteur et intervenir si besoin en cas de difficultés (conciliation, arbitrage).

La liste des programmes agréés dans lesquels des logements restent encore disponibles est adressée sur simple demande :

C.N.E.I.L., 68, Chaussée d'Antin, 75008 PARIS, tél. : 239-65-22.

Le bureau d'information du C.N.E.I.L. (ouvert tous les jours, rendez-vous) et remet gratuitement à tout visiteur une documentation détaillée sur les programmes agréés de la région parisienne faisant apparaître leur localisation, leur catégorie et leur prix.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BISCUITERIE NANTAISE B.N.

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 27 octobre 1976, sous la présidence de M. Lionel Cosé, a approuvé les comptes de l'exercice 1975-1976 arrêtés au 30 avril 1976, qui font ressortir un bénéfice net comptable de 3.872.817 F, compte tenu d'une dotation aux amortissements de 5.339.515 F et après déduction de la provision pour investissements constituée au titre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion, pour un montant de 827.300 F.

Le chiffre d'affaires de l'exercice s'est élevé à 228.665.164 F.

A fin septembre, les ventes de l'exercice 1976-1977 sont en augmentation de 17 % par rapport à la même période de l'année précédente.

L'assemblée générale ordinaire a, par ailleurs, réélu administrateurs : MM. Lionel Cosé, Georges Cosé, Caspar B. N. de Joffe, Michel Enboudin, Hubert Linfer, Paul Pactot, Sylvain Wibaux, Samuel B. Witt, ainsi que General Mills Inc., représentée par M. Donald A. Lundie.

JAEGER

ECHANGE DE 166 144 ACTIONS POUR RECOUPONNEMENT

Les 166 144 actions numérotées 15 995 A 130 585, 134 723 à 182 417, 188 001 à 189 332, et 190 768 à 193 332, qui ne comportent plus que le coupon n° 59, sont en cours d'échange depuis le 3 novembre 1976. Il est délivré titre pour titre et sans conformité de numéros, 166 144 actions nouvelles de même nature et-coupon n° 59, ce dernier ayant été, pour toutes les actions, annulé par le conseil d'administration au cours de sa séance du 23 septembre 1976.

Les propriétaires d'actions au porteur ont été invités à présenter leurs titres à l'échange aux guichets de la Banque Worms ou à ceux de la Banque nationale de Paris, du Crédit lyonnais, du Crédit commercial de France, du Crédit industriel et commercial, de la Société générale et de la Banque de l'Indochine et de Suez.

Les propriétaires de titres nominatifs ou de titres au porteur Bico-van n'ont aucune formalité à accomplir.

UCIP-BAIL

Les produits bruts de cette Siohm se sont élevés, pour les trois premiers trimestres de l'exercice 1976, à 28.808.000 F contre 25.968.000 F pour la même période de l'exercice précédent. La progression est de 10,8 %.

Les résultats provisoires pour la même période s'élevaient à 10.259.000 F contre 9.130.000 F pour les neuf premiers mois de 1975, soit une progression de 11,5 %.

Compte tenu des produits exceptionnels pour la quatrième trimestre, on peut prévoir une augmentation des résultats nets pour l'année entière de l'ordre de 15 %.

Comment ! Vous n'avez jamais loué de voitures ?

europcar

645.21.25

PERNOD RICARD, CUSENIER, C.D.C.

Les conseils d'administration des sociétés PERNOD RICARD, CUSENIER, C.D.C. et S.E.G.M. se sont réunis les 3 et 10 novembre 1976.

Au cours de leur délibération, ils ont examiné et approuvé les projets de restructuration du groupe PERNOD RICARD, dont les objectifs, les moyens et les modalités juridiques sont exposés ci-après.

L'ensemble du projet sera soumis à l'approbation des actionnaires des sociétés concernées, dont les assemblées sont convoquées le 30 décembre 1976.

Objectifs poursuivis

- Afin d'accroître l'efficacité commerciale du groupe, la restructuration envisagée poursuit les objectifs principaux suivants :
- relancer les ventes de marques d'apéritifs à base de vin : Ambassadeur, Byrrh, Cinzano, Dubonnet ;
 - renforcer la vocation internationale du groupe ;
 - mettre à sa disposition de nouveaux outils pour lui permettre de mieux faire face à la concurrence, sur les marchés français et étrangers ;
 - et, enfin, accroître sa rentabilité.

Moyens à mettre en œuvre

Pour atteindre ces objectifs, il apparaît nécessaire aux conseils d'administration des sociétés concernées de mettre en œuvre les moyens suivants :

- a) Regrouper les réseaux de vente de CUSENIER et de C.D.C.
- En effet, la création de la demande pour une marque de spiritueux passe essentiellement par un réseau de vente qui doit disposer de moyens humains et matériels importants et dont les actions doivent être soutenues par des volumes de vente suffisants.
- Dans ces conditions, il a été considéré comme indispensable de regrouper les réseaux de vente de CUSENIER et de C.D.C. et de ramener ainsi, en France, le nombre des réseaux commerciaux du groupe de cinq à quatre.

b) Redistribuer certaines marques leaders

L'expérience acquise par le groupe dans ce domaine a démontré que la coexistence de marques leaders concurrentes entre elles au sein d'un même réseau commercial constituait une gêne importante à leur développement. En conséquence, il est projeté de redistribuer certains produits du groupe entre les quatre réseaux commerciaux, de telle façon qu'aucun d'entre eux n'ait à distribuer plus d'une marque leader dans une famille de produits donnée.

Ainsi, pour les apéritifs à base de vin, Dubonnet serait vendu par le réseau Ricard ; Cinzano et Byrrh par les deux réseaux Pernod, et Ambassadeur par le nouveau réseau C.D.C.-Cusenier.

Pour des raisons identiques, Pastis 51 et Pernod 45 seraient commercialisés séparément par les deux réseaux Pernod.

c) Concentrer les exportations au sein de la Société pour l'exportation de grandes marques

La S.E.G.M. a été créée, en effet, à l'occasion de la fusion PERNOD RICARD, dans le but de développer les ventes étrangères de spiritueux du groupe. Compte tenu de la nécessaire coordination qui devrait intervenir entre les quatre départements de la S.E.G.M. : Ricard, Pernod, Bisquit et ceux des services d'exportation de CUSENIER et de C.D.C., ainsi que dans le but de bénéficier pleinement des synergies commerciales entre les produits, il a été jugé plus efficace de transférer à la S.E.G.M. la responsabilité des exportations de CUSENIER et de C.D.C.

Modalités juridiques

Les importantes modifications décrites ci-dessus ne peuvent être envisagées que dans un cadre juridique qui permette de mettre sur un pied d'égalité les intérêts des actionnaires de toutes les sociétés concernées. C'est pourquoi il est apparu nécessaire aux Conseils d'Administration de PERNOD RICARD, CUSENIER et C.D.C. de procéder à l'absorption des deux dernières Sociétés par la première. Le mécanisme projeté est le suivant :

apport de leur clientèle française et de leurs actifs industriels et commerciaux à une nouvelle Société dont la raison sociale serait : C.D.C.-CUSENIER ;

c) CUSENIER et C.D.C. seraient alors absorbés par PERNOD RICARD qui, au titre des apports, recevrait les marques, les actifs hors exploitations de CUSENIER et C.D.C. ainsi que les actions S.E.G.M. et de la nouvelle Société C.D.C.-CUSENIER remises en contrepartie des apports partiels ci-dessus ;

d) PERNOD RICARD concéderait à la nouvelle Société C.D.C.-CUSENIER l'exploitation en France des marques apportées, et à la S.E.G.M. leur exploitation étrangère.

Les parités de fusion

Les apports partiels et absorptions projetés seront soumis à l'approbation des actionnaires des Sociétés PERNOD RICARD, CUSENIER, J.D.C. et S.E.G.M. lors de leurs assemblées générales extraordinaires convoquées pour le 30 décembre 1976. Ces dernières auront également à approuver les parités d'échange des actions CUSENIER et C.D.C. contre des actions PERNOD RICARD que les conseils d'administration des Sociétés concernées ont arrêtées de la façon suivante :

- 1 action PERNOD RICARD pour 1 action CUSENIER.
- 1 action PERNOD RICARD pour 2 actions C.D.C.

Pour chaque action PERNOD RICARD attribuée aux actionnaires CUSENIER et C.D.C., il sera versé, en outre, une somme en espèces de 8 F.

Ces parités conduiraient, compte tenu de l'annulation des actions CUSENIER et C.D.C. détenues par PERNOD RICARD, à créer 182.006 actions PERNOD RICARD supplémentaires portant jouissance du 1^{er} janvier 1976. Le capital social de PERNOD RICARD serait en augmentation de 4,2 % et le nombre d'actions porté de 4.300.964 à 4.483.000.

مكتبة الامم المتحدة

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 16 NOVEMBRE

Fléchissement

Peu d'affaires ce mardi à la Bourse de Paris. Le repli des cours amorcé la veille s'est, de ce fait, quelque peu accentué.

Tous les compartiments, sans la moindre exception, ont payé leur tribut à la baisse, les plus affectés étant, comme à l'habitude, le matériel électrique, la métallurgie, les magasins et la construction mécanique.

Encore bien orienté lundi, le secteur bancaire a lui aussi subi des pertes.

As-tout, près de soixante valeurs ont fléchi de manière sensible (de 1 % à 5 %). Quatre ont plus particulièrement souffert de la baisse : la Générale (4,5 %), la Paribas (4,5 %), la Société Générale (4,5 %) et la Prêt-à-Porter (4,5 %).

De leur côté, les hausses se sont rarifiées. Guère plus de dix ont été relevées, de façon amples, généralement, de sorte que les différents indices ont baissé de 0,5 %.

Le marché reste globalement sous le coup des élections de dimanche. Au surplus, l'assurance acquise par M. Barre lors de son voyage en Égypte qu'une hausse des prix du pétrole était imminente n'a rien arrangé par plus que les complications politiques nées de l'acceptation par M. d'Ornano de présenter sa candidature à la mairie de Paris. Autour de la corvette, chacun se demandait comment tout cela allait finir.

Attention que la proximité des opérations de liquidation générale des valeurs étrangères, prévu mardi par la réponse des primes, n'était pas faite pour susciter les initiatives.

Sur le marché de l'or, les cours se sont repliés, le lingot cédant seulement 225 F à 2199 F. Les pièces ont suivi la même tendance, le napoleon, par sa part, est revenu à 234 F (contre 233,50 F) contre 237,40 F.

Aux valeurs étrangères, reprise des amérindiennes, sur les indications de leur place d'origine, et de allemandes. VU, recul des mines d'or. Rassemblement des pétroliers internationaux.

LONDRES

Repli

Le marché financier londonien a connu une reprise initiale. Repli des industrielles et des pétrolières. Nouvelle baisse des mines d'or. Seuls, les fonds d'Etat progressent.

OR (pavement) (détails) : centre 133 28

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

DOV CHEMICAL. — Déjà cotée sur la plupart des places financières européennes, les actions de cette firme chimique américaine, la deuxième des Etats-Unis et la huitième au plan mondial, ont été cotées le 25 novembre prochain à la Bourse de Paris. Spécialité : 56 % dans la chimie lourde, le groupe Dov est le domaine d'activité. En 1975, année de crise, son chiffre d'affaires n'a diminué que de 1 %, et son bénéfice d'exploitation de 5 % seulement. Son taux de rentabilité est ainsi stable à 21,9 %, contre 22,9 % en 1974. C'est le plus élevé qui soit. La Dov Chemical est en outre la première société chimique du monde pour ses bénéfices, ses ventes et sa valeur ajoutée par capitaux.

PRÉVISIONS. — Le bénéfice net consolidé pour le troisième trimestre s'élève à 125 millions de dollars contre 120 millions de dollars au troisième trimestre de 1975. Pour les neuf premiers mois, il atteint ainsi 375 millions de dollars contre 360 millions au 30 septembre 1975. La rentabilité du groupe a fortement augmenté, passant de 16,5 % à 18,5 % (contre 17,1 % et 17,5 % en 1974).

En raison de l'évolution des taux de change, les dirigeants prévoient pour l'exercice entier une augmentation de 12 % seulement du chiffre d'affaires contre 13,5 % pour les neuf premiers mois. La rentabilité ne devrait pas varier.

NEW-YORK

Irégulier

Le marché a reperdu durant la seconde partie de la séance de mardi tous les gains qu'il avait acquis au cours des premières heures de cotation et, en clôture, l'indice des industrielles s'est établi à 633,34 (-0,05). Au plus haut de la journée, il avait atteint 645,75.

Une forte activité a régné à la fin de la séance, les investisseurs se chargeant de la diminution des mises en chantier de logements en octobre, la prévision d'une baisse des bénéfices de Du Pont faite par le président du groupe, la décision d'un juge fédéral permettant au département de la justice de poursuivre le géant du téléphone A.T.T. pour ses activités contraires à la loi anti-trust.

Sur 1.801 valeurs traitées, 572 se sont négociées en hausse et 1.229 en baisse.

Indice Dow Jones : transports, 225,44 (+0,51) ; services publics, 54,49 (+0,41).

INDICES QUOTIDIENS

(base 100 : 31 déc. 1975)

Valeurs françaises : 75,5 77,8
Valeurs étrangères : 106,3 106,6
C. DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 : 31 déc. 1975)
Indice général : 61,9 61,3

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yens) : 16/11 17/11
250 18 255 26

VALEURS

| VALEURS | Cours | Précéd. | VALEURS | Cours | Précéd. | VALEURS | Cours | Précéd. | VALEURS | Cours | Précéd. |
|-------------------|-------|---------|---------------|-------|---------|---------------|-------|---------|---------|-------|---------|
| Patrimoine (A.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (B.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (C.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (D.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (E.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (F.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (G.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (H.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (I.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (J.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (K.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (L.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (M.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (N.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (O.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (P.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (Q.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (R.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (S.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (T.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (U.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (V.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (W.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (X.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (Y.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |
| Patrimoine (Z.L.) | 101 | 103,10 | Deutsche Bank | 300 | 300 | Comptoir S.A. | 458 | 458 | Gevert | 141 | 141 |

MARCHÉ A TERME

| VALEURS | | | | | VALEURS | | | | | VALEURS | | | | |
|---------------|---------------|----------------------|------------|----------------|---------------|----------------------|------------|---------------|---------------|----------------------|------------|---------------|---------------|----------------------|
| Premier cours | Dernier cours | Compt. premier cours | Différence | Premier cours | Dernier cours | Compt. premier cours | Différence | Premier cours | Dernier cours | Compt. premier cours | Différence | Premier cours | Dernier cours | Compt. premier cours |
| 131 38 | 121 38 | 131 38 | 455 | T.M. Electr. | 432 | 471 | 478 | 285 | Gen. Electric | 251 | 77 | 352 | 10 | 358 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 570 | 570 | 573 | 369 | Gen. Motors | 344 | 351 | 352 | 10 | 358 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 116 70 | 117 10 | 116 70 | 28 | Gen. Reale... | 13 | 12 | 13 | 12 | 12 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 310 | 310 | 310 | 27 | Gen. Reale... | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 61 | 61 | 61 | 1 | Gen. Reale... | 273 | 273 | 273 | 273 | 273 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 178 | 183 | 183 | 24 | Gen. Reale... | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 183 | 191 | 191 | 183 | Gen. Reale... | 182 | 182 | 182 | 182 | 182 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr. | 286 | 294 | 294 | 204 | Gen. Reale... | 130 | 130 | 130 | 130 | 130 50 |
| 88 54 | 73 50 | 90 | 117 | T.M. Electr.</ | | | | | | | | | | |

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
2. AFRIQUE
3. PROCHE-ORIENT
4. AMÉRIQUES
- 6-7. EUROPE
8. DIPLOMATIE

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Pages 9 à 20

CINÉMA : Le mi-temps du Festival de Paris.
THÉÂTRE : « Quatre soldats et un accordéon », à Aubervilliers.
MUSIQUE : Le tango de l'« Affaire rouge », à l'Opéra de Lyon.
EXPOSITIONS : Nicolas de Stiehl à Zurich ; Les dissidents soviétiques à Paris.

38. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

31 à 34. POLITIQUE

34. MÉDECINE

34. SOCIÉTÉ

35. RELIGION

35. ÉDUCATION

37-38. JUSTICE

39. PRESSE

44 à 46. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

POINT DE VUE : « Le jeu de l'ois du pétrole », par Marc Ullmann.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (20)
Annonces classées (40 à 43) ;
Carnet (38) ; Aujourd'hui (39) ;
« Journal officiel » (39) ; Média-
rologie (39) ; Mots croisés (39) ;
Bourse (47).

IL FAUT OBTENIR POUR MAYOTTE UNE CERTAINE INDÉPENDANCE AU SEIN DES COMORES déclare M. Jacques Foccart

M. Foccart, ancien secrétaire général à la présidence de la République pour la Communauté et les affaires africaines et malgaches, qui donnait mardi 16 novembre à Paris une conférence d'un caractère principalement historique, sur le thème de la décolonisation, a déclaré que « l'île de Mayotte fait partie de l'archipel comorien » et qu'il « faudrait obtenir pour elle un statut garantissant une certaine indépendance au sein des Comores ». « Je ne crois pas, a-t-il ajouté, à la vocation de Mayotte comme département français ».

A l'intention de ceux qui l'avaient décrit comme un conseiller puissant, tenant en main un certain nombre de régimes africains, il a assuré que « le général de Gaulle n'aurait pas toléré vingt-quatre heures après de lui qu'un coup d'État ou des complots ». « Or, a-t-il ajouté, le général m'a gardé vingt-trois ans », M. Foccart a également regretté la faible progression du budget de la coopération.

● Une délégation indonésienne conduite par le général Ali Murtopo, chef adjoint des services de renseignements, vient de passer trois jours à Paris. Le général, qui séjournera en France à titre privé, a pris contact avec certains milieux industriels. Après avoir été reçu par M. Jean François-Poncet, secrétaire général à la présidence de la République, il devait quitter Paris ce mercredi 17 novembre à destination de Londres, puis de Bonn. M. Soemilro Djodikusumo, secrétaire d'État chargé de la recherche, faisait partie de la délégation.

● Le musée du château de Versailles, ainsi que les jardins, seront fermés au public le mardi 23 novembre à l'occasion de la visite du roi du Maroc. Le château rouvrira ses portes le mercredi 24 novembre à 12 heures. D'autre part, le château et les jardins des Trianons seront fermés à partir du dimanche 21 novembre jusqu'au vendredi 26 novembre.

A B C D E F G

La convention contre le terrorisme représente une « exception » au droit d'asile politique reconnaît le directeur des affaires juridiques du Conseil de l'Europe

Adoptée à Strasbourg le 10 novembre par les députés des ministères des affaires étrangères du Conseil de l'Europe, la convention européenne sur la répression du terrorisme a été présentée au cours d'une conférence de presse réunie mardi 16 novembre au siège du Conseil, à Paris.

Cette convention, dont les dispositions ont été élaborées à la fois rapidement et difficilement — dans les dernières phases de la mise au point notamment — appelle déjà des critiques et des réserves (le Monde du 12 novembre), et c'est davantage sous forme de défenses et de justification que M. Herbert Golsong, directeur des affaires juridiques du Conseil de l'Europe, en a fait la présentation.

Selon son préambule, la convention est née de « l'inquiétude croissante causée par la multiplication des actes de terrorisme » et du souhait « que des mesures efficaces soient prises pour que les auteurs de tels actes n'échappent pas à la poursuite et au châtiment ». Les signataires, « convaincus que l'extradition est un moyen particulièrement efficace de parvenir à ce résultat », ont dressé la liste des « infractions graves » dont le caractère politique ne devra plus être pris en considération, ces infractions étant assimilées ainsi à des délits ou crimes de droit commun. C'est, selon l'article premier, le cas des actes de piraterie aérienne, des attentats contre des « personnes ayant droit à une protection internationale (des diplomates), des enlèvements ou prises d'otages ainsi que des infractions comportant l'utilisation de bombes, grenades ou armes à feu automatiques ».

Cette liste n'est pas vraiment limitative, car l'article 2 prévoit que l'on ne pourra considérer comme infraction politique « tout acte grave de violence » qui n'est pas visé à l'article précédent et qui est dirigé contre « la vie ou la liberté des personnes » ou même contre les « biens », lorsque cet acte a créé un danger collectif pour des personnes.

M. Golsong a reconnu que cette « extension » avait déjà été « mal interprétée ». Il a même dû admettre que l'ensemble de ce texte représentait une « exception » au droit d'asile politique. Mais il a tenu à souligner que, selon le Conseil de l'Europe, ce droit n'était pas pour autant remis en cause car l'exception ne concernait que des cas « expressément dénommés » et des faits « dont le grand caractère d'infraction politique qui peut être invoqué à leur propos ». Ce fonctionnaire du Conseil de l'Europe n'en a pas moins cru bon d'indiquer que « depuis l'adoption » de la convention débattue à La Haye en 1970 à propos des détournements d'avion prévoyait dans le même esprit une action contre le terrorisme, et qu'à cette occasion trois pays, l'O.R.S.S., les États-Unis et Israël, avaient proposé un système voisin d'extradition obligatoire.

M. Golsong a également fait observer que, dans les termes mêmes de la nouvelle convention,

Contre M. Arreckx républicain indépendant

M. SIMON-LORIÈRE DÉPUTÉ U.D.R. OFFICIELLEMENT CANDIDAT À TOULON

M. Aymeric Simon-Lorière, député U.D.R. du Var et maire de Sainte-Maxime, a annoncé officiellement, mercredi matin 17 novembre, qu'il briguera la mairie de Toulon en mars 1977, alors que le maire actuel, M. Maurice Arreckx, président de la fédération départementale des républicains indépendants, sollicitera le renouvellement de son mandat. Ainsi une élection oratoire se déroulera dans le chef-lieu du Var. Le comité de la majorité, chargé de la préparation des élections, et que préside M. Olivier Guichard, ministre de la justice, n'a pas pris de décision sur cette compétition.

M. Simon-Lorière a fait état, dans sa conférence de presse, d'un sondage établi par la S.O.P.R.E.S. du 22 au 28 octobre, selon lequel les intentions de vote des Toulonnais sont les suivantes : au premier tour, liste d'union de la gauche dirigée par le P.C., 44 % ; liste Simon-Lorière, 33 % ; liste Arreckx, 24 %. Au second tour : liste Simon-Lorière, 58 % ; liste d'union de la gauche, 42 %.

La liste de M. Simon-Lorière devrait comprendre notamment des représentants des diverses tendances de la majorité, y compris des dissidents des républicains indépendants et des personnalités favorables à M. Chirac.

Le numéro du « Monde » daté 17 novembre 1976 a été tiré à 585 623 exemplaires.

En Pologne

LE CHARBON EST RATIONNÉ

Vainov (A.P.P. Reuters). — Après le sucre et l'énergie électrique, le charbon est rationné en Pologne. L'agence P.A.P. vient d'annoncer que, pour assurer une « répartition équitable », les autorités ont, depuis le 15 septembre, rationné la vente du charbon dans les villes en fonction de la superficie des logements. Un citoyen disposant d'une pièce a droit à 12 tonnes de houille, pour deux pièces 18 tonnes, pour trois pièces 24 tonnes, etc. A la campagne, les livraisons de charbon dépendent de la vente à l'État des bêtes pour les abattoirs, notamment de porcs. L'agence P.A.P. déplore que de nombreuses localités rurales soient, au début de l'hiver, dépourvues de charbon.

Cette « crise », reconnaît P.A.P., suscite « le mécontentement et l'exaspération » de la population. D'autant que la Pologne occupe la quatrième place dans le monde et la deuxième en Europe pour l'extraction du charbon : 104 millions de tonnes en 1970, 140 millions pour cette année.

La Pologne est également exportatrice : 38 millions de tonnes ont été vendues en 1975 à l'étranger ; à l'Europe de l'Ouest en particulier. Ces exportations seront maintenues cette année.

Les autorités attribuent la crise actuelle de l'énergie en Pologne à l'expansion industrielle, à des goûts d'étrangement dans les transports et aux ventes accrues d'ustensiles électriques.

● Le cardinal Marty a précisé à France-Inter, le 16 novembre, qu'il pourrait éventuellement prendre la défense de certains de ses prêtres, si des accusations publiques les mettaient en cause. L'archevêque de Paris, ancien président de la conférence épiscopale française, faisait ainsi allusion à la sortie en septembre d'un livre publié sous l'autorité de M. Michel de Saint-Pierre, président de l'association traditionnelle

A LA VEILLE DU RÉFÉRENDUM EN ALGÉRIE

Des meetings de soutien au chef de l'État se déroulent dans tout le pays

De notre correspondant

Alger. — Naam il destour (« Oui à la Constitution »). C'est un des slogans qu'on entend scander au cours des nombreuses manifestations populaires qui se déroulent dans tout le pays depuis une semaine en faveur d'un vote massif au référendum du 19 novembre (le Monde du 17 novembre). Mais ce n'est pas celui qui revient le plus souvent : les meetings populaires se tiennent déjà dans la perspective de l'élection présidentielle de décembre et du soutien au « militant Boumedienne, candidat du F.L.N. ».

De Tizi-Ouzou, à l'est, à Tيارت, à l'ouest ; de Cheraga, au nord, à Ouarzila, dans le sud, la foule arbore des portraits du chef de l'État en criant : « Nous sommes avec toi, Boumedienne » ou « L'armée, le peuple avec Boumedienne », ou encore « Pas de révolution sans parti révolutionnaire ». Pour la première fois depuis l'indépendance, toutes les banderoles portent des inscriptions uniquement en arabe. Le président, qu'on avait peu vu en public pendant l'élaboration et la discussion du texte constitutionnel, multiplie maintenant les visites à l'intérieur du pays.

Souriant, détendu, prêtant une oreille attentive aux paysans et aux ouvriers qui n'hésitent pas à discuter avec lui, le chef de l'État a inauguré plusieurs villages socialistes. Construits dans le cadre de la révolution agraire lancée il y a cinq ans, plus de cinquante de ces villages sont maintenant habités, une cinquantaine d'autres sont

en voie d'achèvement, et plusieurs centaines en construction sur les mille prévus.

Le président a également inauguré, dans la wilaya de Tيارت, le nouveau complexe lainier de la Sonitex (Société nationale des industries textiles), dont El Mouradjah précise qu'il est le plus important d'Afrique et se situe, par ses caractéristiques, au dixième rang des usines du même genre construites dans le monde. Dans la wilaya de Bel-Abbès, le chef de l'État a inspecté l'avancement des travaux de l'usine de machines agricoles et du complexe de matériel électronique qui fourniront près de huit mille emplois.

Ce qui frappe, dans ces manifestations de soutien organisées par le parti, c'est la densité de la foule et son enthousiasme. Ces images, abondamment retransmises par la télévision, visent à démontrer l'unité des Algériens plus ou moins défaits et alarmés qu'ils ont été, depuis cet été, à Alger. Elles tendent aussi à montrer que la réalité algérienne se trouve beaucoup plus dans le pays profond que dans la capitale. Une capitale où l'on accorde facilement crédit aux nouvelles les plus invraisemblables, où l'on perçoit moins les transformations qui se sont produites dans le pays en un décennet, peut-être parce que les difficultés de la vie quotidienne y sont plus sensibles qu'à l'intérieur.

PAUL BALTA.

Rémy Martin coûte plus cher qu'un simple cognac et disparaît plus rapidement. La vie est loin d'être simple.



Si Rémy Martin coûte plus cher qu'un simple cognac ordinaire, c'est tout simplement qu'il n'est pas un cognac ordinaire. C'est une Fine Champagne : il provient des deux premiers crus de la région de Cognac : la Grande et la Petite Champagne.

Les crûs de vie issus de ces deux régions sont les plus subtils et les plus riches. Il n'est donc pas étonnant que tout le monde, des amateurs aux connaisseurs, se laisse rassurer si volontiers. Que faire ? Servir uniquement

seul le Rémy Martin. Servir à un cognac ordinaire serait trahir Rémy Martin. Admettre que la vie est parfois loin d'être simple. On peut songer qu'elle est relativement courte et profiter de ses lauriers. A commencer par Rémy Martin.

Rémy Martin. Fine Champagne Cognac.

صلى الله عليه وسلم